DCM_2023_04_01

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

1

SOLIDARITES INTERNATIONALES : Tremblement de terre au Maroc - Solidarité de la Ville d'Avignon au peuple marocain sinistré - Participation de la Ville au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales.

Mme HELLE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 septembre, un puissant séisme de magnitude 6,9 a ravagé l'ouest du Maroc. L'épicentre de la secousse se situait dans la province d'al-Haouz, à environ 70 kms au sud-ouest de Marrakech. Il a été suivi d'une réplique de 4,9 qui s'est produite 20 minutes plus tard.

Ce séisme, le plus violent depuis 120 ans, a provoqué des dégâts importants et semé la panique à Marrakech et dans d'autres villes notamment à : Rabat, Casablanca, Essaouira et Agadir.

Près de 2 millions de personnes, dont près de 675 000 enfants, vivent dans les zones qui ont été fortement touchées par le tremblement de terre.

Face à cette situation, l'aide internationale s'organise. Le gouvernement a annoncé la décision de débloquer une aide de 5 millions d'euros de crédits humanitaires pour soutenir la réponse d'urgence. Elle sera destinée aux acteurs humanitaires spécialisés déjà présents et actifs dans les zones sinistrées au bénéfice des populations touchées par le séisme, en appui au travail des autorités marocaines.

La Ville d'Avignon, au regard du principe de solidarité internationale mais aussi des liens qui l'unissent avec le peuple marocain ainsi touché, souhaite apporter un soutien aux populations des zones concernées.

Ce soutien a été élaboré lors d'une réunion de travail organisée et présidée par Madame le Maire qui s'est tenue le 15 septembre 2023 rassemblant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse représentée par son Président, ainsi que de nombreuses associations franco-marocaines ainsi que le Secours Populaire.

Il se décline en trois actions-phare selon une temporalité distincte :

1/ Dans l'urgence, une procédure de collecte de dons en nature en faveur des victimes a été initiée dans le cadre d'un travail partenarial entre la Ville et les associations franco-marocaines d'Avignon. Ainsi, le Hall J du Parc des Expositions, soit 800 m² possibles de stockage avec un accès direct par camions, a été mis à disposition. La Ville a fait appel aux bénévoles desdites associations qui assurent sur place le tri et le conditionnement des aides avant envoi vers les zones marocaines sinistrées. Cette initiative permettra de soulager le centre de collecte ouvert dans l'urgence par la Ville d'Avignon depuis le 13 septembre dernier à la mairie-annexe des quartiers Nord, qui demeurera un centre de collecte de proximité pour les avignonnais.

2/ A court terme, Madame le Maire a décidé de concrétiser l'aide financière de la Ville aux personnes sinistrées par le versement d'une contribution de 10 000 € au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) géré par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Ce fonds donne la possibilité aux collectivités de participer à une réponse coordonnée, rapide et efficace mise en œuvre par l'Etat face aux situations d'urgence et à la détresse des personnes affectées.

3/ Enfin, Madame le Maire a affirmé sa volonté d'inscrire le soutien de la Ville dans la durée et dans cette perspective, de réfléchir à un partenariat de coopération avec des collectivités marocaines afin de participer à la reconstruction de bâtiments publics, écoles et dispensaires notamment. Ainsi, dans la continuité du travail partenarial initié le 15 septembre dernier, un comité organisationnel placé sous sa présidence sera réuni dès la semaine prochaine, et autant de fois que de besoin, pour pouvoir répondre au suivi de cette situation d'entraide et de solidarité internationale.

Il vous est donc proposé, aujourd'hui, d'approuver le versement d'une contribution de 10 000 € au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO).

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-29 et L1115-1,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le versement d'une contribution de 10 000 € au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales,
- **IMPUTE** la dépense au chapitre 67
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 6 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

DCM_2023_04_02

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

2

SOLIDARITES INTERNATIONALES : Impact de la tempête Daniel en LIBYE - Subvention de la Ville au Comité International de la Croix-Rouge.

Mme HELLE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Le 10 septembre dernier, la tempête Daniel a frappé le nord-est de la Libye et plusieurs villes provoquant des inondations, la rupture de deux barrages et aboutissant sur ce qui apparaît comme l'une des pires catastrophes humanitaires des dernières années. Les Nations unies, citant le Croissant rouge libyen ont annoncé dans la nuit de samedi à dimanche 17 septembre qu'au moins 11 300 personnes sont mortes et 10 000 restent portées disparues à Derna, dans l'est de la Libye. Une semaine après la catastrophe, l'Organisation Mondiale de la Santé estime que les pluies torrentielles ont touché jusqu'à 1,8 million de personnes et endommagé la plupart des structures hospitalières du pays.

La France s'est immédiatement mobilisée en réponse à la demande des autorités libyennes pour apporter son assistance aux victimes de cette catastrophe. La priorité est d'apporter une aide médicale et chirurgicale d'urgence aux blessés, aux côtés des forces de secours libyennes. En coordination avec le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, un hôpital de campagne de la sécurité civile française a été déployé à Derna et a accueilli, le 17 septembre, ses premiers patients. Disposant d'un bloc opératoire chirurgical et de lits d'hospitalisation permettant d'accueillir jusqu'à 100 patients par jour, cette structure mobilise plus de cinquante sapeurs-sauveteurs et sapeurs-pompiers de la protection civile.

La France allouera également 4 millions d'euros aux Nations unies pour l'aide d'urgence et la reconstruction en Libye. La France est en contact avec les ONG présentes sur place pour évaluer leurs besoins.

Pour l'instant, le ministère n'a pas ouvert le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales à la Libye. Les organisations humanitaires ont lancé une campagne d'appel aux dons. En effet, la prise en charge des populations touchées dépasse largement les capacités du Croissant-Rouge libyen et même les capacités du gouvernement.

Dès lors, face aux difficultés que rencontrent les associations humanitaires dans leurs interventions, liées d'une part à la situation de violence et de dissension qui caractérise les structures gouvernementales et à la multiplicité des besoins du peuple libyen ; il a été décidé un appui sous forme de subvention au comité international de la Croix-Rouge qui fera le lien avec les différentes associations humanitaires intervenant sur place.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1115-1 et L 2121-29

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 10 000 € au Comité International de la Croix-Rouge, pour la Libye,
- **IMPUTE** la dépense au chapitre 67,
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 6 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

DCM_2023_04_03

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

3

URBANISME : Clôture ZAC COURTINE 1 / 2 / 3.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Le Conseil Municipal du 20 décembre 2007 a approuvé un bilan de clôture des opérations des ZAC Courtine 1 / 2 / 3, donné quitus à l'aménageur, autorisé les acquisitions de parcelles destinées aux voiries et aux équipements publics pour l'euro symbolique ainsi que la cession de parcelles constructibles pour un montant 1 086 000 €.

Les Conseils Municipaux des 5 mai 2008 et 20 janvier 2009 ont demandé à CITADIS de céder directement les parcelles constructibles pour 17 300 m² environ à des entreprises. De nouvelles autorisations ont été données à CITADIS de vendre 10 008 m² de terrains constructibles (GRAND AVIGNON pour 1 329 m² en 2013, HOMEBOX pour 6 639 m² en 2014, FIDUCIAL pour 2 490 m² en 2015, COURTINE AUTOMOBILES pour 879 m² en 2015) et d'en proposer à bail un autre (parking IFC pour 1 681 m²) afin, d'une part de finaliser la clôture de l'opération mais aussi de couvrir les charges d'entretien.

A ce jour, CITADIS est encore propriétaire de terrains constructibles (CT 664 pour 2 500 m², CS 1 055 pour 272 m², CS 1 057 pour 456 m², CS 1 058 pour 125 m², CS 1 118 pour 2750 m² en cours de cession au GRAND AVIGNON, CT 606-608-625-626-627-628 pour 4 523 m² en partie loués) pour environ 10 700 m² et la trésorerie disponible de l'opération demeure à restituer à la Ville d'Avignon.

La délibération du 20 décembre 2007 n'a donc pas été entièrement mise en œuvre. Il convient de mettre fin à cette situation et d'approuver les régularisations foncières restantes ainsi que les flux de trésorerie à intervenir entre la Ville d'Avignon et CITADIS pour conclure définitivement cette ancienne opération.

Sur le montant du bilan arrêté :

La comptabilité de l'aménageur mentionne un montant de dépenses arrêté au 31 mars 2023 à la somme de 23 632 259 € HT ou 27 049 804 € TTC et un montant de recettes de

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

24 821 616 € HT ou 28 235 441 € TTC.

Sur les recettes restant à encaisser :

Par décision de la Ville d'Avignon et délibération du Grand Avignon, il a été demandé à CITADIS de réaliser la cession de la parcelle CS 1118 pour 2 750 m² au Grand Avignon. La cession doit être réalisée à l'automne 2023. Les recettes du bilan seront donc augmentées de 275 000HT soit 330 000 € TTC.

De plus, les loyers relatifs aux baux en cours seront encaissés jusqu'au transfert des propriétés : 2 000 € HT sont donc inscrits en recettes à percevoir de l'opération.

Sur les dépenses restant à imputer à l'opération :

Les impôts 2023, les frais de gestion, de cession et d'entretien restant à régler sont inscrits pour un montant de 34 345 €.

Sur les transferts de foncier restant à intervenir :

- Le foncier consistante en des délaissés à rétrocéder à la Ville d'Avignon sont identifiés sous les numéro de parcelle suivants : CR 321, CR 324, CR 531,CR 533, CR 548, CR 976, CR 1103, CR 1307, CS 244, CS 295, CS 632, CS 634, CS 835, CS 919, CS 985, CS 988, CS 1076, CS 1091, CS 1093, CT 89, CT 166, CT 240, CT 258, CT 275, CT 347, CT 390, CT 391, CT 553, CT 612, CT 614, CT 620, CT 631, CT 644, CT 652, CT 667, CS 1055, CS 1057, CS 1058 et CX 112 pour une contenance de 40 696 m² au prix de 1 €.

- La cession des fonciers à bâtir qui doivent revenir à la Ville d'Avignon dans le cadre de la présente délibération sont identifiés sous les numéros de parcelle suivants CT 606; CT 608; CT 625; CT 626; CT 627; CT 628; CT 664 pour une contenance de 6 973 m² environ. Le prix de cette cession est valorisé à 459 841 € HT.

Sur la trésorerie de l'opération à percevoir de CITADIS :

Le montant du bilan définitif des opérations en dépenses à 27 136 003 TTC et en recettes à 29 119 650 TTC, soit un solde d'opération à 1 943 647 € TTC.

Cette trésorerie sera donc rétrocédée de la manière suivante :

- Par la valorisation de terrains à bâtir pour la somme de 459 841 € HT soit 551 808 € TTC,
- Par la perception d'une somme de 1 431 839 € à verser par Citadis.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-Imc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** l'acquisition des parcelles CR 321, CR 324, CR 531, CR 533, CR 548, CR 976, CR 1103, CR 1307, CS 244, CS 295, CS 632, CS 634, CS 835, CS 919, CS 985, CS 988, CS 1076, CS 1091, CS 1093, CT 89, CT 166, CT 240, CT 258, CT 275, CT 347, CT 390, CT 391, CT 553, CT 612, CT 614, CT 620, CT 631, CT 644, CT 652, CT 667, CS 1055, CS 1057, CS 1058 et CX 112 pour une contenance de 40 696 m² au prix de 1 €,
- **APPROUVE** la rétrocession des parcelles CT 606, CT 608; CT 625, CT 626, CT 627, CT 628, CT 664 pour une contenance de 6 973 m² environ. Le prix de cette cession est valorisé à 80 € HT /m² hormis la parcelle CT664 valorisée à 40 €/m² au montant de 459 841 € HT soit 551 808€ TTC,
- **APPROUVE** l'inscription de la trésorerie à restituer par l'aménageur à la somme de 1 432 013 € à inscrire sur le compte 7788,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes pièces à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de VAUCLUSE

Pôle Conseil aux décideurs publics et Affaires Domaniales
Pôle d'évaluation domaniale
Avenue du 7ème Génie
84097 AVIGNON Cedex 9

téléphone : 04 90 80 41 45
mél. : ddfip84.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID
Courriel : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.34.66.19.17

Références :
Réf. DS: 13784584
Réf.OSE : 2023-84007-63038

Le 5 septembre 2023

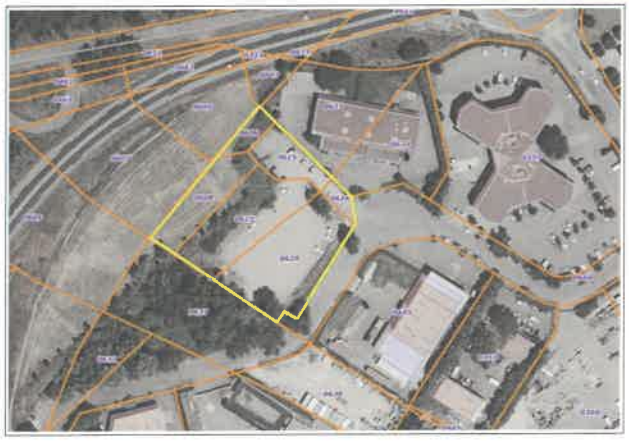
Le Directeur départemental des Finances publiques de Vaucluse

à

Commune d'Avignon

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien : Terrains à bâtir

Adresse du bien : ZAC de Courtine à Avignon

Valeur : 459.840 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : M. Hamida ANDOULSI, chef de service

2 - DATES

de consultation :	24/08/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	24/08/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Il s'agit d'acquérir des terrains dans le cadre de la fin de la concession de la ZAC de Courtine.

Les prix de vente négociés avec CITADIS sont de 80 €/m² et 40 €/m² selon les caractéristiques des terrains.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

4.1. Situation générale

Les terrains se situent sur la commune d'Avignon.

Cette ville du Sud, située au confluent du Rhône et de la Durance fait partie des villes moyennes. Elle comptait 91.921 habitants en 2020.

L'aire urbaine d'Avignon est la seizième plus peuplée de France avec 530 267 habitants.

C'est l'une des rares villes françaises à avoir conservé ses remparts et son centre historique. Elle a été classée patrimoine mondial de l'UNESCO.

La renommée de son festival des arts du spectacle, véritable vitrine artistique et culturelle de la ville, dépasse largement les frontières françaises.

Avignon comporte un cœur étudiant important, notamment grâce à son quartier étudiant (Agroparc) ainsi que de son université.

La ville est desservie par l'autoroute A7 et par le TGV.

Avignon dispose également d'un réseau de tramway, comportant une ligne mise en service le 19 octobre 2019.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les terrains se trouvent au Sud de la commune d'Avignon au sein de la ZAC de Courtine.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Avignon	CT n° 606	Mourre Frais	2a 22ca	Terrain à bâtir
Avignon	CT n° 608	Mourre Frais	7a 16ca	Terrain à bâtir
Avignon	CT n° 625	Mourre Frais	4a 75ca	Terrain à bâtir
Avignon	CT n° 626	Mourre Frais	1a 10ca	Terrain à bâtir
Avignon	CT n° 627	Mourre Frais	14a 29ca	Terrain à bâtir
Avignon	CT n° 628	Mourre Frais	15a 71ca	Terrain à bâtir
Avignon	CT n° 664	La Terre au Dessous du Chemin	24a 50ca	Terrain à bâtir
Total			69a 73ca	

4.4. Descriptif

Il s'agit de deux terrains à bâtir.

- L'un est constitué des parcelles CT n^{os} 606, 608, 625, 626, 627 et 628 (45a 23ca).

De forme régulière, il est accessible par la rue Pierre Paraf. Ce terrain est traversé par une haie.

Au Sud de la haie, le terrain est utilisé pour du stationnement de véhicules.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Au Nord de la haie, le terrain est en nature de terre.



- L'autre est constitué de la parcelle CT n° 664 (24a 50ca).

Ce terrain est situé en retrait par rapport à la voirie. Il est recouvert d'une végétation dense en nature de friche arborée.

Le chemin permettant l'accès à ce terrain est également recouvert d'une végétation dense en nature de friche arborée empêchant actuellement tout passage.

D'importants travaux de viabilisation seront à prévoir sur ce terrain.

4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : CITADIS

5.2. Conditions d'occupation

Libre.

6 - URBANISME

Règles actuelles

PLU de la commune d'Avignon

Zone UE : Cette zone couvre les différentes zones d'activités commerciales et économiques implantées en périphérie du tissu urbain.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La méthode d'évaluation utilisée est celle de la comparaison directe qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Critères de recherche : Terrains en zone d'activités économiques, superficie comprise entre 1500 m² et 10.000 m², commune d'Avignon, période de recherche du 01/2018 au 08/2023.

	Ref. Cadastrales	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total HT	Prix/m² de terrain	Observations
1	7//BO/407//	RUE JEAN DAUSSET MFT	24/03/2020	1500	135 000	90,00	Zone UP – Bureaux – ZAC Agroparc.
2	7//BO/375//	RUE JEAN DAUSSET MFT	22/06/2022	2762	316 996	114,77	Zone UP – Bureaux R+3 -ZAC Agroparc.
3	7//BO/ 432/434/436 /438/441//	RUE JEAN DAUSSET MFT	19/06/2020	3000	315 000	105,00	Zone UP – Bureaux et entrepôt -ZAC Agroparc.
4	7//BO/ 442/445/446 /448/449	CLOS DES COLLINES	11/02/2021	3700	381 500	103,11	Zone UP – Atelier de fabrication de véhicules -ZAC Agroparc.
5	7//CR/ 1613/1614/1 615/1603/16 05/1607/160 9/1610/1611 /	GIGOGNAN ET CLOS DES CRILLONES	07/07/2020	8802	1 539 930	174,95	Zones Uga et Ugb – ZAC TGV et COURTINE IV
6	7//BP/ 519//521//	RTE DE L AERODROME MFT	19/05/2021	4037	288 000	71,34	Terrain vendu par le département à CITADIS. Zone Uer.
7	7//CO/354//	310 RUE DES JONCS DE BOIS	21/09/2018	4651	375 000	80,63	TAB dans lotissement. Zone UE.
8	*7//EW// 548//558//70 4//705*	*CH DE LA CROIX DE NOVES II*	*26/04/2019*	*6244*	*3 564 800*	*570,92*	*TAB non viabilisé. Zone UE. Terme de comparaison écarté car prix de vente atypique.*
					médiane	103,11	
					moyenne	105,69	

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

- La Cote annuelle des valeurs vénales immobilières et foncières – Édition 2023

Prix de vente des terrains industriels sur Avignon : 102 €/m²

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Le terrain à bâtir constitué des parcelles CT n^{os} 606, 608, 625, 626, 627 et 628 (45a 23ca).

Ce terrain est bien situé. La présence d'une haie gêne son utilisation.

Dans ces conditions, il est proposé de retenir une valeur vénale inférieure à la moyenne résultant de l'étude de marché réalisée et proche du prix de vente du seul terme de comparaison situé en UE, soit 80 €/m^2.

D'où : 4.523 m^2 x 80 €/m^2 = 361.840 €

- Le terrain à bâtir constitué de la parcelle CT n° 664 (24a 50ca).

Ce terrain situé en retrait de la voirie va nécessiter des travaux de viabilisation.

Il n'est actuellement pas accessible et se trouve recouvert d'une végétation dense.

Dans ces conditions, il est proposé d'appliquer un abattement de 50 % sur la valeur vénale de 80 €/ m^2 précédemment retenue.

D'où : 2.450 m^2 x (80 €/m^2 x 0,50) = 98.000 €

Valeur vénale totale : 459.840 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **459.840 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10% portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 505.824 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de dix-huit mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

Patrice VAQUIER

Responsable du Pôle d'évaluation domaniale

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE : Liste des parcelles cédées à la Ville d'Avignon

PARCELLES	SURFACE CADASTRE	Valeur Retenue à l'unité	Prix de rétrocession HT
CR321	1 020	1€ symb	
CR324	75	1€ symb	
CR531	40	1€ symb	
CR533	30	1€ symb	
CR548	505	1€ symb	
CR976	33	1€ symb	
CR1103	11	1€ symb	
CR1307	1 138	1€ symb	
CS244	170	1€ symb	
CS295	21	1€ symb	
CS632	1 570	1€ symb	
CS634	1 373	1€ symb	
CS835	361	1€ symb	
CS919	34	1€ symb	
CS985	2 530	1€ symb	
CS988	730	1€ symb	
CS1076	690	1€ symb	
CS1091	15	1€ symb	
CS1093	215	1€ symb	
CT89	1 754	1€ symb	1
CT166	194	1€ symb	
CT240	25	1€ symb	
CT258	1 511	1€ symb	
CT275	165	1€ symb	
CT347	135	1€ symb	
CT390	549	1€ symb	
CT391	948	1€ symb	
CT553	1 285	1€ symb	
CT612	526	1€ symb	
CT614	1 652	1€ symb	
CT620	4 058	1€ symb	
CT631	785	1€ symb	
CT644	9 811	1€ symb	
CT652	87	1€ symb	
CT667	2 941	1€ symb	
CX112	2 876	1€ symb	
CS1055	272	1€ symb	
CS1057	436	1€ symb	
CS1058	125	1€ symb	
CT606	222	80€/m²	17 760 €
CT608	716	80€/m²	57 280 €
CT664	2 450	40€/m²	98 000 €
CT627	1 429	80€/m²	114 320 €
CT626	110	80€/m²	8 800 €
CT628	1 571	80€/m²	125 680 €
CT625	475	80€/m²	38 000 €
		MONTANT HT	**459 841 €**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE : Bilan Courtine 1 – 2 – 3 au 31/03/2023

BILAN CONSOLIDE COURTINE 1 , 2 & 3 - VILLE d'AVIGNON - CONCESSIONS

Echéancier €uros, actualisé au 31 mars 2023 — 13/04/2023

libellés	REALISE			PREVISIONNEL		TOTAUX
	2021 et années antérieurs	2 022	de janvier à mars 2023	RAF - Tiers	RAF - Ville Avignon	
Etudes diverses	262 825					262 825
Acquiistions, indemnité et frais	6 381 076					6 381 076
Mise en état des sols	183 338					183 338
Travaux	12 428 240					12 428 240
Divers impôts taxes & assurance	790 722	15 876		15 900		822 498
Commercialisation et Bornage	696 274			18 000		714 274
Frais financiers et annexes	1 490 987					1 490 987
Frais généraux	863 891	86	537	620		865 134
TVA irrécupérable	518 407					518 407
Valorisation des parcelles à bâtir					459 840	459 840
Trésorerie à reverser					1 431 839	1 431 839
TOTAL des DEPENSES HT	23 615 759	15 963	537	34 520	1 891 679	25 558 457
TVA déductible	2 100 204	1 918		294		2 102 416
TVA complémentaire	1 316 135	-641	-70	51 385	91 968	1 458 776
TOTAL des DEPENSES TTC	27 032 098	17 240	467	86 199	1 983 647	29 119 650

libellés	REALISE			PREVISIONNEL		TOTAUX
	2021 et années antérieurs	2 022	de janvier à mars 2023	RAF - Tiers	RAF - Ville Avignon	
Cessions diverses	21 885 983			275 000		22 160 983
Cessions collectivités	26 580				459 841	486 421
Participation collectivité	847 163					847 163
Participations diverses	672 875					672 875
Participation Courtine 4	486 000					486 000
Subvention Région	98 770					98 770
Subvention Etat	77 955					77 955
Produits divers	718 291	6 000	2 000	2 000		728 291
TOTAL des RECETTES HT	24 813 616	6 000	2 000	277 000	459 841	25 558 457
TVA collectée	3 412 225	1 200	400	55 400	91 968	3 561 193
TOTAL des RECETTES TTC	28 225 841	7 200	2 400	332 400	551 809	29 119 650

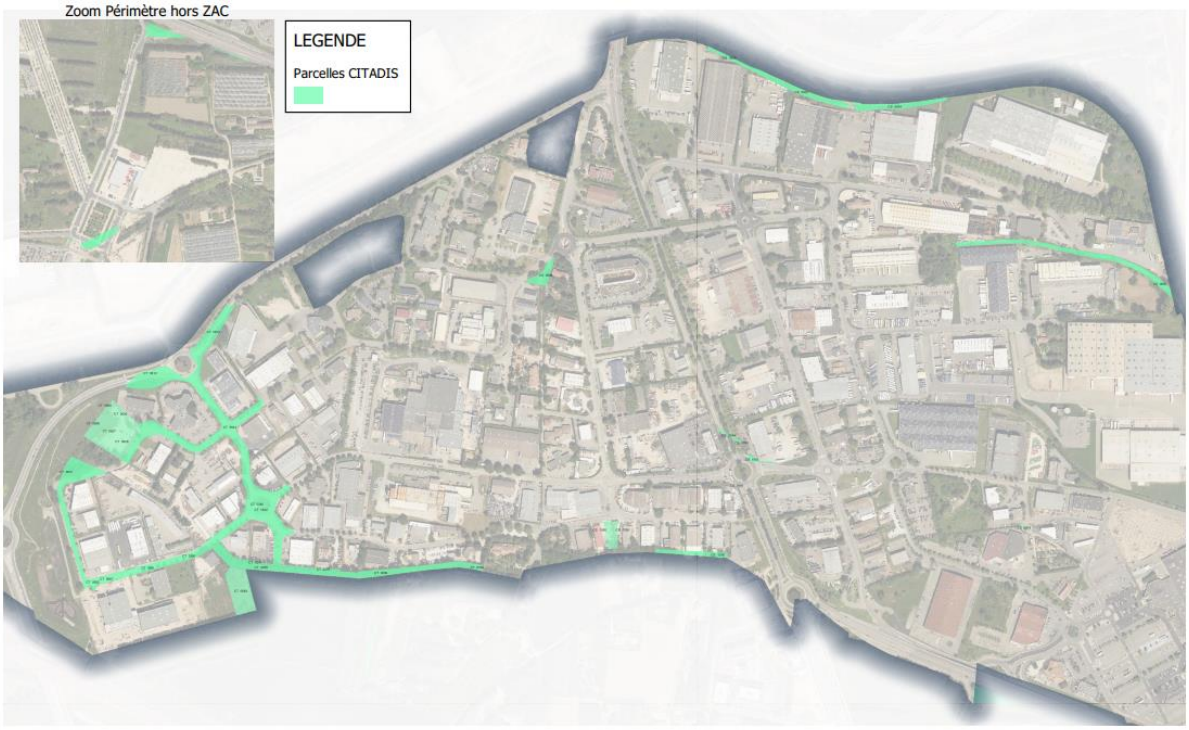
libellés	REALISE			PREVISIONNEL	
	2021 et années antérieurs	2 022	de janvier à mars 2023	RAF - Tiers	RAF - Ville Avignon
TOTAL des RECETTES TTC	28 225 841	7 200	2 400	332 400	551 809
TOTAL des DEPENSES TTC	66 881	-17 240	-467	-86 199	-1 983 647
Trésorerie annuelle	1 193 743	-10 040	1 933	246 201	-1 431 838
Avance Collectivité	210 860				
Remboursement avance Collectivité	-210 860				
TRESORERIE CUMULEE TOTALE	**1 193 743**	**1 183 703**	**1 185 637**	**1 431 838**	**0**

Montant TTC des Recettes (YC cession commune)	29 119 650 €
Montant TTC des Dépenses (avant clôture)	27 136 003 €
Solde de l'opération	1 983 647 €
Dont Valorisation parcelles communes TTC	- 551 808 €
Dont Trésorerie restituée	- 1 431 839 €
Solde de l'opération	0 €

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c6-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

BILAN FONCIER - FIN CONCESSION CITADIS COURTINE I II III



DIRECTION DE L'IMMOBILIER - mai 2023 - 1 / 8 000eme - Source : Orthophoto 2018 - Cadastre 2023

DCM_2023_04_04

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

4

FINANCES : 1 - Budget Principal - Décision modificative n°1 pour l'exercice 2023.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Une décision modificative (DM) a pour objectif d'ajuster les prévisions inscrites au budget primitif (BP) complétées du budget supplémentaire (BS) et décisions modificatives (DM).

En effet, lors de l'élaboration du budget, la commune prévoit les dépenses et les recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement avec une estimation la plus sincère possible.

Or, au fur et à mesure de l'exécution, il est possible que certains postes aient été sous-estimés ou surestimés. De plus, des besoins nouveaux peuvent apparaître et nécessitent l'inscription de crédits budgétaires complémentaires.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la DM n°1 du budget principal. La DM n°1 des budgets annexes fera l'objet de plusieurs délibérations distinctes.

DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL

Lors de la séance du 17 décembre 2022, le Conseil municipal a adopté le budget primitif pour un montant total en dépenses et en recettes de 255,9 M€ au titre du budget principal. Après le vote du budget supplémentaire lors du Conseil municipal du 24 juin 2023, le budget a été porté à un total de 267,7 M€, intégrant notamment la reprise des résultats 2022 ainsi qu'une partie des impacts de la guerre russo-ukrainienne sur l'énergie et de la revalorisation du point d'indice annoncée par le Gouvernement.

Tous mouvements budgétaires confondus, cette décision modificative, d'un montant de 1 537 080 €, doit permettre de tenir compte de plusieurs éléments qui n'ont pas pu être pris en considération lors du Conseil municipal de juin.

Je vous propose à présent d'examiner plus en détail les mouvements du budget principal détaillés ci-après.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

A. Les dépenses

1. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont proposées en augmentation de + 1 517 080 €. Elles sont détaillées ainsi :

1. a. Dépenses réelles de fonctionnement : + 1 517 080 €

- - 842 454 € sur le **chapitre 011** « Charges à caractère général »

Par suite de diverses pistes d'économies proposées par les services de la collectivité, les dépenses de fonctionnement sont constatées avec une diminution de 842 454 M€.

- + 2 250 000 € sur le **chapitre 012** « Charges de personnel et frais assimilés ».

Le montant proposé correspond à une actualisation de la prévision de masse salariale de la collectivité, afin de tenir compte des conséquences de l'augmentation du point d'indice voté par le gouvernement mis en application au 01/07/2023 ainsi que l'ensemble des mesures gouvernementales revalorisant notamment les plus bas salaires.

- + 104 534 € sur le **chapitre 65** « Autres charges de gestion courante ».

Au même titre que le budget principal il sera nécessaire de compenser l'actualisation des prévisions de masse salariale sur certains budgets annexes. Pour ce faire, des subventions d'équilibre supplémentaires doivent être votées, en plus ou en moins sur :
- budget annexe de la restauration scolaire : + 40 000 € ;
- budget annexe des activités aquatiques : - 37 000 €.

Les admissions en non-valeur doivent être augmentées de 101 000€ au regard des créances non recouvrables établies.

- + 5 000 € sur le **chapitre 67** « Charges exceptionnelles ».

Il est nécessaire d'inscrire la somme 5 K€ pour des titres à annuler sur l'exercice antérieur.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

2. **La section d'investissement**

Il est prévu la somme de 20 000 € en dépense d'investissement sur le **chapitre 041-2313** pour le règlement des avances forfaitaires aux entreprises.

B. **Les recettes**

1. **La section de fonctionnement**

Les recettes de fonctionnement sont proposées en augmentation de + 1 517 080 €. Elles sont détaillées ainsi :

1. a. **Recettes réelles de fonctionnement : + 1 517 080€**

- + 1 517 080 € sur le **chapitre 77** « Produits exceptionnels ».

Il est procédé à une actualisation des produits exceptionnels par l'inscription du bilan de clôture de la ZAC Courtine 1 / 2 / 3 pour un montant de 1,4 M€ et par la régularisation de retenues de garanties non récupérées par les entreprises pour la somme de 85 K€.

2. **La section d'investissement**

Les recettes d'investissement sont proposées en augmentation de + 20 000 €. Elles sont détaillées ainsi :

1. a. **Recettes d'ordre d'investissement : + 20 000 €**

+ 20 000 € sur le **chapitre 041** par le compte 238 « Opération patrimoniales » pour les avances forfaitaires versées aux entreprises.

L'ensemble des propositions de la décision modificative sont retracées en annexe 1.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la décision modificative n°1 de 2023, toutes sections confondues, pour le Budget principal, pour la somme de 1 537 080 € en recettes et en dépenses.
- **ADOPTE** la diminution de la subvention d'équilibre du Budget principal au bénéfice du budget annexe des Activités Aquatiques pour un total de – 37 000 € au titre de l'exercice 2023
- **ADOPTE** la subvention d'équilibre complémentaire du Budget principal au bénéfice du budget annexe Restauration scolaire pour un total de + 40 000 € au titre de l'exercice 2023
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Ont voté contre : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Se sont abstenus : Mme Ghislaine PERSIA, Mme Martine BAREL, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Délibération DM Septembre - Annexe 1

Dépenses/ Recettes	Fonct/Invest	Réel/Ordre	Chapitre	Données BP voté	RAR	BS voté	Budget après BS 2023	DM Septembre	Budget après DM Septembre
Dépenses	Fonctionnement	Ordre	023 - Virement à la section d'investissement	8 602 691,00	0,00	2 610 690,32	11 213 381,32	0,00	11 213 381,32
			042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 633 296,00	0,00	55 000,00	11 688 296,00	0,00	11 688 296,00
		Total Ordre		**20 235 987,00**	**0,00**	**2 665 690,32**	**22 901 677,32**	**0,00**	**22 901 677,32**
		Réel	011 - Charges à caractère général	30 857 632,00	0,00	2 351 594,00	33 209 226,00	-842 454,00	32 366 772,00
			012 - Charges de personnel et frais assimilés	87 000 000,00	0,00	0,00	87 000 000,00	2 250 000,00	89 250 000,00
			014 - Atténuations de produits	310 000,00	0,00	0,00	310 000,00	0,00	310 000,00
			65 - Autres charges de gestion courante	33 949 801,00	0,00	872 612,07	34 822 413,07	104 534,00	34 926 947,07
			66 - Charges financières	6 256 262,00	0,00	200 000,00	6 456 262,00	0,00	6 456 262,00
			67 - Charges exceptionnelles	403 650,00	0,00	11 067,00	414 717,00	5 000,00	419 717,00
		Total Réel		**158 777 345,00**	**0,00**	**3 435 273,07**	**162 212 618,07**	**1 517 080,00**	**163 729 698,07**
	Total Fonctionnement			**179 013 332,00**	**0,00**	**6 100 963,39**	**185 114 295,39**	**1 517 080,00**	**186 631 375,39**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	31 742,00	0,00	460 000,00	491 742,00	0,00	491 742,00
		Total Ordre		**31 742,00**	**0,00**	**460 000,00**	**491 742,00**	**0,00**	**491 742,00**
		Investissement	041 - Opérations patrimoniales	1 000 000,00	0,00	400 000,00	1 400 000,00	20 000,00	1 420 000,00
		Total Investissement		**1 000 000,00**	**0,00**	**400 000,00**	**1 400 000,00**	**20 000,00**	**1 420 000,00**
		Réel	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	0,00	518 412,73	518 412,73	0,00	518 412,73
			10 - Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
			16 - Emprunts et dettes assimilées	19 953 796,00	0,00	100 000,00	20 053 796,00	0,00	20 053 796,00
			20 - Immobilisations incorporelles	3 220 695,00	0,00	114 618,00	3 335 313,00	0,00	3 335 313,00
			204 - Subventions d'équipement versées	2 753 665,00	500 000,00	395 143,00	3 648 808,00	0,00	3 648 808,00
			21 - Immobilisations corporelles	14 676 838,00	101 693,00	2 205 649,02	16 984 180,02	0,00	16 984 180,02
			23 - Immobilisations en cours	27 179 707,00	191 830,00	-1 567 086,38	25 804 450,62	0,00	25 804 450,62
			26 - Participations et créances rattachées à des participations	7 700 000,00	387 000,00	-195 000,00	7 892 000,00	0,00	7 892 000,00
			27 - Autres immobilisations financières	54 750,00	0,00	1 271 000,00	1 325 750,00	0,00	1 325 750,00
			4581 - Opérations sous mandat	386 757,00	0,00	785 545,00	1 172 302,00	0,00	1 172 302,00
		Total Réel		**75 936 208,00**	**1 180 523,00**	**3 628 281,37**	**80 745 012,37**	**0,00**	**80 745 012,37**
	Total Investissement			**76 967 950,00**	**1 180 523,00**	**4 488 281,37**	**82 636 754,37**	**20 000,00**	**82 656 754,37**
Total Dépenses				**255 981 282,00**	**1 180 523,00**	**10 589 244,76**	**267 751 049,76**	**1 537 080,00**	**269 288 129,76**
Recettes	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	31 742,00	0,00	460 000,00	491 742,00	0,00	491 742,00
		Total Ordre		**31 742,00**	**0,00**	**460 000,00**	**491 742,00**	**0,00**	**491 742,00**
		Réel	002 - Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	5 582 963,39	5 582 963,39	0,00	5 582 963,39
			013 - Atténuations de charges	461 605,00	0,00	0,00	461 605,00	0,00	461 605,00
			70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	6 846 093,00	0,00	58 000,00	6 904 093,00	0,00	6 904 093,00
			73 - Impôts et taxes	126 684 188,00	0,00	0,00	126 684 188,00	0,00	126 684 188,00
			74 - Dotations et participations	36 614 081,00	0,00	0,00	36 614 081,00	0,00	36 614 081,00
			75 - Autres produits de gestion courante	3 773 917,00	0,00	0,00	3 773 917,00	0,00	3 773 917,00
			76 - Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			77 - Produits exceptionnels	4 601 706,00	0,00	0,00	4 601 706,00	1 517 080,00	6 118 786,00
		Total Réel		**178 981 590,00**	**0,00**	**5 640 963,39**	**184 622 553,39**	**1 517 080,00**	**186 139 633,39**
	Total Fonctionnement			**179 013 332,00**	**0,00**	**6 100 963,39**	**185 114 295,39**	**1 517 080,00**	**186 631 375,39**
	Investissement	Ordre	021 - Virement de la section de fonctionnement	8 602 691,00	0,00	2 610 690,32	11 213 381,32	0,00	11 213 381,32
			040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 633 296,00	0,00	55 000,00	11 688 296,00	0,00	11 688 296,00
		Total Ordre		**20 235 987,00**	**0,00**	**2 665 690,32**	**22 901 677,32**	**0,00**	**22 901 677,32**
		Investissement	041 - Opérations patrimoniales	1 000 000,00	0,00	400 000,00	1 400 000,00	20 000,00	1 420 000,00
		Total Investissement		**1 000 000,00**	**0,00**	**400 000,00**	**1 400 000,00**	**20 000,00**	**1 420 000,00**
		Réel	024 - Produits des cessions d'immobilisations	3 200 000,00	0,00	0,00	3 200 000,00	0,00	3 200 000,00
			10 - Dotations, fonds divers et réserves	4 140 000,00	0,00	8 343 696,29	12 483 696,29	0,00	12 483 696,29
			13 - Subventions d'investissement	9 897 357,00	0,00	0,00	9 897 357,00	0,00	9 897 357,00
			16 - Emprunts et dettes assimilées	37 598 849,00	0,00	-6 147 887,24	31 450 961,76	0,00	31 450 961,76
			23 - Immobilisations en cours	500 000,00	0,00	-400 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00
			27 - Autres immobilisations financières	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
			4582 - Opérations sous mandat	386 757,00	0,00	807 305,00	1 194 062,00	0,00	1 194 062,00
		Total Réel		**55 731 963,00**	**0,00**	**2 603 114,05**	**58 335 077,05**	**0,00**	**58 335 077,05**
	Total Investissement			**76 967 950,00**	**0,00**	**5 668 804,37**	**82 636 754,37**	**20 000,00**	**82 656 754,37**
Total Recettes				**255 981 282,00**	**0,00**	**11 769 767,76**	**267 751 049,76**	**1 537 080,00**	**269 288 129,76**
Total général				**511 962 564,00**	**1 180 523,00**	**22 359 012,52**	**535 502 099,52**	**3 074 160,00**	**538 576 259,52**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - VILLE D AVIGNON (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21840007500014

POSTE COMPTABLE : tresorier municipal

M. 14

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230930-mcbudget1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 24
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 31
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 32

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230901-mcdm2023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
084-218400074-20231005-dm20231365-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Code INSEE	VILLE D AVIGNON Budget principal	DM 2023

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I
A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	92 821
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2 142
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
113 273 943	126 789 356	1 192,82	1 335,14

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 759	1 342
2	Produit des impositions directes/population	830	736
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	2 005	1 574
4	Dépenses d'équipement brut/population	536	322
5	Encours de dette/population	2 072	1 360
6	DGF/population	307	212
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	54,68 %	61,70 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98,44 %	94,10 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	41,39 %	20,40 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	103,35 %	86,40 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET — B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires Délibération n° 5 du 27/02/2006.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 517 080,00	1 517 080,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 517 080,00	1 517 080,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	20 000,00	20 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	20 000,00	20 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 537 080,00	1 537 080,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400787-20231001-mi-budget-1-2023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	33 209 226,00	0,00	-842 454,00	-842 454,00	32 366 772,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	87 000 000,00	0,00	2 250 000,00	2 250 000,00	89 250 000,00
014	Atténuations de produits	310 000,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
65	Autres charges de gestion courante	34 822 413,07	0,00	104 534,00	104 534,00	34 926 947,07
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**155 341 639,07**	**0,00**	**1 512 080,00**	**1 512 080,00**	**156 853 719,07**
66	Charges financières	6 456 262,00	0,00	0,00	0,00	6 456 262,00
67	Charges exceptionnelles	414 717,00	0,00	5 000,00	5 000,00	419 717,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**162 212 618,07**	**0,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**	**163 729 698,07**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*11 213 381,32*		*0,00*	*0,00*	*11 213 381,32*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*11 688 296,00*		*0,00*	*0,00*	*11 688 296,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***22 901 677,32***		***0,00***	***0,00***	***22 901 677,32***
	TOTAL	**185 114 295,39**	**0,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**	**186 631 375,39**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**186 631 375,39**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	461 605,00	0,00	0,00	0,00	461 605,00
70	Produits services, domaine et ventes div	6 904 093,00	0,00	0,00	0,00	6 904 093,00
73	Impôts et taxes	126 684 188,00	0,00	0,00	0,00	126 684 188,00
74	Dotations et participations	36 614 081,00	0,00	0,00	0,00	36 614 081,00
75	Autres produits de gestion courante	3 773 917,00	0,00	0,00	0,00	3 773 917,00
	Total des recettes de gestion courante	**174 437 884,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 437 884,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	4 601 706,00	0,00	1 517 080,00	1 517 080,00	6 118 786,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**179 039 590,00**	**0,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**	**180 556 670,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*491 742,00*		*0,00*	*0,00*	*491 742,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***491 742,00***		***0,00***	***0,00***	***491 742,00***
	TOTAL	**179 531 332,00**	**0,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**	**181 048 412,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 582 963,39**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**186 631 375,39**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**22 409 935,32**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230901-mcdm4092023-DF-1-1
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 335 313,00	0,00	0,00	0,00	3 335 313,00
204	Subventions d'équipement versées	3 648 808,00	0,00	0,00	0,00	3 648 808,00
21	Immobilisations corporelles	16 984 180,02	0,00	0,00	0,00	16 984 180,02
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	25 804 450,62	0,00	0,00	0,00	25 804 450,62
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**49 772 751,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 772 751,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20 053 796,00	0,00	0,00	0,00	20 053 796,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	7 892 000,00	0,00	0,00	0,00	7 892 000,00
27	Autres immobilisations financières	1 325 750,00	0,00	0,00	0,00	1 325 750,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**29 281 546,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 281 546,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**1 172 302,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 172 302,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**80 226 599,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 226 599,64**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*491 742,00*		*0,00*	*0,00*	*491 742,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 400 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*1 420 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***1 891 742,00***		***20 000,00***	***20 000,00***	***1 911 742,00***
	TOTAL	**82 118 341,64**	**0,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**82 138 341,64**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**518 412,73**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**82 656 754,37**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	9 897 357,00	0,00	0,00	0,00	9 897 357,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	31 415 825,76	0,00	0,00	0,00	31 415 825,76
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
	Total des recettes d'équipement	**41 413 182,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 413 182,76**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	4 140 000,00	0,00	0,00	0,00	4 140 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	8 343 696,29	0,00	0,00	0,00	8 343 696,29
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	35 136,00	0,00	0,00	0,00	35 136,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	3 200 000,00
	Total des recettes financières	**15 727 832,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 727 832,29**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**1 194 062,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 194 062,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**58 335 077,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 335 077,05**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*11 213 381,32*		*0,00*	*0,00*	*11 213 381,32*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 688 296,00*		*0,00*	*0,00*	*11 688 296,00*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 400 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*1 420 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***24 301 677,32***		***20 000,00***	***20 000,00***	***24 321 677,32***
TOTAL		**82 636 754,37**	**0,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**82 656 754,37**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**82 656 754,37**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**22 409 935,32**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-842 454,00		-842 454,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 250 000,00		2 250 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	104 534,00		104 534,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	*0,00*	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**1 517 080,00**	***0,00***	**1 517 080,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 517 080,00**

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*			*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)		0,00	*20 000,00*	20 000,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*			*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*			*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*			*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*			*0,00*	0,00
3…	Stocks		0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues		0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total			**0,00**	***20 000,00***	**20 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 000,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mi-budget1-DM-BP
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 517 080,00	*0,00*	1 517 080,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**1 517 080,00**	***0,00***	**1 517 080,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 517 080,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*20 000,00*	20 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***20 000,00***	**20 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 000,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20231003-mcdm2023e1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**33 209 226,00**	**-842 454,00**	**-842 454,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	461 904,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	1 202 250,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	9 015 930,00	0,00	0,00
60618	Autres fournitures non stockables	2 300,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	62 800,00	0,00	0,00
60622	Carburants	521 030,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	246 704,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	22 940,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	581 105,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	577 329,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	113 380,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	246 555,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	221 798,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	137 850,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	549 635,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	148 050,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 882 242,00	-942 454,00	-942 454,00
6132	Locations immobilières	392 187,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	717 393,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	69 953,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	682 740,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	210 000,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	239 379,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	8 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	242 750,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	77 939,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	2 574 128,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	850 000,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	82 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	660,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	245 759,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	145 135,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	242 500,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	39 720,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	125 479,00	100 000,00	100 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	17 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	221 580,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	7 350,00	0,00	0,00
6228	Divers	214 525,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	170 115,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	882 759,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	10 334,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	208 432,00	0,00	0,00
6237	Publications	152 160,00	0,00	0,00
6238	Divers	11 925,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	52 300,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	464 984,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	16 040,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	10 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	51 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	23 318,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	142 900,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	412 325,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	104 965,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	94 138,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	344 716,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	848 500,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	308 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais au budget annexe	244 750,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	50 100,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	1 152 020,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	3 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	5 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	7 600,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	37 366,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**87 000 000,00**	**2 250 000,00**	**2 250 000,00**
6218	Autre personnel extérieur	35 000,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	944 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	236 000,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	448 000,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	145 000,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	41 806 260,00	2 250 000,00	2 250 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 005 000,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	11 155 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	5 676 600,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	500,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	1 550 000,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion - indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	333 800,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis - indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 215 500,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	13 254 525,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	293 715,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	195 000,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	80 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	161 100,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	42 000,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	560 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	48 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	95 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	720 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**310 000,00**	**0,00**	**0,00**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	310 000,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	0,00	0,00
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**34 822 413,07**	**104 534,00**	**104 534,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	334 231,00	0,00	0,00
6518	Autres	31 580,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	7 740 703,07	3 000,00	3 000,00
6531	Indemnités	561 000,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	18 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	70 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	45 000,00	0,00	0,00
6535	Formation	10 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	150 000,00	101 534,00	101 534,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	4 192 219,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	16 000,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	26 506,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	328 083,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	8 452 000,00	0,00	0,00
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	1 498 912,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	19 000,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	11 279 169,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**155 341 639,07**	**1 512 080,00**	**1 512 080,00**
66	**Charges financières (b)**	**6 456 262,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 714 200,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	36 000,00	0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	420 100,00	0,00	0,00
666	Pertes de change	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	2 285 962,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**414 717,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	71 067,00	0,00	0,00
6712	Amendes fiscales et pénales	2 500,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6713	Secours et dots	24 000,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	34 850,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 500,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	25 000,00	5 000,00	5 000,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	255 800,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**162 212 618,07**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***11 213 381,32***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***11 688 296,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*11 633 296,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*55 000,00*	*0,00*	*0,00*
6866	*Dot. prov. dépréc. éléments financiers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***22 901 677,32***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***22 901 677,32***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**185 114 295,39**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 517 080,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**461 605,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	350 000,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	111 605,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**6 904 093,00**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	370 000,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	2 506 600,00	0,00	0,00
70322	Stationnement, locat° domaine portuaire,	25 000,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	44 421,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	2 000 000,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	863 038,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	2 800,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	100 300,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	500,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	320 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	22 500,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	277 100,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	150 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	220 000,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	1 834,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**126 684 188,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	77 042 194,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	37 362,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	37 620 000,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 456 836,00	0,00	0,00
7333	Taxes funéraires	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	582 000,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	75 796,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	2 100 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	2 500 000,00	0,00	0,00
7363	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	770 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	4 500 000,00	0,00	0,00
7388	Autres taxes diverses	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**36 614 081,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	14 271 432,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	12 896 899,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	1 374 050,00	0,00	0,00
744	FCTVA	44 068,00	0,00	0,00
745	Dotation spéciale instituteurs	5 000,00	0,00	0,00
7461	DGD	1 366 164,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	95 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	1 811 730,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	400 000,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	165 000,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	24 000,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	38 800,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	18 000,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	6 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	1 079 000,00	0,00	0,00
7481	Attrib./impôt/cercles et maisons de jeux	16 269,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	2 164 666,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	727 003,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	22 000,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	89 000,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 773 917,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	411 950,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	3 235 000,00	0,00	0,00
75814	Redevances sur l'énergie hydraulique	10 000,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	116 967,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**174 437 884,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00
766	Gains de change	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**4 601 706,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7713	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	85 067,00	85 067,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	4 601 706,00	1 432 013,00	1 432 013,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**179 039 590,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***491 742,00***	***0,00***	***0,00***
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*31 742,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*460 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***491 742,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**179 531 332,00**	**1 517 080,00**	**1 517 080,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 517 080,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**3 335 313,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	40 397,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	928 932,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	2 365 984,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**3 648 808,00**	**0,00**	**0,00**
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	84 364,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	1 050 000,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	709 000,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	906 934,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	40 000,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	858 510,00	0,00	0,00
20423	Privé : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**16 984 180,02**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	749 720,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	395 960,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	1 318 225,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	190 272,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	831 913,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	1 487 169,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 307 215,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	611 525,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	2 245 585,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	60 136,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	213 856,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	826 516,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	480 400,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	676 990,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	23 040,00	0,00	0,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	36 240,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	115 040,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	440 400,02	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 984 791,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	203 125,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 786 062,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**25 804 450,62**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	191 773,00	0,00	0,00
2313	Constructions	16 172 493,62	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 476 681,00	0,00	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	127 730,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	1 096,00	0,00	0,00
235	Part investissement PPP	400 773,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	5 433 904,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**49 772 751,64**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**20 053 796,00**	**0,00**	**0,00**
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	19 120 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	35 136,00	0,00	0,00
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	890 000,00	0,00	0,00
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	8 660,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**7 892 000,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
261	Titres de participation	7 892 000,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**1 325 750,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	35 750,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	9 000,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	10 000,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	1 271 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**29 281 546,00**	**0,00**	**0,00**
45811	OPERATIONS D,INVESTISSEMENT SOUS MANDAT (6)	0,00	0,00	0,00
45811701	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Eau et Assain. (6)	358 619,00	0,00	0,00
45811901	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Rue Carnot Carreterie (6)	813 683,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 172 302,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**80 226 599,64**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***491 742,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***491 742,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*142,00*	*0,00*	*0,00*
13936	*Sub. transf cpte résult. PVR*	*31 600,00*	*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges*	*460 000,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28283	*Matériel bureau et info. (affectation)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*142,00*	*0,00*	*0,00*
13936	*Sub. transf cpte résult. PVR*	*31 600,00*	*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges*	*460 000,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***1 400 000,00***	***20 000,00***	***20 000,00***
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*1 400 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 891 742,00***	***20 000,00***	***20 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**82 118 341,64**	**20 000,00**	**20 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**9 897 357,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	5 096 557,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 100 000,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	800,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	1 400 000,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	1 000 000,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	1 300 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**31 415 825,76**	**0,00**	**0,00**
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	31 415 825,76	0,00	0,00
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	100 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**41 413 182,76**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**12 483 696,29**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	3 840 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 343 696,29	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1388	Autres subventions non transférables	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**35 136,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	9 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**3 200 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**15 727 832,29**	**0,00**	**0,00**
45821	OPERATIONS D,INVESTISSEMENT SOUS MANDAT (5)	0,00	0,00	0,00
45821701	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Eau et Assain. (5)	745 376,00	0,00	0,00
45821901	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Rue Carnot Carreterie (5)	448 686,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 194 062,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**58 335 077,05**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***11 213 381,32***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***11 688 296,00***	***0,00***	***0,00***
15112	*Provisions pour litiges*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*161 508,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*393 768,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*1 200,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*90 216,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*17 280,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*1 969,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*152 088,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*25 548,00*	*0,00*	*0,00*
28041632	*ADM : Bâtiments, installations*	*72 686,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*883 964,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*79 336,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*15 857,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 710 278,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*1 401 293,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*45 590,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*496 533,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281316	*Equipements de cimetière*	*45,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*2 546,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*778,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*7 203,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*123 965,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*70 350,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*8 746,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*277 585,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*151,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*1 141 142,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*23 911,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*798 922,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 865 365,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*383 230,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Cheptel*	*288,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*379 955,00*	*0,00*	*0,00*
29612	*Prov. dépréc. titres de participation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
4962	*Prov. dépréc. comptes débiteurs divers*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***22 901 677,32***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***1 400 000,00***	***20 000,00***	***20 000,00***
2031	*Frais d'études*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*400 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***24 301 677,32***	***20 000,00***	***20 000,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**82 636 754,37**	**20 000,00**	**20 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de reception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	27 855 922	10 572 067	518 359	8 696 885	8 540 240	2 568 251	0	0	1 647 021	19 815 855	12 000	80 226 600
- Equipements municipaux (2)		9 570 769	518 359	8 446 885	8 465 240	1 768 251	0	0	540 720	16 801 720	12 000	46 123 944
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		991 298	0	250 000	75 000	800 000	0	0	1 106 301	426 209	0	3 648 808
- Opérations financières	27 855 922											27 855 922
Dépenses d'ordre	1 511 742											1 911 742
Total dépenses de l'exercice	**29 367 664**	**10 572 067**	**518 359**	**8 696 885**	**8 540 240**	**2 568 251**	**0**	**0**	**1 647 021**	**20 215 855**	**12 000**	**82 138 342**
RAR N-1 et reports	**518 413**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**518 413**
Total cumulé dépenses d'investissement	**29 886 077**	**10 572 067**	**518 359**	**8 696 885**	**8 540 240**	**2 568 251**	**0**	**0**	**1 647 021**	**20 215 855**	**12 000**	**82 656 754**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**71 810 711**	**2 400 800**	**0**	**5 084 257**	**12 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 348 686**	**0**	**82 656 754**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**71 810 711**	**2 400 800**	**0**	**5 084 257**	**12 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 348 686**	**0**	**82 656 754**

FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**37 660 887**	**109 321 075**	**4 874 088**	**4 179 001**	**5 042 474**	**3 574 267**	**9 085 434**	**0**	**1 457 873**	**10 149 354**	**1 286 922**	**186 631 375**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**37 660 887**	**109 321 075**	**4 874 088**	**4 179 001**	**5 042 474**	**3 574 267**	**9 085 434**	**0**	**1 457 873**	**10 149 354**	**1 286 922**	**186 631 375**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**163 072 691**	**4 610 198**	**556 744**	**1 527 157**	**218 555**	**1 287 250**	**199 200**	**8 400**	**317 400**	**3 073 918**	**6 176 899**	**181 048 412**
RAR N-1 et reports	**5 582 963**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 582 963**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**168 655 654**	**4 610 198**	**556 744**	**1 527 157**	**218 555**	**1 287 250**	**199 200**	**8 400**	**317 400**	**3 073 918**	**6 176 899**	**186 631 375**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**29 367 664**	**10 572 067**	**518 359**	**8 696 885**	**8 540 240**	**2 568 251**	**0**	**0**	**1 647 021**	**20 215 855**	**12 000**	**82 138 342**
Dépenses réelles		27 855 922	10 572 067	518 359	8 696 885	8 540 240	2 568 251	0	0	1 647 021	19 815 855	12 000	80 226 600
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	19 163 796	0	0	0	0	0	0	0	0	890 000	0	20 053 796
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	2 141 184	28 800	0	288 509	0	0	0	400 000	476 820	0	3 335 313
204	Subventions d'équipement versées	0	991 298	0	250 000	75 000	800 000	0	0	1 106 301	426 209	0	3 648 808
21	Immobilisations corporelles	0	5 861 707	345 559	1 838 858	1 061 737	1 316 457	0	0	32 720	6 515 142	12 000	16 984 180
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 567 878	144 000	6 608 027	7 114 994	451 794	0	0	108 000	9 809 758	0	25 804 451
26	Participat° et créances rattachées	7 892 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 892 000
27	Autres immobilisations financières	54 750	0	0	0	0	0	0	0	0	1 271 000	0	1 325 750
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		745 376	0	0	0	0	0	0	0	0	426 926	0	1 172 302
45811701	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Eau et Assain.	358 619	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	358 619
45811901	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Rue Carnot Carreterie	386 757	0	0	0	0	0	0	0	0	426 926	0	813 683
Dépenses d'ordre		*1 511 742*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*0*	*1 911 742*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*491 742*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*491 742*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 020 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*0*	*1 420 000*
RECETTES													
Total recettes investissement		**71 810 711**	**2 400 800**	**0**	**5 084 257**	**12 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 348 686**	**0**	**82 656 754**
Recettes réelles		47 889 034	2 400 800	0	5 084 257	12 300	0	0	0	0	2 948 686	0	58 335 077
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 200 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 483 696	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 483 696
13	Subventions d'investissement	0	2 400 800	0	5 084 257	12 300	0	0	0	0	2 400 000	0	9 897 357
16	Emprunts et dettes assimilées	31 450 962	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 450 962
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	100 000
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	9 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 000
Opérations pour compte de tiers		745 376	0	0	0	0	0	0	0	0	448 686	0	1 194 062
45821701	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Eau et Assain.	745 376	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	745 376
45821901	OPER. D'INV. SOUS MANDAT_Rue Carnot Carreterie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	448 686	0	448 686
Recettes d'ordre		*23 921 677*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*0*	*24 321 677*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*11 213 381*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 213 381*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*11 688 296*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 688 296*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 020 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*0*	*1 420 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**37 660 887**	**109 321 075**	**4 874 088**	**4 179 001**	**5 042 474**	**3 574 267**	**9 085 434**	**0**	**1 457 873**	**10 149 354**	**1 286 922**	**186 631 375**
Dépenses réelles		14 759 210	109 321 075	4 874 088	4 179 001	5 042 474	3 574 267	9 085 434	0	1 457 873	10 149 354	1 286 922	163 729 698
011	Charges à caractère général	43 678	18 301 184	503 669	1 513 546	1 045 873	1 390 366	284 184	0	1 106 890	7 913 214	264 168	32 366 772
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	89 249 500	0	0	0	500	0	0	0	0	0	89 250 000
014	Atténuations de produits	0	310 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	310 000
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	8 142 703	1 303 041	4 370 419	2 665 455	3 992 801	2 176 401	8 777 250	0	350 983	2 150 140	997 754	34 926 947
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	6 370 262	0	0	0	0	0	0	0	0	86 000	0	6 456 262

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de reception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
67	Charges exceptionnelles	202 567	157 350	0	0	3 800	7 000	24 000	0	0	0	25 000	419 717
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*22 901 677*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*22 901 677*
023	*Virement à la section d'investissement*	*11 213 381*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 213 381*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*11 688 296*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 688 296*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**163 072 691**	**4 610 198**	**556 744**	**1 527 157**	**218 555**	**1 287 250**	**199 200**	**8 400**	**317 400**	**3 073 918**	**6 176 899**	**181 048 412**
Recettes réelles		162 580 949	4 610 198	556 744	1 527 157	218 555	1 287 250	199 200	8 400	317 400	3 073 918	6 176 899	180 556 670
013	Atténuations de charges	0	461 605	0	0	0	0	0	0	0	0	0	461 605
70	Produits des services, du domaine, vente	2 000 000	632 000	543 744	0	11 055	422 300	30 600	0	193 000	2 968 155	103 239	6 904 093
73	Impôts et taxes	122 952 188	650 000	0	0	0	0	0	0	0	0	3 082 000	126 684 188
74	Dotations et participations	32 452 548	1 511 433	13 000	1 498 800	129 500	852 800	156 000	0	0	0	0	36 614 081
75	Autres produits de gestion courante	260 200	162 387	0	28 357	78 000	12 150	12 600	8 400	114 400	105 763	2 991 660	3 773 917
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	4 916 013	1 192 773	0	0	0	0	0	0	10 000	0	0	6 118 786
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*491 742*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*491 742*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*491 742*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*491 742*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 19 170 402,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**19 128 660,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	19 120 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	8 660,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**41 742,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*31 742,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**19 170 402,00**	**0,00**	**518 412,73**	**19 688 814,73**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20231001-mi-2023-1-DM-BP
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 30 250 677,32**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**4 149 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	3 840 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	9 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**26 101 677,32**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions pour litiges*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*161 508,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*393 768,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*1 200,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*90 216,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*17 280,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*1 969,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*152 088,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*25 548,00*	*0,00*	*0,00*
28041632	*ADM : Bâtiments, installations*	*72 686,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*883 964,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*79 336,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*15 857,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 710 278,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*1 401 293,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*45 590,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*496 533,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281316	*Equipements de cimetière*	*45,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*2 546,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*778,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*7 203,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*123 965,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*70 350,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*8 746,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*277 585,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*151,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*1 141 142,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*23 911,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*798 922,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 865 365,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*383 230,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Cheptel*	*288,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*379 955,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20231001-mcdbudget1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
29612	*Prov. dépréc. titres de participation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
4962	*Prov. dépréc. comptes débiteurs divers*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 200 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*11 213 381,32*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**30 250 677,32**	**0,00**	**0,00**	**8 343 696,29**	**38 594 373,61**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**19 688 814,73**
Ressources propres disponibles	VIII	**38 594 373,61**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**18 905 558,88**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230901-mcbudget1-DM-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2021-ATAP01-01 PRIORITÉ 1 : AVIGNON, TERRE D?AMBITIONS 2030	47 822 109,00	0,00	47 822 109,00	10 836 065,09	10 555 857,00	7 482 749,77	18 947 437,14
2021-ATTP02-01 PRIORITÉ 2 : AVIGNON, TERRE DE TRANSITIONS 2030	54 721 277,00	0,00	54 721 277,00	9 167 759,04	8 000 750,00	7 944 316,00	29 608 451,96
2021-ATSP03-01 PRIORITÉ 3 : AVIGNON, TERRE DE SOLIDARITÉS	53 428 506,00	0,00	53 428 506,00	7 857 031,78	8 839 646,00	11 186 149,00	25 545 679,22
2021-ATCP04-01 PRIORITÉ 4 : AVIGNON, TERRE DE CULTURES 2025	36 340 547,00	0,00	36 340 547,00	6 999 415,78	7 823 337,00	6 915 639,00	14 602 155,22
2021-ATJP05-01 PRIORITÉ 5 : AVIGNON, TERRE DE JEUX	24 645 248,00	0,00	24 645 248,00	3 385 968,19	1 813 487,00	5 740 956,00	13 704 836,81
2021-ATPP06-01 PRIORITÉ 6 : AVIGNON, TERRE DE PROXIMITÉS	53 440 920,00	0,00	53 440 920,00	10 066 445,82	11 671 600,00	9 340 702,00	22 362 172,18

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

DCM_2023_04_05

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

5

FINANCES : 2 - Budget Annexe de la Restauration Scolaire - Décision modificative n°1 pour l'exercice 2023.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Une décision modificative (DM) a pour objectif d'ajuster les prévisions inscrites au budget primitif (BP) complété du budget supplémentaire (BS).

En effet, lors de l'élaboration du budget, la commune prévoit les dépenses et les recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement avec une estimation la plus sincère possible.

Or, au fur et à mesure de l'exécution, il est possible que certains postes aient été sous-estimés ou surestimés. De plus, des besoins nouveaux peuvent apparaître et nécessitent l'inscription de crédits budgétaires complémentaires.

Dans ce contexte, la DM ajuste les prévisions et complète les crédits budgétaires en fonction des nouveaux besoins.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la DM du Budget Annexe de la Restauration Scolaire.

DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

Lors de la séance du 17 décembre 2022, le Conseil Municipal a adopté le budget primitif pour un montant total en dépenses et en recettes de 4 508 527 € au titre du budget annexe de la restauration scolaire et de 1 324 019,24 € en dépenses et en recettes le 24 juin 2023 lors du vote du budget supplémentaire.

Je vous propose à présent d'examiner plus en détail les mouvements de crédits du Budget Annexe de la Restauration Scolaire détaillés ci-après.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

A. **Les dépenses**

Les dépenses de fonctionnement sont proposées en augmentation de 40 000 €.

- + 40 000 € sur le **chapitre 012** « Charges de personnel et frais assimilés ».
  Le montant proposé correspond à une actualisation de la prévision de masse salariale de la collectivité, afin de tenir compte des conséquences de l'augmentation du point d'indice voté par le gouvernement mis en application au 01/07/2023 ainsi que l'ensemble des mesures gouvernementales revalorisant notamment les plus bas salaires.

B. **Les recettes**

Les recettes de fonctionnement sont proposées pour un total de 40 000 €.

Elles concernent une subvention d'équilibre complémentaire sur le **chapitre 75** provenant du budget principal afin de financer les dépenses supplémentaires.

Ces propositions sont retracées en annexe 2.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la décision modificative n°1 de 2023, toutes sections confondues, pour le Budget annexe de la Restauration scolaire, pour la somme de 40 000 € en recettes et en dépenses.
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Ont voté contre : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
Se sont abstenus : Mme Ghislaine PERSIA, Mme Martine BAREL, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Délibération DM Septembre - Annexe 2

BUDGET ANNEXE RESTAURATION SCOLAIRE

				Données					
penses/ Recel	Fonct/Invest	Réel/Ordre	Chapitre	BP voté	RAR	BS voté	Budget après BS 2023	DM Septembre	Budget après DM septembre
Dépenses/	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	142 930,00	0,00	255 263,45	398 193,45	0,00	398 193,45
		Total Ordre		**142 930,00**	**0,00**	**255 263,45**	**398 193,45**	**0,00**	**398 193,45**
		Réel	011 - Charges à caractère général	2 647 557,00	0,00	37 000,00	2 684 557,00	0,00	2 684 557,00
			012 - Charges de personnel et frais assimilés	1 279 700,00	0,00	0,00	1 279 700,00	40 000,00	1 319 700,00
			65 - Autres charges de gestion courante	15 310,00	0,00	0,00	15 310,00	0,00	15 310,00
			66 - Charges financières	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
			67 - Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		Total Réel		**3 943 867,00**	**0,00**	**37 000,00**	**3 980 867,00**	**40 000,00**	**4 020 867,00**
	Total Fonctionnement			**4 086 797,00**	**0,00**	**292 263,45**	**4 379 060,45**	**40 000,00**	**4 419 060,45**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	132 285,00	0,00	0,00	132 285,00	0,00	132 285,00
		Total Ordre		**132 285,00**	**0,00**	**0,00**	**132 285,00**	**0,00**	**132 285,00**
		Réel	16 - Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	974 474,88	974 474,88	0,00	974 474,88
			21 - Immobilisations corporelles	289 445,00	57 280,91	0,00	346 725,91	0,00	346 725,91
		Total Réel		**289 445,00**	**57 280,91**	**974 474,88**	**1 321 200,79**	**0,00**	**1 321 200,79**
	Total Investissement			**421 730,00**	**57 280,91**	**974 474,88**	**1 453 485,79**	**0,00**	**1 453 485,79**
Total Dépenses/ Recettes				**4 508 527,00**	**57 280,91**	**1 266 738,33**	**5 832 546,24**	**40 000,00**	**5 872 546,24**
Recettes	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	132 285,00	0,00	0,00	132 285,00	0,00	132 285,00
		Total Ordre		**132 285,00**	**0,00**	**0,00**	**132 285,00**	**0,00**	**132 285,00**
		Réel	002 - Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	292 263,45	292 263,45	0,00	292 263,45
			70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 214 141,00	0,00	0,00	1 214 141,00	0,00	1 214 141,00
			74 - Dotations et participations	86 045,00	0,00	0,00	86 045,00	0,00	86 045,00
			75 - Autres produits de gestion courante	2 454 326,00	0,00	0,00	2 454 326,00	40 000,00	2 494 326,00
			77 - Produits exceptionnels	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
		Total Réel		**3 954 512,00**	**0,00**	**292 263,45**	**4 246 775,45**	**40 000,00**	**4 286 775,45**
	Total Fonctionnement			**4 086 797,00**	**0,00**	**292 263,45**	**4 379 060,45**	**40 000,00**	**4 419 060,45**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	142 930,00	0,00	255 263,45	398 193,45	0,00	398 193,45
		Total Ordre		**142 930,00**	**0,00**	**255 263,45**	**398 193,45**	**0,00**	**398 193,45**
		Réel	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	0,00	776 492,34	776 492,34	0,00	776 492,34
			10 - Dotations, fonds divers et réserves	28 800,00	0,00	0,00	28 800,00	0,00	28 800,00
			13 - Subventions d'investissement	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
		Total Réel		**278 800,00**	**0,00**	**776 492,34**	**1 055 292,34**	**0,00**	**1 055 292,34**
	Total Investissement			**421 730,00**	**0,00**	**1 031 755,79**	**1 453 485,79**	**0,00**	**1 453 485,79**
Total Recettes				**4 508 527,00**	**0,00**	**1 324 019,24**	**5 832 546,24**	**40 000,00**	**5 872 546,24**
Total général				**9 017 054,00**	**57 280,91**	**2 590 757,57**	**11 665 092,48**	**80 000,00**	**11 745 092,48**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - VILLE D AVIGNON (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (2)

Numéro SIRET : 21840007500857

POSTE COMPTABLE : tresorier municipal

M. 14

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : Restauration Scolaire (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230907-mcmessdm2023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 27

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230907-mi0709231-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
084-218400747-20231005-2023100501-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Code INSEE	VILLE D AVIGNON Restauration Scolaire	DM 2023

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	92 821
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2 142
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
113 273 943	126 789 356	1 192,82	1 335,14

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 759	1 342
2	Produit des impositions directes/population	830	736
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	2 005	1 574
4	Dépenses d'équipement brut/population	536	322
5	Encours de dette/population	2 072	1 360
6	DGF/population	307	212
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	54,68 %	61,70 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98,44 %	94,10 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	41,39 %	20,40 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	103,35 %	86,40 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET — B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires Délibération n° 5 du 27/02/2006.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	40 000,00	40 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	40 000,00	40 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	40 000,00	40 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mcmbudget2023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	2 684 557,00	0,00	0,00	0,00	2 684 557,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 279 700,00	0,00	40 000,00	40 000,00	1 319 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 310,00	0,00	0,00	0,00	15 310,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**3 979 567,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**4 019 567,00**
66	Charges financières	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**3 980 867,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**4 020 867,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*398 193,45*		*0,00*	*0,00*	*398 193,45*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***398 193,45***		***0,00***	***0,00***	***398 193,45***
	TOTAL	**4 379 060,45**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**4 419 060,45**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 419 060,45**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 214 141,00	0,00	0,00	0,00	1 214 141,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	86 045,00	0,00	0,00	0,00	86 045,00
75	Autres produits de gestion courante	2 454 326,00	0,00	40 000,00	40 000,00	2 494 326,00
	Total des recettes de gestion courante	**3 754 512,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**3 794 512,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**3 954 512,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**3 994 512,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*132 285,00*		*0,00*	*0,00*	*132 285,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***132 285,00***		***0,00***	***0,00***	***132 285,00***
	TOTAL	**4 086 797,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**4 126 797,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**292 263,45**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 419 060,45**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**265 908,45**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230901-mcm0109012023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	346 725,91	0,00	0,00	0,00	346 725,91
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**346 725,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 725,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	974 474,88	0,00	0,00	0,00	974 474,88
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**974 474,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**974 474,88**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 321 200,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 321 200,79**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*132 285,00*		*0,00*	*0,00*	*132 285,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***132 285,00***		***0,00***	***0,00***	***132 285,00***
	TOTAL	**1 453 485,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 453 485,79**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 453 485,79**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	28 800,00	0,00	0,00	0,00	28 800,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**28 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 800,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**278 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**278 800,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*398 193,45*		*0,00*	*0,00*	*398 193,45*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***398 193,45***		***0,00***	***0,00***	***398 193,45***
TOTAL		**676 993,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**676 993,45**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**776 492,34**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 453 485,79**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**265 908,45**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	40 000,00		40 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**40 000,00**	***0,00***	**40 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mcdm1bis2023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	40 000,00	*0,00*	40 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**40 000,00**	***0,00***	**40 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230907-mcm230907-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**2 684 557,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	4 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	201 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	6 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 856 109,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	36 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	7 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	6 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	17 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	5 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	222 500,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	21 900,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	47 000,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	5 500,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	130 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	12 648,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 500,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	5 000,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	17 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	11 900,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	40 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 300,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 700,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	17 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 279 700,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
6331	Versement mobilité	17 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 500,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 000,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 700,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	200 000,00	40 000,00	40 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 800,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	35 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	520 000,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	130 000,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion - indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	235 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	88 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	27 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	900,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	5 900,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	900,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	2 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 310,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	6 500,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	6 500,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	2 300,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)	**3 979 567,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**800,00**	**0,00**	**0,00**
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	800,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**3 980 867,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***398 193,45***	***0,00***	***0,00***
6688	*Autres*	*253 263,45*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*142 930,00*	*0,00*	*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***398 193,45***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***398 193,45***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 379 060,45**	**40 000,00**	**40 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 214 141,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	1 500,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	877 641,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	220 000,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	115 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**86 045,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	29 432,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	56 613,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**2 454 326,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
7552	Prise en charge déficit BA administratif	2 454 326,00	40 000,00	40 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**3 754 512,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	200 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 954 512,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***132 285,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*132 285,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***132 285,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**4 086 797,00**	**40 000,00**	**40 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**346 725,91**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	75 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	271 725,91	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**346 725,91**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**974 474,88**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	974 474,88	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**974 474,88**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 321 200,79**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***132 285,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***132 285,00***	***0,00***	***0,00***
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*132 285,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*132 285,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***132 285,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 453 485,79**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	250 000,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**28 800,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	28 800,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**28 800,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**278 800,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***398 193,45***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*1 728,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*16 874,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*253 263,45*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*11 167,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*642,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*112 519,00*	*0,00*	*0,00*
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***398 193,45***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***398 193,45***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**676 993,45**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmcLX0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	1 049 475	0	0	271 726	0	0	0	0	0	0	0	1 321 201
- Equipements municipaux (2)		0	0	271 726	0	0	0	0	0	0	0	346 726
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	1 049 475											1 049 475
Dépenses d'ordre	132 285											132 285
Total dépenses de l'exercice	**1 181 760**	**0**	**0**	**271 726**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 453 486**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**1 181 760**	**0**	**0**	**271 726**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 453 486**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**676 993**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**676 993**
RAR N-1 et reports	**776 492**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**776 492**
Total cumulé recettes d'investissement	**1 453 486**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 453 486**

FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**4 392 160**	**0**	**0**	**26 900**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 419 060**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**4 392 160**	**0**	**0**	**26 900**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 419 060**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**3 926 797**	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 126 797**
RAR N-1 et reports	**292 263**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**292 263**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**4 219 060**	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 419 060**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**1 181 760**	**0**	**0**	**271 726**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 453 486**
Dépenses réelles		1 049 475	0	0	271 726	0	0	0	0	0	0	0	1 321 201
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	974 475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	974 475
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	75 000	0	0	271 726	0	0	0	0	0	0	0	346 726
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*132 285*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*132 285*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*132 285*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*132 285*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES													
Total recettes investissement		**676 993**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**676 993**
Recettes réelles		278 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	278 800
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	28 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 800
13	Subventions d'investissement	250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*398 193*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*398 193*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*398 193*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*398 193*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**4 392 160**	**0**	**0**	**26 900**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 419 060**
Dépenses réelles		3 993 967	0	0	26 900	0	0	0	0	0	0	0	4 020 867
011	Charges à caractère général	2 657 657	0	0	26 900	0	0	0	0	0	0	0	2 684 557
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 319 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 319 700
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	15 310	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 310
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800
67	Charges exceptionnelles	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*398 193*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*398 193*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*398 193*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*398 193*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de reception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**3 926 797**	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 126 797**
Recettes réelles		3 794 512	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 994 512
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	1 214 141	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 214 141
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	86 045	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	86 045
75	Autres produits de gestion courante	2 494 326	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 494 326
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*132 285*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*132 285*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*132 285*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*132 285*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013206-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 106 759,88**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**974 474,88**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	974 474,88	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**132 285,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*132 285,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 106 759,88**	**0,00**	**0,00**	**1 106 759,88**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mcrestaurationDE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 426 993,45**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**28 800,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	28 800,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**398 193,45**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*1 728,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*16 874,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*253 263,45*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*11 167,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*642,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*112 519,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**426 993,45**	**0,00**	**776 492,34**	**0,00**	**1 203 485,79**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 106 759,88**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 203 485,79**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**96 725,91**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230907-mcm070923-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

DCM_2023_04_06

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

6

FINANCES : 3 - Budget Annexe Activités Aquatiques - Décision modificative n° 1 pour l'exercice 2023.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Une décision modificative (DM) a pour objectif d'ajuster les prévisions inscrites au budget primitif (BP) complété du budget supplémentaire (BS).

En effet, lors de l'élaboration du budget, la commune prévoit les dépenses et les recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement avec une estimation la plus sincère possible.

Or, au fur et à mesure de l'exécution, il est possible que certains postes aient été sous-estimés ou surestimés. De plus, des besoins nouveaux peuvent apparaître et nécessitent l'inscription de crédits budgétaires complémentaires.

Dans ce contexte, la DM ajuste les prévisions et complète les crédits budgétaires en fonction des nouveaux besoins.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la DM du budget annexe Activités Aquatiques.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE ACTIVITES AQUATIQUES

Lors de la séance du 17 décembre 2022, le Conseil Municipal a adopté le budget primitif pour un montant total en dépenses et en recettes de 9 701 503 € au titre du budget annexe Activités Aquatiques et le budget supplémentaire lors de la séance du 24 juin 2023 pour un montant de 3 074 380 € en dépenses et en recettes,

Je vous propose à présent d'examiner plus en détail les mouvements de crédits du budget annexe Activités Aquatiques détaillés ci-après.

1. Les **dépenses** de fonctionnement sont proposées en diminution de - 37 000 €.

+ 111 € sur le **chapitre 011** « Charges à caractère général » pour le paiement des frais bancaires pour les terminaux de paiement des piscines
- 40 000 € sur le **chapitre 012** « Charges de personnel et frais assimilés »
+ 2 889 € sur le **chapitre 67** « Charges exceptionnelles » pour le paiement d'intérêts moratoires.

2. Les **recettes** de fonctionnement sont proposées en diminution pour un total de - 37 000 €.

Afin de tenir compte de la diminution des dépenses de fonctionnement, il est proposé de déduire à due concurrence le montant total des subventions d'équilibre 2023 du **chapitre 75** provenant du budget principal.

Ces propositions sont retracées en annexe 3.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la décision modificative n°1 pour l'exercice 2023, toutes sections confondues, pour le budget annexe Activités Aquatiques, pour la somme de -37 000 € en recettes et en dépenses.
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Ont voté contre : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
Se sont abstenus : Mme Ghislaine PERSIA, Mme Martine BAREL, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLEES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Délibération DM Septembre - Annexe 3

BUDGET ANNEXE ACTIVITES AQUATIQUES

				Données					
penses/ Recet	Fonct/Invest	Réel/Ordre	Chapitre	BP voté	RAR	BS voté	Budget après BS 2023	DM Septembre	Budget après DM septembre
Dépenses/	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	78 961,00	0,00	0,00	78 961,00	0,00	78 961,00
		Total Ordre		**78 961,00**	**0,00**	**0,00**	**78 961,00**	**0,00**	**78 961,00**
		Réel	002 - Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	141 129,09	141 129,09	0,00	141 129,09
			011 - Charges à caractère général	1 868 806,00	0,00	55 080,98	1 923 886,98	111,00	1 923 997,98
			012 - Charges de personnel et frais assimilés	3 387 500,00	0,00	0,00	3 387 500,00	-40 000,00	3 347 500,00
			65 - Autres charges de gestion courante	3 010,00	0,00	0,00	3 010,00	0,00	3 010,00
			66 - Charges financières	194 400,00	0,00	0,00	194 400,00	0,00	194 400,00
			67 - Charges exceptionnelles	1 750,00	0,00	0,00	1 750,00	2 889,00	4 639,00
		Total Réel		**5 455 466,00**	**0,00**	**196 210,07**	**5 651 676,07**	**-37 000,00**	**5 614 676,07**
	Total Fonctionnement			**5 534 427,00**	**0,00**	**196 210,07**	**5 730 637,07**	**-37 000,00**	**5 693 637,07**
	Investissement	Réel	16 - Emprunts et dettes assimilées	1 052 100,00	0,00	334 617,79	1 386 717,79	0,00	1 386 717,79
			21 - Immobilisations corporelles	209 500,00	68 515,18	0,00	278 015,18	0,00	278 015,18
			23 - Immobilisations en cours	2 905 476,00	1 875 037,24	600 000,00	5 380 513,24	0,00	5 380 513,24
		Total Réel		**4 167 076,00**	**1 943 552,42**	**934 617,79**	**7 045 246,21**	**0,00**	**7 045 246,21**
	Total Investissement			**4 167 076,00**	**1 943 552,42**	**934 617,79**	**7 045 246,21**	**0,00**	**7 045 246,21**
Total Dépenses/ Recettes				**9 701 503,00**	**1 943 552,42**	**1 130 827,86**	**12 775 883,28**	**-37 000,00**	**12 738 883,28**
Recettes	Fonctionnement	Réel	70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	375 000,00	0,00	0,00	375 000,00	0,00	375 000,00
			74 - Dotations et participations	31 256,00	0,00	0,00	31 256,00	0,00	31 256,00
			75 - Autres produits de gestion courante	4 528 171,00	0,00	196 210,07	4 724 381,07	-37 000,00	4 687 381,07
			77 - Produits exceptionnels	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
		Total Réel		**5 534 427,00**	**0,00**	**196 210,07**	**5 730 637,07**	**-37 000,00**	**5 693 637,07**
	Total Fonctionnement			**5 534 427,00**	**0,00**	**196 210,07**	**5 730 637,07**	**-37 000,00**	**5 693 637,07**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	78 961,00	0,00	0,00	78 961,00	0,00	78 961,00
		Total Ordre		**78 961,00**	**0,00**	**0,00**	**78 961,00**	**0,00**	**78 961,00**
		Réel	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	0,00	2 482 534,21	2 482 534,21	0,00	2 482 534,21
			10 - Dotations, fonds divers et réserves	153 600,00	0,00	0,00	153 600,00	0,00	153 600,00
			13 - Subventions d'investissement	1 900 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	1 900 000,00
			16 - Emprunts et dettes assimilées	2 034 515,00	395 636,00	0,00	2 430 151,00	0,00	2 430 151,00
		Total Réel		**4 088 115,00**	**395 636,00**	**2 482 534,21**	**6 966 285,21**	**0,00**	**6 966 285,21**
	Total Investissement			**4 167 076,00**	**395 636,00**	**2 482 534,21**	**7 045 246,21**	**0,00**	**7 045 246,21**
Total Recettes				**9 701 503,00**	**395 636,00**	**2 678 744,28**	**12 775 883,28**	**-37 000,00**	**12 738 883,28**
Total général				**19 403 006,00**	**2 339 188,42**	**3 809 572,14**	**25 551 766,56**	**-74 000,00**	**25 477 766,56**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - VILLE D AVIGNON (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (2)

Numéro SIRET : 21840007500865

POSTE COMPTABLE : tresorier municipal

M. 14

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : Activités Aquatiques (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20231001-mcdm0001122023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 26

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230930-mod0001e2023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
084-218400774-20231005-lmc20231004630-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Code INSEE	VILLE D AVIGNON Activités Aquatiques	DM 2023

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	92 821
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2 142
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
113 273 943	126 789 356	1 192,82	1 335,14

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 759	1 342
2	Produit des impositions directes/population	830	736
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	2 005	1 574
4	Dépenses d'équipement brut/population	536	322
5	Encours de dette/population	2 072	1 360
6	DGF/population	307	212
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	54,68 %	61,70 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98,44 %	94,10 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	41,39 %	20,40 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	103,35 %	86,40 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET — B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires Délibération n° 5 du 27/02/2006.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-37 000,00	-37 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	-37 000,00	-37 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	-37 000,00	-37 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mcdm0110123-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 923 886,98	0,00	111,00	111,00	1 923 997,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 387 500,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00	3 347 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 010,00	0,00	0,00	0,00	3 010,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**5 314 396,98**	**0,00**	**-39 889,00**	**-39 889,00**	**5 274 507,98**
66	Charges financières	194 400,00	0,00	0,00	0,00	194 400,00
67	Charges exceptionnelles	1 750,00	0,00	2 889,00	2 889,00	4 639,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**5 510 546,98**	**0,00**	**-37 000,00**	**-37 000,00**	**5 473 546,98**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*78 961,00*		*0,00*	*0,00*	*78 961,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***78 961,00***		***0,00***	***0,00***	***78 961,00***
	TOTAL	**5 589 507,98**	**0,00**	**-37 000,00**	**-37 000,00**	**5 552 507,98**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**141 129,09**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 693 637,07**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	375 000,00	0,00	0,00	0,00	375 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	31 256,00	0,00	0,00	0,00	31 256,00
75	Autres produits de gestion courante	4 724 381,07	0,00	-37 000,00	-37 000,00	4 687 381,07
	Total des recettes de gestion courante	**5 130 637,07**	**0,00**	**-37 000,00**	**-37 000,00**	**5 093 637,07**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**5 730 637,07**	**0,00**	**-37 000,00**	**-37 000,00**	**5 693 637,07**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**5 730 637,07**	**0,00**	**-37 000,00**	**-37 000,00**	**5 693 637,07**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 693 637,07**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**78 961,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230930-modification0012-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	278 015,18	0,00	0,00	0,00	278 015,18
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 380 513,24	0,00	0,00	0,00	5 380 513,24
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 658 528,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 658 528,42**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 386 717,79	0,00	0,00	0,00	1 386 717,79
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**1 386 717,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 717,79**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 045 246,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 045 246,21**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**7 045 246,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 045 246,21**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 045 246,21**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	2 430 151,00	0,00	0,00	0,00	2 430 151,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 430 151,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 430 151,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	153 600,00	0,00	0,00	0,00	153 600,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	1 900 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**2 053 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 053 600,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 483 751,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 483 751,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*78 961,00*		*0,00*	*0,00*	*78 961,00*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***78 961,00***		***0,00***	***0,00***	***78 961,00***
TOTAL		**4 562 712,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 562 712,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 482 534,21**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 045 246,21**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**78 961,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	111,00		111,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	-40 000,00		-40 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 889,00	*0,00*	2 889,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**-37 000,00**	***0,00***	**-37 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-37 000,00**

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*			*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*			*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*			*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*			*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*			*0,00*	0,00
3…	Stocks		0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues		0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total			**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20231001-mod0001es-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	-37 000,00	*0,00*	-37 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**-37 000,00**	***0,00***	**-37 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-37 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230901-mod0109123-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**1 923 886,98**	**111,00**	**111,00**
60611	Eau et assainissement	116 182,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 085 530,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	23 445,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	90 308,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	22 643,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	8 938,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 500,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	21 075,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	9 995,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	11 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	68 846,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	14 548,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	218 303,98	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	28 482,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 574,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	787,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	66 356,00	0,00	0,00
6256	Missions	3 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	111,00	111,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	128 374,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**3 387 500,00**	**-40 000,00**	**-40 000,00**
6331	Versement mobilité	52 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 600,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	20 000,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 500,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 250 000,00	-40 000,00	-40 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	21 000,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	260 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	700 000,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	120 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	410 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	430 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	40 000,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	6 700,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	3 500,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 700,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	10 000,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	15 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 500,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	26 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 010,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	1 000,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**5 314 396,98**	**-39 889,00**	**-39 889,00**
66	**Charges financières (b)**	**194 400,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	154 300,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	39 300,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	800,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 750,00**	**2 889,00**	**2 889,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	1 250,00	2 889,00	2 889,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**5 510 546,98**	**-37 000,00**	**-37 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***78 961,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*78 961,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***78 961,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***78 961,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 589 507,98**	**-37 000,00**	**-37 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-37 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	39 300,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	39 300,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**375 000,00**	**0,00**	**0,00**
70631	Redevances services à caractère sportif	375 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**31 256,00**	**0,00**	**0,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	12 556,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	18 700,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 724 381,07**	**-37 000,00**	**-37 000,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	4 724 381,07	-37 000,00	-37 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**5 130 637,07**	**-37 000,00**	**-37 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**600 000,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	600 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**5 730 637,07**	**-37 000,00**	**-37 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**5 730 637,07**	**-37 000,00**	**-37 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-37 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**278 015,18**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	63 178,45	0,00	0,00
2138	Autres constructions	5 000,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	20 999,68	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	26 700,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 099,14	0,00	0,00
2184	Mobilier	26 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	133 037,91	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 380 513,24**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	5 378 884,41	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 628,83	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 658 528,42**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 386 717,79**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 268 026,79	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	118 691,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**1 386 717,79**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**7 045 246,21**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**7 045 246,21**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 430 151,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	2 430 151,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 430 151,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**153 600,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	153 600,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**1 900 000,00**	**0,00**	**0,00**
1384	Subv non transf. Communes	1 900 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**2 053 600,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 483 751,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***78 961,00***	***0,00***	***0,00***
281312	*Bâtiments scolaires*	*34,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*7 657,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*27 399,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*9 417,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*34 454,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***78 961,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***78 961,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 562 712,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	7 045 246	0	0	0	0	0	7 045 246
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	5 658 528	0	0	0	0	0	5 658 528
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**0**	**153 600**	**0**	**0**	**0**	**4 409 112**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 562 712**
RAR N-1 et reports	**2 482 534**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 482 534**
Total cumulé recettes d'investissement	**2 482 534**	**153 600**	**0**	**0**	**0**	**4 409 112**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**

FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**0**	**22 750**	**500**	**0**	**0**	**5 529 258**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 552 508**
RAR N-1 et reports	**141 129**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**141 129**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**141 129**	**22 750**	**500**	**0**	**0**	**5 529 258**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 693 637**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**0**	**600 000**	**0**	**0**	**0**	**5 093 637**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 693 637**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**0**	**600 000**	**0**	**0**	**0**	**5 093 637**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 693 637**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 045 246**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	7 045 246	0	0	0	0	0	7 045 246
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	1 386 718	0	0	0	0	0	1 386 718
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	278 015	0	0	0	0	0	278 015
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	5 380 513	0	0	0	0	0	5 380 513
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RECETTES													
Total recettes investissement		**0**	**153 600**	**0**	**0**	**0**	**4 409 112**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 562 712**
Recettes réelles		0	153 600	0	0	0	4 330 151	0	0	0	0	0	4 483 751
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	153 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	153 600
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	1 900 000	0	0	0	0	0	1 900 000

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	2 430 151	0	0	0	0	0	2 430 151
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**22 750**	**500**	**0**	**0**	**5 529 258**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 552 508**
Dépenses réelles		0	22 750	500	0	0	5 450 297	0	0	0	0	0	5 473 547
011	Charges à caractère général	0	22 750	500	0	0	1 900 748	0	0	0	0	0	1 923 998
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	3 347 500	0	0	0	0	0	3 347 500
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	3 010	0	0	0	0	0	3 010
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	194 400	0	0	0	0	0	194 400
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	4 639	0	0	0	0	0	4 639
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 961*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de reception préfecture : 05/10/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**0**	**600 000**	**0**	**0**	**0**	**5 093 637**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 693 637**
Recettes réelles		0	600 000	0	0	0	5 093 637	0	0	0	0	0	5 693 637
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	375 000	0	0	0	0	0	375 000
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	31 256	0	0	0	0	0	31 256
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	4 687 381	0	0	0	0	0	4 687 381
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013207-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 386 717,79**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 386 717,79**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 268 026,79	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	118 691,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 386 717,79**	**0,00**	**0,00**	**1 386 717,79**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20231001-mcdm0110231-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 2 132 561,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 053 600,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	153 600,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	1 900 000,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**78 961,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281312	*Bâtiments scolaires*	*34,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*7 657,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*27 399,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*9 417,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*34 454,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**2 132 561,00**	**0,00**	**2 482 534,21**	**0,00**	**4 615 095,21**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 386 717,79**
Ressources propres disponibles	VIII	**4 615 095,21**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**3 228 377,42**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

DCM_2023_04_07

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

7

FINANCES : 4 - Budget Annexe des Locations Commerciales - Décision modificative n°1 pour l'exercice 2023.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Comme pour le Budget Principal, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la Décision Modificative du Budget Annexe des Locations Commerciales.

DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DES LOCATIONS COMMERCIALES

Lors de la séance du 17 décembre 2022, le Conseil Municipal a adopté le Budget Primitif pour un montant total en dépenses et en recettes de 1 170 335 € au titre du budget annexe des locations commerciales et le budget supplémentaire lors de la séance du 24 juin 2023 pour un montant de 299 450 € en dépenses et de 446 830,47 € en recettes.

Je vous propose à présent d'examiner plus en détail les mouvements de crédits du budget annexe des locations commerciales détaillés ci-après.

- En **dépenses de fonctionnement** :

Il est nécessaire de régulariser l'anomalie constatée dans le budget supplémentaire lors de l'inscription des provisions. En effet, il a été noté l'inscription de 3 000€ en chapitre 040-6817 pour les dotations aux amortissement » alors qu'il s'agissait de « Dotations aux provisions et dépréciations ».
Opérations d'ordre : - 3 000 € sur le **chapitre 042-6817**
Opérations réelles : + 3 000€ sur le **chapitre 68**

- En **dépenses d'investissement,** il est proposé d'inscrire :

La diminution à hauteur de -3 000€ sur le chapitre 16 concernant le remboursement des dépôts et cautionnement de particuliers

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

- En **recettes d'investissement,** il est proposé d'inscrire :

Opérations d'ordre : - 2 000 € sur le **chapitre 040-491** et -1 000 € sur le **chapitre 040-496** pour régulariser l'anomalie constatée dans le budget supplémentaire lors de l'inscription des provisions.

Ces propositions sont retracées en annexe 4.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la décision modificative n°1 de 2023, toutes sections confondues, pour le budget annexe des locations commerciales, pour la somme de -3 000 € en recettes et en dépenses ;
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Ont voté contre : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
Se sont abstenus : Mme Ghislaine PERSIA, Mme Martine BAREL, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLEES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Délibération DM Septembre - Annexe 4

BUDGET ANNEXE LOCATIONS COMMERCIALES

				Données					
penses/ Rece	Fonct/Invest	Réel/Ordre	Chapitre	BP voté	RAR	BS voté	Budget après BS 2023	DM Septembre	Budget après DM septembre
Dépenses/	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	22 128,00	0,00	3 200,00	25 328,00	-3 000,00	22 328,00
			023 - Virement à la section d'investissement	84 872,00	0,00	0,00	84 872,00	0,00	84 872,00
		Total Ordre		**107 000,00**	**0,00**	**3 200,00**	**110 200,00**	**-3 000,00**	**107 200,00**
		Réel	011 - Charges à caractère général	641 625,00	0,00	43 850,00	685 475,00	0,00	685 475,00
			012 - Charges de personnel et frais assimilés	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
			65 - Autres charges de gestion courante	8 810,00	0,00	0,00	8 810,00	0,00	8 810,00
			67 - Charges exceptionnelles	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
			68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
		Total Réel		**935 935,00**	**0,00**	**43 850,00**	**979 785,00**	**3 000,00**	**982 785,00**
	Total Fonctionnement			**1 042 935,00**	**0,00**	**47 050,00**	**1 089 985,00**	**0,00**	**1 089 985,00**
	Investissement	Réel	16 - Emprunts et dettes assimilées	20 400,00	222 400,00	0,00	242 800,00	-3 000,00	239 800,00
			21 - Immobilisations corporelles	107 000,00	0,00	30 000,00	137 000,00	0,00	137 000,00
		Total Réel		**127 400,00**	**222 400,00**	**30 000,00**	**379 800,00**	**-3 000,00**	**376 800,00**
	Total Investissement			**127 400,00**	**222 400,00**	**30 000,00**	**379 800,00**	**-3 000,00**	**376 800,00**
Total Dépenses/ Recettes				**1 170 335,00**	**222 400,00**	**77 050,00**	**1 469 785,00**	**-3 000,00**	**1 466 785,00**
Recettes	Fonctionnement	Réel	75 - Autres produits de gestion courante	85 981,00	0,00	0,00	85 981,00	0,00	85 981,00
			77 - Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			002 - Résultat d'exploitation reporté	0,00	0,00	194 430,47	194 430,47	0,00	194 430,47
			70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	394 958,00	0,00	0,00	394 958,00	0,00	394 958,00
			74 - Subventions d'exploitation	561 996,00	0,00	0,00	561 996,00	0,00	561 996,00
		Total Réel		**1 042 935,00**	**0,00**	**194 430,47**	**1 237 365,47**	**0,00**	**1 237 365,47**
	Total Fonctionnement			**1 042 935,00**	**0,00**	**194 430,47**	**1 237 365,47**	**0,00**	**1 237 365,47**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	22 128,00	0,00	3 200,00	25 328,00	-3 000,00	22 328,00
			021 - Virement de la section d'exploitation	84 872,00	0,00	0,00	84 872,00	0,00	84 872,00
		Total Ordre		**107 000,00**	**0,00**	**3 200,00**	**110 200,00**	**-3 000,00**	**107 200,00**
		Réel	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	0,00	220 694,88	220 694,88	0,00	220 694,88
			10 - Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	28 505,12	28 505,12	0,00	28 505,12
			16 - Emprunts et dettes assimilées	20 400,00	0,00	0,00	20 400,00	0,00	20 400,00
		Total Réel		**20 400,00**	**0,00**	**249 200,00**	**269 600,00**	**0,00**	**269 600,00**
	Total Investissement			**127 400,00**	**0,00**	**252 400,00**	**379 800,00**	**-3 000,00**	**376 800,00**
Total Recettes				**1 170 335,00**	**0,00**	**446 830,47**	**1 617 165,47**	**-3 000,00**	**1 614 165,47**
Total général				**2 340 670,00**	**222 400,00**	**523 880,47**	**3 086 950,47**	**-6 000,00**	**3 080 950,47**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21840007500816	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI VILLE D AVIGNON

POSTE COMPTABLE DE : tresorier municipal

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : Budget Locations Commerciales (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-mcEX01DB13200-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires Délibération n° 5 du 27/02/2006.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	-3 000,00	-3 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	-3 000,00	-3 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	-3 000,00	-3 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mcdbudget13205-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	685 475,00	0,00	0,00	0,00	685 475,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 810,00	0,00	0,00	0,00	8 810,00
Total des dépenses de gestion des services		**974 285,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**974 285,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**979 785,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**982 785,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*84 872,00*		*0,00*	*0,00*	*84 872,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*25 328,00*		*-3 000,00*	*-3 000,00*	*22 328,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***110 200,00***		***-3 000,00***	***-3 000,00***	***107 200,00***
TOTAL		**1 089 985,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 089 985,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 089 985,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	394 958,00	0,00	0,00	0,00	394 958,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	561 996,00	0,00	0,00	0,00	561 996,00
75	Autres produits de gestion courante	85 981,00	0,00	0,00	0,00	85 981,00
Total des recettes de gestion des services		**1 042 935,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 042 935,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 042 935,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 042 935,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 042 935,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 042 935,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**194 430,47**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 237 365,47**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**107 200,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
084-218400073-20230901-mca20231320-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023* + *DE 042* – *RE 042* ou solde de l'opération *RI 021* + *RI 040* – *DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	137 000,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	242 800,00	0,00	-3 000,00	-3 000,00	239 800,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**242 800,00**	**0,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**	**239 800,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**379 800,00**	**0,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**	**376 800,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**379 800,00**	**0,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**	**376 800,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**376 800,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	28 505,12	0,00	0,00	0,00	28 505,12
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 400,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**48 905,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 905,12**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**48 905,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 905,12**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*84 872,00*		*0,00*	*0,00*	*84 872,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*25 328,00*		*-3 000,00*	*-3 000,00*	*22 328,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***110 200,00***		***-3 000,00***	***-3 000,00***	***107 200,00***
	TOTAL	**159 105,12**	**0,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**	**156 105,12**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**220 694,88**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**376 800,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**107 200,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	3 000,00	*-3 000,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 000,00**	***-3 000,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-3 000,00	*0,00*	-3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**-3 000,00**	***0,00***	**-3 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-3 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230901-mcbudget1320-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*-2 000,00*	-2 000,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***-3 000,00***	**-3 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-3 000,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230901-mcavignon1320-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**685 475,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	365 528,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 100,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	5 553,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	111 929,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	25 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	15 500,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	8 757,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	16 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	540,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	32 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	84 568,00	0,00	0,00
6288	Autres	15 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**280 000,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de mobilité	3 700,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	800,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 680,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	550,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	101 450,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	75 000,00	0,00	0,00
64141	Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	44 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	45 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	2 320,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	600,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	1 400,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	3 500,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 810,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	6 500,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	2 300,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**974 285,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**5 500,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	5 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	3 000,00	3 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**979 785,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***84 872,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***25 328,00***	***-3 000,00***	***-3 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*22 328,00*	*0,00*	*0,00*
6817	*Dot. dépréc. actifs circulants*	*3 000,00*	*-3 000,00*	*-3 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***110 200,00***	***-3 000,00***	***-3 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***110 200,00***	***-3 000,00***	***-3 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 089 985,00**	**0,00**	**0,00**

+

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
			RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**394 958,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	351 958,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	43 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**561 996,00**	**0,00**	**0,00**
74	Subventions d'exploitation	561 996,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**85 981,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	85 981,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 042 935,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 042 935,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 042 935,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**137 000,00**	**0,00**	**0,00**
2131	Bâtiments	120 000,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**137 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**242 800,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 400,00	-3 000,00	-3 000,00
1678	Autres dettes condit° particulières	222 400,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**242 800,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**379 800,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**379 800,00**	**-3 000,00**	**-3 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-3 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	28 505,12	0,00	0,00
1068	Autres réserves	28 505,12	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 400,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	48 905,12	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	48 905,12	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*84 872,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*25 328,00*	*-3 000,00*	*-3 000,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*2 085,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*8 273,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*11 770,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*	*2 000,00*	*-2 000,00*	*-2 000,00*
496	*Dépréciat° comptes de débiteurs divers*	*1 000,00*	*-1 000,00*	*-1 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		*110 200,00*	*-3 000,00*	*-3 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*110 200,00*	*-3 000,00*	*-3 000,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		159 105,12	-3 000,00	-3 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-3 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013208-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20231001-mcbudget1320-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 107 200,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**107 200,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*2 085,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*8 273,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*11 770,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*84 872,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**107 200,00**	**0,00**	**220 694,88**	**28 505,12**	**356 400,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**0,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**356 400,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**356 400,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

DCM_2023_04_08

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

8

FINANCES : 5 - Budget Annexe de la Chambre Funéraire - Décision modificative n°1 pour l'exercice 2023.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Comme pour le Budget Principal, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la Décision Modificative du Budget Annexe de la Chambre Funéraire.

DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DE LA CHAMBRE FUNERAIRE

Lors de la séance du 17 décembre 2022, le Conseil Municipal a adopté le budget primitif pour un montant total en dépenses de 156 835 € et en recettes de 161 427 € au titre du budget annexe de la Chambre Funéraire et de 3 000€en dépenses et 304 180,84 € en recettes le 24 juin 2023 lors du vote du budget supplémentaire.

Je vous propose à présent d'examiner plus en détail les mouvements de crédits du budget annexe de la chambre funéraire détaillés ci-après.

1. **Pour la section de fonctionnement :**

- En **dépenses de fonctionnement,** il est proposé d'inscrire la somme de 3 000€ :

Il est nécessaire de régulariser l'anomalie constatée dans le budget supplémentaire lors de l'inscription des provisions. En effet, il a été noté l'inscription de 3 000 € en chapitre 042 pour les dotations aux amortissement » alors qu'il s'agissait de « Dotations aux provisions et dépréciations ».

Opérations d'ordre : - 3 000 € sur le **chapitre 042-6817**
Opérations réelles : + 3 000€ sur le **chapitre 68**

En opération d'ordre, il est également nécessaire d'augmenter de 3K€ le **chapitre 042-6811** pour les dotations aux amortissements.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

- En **recettes de fonctionnement,** il est proposé d'inscrire la somme de 3 000 € sur le **chapitre 70** « prestations de service ».

2. **Pour la section d'investissement :**

- En **recettes d'investissement,** il est proposé d'inscrire la somme de - 3 000€ sur le **chapitre 040-491** pour régulariser l'anomalie constatée dans le budget supplémentaire lors de l'inscription des provisions et d'ajouter la somme de + 3000€ sur les dotations aux amortissements sur le **chapitre 040-28188.**

Ces propositions sont retracées en annexe 5.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la décision modificative n°1 de 2023, toutes sections confondues, pour le budget annexe de la chambre funéraire, pour la somme de 3 000 € en recettes et en dépenses ;
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Ont voté contre : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
Se sont abstenus : Mme Ghislaine PERSIA, Mme Martine BAREL, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Délibération DM Septembre - Annexe 5

BUDGET ANNEXE CHAMBRE FUNERAIRE

				Données					
épenses/ Recett	Fonct/Invest	Réel/Ordre	Chapitre	BP voté	RAR	BS voté	Budget après BS 2023	DM Septembre	Budget après DM septembre
Dépenses/ Re	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 512,00	0,00	3 000,00	10 512,00	0,00	10 512,00
		Total Ordre		**7 512,00**	**0,00**	**3 000,00**	**10 512,00**	**0,00**	**10 512,00**
		Réel	011 - Charges à caractère général	41 055,00	0,00	0,00	41 055,00	0,00	41 055,00
			012 - Charges de personnel et frais assimilés	103 038,00	0,00	0,00	103 038,00	0,00	103 038,00
			65 - Autres charges de gestion courante	1 510,00	0,00	0,00	1 510,00	0,00	1 510,00
			67 - Charges exceptionnelles	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
			68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
		Total Réel		**146 403,00**	**0,00**	**0,00**	**146 403,00**	**3 000,00**	**149 403,00**
	Total Fonctionnement			**153 915,00**	**0,00**	**3 000,00**	**156 915,00**	**3 000,00**	**159 915,00**
	Investissement	Réel	21 - Immobilisations corporelles	2 920,00	0,00	0,00	2 920,00	0,00	2 920,00
		Total Réel		**2 920,00**	**0,00**	**0,00**	**2 920,00**	**0,00**	**2 920,00**
	Total Investissement			**2 920,00**	**0,00**	**0,00**	**2 920,00**	**0,00**	**2 920,00**
Total Dépenses/ Recettes				**156 835,00**	**0,00**	**3 000,00**	**159 835,00**	**3 000,00**	**162 835,00**
Recettes	Fonctionnement	Réel	75 - Autres produits de gestion courante	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
			002 - Résultat d'exploitation reporté	0,00	0,00	199 156,10	199 156,10	0,00	199 156,10
			70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	153 515,00	0,00	0,00	153 515,00	3 000,00	156 515,00
		Total Réel		**153 915,00**	**0,00**	**199 156,10**	**353 071,10**	**3 000,00**	**356 071,10**
	Total Fonctionnement			**153 915,00**	**0,00**	**199 156,10**	**353 071,10**	**3 000,00**	**356 071,10**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 512,00	0,00	3 000,00	10 512,00	0,00	10 512,00
		Total Ordre		**7 512,00**	**0,00**	**3 000,00**	**10 512,00**	**0,00**	**10 512,00**
		Réel	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	0,00	102 024,74	102 024,74	0,00	102 024,74
		Total Réel		**0,00**	**0,00**	**102 024,74**	**102 024,74**	**0,00**	**102 024,74**
	Total Investissement			**7 512,00**	**0,00**	**105 024,74**	**112 536,74**	**0,00**	**112 536,74**
Total Recettes				**161 427,00**	**0,00**	**304 180,84**	**465 607,84**	**3 000,00**	**468 607,84**
Total général				**318 262,00**	**0,00**	**307 180,84**	**625 442,84**	**6 000,00**	**631 442,84**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21840007500790	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE VILLE D AVIGNON

POSTE COMPTABLE DE : tresorier municipal

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : Budget Chambre Funéraire (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-mcEX01dB13209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires Délibération n° 5 du 27/02/2006.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 000,00	3 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	3 000,00	3 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 000,00	3 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20231001-mcdbudget132023-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	41 055,00	0,00	0,00	0,00	41 055,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	103 038,00	0,00	0,00	0,00	103 038,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 510,00	0,00	0,00	0,00	1 510,00
Total des dépenses de gestion des services		**145 603,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 603,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**146 403,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**149 403,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*10 512,00*		*0,00*	*0,00*	*10 512,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 512,00***		***0,00***	***0,00***	***10 512,00***
TOTAL		**156 915,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**159 915,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**159 915,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	153 515,00	0,00	3 000,00	3 000,00	156 515,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
Total des recettes de gestion des services		**153 915,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**156 915,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**153 915,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**156 915,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**153 915,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**156 915,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**199 156,10**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**356 071,10**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**10 512,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
084-218400073-20230901-mcavignon130923-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023* + *DE 042* – *RE 042* ou solde de l'opération *RI 021* + *RI 040* – *DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 920,00	0,00	0,00	0,00	2 920,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 920,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 920,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 920,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 920,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**2 920,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 920,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 920,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*10 512,00*		*0,00*	*0,00*	*10 512,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 512,00***		***0,00***	***0,00***	***10 512,00***
TOTAL		**10 512,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 512,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**102 024,74**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**112 536,74**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**10 512,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	3 000,00	*0,00*	3 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 000,00**	***0,00***	**3 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230901-mc-budget1320-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 000,00		3 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**3 000,00**	***0,00***	**3 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*3 000,00*	3 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*-3 000,00*	-3 000,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230901-mcavignon13204-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**41 055,00**	**0,00**	**0,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 355,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	700,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	1 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	34 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	2 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**103 038,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de mobilité	1 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	250,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	550,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	200,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	64 988,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	5 000,00	0,00	0,00
64141	Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	16 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	250,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	700,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 100,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 510,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	500,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**145 603,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**800,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	300,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	3 000,00	3 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**146 403,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***10 512,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*7 512,00*	*3 000,00*	*3 000,00*
6817	*Dot. dépréc. actifs circulants*	*3 000,00*	*-3 000,00*	*-3 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 512,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 512,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**156 915,00**	**3 000,00**	**3 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**153 515,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
706	Prestations de services	149 515,00	3 000,00	3 000,00
7087	Remboursement de frais	4 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**400,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	400,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**153 915,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**153 915,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**153 915,00**	**3 000,00**	**3 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 920,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 920,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 920,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 920,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**2 920,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***10 512,00***	***0,00***	***0,00***
28131	*Bâtiments*	*6 696,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*816,00*	*3 000,00*	*3 000,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*	*3 000,00*	*-3 000,00*	*-3 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***10 512,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***10 512,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**10 512,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013209-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230907-mcdm20231320-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 7 512,00**	**3 000,00**	**VI 3 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 512,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*6 696,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*816,00*	*3 000,00*	*3 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**10 512,00**	**0,00**	**102 024,74**	**0,00**	**112 536,74**

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**0,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**112 536,74**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**112 536,74**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

DCM_2023_04_09

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

9

FINANCES : 6 - Budget Annexe du Crématorium - Décision modificative n°1 pour l'exercice 2023

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Comme pour le Budget Principal, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la Décision Modificative du Budget Annexe du Crématorium.

DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

Lors de la séance du 17 décembre 2022, le Conseil Municipal a adopté le budget primitif pour un montant total en dépenses de 1 181 226 € et en recettes de 1 310 110 € au titre du budget annexe du Crématorium et de 483 717,63 € en dépenses et 1 162 893,49 € en recettes le 24 juin 2023 lors du vote du budget supplémentaire.

Je vous propose à présent d'examiner plus en détail les mouvements de crédits du budget annexe de la chambre funéraire détaillés ci-après.

1. **En section de fonctionnement :**

En **dépenses de fonctionnement,** il est proposé d'inscrire la somme de 35 000€ :

Il est nécessaire de régulariser l'anomalie constatée dans le budget supplémentaire lors de l'inscription des provisions. En effet, il a été noté l'inscription de 1 000€ en chapitre 040 pour les dotations aux amortissement » alors qu'il s'agissait de « Dotations aux provisions et dépréciations ».

Opérations d'ordre : - 1 000 € sur le **chapitre 042-6817**
Opérations réelles : + 1 000€ sur le **chapitre 68**

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés » : + 35 000 €

Le montant proposé correspond à une actualisation de la prévision de masse salariale de la collectivité, afin de tenir compte des conséquences de l'augmentation du point d'indice voté par le gouvernement mis en application au 01/07/2023 ainsi que l'ensemble des mesures gouvernementales revalorisant notamment les plus bas salaires.

En **recettes de fonctionnement**, il est proposé d'inscrire la somme de 35 000 € sur le chapitre 70 « prestations de services ».

2. **En section d'investissement,** il est proposé d'inscrire la somme de – 1 000€ :

En **dépenses d'investissement,** il est proposé de diminuer de - 1 000 € le chapitre 20 « immobilisations incorporelles ».

En **recettes d'investissement**, pour les opérations d'ordre il est proposé la diminution de - 1 000 € sur le **chapitre 040-491** pour régulariser l'anomalie constatée dans le budget supplémentaire lors de l'inscription des provisions.

Ces propositions sont retracées en annexe 6.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la décision modificative n°1 de 2023, toutes sections confondues, pour le budget annexe du Crématorium, pour la somme de 34 000 € en recettes et en dépenses ;
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Ont voté contre : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
Se sont abstenus : Mme Ghislaine PERSIA, Mme Martine BAREL, M. Michel BISSIERE,

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Mme Florence ROCHELEMAGNE

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Délibération DM Septembre - Annexe 6

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

				Données					
penses/ Recet	Fonct/Invest	Réel/Ordre	Chapitre	BP voté	RAR	BS voté	Budget après BS 2023	DM Septembre	Budget après DM septembre
Dépenses/	Fonctionnement	Ordre	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	121 300,00	0,00	1 000,00	122 300,00	-1 000,00	121 300,00
		Total Ordre		**121 300,00**	**0,00**	**1 000,00**	**122 300,00**	**-1 000,00**	**121 300,00**
		Réel	011 - Charges à caractère général	285 450,00	0,00	0,00	285 450,00	0,00	285 450,00
			012 - Charges de personnel et frais assimilés	171 305,00	0,00	0,00	171 305,00	35 000,00	206 305,00
			65 - Autres charges de gestion courante	1 510,00	0,00	0,00	1 510,00	0,00	1 510,00
			67 - Charges exceptionnelles	3 300,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
			68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
			66 - Charges financières	61 061,00	0,00	0,00	61 061,00	0,00	61 061,00
		Total Réel		**522 626,00**	**0,00**	**0,00**	**522 626,00**	**36 000,00**	**558 626,00**
	Total Fonctionnement			**643 926,00**	**0,00**	**1 000,00**	**644 926,00**	**35 000,00**	**679 926,00**
	Investissement	Réel	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	0,00	83 973,78	83 973,78	0,00	83 973,78
			16 - Emprunts et dettes assimilées	121 300,00	0,00	0,00	121 300,00	0,00	121 300,00
			21 - Immobilisations corporelles	81 000,00	0,00	17 000,00	98 000,00	0,00	98 000,00
			20 - Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	31 743,85	31 743,85	-1 000,00	30 743,85
			22 - Immobilisations reçues en affectation ou en concession	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
			23 - Immobilisations en cours	330 000,00	0,00	350 000,00	680 000,00	0,00	680 000,00
		Total Réel		**537 300,00**	**0,00**	**482 717,63**	**1 020 017,63**	**-1 000,00**	**1 019 017,63**
	Total Investissement			**537 300,00**	**0,00**	**482 717,63**	**1 020 017,63**	**-1 000,00**	**1 019 017,63**
Total Dépenses/ Recettes				**1 181 226,00**	**0,00**	**483 717,63**	**1 664 943,63**	**34 000,00**	**1 698 943,63**
Recettes	Fonctionnement	Réel	75 - Autres produits de gestion courante	1 010,00	0,00	0,00	1 010,00	0,00	1 010,00
			002 - Résultat d'exploitation reporté	0,00	0,00	680 175,86	680 175,86	0,00	680 175,86
			70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	650 500,00	0,00	0,00	650 500,00	35 000,00	685 500,00
		Total Réel		**651 510,00**	**0,00**	**680 175,86**	**1 331 685,86**	**35 000,00**	**1 366 685,86**
	Total Fonctionnement			**651 510,00**	**0,00**	**680 175,86**	**1 331 685,86**	**35 000,00**	**1 366 685,86**
	Investissement	Ordre	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	121 300,00	0,00	1 000,00	122 300,00	-1 000,00	121 300,00
		Total Ordre		**121 300,00**	**0,00**	**1 000,00**	**122 300,00**	**-1 000,00**	**121 300,00**
		Réel	10 - Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	481 717,63	481 717,63	0,00	481 717,63
			16 - Emprunts et dettes assimilées	537 300,00	0,00	0,00	537 300,00	0,00	537 300,00
		Total Réel		**537 300,00**	**0,00**	**481 717,63**	**1 019 017,63**	**0,00**	**1 019 017,63**
	Total Investissement			**658 600,00**	**0,00**	**482 717,63**	**1 141 317,63**	**-1 000,00**	**1 140 317,63**
Total Recettes				**1 310 110,00**	**0,00**	**1 162 893,49**	**2 473 003,49**	**34 000,00**	**2 507 003,49**
Total général				**2 491 336,00**	**0,00**	**1 646 611,12**	**4 137 947,12**	**68 000,00**	**4 205 947,12**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21840007500832	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI VILLE D AVIGNON

POSTE COMPTABLE DE : tresorier municipal

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : Budget Crématorium (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-mc-DM013204-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires Délibération n° 5 du 27/02/2006.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	35 000,00	35 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	35 000,00	35 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	-1 000,00	-1 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	-1 000,00	-1 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	34 000,00	34 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20231001-mcdbudget13203-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	285 450,00	0,00	0,00	0,00	285 450,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	171 305,00	0,00	35 000,00	35 000,00	206 305,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 510,00	0,00	0,00	0,00	1 510,00
Total des dépenses de gestion des services		**458 265,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**493 265,00**
66	Charges financières	61 061,00	0,00	0,00	0,00	61 061,00
67	Charges exceptionnelles	3 300,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		1 000,00	1 000,00	1 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**522 626,00**	**0,00**	**36 000,00**	**36 000,00**	**558 626,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*122 300,00*		*-1 000,00*	*-1 000,00*	*121 300,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***122 300,00***		***-1 000,00***	***-1 000,00***	***121 300,00***
TOTAL		**644 926,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**679 926,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**679 926,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	650 500,00	0,00	35 000,00	35 000,00	685 500,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 010,00	0,00	0,00	0,00	1 010,00
Total des recettes de gestion des services		**651 510,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**686 510,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**651 510,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**686 510,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**651 510,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**686 510,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**680 175,86**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 366 685,86**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**121 300,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230901-mca20231305-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023* + *DE 042* – *RE 042* ou solde de l'opération *RI 021* + *RI 040* – *DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	31 743,85	0,00	-1 000,00	-1 000,00	30 743,85
21	Immobilisations corporelles	98 000,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
23	Immobilisations en cours	680 000,00	0,00	0,00	0,00	680 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**814 743,85**	**0,00**	**-1 000,00**	**-1 000,00**	**813 743,85**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	121 300,00	0,00	0,00	0,00	121 300,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**121 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**121 300,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**936 043,85**	**0,00**	**-1 000,00**	**-1 000,00**	**935 043,85**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**936 043,85**	**0,00**	**-1 000,00**	**-1 000,00**	**935 043,85**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**83 973,78**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 019 017,63**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	537 300,00	0,00	0,00	0,00	537 300,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**537 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**537 300,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	481 717,63	0,00	0,00	0,00	481 717,63
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**481 717,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**481 717,63**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 019 017,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 019 017,63**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*122 300,00*		*-1 000,00*	*-1 000,00*	*121 300,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***122 300,00***		***-1 000,00***	***-1 000,00***	***121 300,00***
TOTAL		**1 141 317,63**	**0,00**	**-1 000,00**	**-1 000,00**	**1 140 317,63**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 140 317,63**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**121 300,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 000,00		35 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	1 000,00	*-1 000,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**36 000,00**	***-1 000,00***	**35 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**35 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	-1 000,00	0,00	-1 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**-1 000,00**	***0,00***	**-1 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230901-mc-budget13203-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	35 000,00		35 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**35 000,00**	***0,00***	**35 000,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**35 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*-1 000,00*	-1 000,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***-1 000,00***	**-1 000,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 000,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400783-20230901-mcavignon130923-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**285 450,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	163 700,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	10 700,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 400,00	0,00	0,00
6066	Carburants	1 200,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	8 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	8 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	2 200,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	60 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	7 600,00	0,00	0,00
618	Divers	850,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	400,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	15 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	2 400,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**171 305,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
6331	Versement de mobilité	1 800,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	405,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	900,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	300,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	104 000,00	35 000,00	35 000,00
6413	Primes et gratifications	18 500,00	0,00	0,00
64141	Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 700,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	27 500,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	0,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	750,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	900,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 550,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 510,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	500,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**458 265,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**61 061,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	60 900,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	161,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**3 300,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	800,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	1 000,00	1 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**522 626,00**	**36 000,00**	**36 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***122 300,00***	***-1 000,00***	***-1 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*121 300,00*	*0,00*	*0,00*
6817	*Dot. dépréc. actifs circulants*	*1 000,00*	*-1 000,00*	*-1 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***122 300,00***	***-1 000,00***	***-1 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***122 300,00***	***-1 000,00***	***-1 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**644 926,00**	**35 000,00**	**35 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			35 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	161,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	161,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**650 500,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
706	Prestations de services	650 000,00	35 000,00	35 000,00
707	Ventes de marchandises	500,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 010,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	1 010,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**651 510,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**651 510,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**651 510,00**	**35 000,00**	**35 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**35 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**31 743,85**	**-1 000,00**	**-1 000,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	31 743,85	-1 000,00	-1 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**98 000,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Aménagement Autres terrains	5 000,00	0,00	0,00
2131	Bâtiments	0,00	0,00	0,00
2158	Autres	30 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	22 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	6 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	35 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
2221	Aménagt Terrains nus (affectation)	5 000,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**680 000,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	680 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**814 743,85**	**-1 000,00**	**-1 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**121 300,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	121 300,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**121 300,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**936 043,85**	**-1 000,00**	**-1 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**936 043,85**	**-1 000,00**	**-1 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**537 300,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	537 300,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**537 300,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**481 717,63**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	481 717,63	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**481 717,63**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 019 017,63**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***122 300,00***	***-1 000,00***	***-1 000,00***
28031	*Frais d'études*	*3 368,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*117 228,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*444,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*260,00*	*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*	*1 000,00*	*-1 000,00*	*-1 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***122 300,00***	***-1 000,00***	***-1 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***122 300,00***	***-1 000,00***	***-1 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 141 317,63**	**-1 000,00**	**-1 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001320a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 121 300,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**121 300,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	121 300,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**121 300,00**	**0,00**	**83 973,78**	**205 273,78**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
084-218400078-20230901-mcdbudget13203-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 121 300,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**121 300,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*3 368,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*117 228,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*444,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*260,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**121 300,00**	**0,00**	**0,00**	**481 717,63**	**603 017,63**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**205 273,78**
Ressources propres disponibles	VIII	**603 017,63**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**397 743,85**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

DCM_2023_04_10

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012344-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

10

FINANCES : Majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

L'article 73 de la loi de finances pour 2022 n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 a révisé les critères de définition des communes relevant d'une « zone tendue ».

Ces communes font face à des difficultés particulières d'accès au logement.

Pour viser à rééquilibrer cela, deux dispositifs fiscaux incitatifs frappant la sous-occupation des logements sont applicables : la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) perçue au profit du budget de l'État, et la majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), instituée sur délibération communale et perçue au profit du budget de la collectivité.

L'article 73 précité stipule qu'un décret doit fixer la liste des communes où la TLV est instituée. Avignon fait désormais partie de cette liste de communes, conformément au Décret n°2023-822 du 25 août 2023 modifiant le décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants, instituée par l'article 232 du code général des impôts.

Du seul fait de l'intégration dans ce zonage, la Ville va perdre, à partir de 2024, la possibilité de lever la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) supplantée par la TLV, dont le produit revient à l'Etat. Sur le principe, l'Etat s'est engagé à compenser la perte de ressources correspondante.

Les communes nouvellement concernées par ce zonage, peuvent majorer d'un pourcentage compris entre 5% et 60% leur taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), à condition de délibérer avant le 1er octobre 2023.

Afin de respecter le taux plafond 2023 calculé en respect des règles de liens entre les taux de fiscalité existants, il est proposé au Conseil municipal d'augmenter le taux de THRS de + 48,60%, ce qui fera passer celui-ci de 20,49% à 30,45%.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012344-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le code Général des Impôts, et plus particulièrement l'article 1407 ter permettant au conseil municipal de majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE** de majorer de + 48.6% la part communale de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Le taux de THRS sera de 30.45%.
- **AUTORISE** le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

DCM_2023_04_11

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

11

BÂTIMENTS COMMUNAUX : Adhésion à un groupement de commandes pour la fourniture d'électricité et de gaz.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La Ville d'Avignon adhère actuellement au groupement d'achat proposé par l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) pour la fourniture d'électricité et de gaz de ses différents équipements municipaux.

Dans la perspective de la fin des marchés en cours concernant la fourniture d'électricité et de gaz, respectivement les 31 décembre 2024 et 30 juin 2025, la Ville d'Avignon doit se positionner concernant les modalités à venir d'achat de son énergie.

Après analyse du marché et consultation de plusieurs groupements de commande, il est proposé de rejoindre le groupement de commandes de syndicats départementaux d'énergies coordonné pour le compte de la Ville d'Avignon par le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn (SDET). En effet, outre des modalités d'achat similaires à l'UGAP (achat de volumes d'énergie important, systèmes de multi clics pour sécuriser le prix d'achat par rapport à la volatilité des cours de l'énergie), ce dernier propose également un accompagnement poussé dans l'exécution des marchés de fourniture avec notamment la mise à disposition d'une plateforme de suivi des consommations et d'échange avec les fournisseurs qui seront désignés.

Etant précisé que la Ville d'Avignon sera systématiquement amenée à confirmer son engagement à l'occasion du lancement de chaque marché d'achat de gaz naturel et / ou d'électricité pour ses différents points de livraison d'énergie.

Le montant de l'adhésion annuelle au groupement pour l'année 2024 est de 3 000 € TTC.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu le code de l'énergie,
Vu le code de la commande publique,
Vu la convention constitutive jointe en annexe.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes pour l'acheminement, la fourniture d'électricité, la fourniture de gaz naturel et de services d'efficacité énergétique associés, coordonné par le syndicat départemental d'énergies du Tarn,
- **APPROUVE** la convention constitutive du groupement de commandes annexée à la présente délibération,
- **PREND ACTE** que le syndicat départemental d'énergies du Tarn demeure l'interlocuteur privilégié de la Ville pour la préparation et l'exécution des marchés relatifs au dit groupement d'achat,
- **PREND ACTE** de la contribution calculée selon les modalités précisées par la délibération du syndicat départemental d'énergie du Tarn relative à la mise en place d'une contribution pour l'adhésion au groupement d'achat d'énergies du SDET en date du 22 juin 2023,
- **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la ville d'Avignon et ce sans distinction de procédures,
- **AUTORISE** Madame le Maire à valider les sites de consommation engagés pour chaque marché ultérieur,
- **S'ENGAGE** à régler les sommes dûes aux titulaires des marchés de fourniture d'énergie retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget,
- **HABILITE** le coordonnateur à solliciter, en tant que besoin, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la Ville d'Avignon.
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer tous les documents à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : M. Jean-Pierre CERVANTES, M. Mouloud REZOUALI

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire

Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ENERGIES ET DE SERVICES EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE

PREAMBULE

Les tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité appliqués en France seront progressivement supprimés, prioritairement dans un premier temps pour les consommateurs non résidentiels, à compter de 2015.

En conséquence, les acheteurs publics, tels que les Communes, les Communautés de Communes, les Syndicats intercommunaux ou mixtes et plus généralement l'ensemble des personnes morales de droit public, devront dès lors conclure de nouveaux contrats de fourniture d'énergies, dans le respect des règles de la commande publique.

Dans un souci de simplification et d'économie, le Syndicat Intercommunal d'Énergies du Département de l'Aveyron (SIEDA), le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal (SDEC), la Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze (FDEE 19), le Syndicat Départemental d'Energies du Gers (SDEG), la Fédération Départementale d'Energies du Lot (FDEL), le Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère (SDEE), et le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn (SDET) ont souhaité pouvoir mettre leurs compétences au profit des pouvoirs adjudicateurs susmentionnés, acheteurs de gaz naturel et/ou d'électricité, en les regroupant au sein d'un groupement de commandes dédié à l'énergie.

Ce groupement pouvant inclure de manière accessoire des personnes morales de droit privé, permettra ainsi d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des offres compétitives.

Ce groupement se matérialise par la conclusion d'une convention constitutive du groupement entre ses membres.

COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES :

- SDET - Syndicat Départemental d'Energies du Tarn, 2 rue Gustave Eiffel 81000 ALBI.

MEMBRES - PILOTES :

- SIEDA - Syndicat Intercommunal d'Énergies du Département de l'Aveyron, 12 rue de Bruxelles - ZAC de Bourran - BP 3216 - 12032 RODEZ Cedex 9 ;
- SDEC - Syndicat Départemental d'Energies du Cantal, 66 avenue de la République 15000 Aurillac ;
- FDEE 19 - Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze, 12 place Martial Brigouleix 19000 Tulle.
- SDEG - Syndicat Départemental d'Energies du Gers, 6, place de l'ancien Foirail BP 60362 32008 Auch Cedex ;
- FDEL - Fédération Départementale d'Energies du Lot, 300 rue de la Croix 46000 Cahors ;
- SDEE - Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère, 12, Bd Henri Bourrillon - 48 000 Mende ;
- SDET - Syndicat Départemental d'Energies du Tarn, 2 rue Gustave Eiffel 81000 ALBI ;

AUTRES MEMBRES :

- Voir liste exhaustive des autres membres en annexe 2 de la présente convention.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit.

Article 1- OBJET DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

La présente convention a pour objet :

- De constituer un groupement de commandes (ci-après « le groupement »), sur le fondement des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics, pour les besoins définis à l'article 2 de la présente convention,

- De définir les modalités de fonctionnement du groupement.

Il est expressément rappelé que le groupement de commandes n'a pas la personnalité morale.

Article 2 – NATURE DES BESOINS VISES PAR LA PRESENTE CONVENTION CONSTITUTIVE

Le groupement constitué par la présente convention constitutive vise à répondre aux besoins récurrents des membres dans l'un et/ou l'autre des domaines suivants :

- Fourniture et acheminement de gaz naturel, et services associés en matière d'efficacité énergétique.
- Fourniture et acheminement d'électricité, et services associés en matière d'efficacité énergétique.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins constitueront des marchés publics ou des accords-cadres et marchés subséquents au sens de l'article 1er du Code des marchés publics.

Article 3 - COMPOSITION DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est ouvert aux personnes suivantes :

- Les personnes publiques et de manière accessoire à des personnes morales de droit privé mentionnées à l'article 8-I du Code des marchés publics ;

- Les personnes morales suivantes : sociétés publiques locales, sociétés d'économie mixte, maisons de retraite ou d'accueil (EHPA, EHPAD, MAPA, MARPA, MAPAD…), chambres professionnelles (ex : Chambre d'Agriculture…)...

La liste des membres du groupement est annexée à la présente convention constitutive (annexe 2) et mise à jour au fur et à mesure des nouvelles adhésions.

La présente convention pourra, en cas de nécessité, être modifiée par avenant.

Article 4- DESIGNATION ET ROLE DU COORDONNATEUR

4.1 Désignation du Coordonnateur

Le SDET est désigné, par l'ensemble des membres, coordonnateur du groupement au sens de l'article 8-II du Code des marchés publics (ci-après « le coordonnateur »).

Le siège du coordonnateur est situé 2 rue Gustave Eiffel 81000 ALBI.

4.2 Rôle du Coordonnateur

En sa qualité de coordonnateur, le SDET est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants et de passation des marchés ou accords-cadres et leurs marchés subséquents en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 2.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les marchés ou accords-cadres qu'il passe, et en matière d'accords-cadres, de conclure les marchés subséquents.
Le coordonnateur conclura également les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Le coordonnateur est ainsi chargé en pratique, en lien étroit avec les membres pilotes :

- D'assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalablement établie par le coordonnateur ;

  A cette fin, le coordonnateur est habilité par chacun des membres à solliciter, en tant que de besoin, auprès de tous gestionnaires des réseaux de distribution et de tous fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison.

- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants ;
- D'assurer la préparation et le suivi de la commission d'appel d'offres ;
- De signer et notifier les marchés et accords-cadres ;
- De préparer et conclure, en matière d'accords-cadres, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ;
- De transmettre les marchés et accords-cadres aux autorités de contrôle ;
- De préparer et conclure les avenants des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement ;
- De gérer le précontentieux afférents à la passation des accords-cadres et marchés ;
- De transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne ;
- De tenir à disposition des membres les informations relatives à l'activité du groupement.

De façon générale, le coordonnateur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre du groupement répondent au mieux aux objectifs de performance des membres en matière de commande publique.

Article 5- MEMBRES PILOTES

Compte tenu de la connaissance de leurs territoires respectifs, de leur rôle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergies et dans un souci de cohérence territoriale, les membres pilotes du groupement désignés au préambule assistent le coordonnateur dans la préparation et le suivi de ses missions qui lui sont dévolues à l'article 4-2 de la présente convention constitutive. Pour ce faire, les membres pilotes se réunissent sous la forme d'un comité technique spécifique au groupement de commandes. Ce comité technique est composé de deux représentants de chaque membre pilote et est présidé par le coordonnateur.

Dans chaque département, les membres pilotes sont les interlocuteurs privilégiés des membres du groupement concernant toutes questions sur l'organisation et l'exécution des marchés issus du groupement, la collecte de leurs données et le suivi des services associés aux marchés.

A cette fin, les membres pilotes peuvent être habilités par les membres de leurs territoires respectifs à solliciter en tant que de besoin auprès des gestionnaires des réseaux de distribution et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison.

Article 6- COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 8-VII du code des marchés publics, la commission d'appel d'offre chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du coordonnateur.

Des représentants des membres pilotes visés à l'article 5 de la présente convention constitutive pourront assister avec voix consultatives aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Article 7- MISSIONS DES AUTRES MEMBRES

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

En adhérant au groupement, les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur la nature et l'étendue de leurs besoins en vue de la passation des marchés ou accords-cadres préalablement à l'envoi par le coordonnateur de l'appel public à la concurrence (pour un marché ou un accord-cadre) ou de la lettre de consultation (pour les marchés subséquents) ;

- D'assurer la gestion de la facturation (vérification, liquidation, paiement…) en lien avec le titulaire de chaque marché ou marché subséquent ;

- De demander l'intégration éventuelle de tous nouveaux points de livraison ;

- D'effectuer les procédures de cautionnement, de nantissement éventuel et de versement des avances ;

- De régler les éventuelles applications de pénalités.

Pour ce qui concerne la fourniture et l'acheminement du gaz naturel et de l'électricité, les membres s'engagent à communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur et, en particulier, à veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

A ce titre, lors de la préparation des documents de consultation, le coordonnateur pourra sur la base des informations dont il dispose, notifier aux membres une liste des points de livraison envisagés en vue d'être inclus aux accords-cadres et /ou marchés à intervenir.

A défaut de réponse expresse des membres dans un délai de quinze jours à compter de cette notification, les points de livraison ainsi définis seront inclus par le coordonnateur à l'accord-cadre et/ou au marché.

Une fois inclus aux marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par les membres en dehors du présent groupement et ayant aussi pour objet, même non exclusif la fourniture de gaz naturel ou d'électricité.

Concernant l'acheminement d'électricité, les membres du groupement s'engagent à conclure un Contrat d'Accès au Réseau de Distribution (CARD) ou un Contrat d'Accès au Réseau de Transport (CART) dans les cas exigés par le Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD) ou de Réseau de Transport d'Electricité (RTE). Dans tous les cas, le fournisseur jouera le rôle de « responsable d'équilibre » pour les membres.

Concernant l'acheminement de gaz naturel, les membres du groupement s'engagent à conclure un contrat de livraison direct (CLD) dans les cas exigés par les gestionnaires de réseaux.

Article 8- ADHESION

8.1 Chaque membre adhère au groupement suivant un processus décisionnel conforme à ses propres règles. Cette décision est notifiée au coordonnateur et vaudra signature de la présente convention constitutive.
L'adhésion des personnes relevant du code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ledit code.

8.2 L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. La procédure d'adhésion est la suivante :

- Demande d'adhésion par écrit (lettre ou courrier électronique) au coordonnateur ;
- Transmission par le coordonnateur au demandeur de la présente convention constitutive de groupement et du modèle de délibération-type ;
- Transmission par le demandeur au coordonnateur de la décision d'adhésion au groupement valant ratification et signature de la présente convention constitutive.

8.3 L'adhésion prend effet à compter du caractère exécutoire de la décision d'adhésion à la présente convention constitutive. Toutefois, l'engagement du nouveau membre dans le groupement n'est effectif que pour les

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

accords-cadres ou marchés dont l'avis d'appel public à la concurrence aura été envoyé postérieurement à la date de la réception par le coordonnateur de la décision d'adhérer au groupement.

Article 9- RETRAIT DES MEMBRES

Dans le cas où un membre souhaiterait se retirer du groupement, il en fait la demande par écrit au coordonnateur. Ils conviennent ensemble d'une date de retrait effective afin que le retrait du membre n'entraine pas un bouleversement de l'économie générale des accords-cadres ou des marchés en cours.

En tout état de cause et sous réserve des dispositions ci-dessus, le retrait ne prend effet qu'à la fin de l'exécution des marchés auxquels participe le membre.

Article 10- MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

Toute modification de la présente convention constitutive, à l'exception du retrait des membres ou de l'adhésion d'un nouveau membre, doit faire l'objet d'un avenant.

Les modifications de la présente convention constitutive du groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

Article 11- DISPOSITIONS FINANCIERES

Le coordonnateur ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de ses fonctions.

Le coordonnateur du groupement ne perçoit aucune indemnisation pour la première consultation portant sur l'achat d'électricité pour laquelle un avis d'appel public à la concurrence a été établi par lui. Le coordonnateur pourra être indemnisé, pour les consultations suivantes, des frais afférents au fonctionnement du groupement, à la passation et à l'exécution des marchés (frais administratifs et ingénieries, frais de publication des marchés et charges directes, mise à disposition de personnel…).

Dans ce cadre, la participation financière de chaque membre du groupement est arrêtée pour chaque département par un règlement librement fixé par chaque membre pilote pour ses membres adhérents et par convention spéciale pour chacune des autres personnes morales.

Le coordonnateur et les membres pilotes arrêtent entre eux par convention les conditions de l'indemnisation des frais du coordonnateur chaque année. S'agissant des éventuels frais et dépens que le coordonnateur et les membres pilotes pourraient avoir à supporter dans le cadre de ce groupements de commandes, ils sont répartis à parts égales entre eux.

Les membres pilotes rendent compte chaque année aux membres du groupement des informations générales relatives à l'exécution des marchés en cours et aux éventuelles participations financières.

Article 12- DUREE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

La présente convention constitutive a une durée illimitée. Chaque membre est libre de se retirer du groupement dans les conditions définies à l'article 9.

Article 13- RESILIATION

La présente convention constitutive sera résiliée de plein droit en cas de disparition du besoin.

Elle pourra également être résiliée par le coordonnateur du groupement. Ce dernier informera par courrier chaque membre de son intention de mettre fin à la présente convention constitutive. La résiliation prend effet dans un délai minimum de six (6) mois à compter de la date d'envoi du courrier de résiliation.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Article 14- CONTENTIEUX

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention constitutive relèvera de la compétence de la juridiction administrative de Toulouse.

ANNEXES

Annexe 1 : Projet de délibération-type pour l'adhésion d'une commune au groupement de commandes
Annexe 2 : Liste des membres du groupement

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE 1
Projet de délibération-type

ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PORTE PAR LES SYNDICATS DEPARTEMENTAUX D'ENERGIES DE L'ARIEGE (SDE09), DE L'AVEYRON (SIEDA), DU CANTAL (SDEC), DE LA CORREZE (FDEE 19), DU GERS (SDEG), DE LA HAUTE-LOIRE (SDE 43), DU LOT (TE46), DE LA LOZERE (SDEE), DES HAUTES-PYRENEES (SDE65) ET DU TARN (SDET) POUR L'ACHAT DE GAZ NATUREL ET/OU D'ELECTRICITE ET DE SERVICES EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGIQUE.

Le conseil Municipal/ *[organe délibérant]*

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention constitutive jointe en annexe,

Considérant que la commune de *[nom de la commune]* a des besoins en matière :

- D'acheminement et de fourniture d'électricité ou de gaz naturel,
- De services d'efficacité énergétique,

Considérant que le Syndicat Départemental d'Énergies de l'Ariège (SDE09), le Syndicat Intercommunal d'Énergies du Département de l'Aveyron (SIEDA), le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal (SDEC), la Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze (FDEE 19), le Syndicat Départemental d'Energies du Gers (SDEG), le Syndicat Départemental d'Energies de la Haute-Loire (SDE43), la Fédération Départementale d'Energies du Lot (FDEL), le Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère (SDEE), le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal (SDEC), le Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées (SDE65) et le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn (SDET) ont constitué un groupement de commandes d'achat d'énergies et de services d'efficacité énergétique dont le SDET (Syndicat Départemental d'Energies du Tarn) est le coordonnateur,

Considérant que le SDE09 (Syndicat Départemental d'Énergies de l'Ariège), le SIEDA (Syndicat Intercommunal d'Énergies du Département de l'Aveyron), le SDEC (Syndicat Départemental d'Energies du Cantal), la FDEE 19 (Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze), le SDEG (Syndicat Départemental d'Energies du Gers), le Syndicat Départemental d'Energies de la Haute-Loire (SDE43), la FDEL (Fédération Départementale d'Energies du Lot), le SDEE (Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère) et le SDE65 (Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées) et le SDET (Syndicat Départemental d'Energies du Tarn), en leur qualité de membres pilotes dudit groupement, seront les interlocuteurs privilégiés des membres du groupement situés sur leurs territoires respectifs,

Considérant que la commune de *[nom de la commune]*, au regard de ses propres besoins, a un intérêt à adhérer à ce groupement de commandes,

Etant précisé que la commune sera systématiquement amenée à confirmer son engagement à l'occasion du lancement de chaque marché d'achat de gaz naturel et/ou d'électricité pour ses différents points de livraison d'énergie.

Au vu de ces éléments et sur proposition de Madame / Monsieur le Maire, le conseil municipal :

- Décide de l'adhésion de la commune de *[nom de la commune]* au groupement de commandes précité pour :
    - L'acheminement et la fourniture d'électricité et de gaz naturel ;
    - La fourniture de services d'efficacité énergétique qui y seront associés.
- Approuve la convention constitutive du groupement de commandes jointe en annexe à la présente délibération, cette décision valant signature de la convention constitutive par Madame/Monsieur le Maire pour le compte de la commune dès notification de la présente délibération au membre pilote du département,

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Prend acte que le Syndicat ou la Fédération d'énergie de son département ou par défaut le coordonnateur demeure l'interlocuteur privilégié de la commune pour la préparation et l'exécution des marchés relatifs au dit groupement d'achat,
- Autorise le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de *[nom de la commune]*, et ce sans distinction de procédures,
- Autorise Madame/Monsieur le Maire à valider les sites de consommation engagés pour chaque marché ultérieur.
- S'engage à régler les sommes dues aux titulaires des marchés de fourniture d'énergie retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget,
- Habilite le coordonnateur à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la commune de *[nom de la commune]*.

Cette délibération est mise aux voix

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE 2
Liste des membres du groupement

Conformément à l'article 8-2 de la convention constitutive ci-dessus, les membres du groupement peuvent adhérer au fur et à mesure des besoins et à tout moment.

La présente liste sera mise à jour au fur et à mesure des adhésions et remise sur simple demande à tous les membres du groupement.

MEMBRE PILOTE (09)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE L'ARIEGE	Etablissement public	Délibération du comité syndical	02 avril 2021

MEMBRE PILOTE (12)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIES DU DEPARTEMENT DE L'AVEYRON	Etablissement public	Délibération du comité syndical	05 février 2015

MEMBRE PILOTE (15)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU CANTAL	Etablissement public	Délibération du comité syndical	20 mars 2015

MEMBRE PILOTE (19)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	Etablissement public	Délibération du comité syndical	13 février 2015

MEMBRE PILOTE (32)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU GERS	Etablissement public	Délibération du comité syndical	20 mars 2015

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

MEMBRE PILOTE (46)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ENERGIES DU LOT	Etablissement public	Délibération du comité syndical	20 mars 2015

MEMBRE PILOTE (48)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRIFICATION ET D'EQUIPEMENT DE LA LOZERE	Etablissement public	Délibération du comité syndical	04 mars 2015

MEMBRE PILOTE (43)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA HAUTE-LOIRE	Etablissement public	Délibération du comité syndical	31 mars 2017

MEMBRE PILOTE (65)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DES HAUTES-PYRENEES	Etablissement public	Délibération du comité syndical	18 décembre 2020

COORDONNATEUR MEMBRE PILOTE (81)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU TARN	Etablissement public	Délibération du comité syndical	23 février 2015

MEMBRE PILOTE (82)	TYPE	NATURE DE LA DECISION	DATE
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU TARN-ET-GARONNE	Etablissement public	Délibération du comité syndical	13 avril 2017

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le 03/07/2023
ID : 081-258100072-20230622-22062023_4_1-DE

territoire d'énergie
TARN · SDET

Syndicat Départemental d'Energie du Tarn

2023 /

SÉANCE DU 22 JUIN 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin à dix heures, le Comité Syndical, s'est réuni à la mairie de Navès, après avoir été convoqué par le Président conformément aux dispositions des articles L.2122-8 et L.2121-10 à L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de convocation :
16 juin 2023

Date d'affichage :
16 juin 2023

Nombre de délégués en exercice : 60

Délibération n° : 22062023 /4.1

Nombre de voix délibératives : 46

Membres titulaires présents : 37
Jean-Paul **ALRAN**, Alain **ASTIE** (pouvoir de Michel **SABLAYROLLES**) , Jean-Charles **BALARDY** (pouvoir de Vincent **RECOULES**), Bernard **BARRIER**, Jacques **BIAU**, Alain **BOUISSET**, Sylvian **CALS**, Alain **CLERGUE**, François **COLLADO**, Vincent **COLOM**, Alex **DE NARDI**, Jean-Luc **ESPITALIER** (pouvoir de Joël **IMBERT**), Jean **ESQUERRE**, Jean-Marc **FEDOU**, Didier **GAVALDA** (pouvoir de Francis **REMIOT**), Lionel **GERVAUX**, Jean-Pierre **GOS**, Frédéric **ICHARD** (pouvoir de Gaëtan **GÖBBELS**), Alain **LEMONNIER**, Nicolas **LEROUX**, Eric **LEROUX**, Marc **MADERN**, Didier **MAHOUX** (pouvoir de Patrice **JACQUET**) , Jacques **MAURY**, Daniel **MAYNADIER**, Noël **MEYSSONNIER**, Franck **MONNERET**, Marc **MONTAGNÉ**, Alain **OURLIAC**, Jean-Claude **PINEL**, Jacques **SALVETAT**, Jean-Marc **SOULAGES** (pouvoir de Gilles **GINESTET**), Jean-Marc **TARROUX** (pouvoir de Elian **COMENT**), Didier **VALAX**, Jean-Claude **VERNIER** (pouvoir de Denis **BAYLE**), Myriam **VIGROUX**, Olindo **VIVAN**.

Membres titulaires excusés ayant donné pouvoir : 9
Denis **BAYLE** (pouvoir à Jean-Claude **VERNIER**), Elian **COMENT** (pouvoir à Elian **COMENT**), Gilles **GINESTET** (pouvoir à Jean-Marc **SOULAGES**), Gaëtan **GÖBBELS** (pouvoir à Frédéric **ICHARD**), Joël **IMBERT** (pouvoir à Jean-Luc **ESPITALIER**), Patrice **JACQUET** (pouvoir à Didier **MAHOUX**), Vincent **RECOULES** (pouvoir à Jean-Charles **BALARDY**), Francis **REMIOT** (pouvoir à Didier **GAVALDA**), Michel **SABLAYROLLES** (pouvoir à Alain **ASTIÉ**).

Membres titulaires excusés : 14
Michel **BUFFEL**, Christian **CAYRE**, Jean-Luc **DARGEIN-VIDAL**, Pierre **ESCANDE**, Jean-François **FALGAYRETTES**, Michel **FARENC**, Sylvain **FERNANDEZ**, Serge **GAVALDA**, Emile **GOZE**, Christian **HAMON**, Xavier **ICHARD**, Frédéric **JOURDE**, Jean-Paul **RAYSSAC**, Mickaël **VIATGE**.

Objet : Mise en place d'une contribution pour l'adhésion au groupement d'achat d'énergies du SDET

Le Président rappelle que le SDET est coordonnateur d'un groupement d'achat d'électricité et de gaz rassemblant plus de 2000 membres répartis sur 11 départements.
Il explique que le SDET prévoit la passation d'un nouvel accord-cadre visant à couvrir les besoins en électricité et en gaz de nouveaux membres pour l'année 2025.

Afin de répondre à une demande croissante de la part d'opérateurs privés et de structures publiques qui ne s'intègrent pas dans le périmètre des membres pilotes, il est proposé de permettre l'intégration de personnes morales de droit privée et de personne morale de droit publique en dehors du périmètre géographique couvert par les membres pilotes, en contrepartie d'une contribution visant à couvrir les frais afférents au bon déroulement dudit groupement.

2, rue Gustave Eiffel – Zone d'Albitech – 81000 ALBI – Tél. 05 63 43 21 40 - mail : contact@sdet.fr

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c7-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le 03/07/2023
ID : 081-258100072-20230622-22062023_4_1-DE

Le Président propose au Comité syndical :

- Une contribution annuelle proportionnelle à la consommation annuelle d'un montant de **0,65€TTC/MWh**
- Une contribution annuelle plancher d'un montant de **20€TTC**
- Une contribution annuelle plafond d'un montant de **3000TTC€**

Ouï cet exposé, le conseil syndical, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** la mise en place du barème de contribution proposé ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre figure la signature et la liste des membres présents.

Certifié conforme
A Albi, le 22 juin 2023

Le Président,
M. Alain ASTIE

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU TARN
S.D.E.T.
2, rue Gustave Eiffel
Zone d'Albitech
81000 ALBI

2, rue Gustave Eiffel – Zone d'Albitech – 81000 ALBI – Tél. 05 63 43 21 40 - mail : contact@sdet.fr

DCM_2023_04_12

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

12

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : Approbation de la Convention Petites Villes de Demain et Opération de Revitalisation du Territoire.

M. PEYRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La loi ELAN du 23 novembre 2018 a créé l'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) dans le cadre du programme national de revitalisation des centres-villes des petites et moyennes agglomérations « Action Cœur de Ville » (ACV). Cet outil doit permettre aux collectivités de porter et mettre en œuvre un projet de territoire multidimensionnel qui vise prioritairement la lutte contre la dévitalisation des centres-villes en agissant sur l'urbanisme, l'habitat, le développement économique, le commerce et l'environnement.

Le travail engagé dans le cadre d'Action Cœur de Ville (ACV) par la commune d'Avignon, l'agglomération, l'Etat et les partenaires financiers a permis la signature d'une convention ORT le 6 juillet 2021. Le périmètre d'intervention retenu a été défini à l'échelle de l'intramuros d'Avignon.

Toutefois, cette convention ORT est ouverte à d'autres communes de polarité du territoire qui en feraient la demande, et dont le projet serait en cohérence avec la stratégie de développement communautaire.

Afin de faciliter leur intégration, un système de convention chapeau a été privilégié dans la structuration de la convention.

Par ailleurs, poursuivant sa logique de revitalisation de ses centralités, le Grand Avignon a été lauréat en 2020 du programme Petites Villes de Demain (PVD) aux côtés de Roquemaure, commune du Gard.

La convention d'adhésion signée le 20 juillet 2021 prévoit l'établissement d'une stratégie intégrée (communale et intercommunale) de revitalisation. Elle prévoit également l'intégration de la convention ORT à l'issue de la période de 18 mois.

Afin d'intégrer Roquemaure, lauréate du programme PVD à la démarche ORT lancée en février 2020, il est nécessaire d'adapter les conventionnements existants.

Il est donc proposé les évolutions suivantes :

1) Des modifications seront apportées à la convention cadre ORT pour :

- Expliciter la stratégie territoriale de l'agglomération,
- Formaliser les 3 orientations stratégiques qui guident les politiques communautaires de revitalisation (PLUi, PLH, commerce...) des centres-bourgs/villes et chacun des projets communaux,
- Expliquer l'articulation entre la convention ORT dite « chapeau » et la convention ACV,
- Expliquer l'articulation entre la convention ORT dite « chapeau » et la convention-cadre PVD,
- Préciser la gouvernance, le pilotage et l'animation de cette opération de revitalisation du territoire.

Cette convention ORT dite "chapeau" intègre la convention ORT / ACV signée le 6 juillet 2021 entre l'Etat, le Grand Avignon et la Ville d'Avignon comme le premier volet territorial, ainsi que la convention PVD et son annexe la convention ORT qui sera signée entre l'Etat, le Grand Avignon et la ville de Roquemaure comme le deuxième volet territorial.

2) Le contenu du projet de revitalisation de Roquemaure, commune PVD est exposé dans l'annexe de la convention cadre PVD : le volet territorial de Roquemaure de la convention d'ORT. Cette convention cadre PVD poursuit et remplace la convention d'adhésion signée en juillet 2021.

Ces conventions PVD & ORT (volet territorial n°2) :

- Intègrent la stratégie de revitalisation et de déploiement de la commune de Roquemaure,
- Ont pour objectif de détailler et de partager le projet de développement de Roquemaure,
- Permettent de mobiliser de nombreux partenaires (financeurs ou non) autour d'un projet de renforcement de l'attractivité de cette polarité de l'agglomération,
- Matérialisent les engagements des partenaires du programme PVD,
- Renseignent sur le fonctionnement et la durée du programme PVD,
- Exposent le plan d'actions de la commune de Roquemaure, chaque action renvoyant à une fiche dédiée,
- Cartographient et justifient le périmètre d'intervention ORT retenu pour Roquemaure,
- Précisent les modalités d'animation technique du programme,
- Proposent des premiers indicateurs de suivi du programme.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-29,

Vu le Code de la Construction et de L'Habitation (CCH),
Vu la Loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),
Vu la délibération n°B2021070707/008 du Bureau de la communauté d'agglomération du Grand Avignon du 7 juillet 2021, approuvant la mise en place d'une Opération de Revitalisation de Territoire,
Vu la délibération n°57 du Conseil Municipal d'Avignon du 29 juin 2021 approuvant l'avenant à la convention pluriannuelle Action Cœur de Ville,
Vu la convention d'Opération de Revitalisation de Territoire entre l'Etat, le Grand Avignon et la ville d'Avignon signée le 6 juillet 2021,
Vu la délibération n°B20230628/031 du Bureau de la communauté d'agglomération du Grand Avignon du 28 juin 2023 approuvant la convention cadre « Petites Villes de Demain » et la convention annexe ORT – Volet Territorial de Roquemaure,
Vu la convention d'adhésion « Petites Villes de Demain » signée le 20 Juillet 2021 par l'Etat, le Grand Avignon et la commune de Roquemaure.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la nouvelle convention d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) dite chapeau intégrant les deux volets territoriaux n°1 et n°2,
- **APPROUVE** la prorogation de la convention ORT (volet territorial n°1) jusqu'en 2028,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire
Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vaucluse)

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

AR préfecture :
Date de télétransmission :
Date de réception en préfecture :

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

PROJET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence nationale de la cohésion des territoires

Action Cœur de Ville

Petites villes de demain

CONVENTION CHAPEAU

Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) du Grand Avignon

2023-2028

Ville de ROQUEMAURE

GRAND AVIGNON

AVIGNON Ville d'exception

PROJET

ENTRE

La Communauté d'agglomération du Grand Avignon, représentée par Monsieur Joël GUIN, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 28 juin 2023,

La commune d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, autorisée à l'effet des présentes suivant délibération en date du 30 septembre 2023,

La commune de Roquemaure, représentée par Madame Nathalie NURY, autorisée à l'effet des présentes suivant délibération en date du .....,

D'une part,

ET

L'État, représenté par Monsieur Jérôme BONET, préfet du Gard,
Ci-après désigné par « l'État » ;

L'État, représenté par Madame Violaine DEMARET, préfète du Vaucluse,
Ci-après désigné par « l'État » ;

La Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, représentée par sa Présidente, Madame Carole DELGA, dûment autorisée à l'effet des présentes par délibération de la commission permanente en date du .....,,
Ci-après désignée par « la Région »

Le Département du Gard, représenté par sa Présidente, Madame Françoise LAURENT-PERRIGOT, dûment autorisée à l'effet des présentes par délibération en date du .....,
Ci-après désigné par « le Département »

La Caisse des Dépôts, par l'intermédiaire de sa direction la Banque des Territoires, représentée par sa Directrice régionale Occitanie, Madame Annabelle VIOLLET,
Ci-après désignée par « la Banque des Territoires » ;

Action Logement, représenté par XXXX,
Ci-après désigné(e) par « xxxx » ;

Au titre de l'ANAH , représenté par Madame Violaine DEMARET, préfète du Vaucluse,
Ci-après désigné par « l'État » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le cadre des Opérations de Revitalisation du Territoire (ORT) créées par l'article 157 de la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018.
L'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) est définie par les dispositions de l'article L.303-2 du code de la construction et de l'habitation. Elle est destinée à prendre en compte l'ensemble des enjeux de revitalisation de centre-ville : modernisation du parc de logements et de locaux commerciaux, lutte contre la vacance et l'habitat indigne, réhabilitation de l'immobilier de loisir et de friches urbaines, valorisation du patrimoine bâti... Le tout dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable. L'ORT permet d'intervenir de manière concertée et transversale sur l'habitat, l'urbanisme, le commerce, l'économie, les politiques sociales, etc.
Elle est également créatrice de droits et s'accompagne de mesures favorisant la rénovation de l'habitat ainsi que de dispositions favorisant l'implantation de surfaces commerciales en centre-ville et permettant la suspension des autorisations d'implantations en périphérie.
Par ailleurs, l'ORT est complétée par le dispositif Denormandie voté dans le cadre de la loi de finances 2019. Il s'agit d'un dispositif de soutien à l'investissement locatif dans le parc de logements anciens, qui participera à la rénovation du parc ancien des communes signataires de la convention d'ORT, limité dans le temps.

Le territoire du Grand Avignon est bénéficiaire depuis 2021 d'une ORT, mise en place dans le cadre du dispositif Action Cœur de Ville (ACV). Une convention ACV-ORT pour la ville d'Avignon a été signée le 6 juillet 2021. Elle définit notamment le périmètre de l'ORT, et les partenaires du dispositif.

En 2020, le Grand Avignon a été retenu dans le cadre du dispositif Petites Villes de Demain, pour la commune de Roquemaure. Les collectivités signataires du Gard ont été labellisées au titre du programme Petites villes de demain par la préfecture de région le 21 décembre 2020. Elles ont signé la convention d'adhésion au programme le 20 juillet 2021.
Dans la continuité de cette convention, ont été définis les stratégies et enjeux des communes du territoire mais aussi comme la convention ACV, le périmètre sur chaque commune, les instances de coordination, les partenaires du dispositif.

Afin de bénéficier des effets de l'Opération de Revitalisation du Territoire, les parties ont souhaité s'engager dans une convention ORT chapeau, permettant d'individualiser les projets de revitalisation des communes signataires, tout en assurant leur complémentarité et leur cohérence à l'échelle intercommunale, intégrés dans le projet de territoire du Grand Avignon.

Par ailleurs, il ne peut y avoir qu'une convention d'ORT par EPCI. Ainsi, il est nécessaire de mettre en œuvre une coordination unique pour l'ORT qui reprend les partenaires des deux dispositifs Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain.

Article 1 – Objet de la convention chapeau

La présente convention a pour objet de décrire les modalités de coordination de l'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) du Grand Avignon, menée dans le cadre des dispositifs Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain. Elle permet d'individualiser le volet territorial de l'ORT d'ores et déjà applicable à la ville d'Avignon, lauréate du programme Action Cœur de Ville, de celui applicable à la ville de Roquemaure, lauréate du programme PVD.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à partir de sa signature, soit jusqu'en 2028. Cette durée s'applique à tous les volets territoriaux de l'ORT du Grand Avignon, soit celui de Roquemaure commune « Petites Villes de Demain », mais également au volet territorial « Action Cœur de Ville » sur la commune d'Avignon. Elle pourra être prorogée par accord des parties.

Article 3 – Périmètre des ORT

Les communes concernées sont :

- La ville d'Avignon pour son périmètre ORT défini dans la convention ACV,
- La ville de Roquemaure pour son périmètre ORT défini dans la convention ORT – Volet Territorial de Roquemaure en annexe de la convention Petites Villes de Demain.

Article 4 – Pilotage, animation et évaluation de l'opération

4.1. Gouvernance

La gouvernance de l'ORT est assurée selon les modalités de chaque convention de programme (ACV et PVD). La gouvernance sera mutualisée lors de la disparition des programmes ACV et PVD.
Le Grand Avignon s'assurera de la bonne coordination des partenaires et dispositifs sur le territoire, et notamment de la cohérence et de la complémentarité du projet de revitalisation du centre-bourg de Roquemaure avec le projet de redynamisation du cœur de ville d''Avignon détaillé dans la convention Action Cœur de Ville et le projet de territoire de l'agglomération. Le Grand Avignon aura ainsi pour rôle de s'assurer de la territorialisation, de l'articulation et de la convergence de ses objectifs dans un projet d'ensemble à l'échelle du territoire.

4.2 Pilotage & Animation

Ainsi, le pilotage de l'ORT est assuré par secteur d'intervention communal, au niveau local selon les modalités définies dans chaque convention de programme « Action Cœur de Ville » et « Petites Villes de Demain ». Les comités locaux valident les orientations, suivent l'avancement de l'opération et valident, le cas échéant les modifications qui feront l'objet d'avenant. Un comité de suivi conjoint est possible si l'ordre du jour le permet.

L'animation des programmes ACV et PVD est organisée par les agents dédiés aux programmes. Les agents dédiés à l'animation peuvent échanger, et pourront au besoin mutualiser certaines actions. Enfin, les projets territoriaux s'inscrivent en cohérence avec la stratégie intercommunale.

L'organisation du pilotage et de l'animation pourra évoluer en fonction des collectivités signataires de la présente convention et après accord de l'ensemble des parties.

4.3 Évaluation

L'ORT fera l'objet d'un bilan annuel. Le suivi effectué lors du déploiement du projet se conclura par une phase d'évaluation afin de juger des effets de l'Opération de Revitalisation du Territoire. Cette évaluation s'appuiera sur les évaluations des conventions Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain, dans les conditions dans lesquelles ces évaluations sont prévues dans chacune des conventions.

Article 5 – Présentation succincte du projet de territoire du Grand Avignon

Le Conseil communautaire du Grand Avignon du 28 juin 2021 a approuvé son projet de territoire, qui aura été débattu et ajusté, et fixé autour des trois orientations stratégiques suivantes :

- Orientation 1 : Réussir la transition du territoire

Le Grand Avignon place la question de la transition comme fil directeur de ses politiques territoriales et de ses actions. Réussir la transition demeure un enjeu qui exige d'agir de manière globale, tant dans les domaines de l'environnement, que de la gestion des déchets, la mobilité, l'énergie, l'habitat, l'aménagement du territoire et la protection des ressources.

Quatre objectifs sont fixés :

- Faire de la transition écologique l'axe central du projet de territoire et accélérer la transition énergétique en atteignant l'autonomie et la neutralité carbone à l'horizon 2030 tout en luttant contre la précarité énergétique
- Améliorer la gestion des déchets en mettant en œuvre un plan ambitieux de réduction des déchets et en renforçant les filières de recyclage, valorisation et réemploi
- Accroître les mobilités durables en développant les transports collectifs et réduisant les besoins de mobilité en voiture (commerces et services de proximité)
- Protéger les ressources du territoire en économisant, en préservant et en améliorant la qualité de l'air, des eaux, des sols et des paysages.

- Orientation 2 : Renforcer les équilibres territoriaux

Il s'agit de tirer parti des atouts du territoire, notamment sa taille humaine, en accompagnant davantage les petites communes et en se nourrissant de la culture et du sport pour renforcer la construction du territoire. Il s'agit aussi de réduire les inégalités urbaines et sociales en favorisant l'équité et la solidarité territoriales.

Trois objectifs sont fixés :

- Désenclaver les quartiers en réduisant les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et le reste du territoire tout en favorisant la cohésion sociale
- Renforcer les Bourgs-Centres en développant les coopérations, fournissant un appui technique et financier
- Faciliter l'accès au plus grand nombre à la culture, au sport, à la santé et au numérique

- Orientation 3 : Développer l'attractivité du territoire

Principal pôle économique du delta rhodanien avec près de 90 000 emplois et plus de 30 000 établissements, le Grand Avignon bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle et rayonne bien au-delà de ses frontières. Le projet du Grand Avignon vise à maintenir la diversité de l'économie locale (industrie, services aux entreprises, tourisme), tout en l'adaptant aux nouveaux enjeux de développement soutenable et solidaire, et en garantissant un aménagement économique et équilibré du territoire qui propose une offre foncière et immobilière écologique et dynamique.

Deux objectifs sont fixés :

- Faciliter la relance économique en favorisant l'adaptation des entreprises aux mutations en cours, en répondant aux enjeux de développement durable et en déployant une économie soutenable, solidaire et un tourisme responsable
- Développer une stratégie foncière dynamique favorisant l'ancrage territorial et permettant une économie localisée, à taille humaine, plus sociale et innovante

Article 6- Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenant, après accord des parties, notamment dans l'objectif d'intégrer une nouvelle commune à l'Opération de Revitalisation du Territoire. La modification de la présente convention par avenant devra être validée en amont par le comité local de l'ORT et par délibération des collectivités signataires.
Il est précisé que le contenu de la présente convention pourra être modifié en fonction de la publication des décrets d'application encadrant la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs décrits dans la présente.

Article 7– Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal territorialement compétent.

Annexe – volets territoriaux de la convention chapeau d'ORT :

Volet territorial n°1 : Convention ACV-ORT – volet applicable à la commune d'Avignon

Volet territorial n°2 : Convention Cadre PVD

Annexe 1 Convention ORT volet applicable à la commune de Roquemaure
Annexe 2 Fiches Actions
Annexe 3 Maquette financière 2023

Convention chapeau ORT (Opération de Revitalisation de Territoire) du Grand Avignon
signée à le
par :

L'État, représenté par le préfet du Gard, Monsieur Jérôme BONET	L'Etat, représenté par la préfète du Vaucluse, Madame Violaine DEMARET
La Région Occitanie, représentée par sa Présidente, Madame Carole DELGA	Le Département du Gard, représenté par sa Présidente, Madame Françoise LAURENT-PERRIGOT
La commune de Roquemaure, représentée par Madame le maire, Nathalie NURY	La commune d'Avignon, représentée par Madame le Maire, Cécile HELLE
La communauté d'agglomération du Grand Avignon, représentée par son Président, Monsieur Joël GUIN	La Banque des Territoires, représentée par sa Directrice régionale Occitanie, Madame Annabelle VIOLLET
Action Logement, représenté par XX	L'ANAH représenté par sa Préfète du Vaucluse Madame Violaine DEMARET

DCM_2023_04_13

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012043-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

13

PERSONNEL : Dispositions visant à satisfaire des besoins permanents / non permanents en matière de ressources humaines.

M. FOURNIER

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Les dispositions suivantes concernent les ressources humaines de la Ville et plus particulièrement la mise en adéquation des ressources humaines avec les besoins (emplois permanents et non permanents) de la collectivité pour porter ses actions.

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Recours à des Contractuels de Droit public :

Le recours aux agents contractuels est strictement encadré par le code général de la fonction publique (CGFP). En effet, l'article L. 311-1 du CGFP précise que les emplois civils permanents des collectivités territoriales doivent être occupés par des fonctionnaires. Toutefois, les collectivités peuvent recruter, par dérogation, des agents contractuels sur la base des articles L. 332-8, L. 332-13, L. 332-14, L. 332-23, L. 332-24, L. 343-1, L 333-1, L. 333-12 et L. 352-4 du CGFP.

Au vu des difficultés de recrutement, il convient de formaliser et d'autoriser l'exercice des fonctions par un agent contractuel de droit public en lieu et place d'un agent titulaire.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012043-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Motif du recours à un contractuel	DGA	Département	Nature des fonctions	Catégorie hiérar-chique
L. 332-14	Ville Emancipa-trice	Sports et Loisirs	Maître-Nageur Sauveteur – Direction des Activités Aquatiques	B
L. 332-14	Ville Emancipa-trice	Sports et Loisirs	Maître-Nageur Sauveteur – Direction des Activités Aquatiques	B
L. 332-8 2°	Ville Sobre et Durable	Habitat et Urba-nisme	Chef de projets Sec-teur Sauvegardé	A

Recours à des Contrats d'apprentissage :

La Mairie d'Avignon s'implique dans l'insertion des jeunes par le biais d'une politique volontariste en faveur de l'apprentissage permettant aux 16 à 29 ans d'acquérir des connaissances théoriques, de les mettre en application au sein de notre collectivité et d'obtenir en fin de période un diplôme ou un titre.

Ce dispositif présente un intérêt à la fois pour l'apprenti accueilli et pour nos services. La rémunération est basée sur un pourcentage du SMIC en fonction de l'âge et du niveau de diplôme préparé. Au vu de la possibilité d'accueillir dans de bonnes conditions des apprentis et de l'intérêt des missions qu'ils peuvent accomplir, il convient de pouvoir autoriser la possibilité de recruter 20 contrats d'apprentissage par an.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de Transformation de la Fonction publique Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels,
Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 14 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,
Vu l'article L.313-1 du Code général des collectivités territoriales indiquant que les emplois de chaque collectivité ou établissements sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,
Vu l'article L.332-14 du Code général des collectivités territoriales relatif au recrutement d'agents contractuels territoriaux pour un besoin temporaire pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire,

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012043-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Vu l'article L.332-8-2° du Code général de la fonction publique relatif au recrutement d'agents contractuels territoriaux sur des emplois permanents, lorsque les besoins des services ou la nature le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.
Vu la loi n°92675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,
Vu le décret n° 2017199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ACCORDE** les recrutements, à temps complet, les postes recensés dans la présente délibération,
- **ACCORDE** le recours à 20 contrats d'apprentissage par an,
- **FIXE** en cas de recrutement d'un agent contractuel, le montant de la rémunération sur la base de la grille indiciaire et du régime indemnitaire de la fonction en correspondance aux grades concernés,
- **FIXE** le montant de la rémunération des apprentis conformément au décret n° 2017199 du 16 février 2017,
- **IMPUTE** la dépense correspondante au chapitre 012 du budget principal de l'exercice en cours et au chapitre 012 des budgets annexes de l'exercice en cours,
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012043-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

DCM_2023_04_14

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

14

ADMINISTRATION GENERALE : Désignation du référent déontologue des élus et adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le Centre de Gestion de Vaucluse.

M. FOURNIER

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La Loi 3DS du 21 février 2022 est venue compléter l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l'élu local, afin de prévoir que "tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect" de ces principes.

L'article R. 1111-1-A. du code général des collectivités territoriales stipule qu'un référent déontologue doit être désigné par l'organe délibérant de chaque collectivité.

Le Centre de Gestion du Vaucluse propose la signature d'une convention prévoyant la prestation d'un collège de déontologie, composé d'un magistrat et d'une fonctionnaire d'Etat à la retraite, reconnus pour leurs expériences et leurs compétences, et d'une mission d'assistance et de conseil permettant la prise en charge de l'ensemble des démarches afin de faciliter la mise en oeuvre de cette obligation réglementaire.

En contrepartie de cette prestation, la collectivité versera au centre de gestion, comme il est prévu dans la convention, une contribution de 257 euros par saisine traitée.

Lorsque la saisine est jugée non recevable, aucune facturation ne sera appliquée. Les conditions financières pourront faire l'objet d'une révision annuelle au 1er janvier de l'exercice suivant.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1-1 et R.1111-1-A à R.1111-1-D
Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.452-30 et L.452.40

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local
Vu le projet de convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le Centre de Gestion de Vaucluse
Vu le collège de déontologie proposé par le Centre de Gestion de Vaucluse

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE** de désigner, en qualité de référent déontologue des élus, le collège mis en place par le Centre de Gestion de Vaucluse,
- **PRÉCISE** que la liste des membres du collège pourra évoluer, pendant la durée fixée pour l'exercice de leurs fonctions, conformément à celle retenue par le Centre de Gestion de Vaucluse,
- **FIXE** à six ans la durée de l'exercice de leurs fonctions,
- **FIXE** les modalités de leur saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles les avis sont rendus, les moyens matériels mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention jointe,
- **ADOPTE** la charte de l'élu local telle que définie en annexe,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer tout document à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :
Date de télétransmission :
Date de réception en préfecture :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CHARTE DE L'ELU LOCAL

L'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales dispose que *« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l'élu local »*.

Charte de l'élu local

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

PROJET

Convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le Centre de Gestion du Vaucluse dans le cadre du Collège Déontologie pour les élus locaux des élus

Entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Vaucluse, représenté par son Président, Monsieur Maurice CHABERT,
d'une part,

Et XXXXXXXXXXXX, ci-après dénommé « Collectivité », représenté par XXXXXX, Madame Monsieur XXXX, agissant en cette qualité ;
d'autre part,

VU

- Le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 452-30 et L. 452-40,
- Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1-1 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D.,
- L'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
- La délibération du 22 juin 2023 du conseil d'administration du Centre de Gestion du Vaucluse mettant en place la prestation.

Article 1 : Missions du référent déontologue

Le Référent Déontologue accompagne les élus afin de prémunir ces derniers contre les risques juridiques et en particulier les risques de poursuites pénales liés, par exemple, aux situations de conflits d'intérêt dans lesquelles il peut également les conseiller dans les mesures à prendre lorsqu'ils sont sollicités par des représentants d'intérêt. Le référent Déontologue peut également les aider à mieux mettre au service l'intérêt général, les ressources et les moyens dont ils disposent dans l'exercice de leurs mandats.

Les conseils rendus par le Référent Déontologue ne font pas grief et ne sont pas susceptibles de recours, ils n'ont pas de caractère obligatoire pour leurs destinataires et en sens inverse ne leur confèrent aucun droit.

Le Référent Déontologue peut rédiger des guides, chartes ou recommandations permettant d'informer les élus locaux sur les principes déontologiques qui s'appliquent dans le cadre de leurs fonctions.

Le Référent Déontologue élabore un rapport annuel d'activités, assorti de propositions et de préconisations.

Article 2 : Conventions avec l'AMV84

Une convention est signée entre les Présidents du CDG et de l'AMV84 pour confier la mission Conseil Déontologue Elus au CDG 84.

Article 3 : Modalités de fonctionnement du Collège de Déontologie

Les missions de référent déontologue sont exercées par un Collège composé d'un magistrat et d'une fonctionnaire d'Etat à la retraite.

Les membres du Collège de Déontologie sont soumis à l'obligation de secret professionnel et font preuve de discrétion et assurent de manière indépendante et impartiale le traitement des saisines. Toutes lesquestions et réponses apportées, ainsi que les différents échanges avec l'élu, sont confidentiels.

Article 4: Saisine du Collège de Déontologie

L'élu de la Collectivité pourra saisir le Collège de Déontologie par le biais d'un formulaire mis à sa disposition envoyé à l'adresse mail deontologie@cdg84.fr.

Un accusé réception est adressé au demandeur. La demande est transmise par mail à chacun de ses membres.

Article 5 : La recevabilité des demandes

La demande doit être réalisée par un élu local du Vaucluse dont la Collectivité a conventionné avec le CDG 84 pour la mission Collège Déontologie pour les élus locaux.

La demande doit concerner directement l'élu local demandeur. Elle ne peut porter sur un autre élu local.

L'objet de la demande doit être en lien avec les missions dévolues au Collège de Déontologie. Tout autre objet entrainera l'irrecevabilité de la saisine.

L'irrecevabilité fera l'objet d'un écrit motivé au demandeur.

Le Collège pourra demander toute pièce complémentaire à l'étude du dossier au demandeur. Le Collège peut recueillir par écrit auprès de toute personne, toute information nécessaire à l'accomplissement de sa mission, sous réserve de l'accord préalable du demandeur.

Cette démarche s'inscrit dans le respect des règles relatives à la communication et à l'accès aux documents administratifs ainsi qu'au secret professionnel qui pourra lui être opposé et à la discrétion professionnelle.

Un registre anonymisé recensant les demandes reçues et les préconisations formulées est mis en place.

Article 6 : Conditions financières

La collectivité s'engage à verser au centre de gestion une contribution déterminée sur la base d'un tarif par saisine de :

- 257 euros par saisine traitée

Lorsque la saisine est jugée non recevable, aucune facturation n'est appliquée.

Ces contributions font l'objet de titres de recettes établis par le centre de gestion accompagnés d'un état détaillant le nombre de saisines traitées par le centre de gestion et facturées à la collectivité.

Ces conditions financières sont susceptibles d'être actualisées annuellement par le conseil d'administration du centre de gestion, pour application à partir du 1er janvier de l'exercice suivant. Cette actualisation fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 7 : Protection des données à caractère personnel

Les données personnelles collectées sont utilisées pour recueillir les saisines des élus et leur apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques.
Le dispositif est mis en œuvre pour répondre aux exigences du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1-1 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D
Le traitement est confidentiel, à destination du Collège de Déontologie.
Les données transmises sont strictement proportionnées à la poursuite des finalités du signalement.
Elles ne sont pas conservées au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date de réponse apportée. Au terme de ce délai, les éléments tant en termes de questionnement que de réponse après anonymisation pourront être utilisés à des fins statistiques sans qu'il soit possible d'en identifier la personne à l'origine.
Conformément à la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) les personnes concernées disposent de différents droits (accès, rectification, effacement, etc) sur vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Centre de gestionde la fonction publique territoriale du Vaucluse, à l'attention du délégué à la protection des données, 80 rue Marcel Demonque - Agroparc – CS60508 – 84908 AVIGNON Cedex 9.
Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits concernant vos données personnelles ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et les Libertés (CNIL).
- Sur le site de la CNIL : https://www.cnil.fr/fr/plaintes
- Par voie postale : CNIL - 3 Place de Fontenoy -TSA 80715 -75334 PARIS CEDEX 07

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er juillet 2023 pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

Article 9 : Condition de résiliation de la convention

9.1. Par le centre de gestion

La présente convention peut être résiliée de droit par le centre de gestion dans les situations suivantes :

1°. Inexécution par la collectivité de ses obligations prévues, notamment par le non-paiement des contributions dues au centre de gestion,

2°. Suppression de la mission couverte par la présente convention par le Conseil d'Administration du centre de gestion.

Dans ces situations, le centre de gestion devra par lettre recommandée avec accusé de réception aviser la collectivité de l'usage de cette clause.

Dans les cas visés au 1°, la résiliation ne sera effective qu'après mise en demeure restée sans effet pendant un mois.

Dans les cas visés au 2°, le centre de gestion s'engage à aviser la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant la date d'échéance de la convention.La résiliation sera effective après ladite échéance.

Dans l'hypothèse d'une suppression d'une ou plusieurs missions découlant d'une modification législative et réglementaire, la résiliation sera effective à la date d'application des nouvelles dispositions et dès réception de la lettre recommandée du centre de gestion informant la collectivité de cette modification.

Les résiliations ne donneront lieu à aucune indemnisation du centre de gestion au profit de la collectivité.

9.2. Par la collectivité

L'adhésion ne peut être résiliée par la collectivité qu'après respect d'un préavis de six mois avant la date de son échéance.

La collectivité devra avertir le centre de gestion de son intention de mettre en œuvre cette clause par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les missions ne peuvent être interrompues par la collectivité en cours de réalisation et feront l'objet des contributions prévues initialement.

Article 10 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent mutuellement à se rencontrer dans le cadre d'une procédure de conciliation préalable en cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention.

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Nîmes.

Fait en 2 exemplaires originaux

À Avignon, le_____ A_____, le_____

Pour le CDG84,

Le Président,

Maurice Chabert

Pour la collectivité,

_____

_____

DCM_2023_04_15

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

15

PERSONNEL : COMMISSION SOCIALE MUNICIPALE - Actualisation des aides financières personnalisées de secours et prêts de nature sociale aux agents territoriaux de la Ville d'Avignon.

Mme LICHIERE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération en date du 28 mai 2004, la Ville d'Avignon a adhéré au Comité National d'Action Sociale (C.N.A.S.), organisme national chargé, depuis le 1er septembre 2004, de verser au personnel de notre administration les prestations sociales auxquelles il peut prétendre.

Toutefois, les prestations proposées par le C.N.A.S. ne peuvent pas toujours résoudre les difficultés financières graves rencontrées par certains agents lors d'évènements exceptionnels de la vie familiale.

C'est pourquoi, par délibération en date du 23 juillet 2004, une Commission Sociale a été instituée afin de constituer un dispositif d'aides, en interne, auprès des agents municipaux rencontrant des difficultés financières extrêmes.

Au vu de la conjoncture économique et de la complexité de certaines situations individuelles et familiales, il y a lieu aujourd'hui de compléter et actualiser cette délibération.

Composition de la Commission Sociale :

Afin de permettre un fonctionnement plus efficient de la Commission Sociale, il est ainsi proposé d'apporter une modification de la composition des membres. Madame le Maire est désignée Présidente de la Commission Sociale. Se réuniront, à raison d'une séance par mois :

- 1 élu désigné par le Maire pour la durée du mandat en qualité de Vice-Président
- 2 représentants du Département RH
- l'assistante sociale pour le personnel municipal
- 1 représentant titulaire ou suppléant de chacune des organisations syndicales représentatives en commission administrative paritaire

Un arrêté de composition nominatif portera désignation des membres de la Commission Sociale.

Les séances ne sont pas publiques et les membres astreints au secret professionnel dans les conditions de l'article L. 133-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Attribution des aides :

En cas de nécessité, après évaluation et proposition de l'assistante sociale, une aide peut être attribuée à tout agent actif titulaire ou non titulaire justifiant de 6 mois d'ancienneté au sein des services municipaux de la Ville d'Avignon, dès lors qu'ils connaissent de graves difficultés financières selon les critères suivants :

- Changement de situation familiale
- Surendettement
- Accès ou maintien dans le logement
- Difficultés de premières nécessités (énergie, eau, assurances...)
- Difficultés ponctuelles (réparation de voiture, frais de santé exceptionnels...)

Les demandes d'aides urgentes pourront faire l'objet d'une demande hors commission avec l'autorisation du président de la commission. Ces urgences concernent :

- Les aides alimentaires
- Les évènements exceptionnels (catastrophes naturelles ...)

Le critère économique, permettant d'accéder aux aides, est fixé à 12 euros de reste à vivre par jour et par personne.

Pour les prêts sociaux, il est remboursable en petites mensualités ou en novembre de l'année en cours.
Pour les agents contractuels, la durée du contrat doit pouvoir permettre le remboursement.

Le budget alloué aux secours est fixé annuellement à 34 000 euros.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu les délibérations des 28 mai 2004 et 23 juillet 2004,
Vu l'avis rendu au Comité Social Territorial du 19 septembre 2023,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **MODIFIE** la composition de la Commission Sociale,
- **AUTORISE** la Commission Sociale à attribuer des aides,
- **FIXE** les nouveaux barèmes des aides selon les indications communiquées en annexe
-**FIXE** le budget annuel alloué aux secours à 34 000 euros.
- **IMPUTE** les dépenses correspondantes : aux prêts au chapitre 27, compte 274, fonction 523 ; aux secours au chapitre 67, compte 6713, fonction 523, en fonction des crédits votés dans le cadre du budget primitif,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :
Date de télétransmission :
Date de réception en préfecture :

Actualisation des aides financières personnalisées des secours et prêts de nature sociale aux fonctionnaires territoriaux de la Ville d'Avignon

Les montants maximaux des secours sont fixés de la manière suivante :

SECOURS	
Changement de situation familiale	450 €
Surendettement	450 €
Logement	600 €
Premières nécessités (charges courantes)	600 €
Difficultés exceptionnelles	450 €
Urgences	450 €
Noël des enfants des agents non adhérents CNAS	Montant équivalent aux chèques CADHOC du C.N.A.S. pour les enfants de 0 à 10 ans, attribué aux agents contractuels

Le montant maximal des prêts sociaux est fixé de la manière suivante :

PRETS	
Prêts sociaux	750 €

Les secours et les prêts sont versés par virements bancaires sur le compte de l'agent ou directement auprès du créancier.

L'assistante sociale évalue l'éligibilité de la demande de l'agent en vérifiant que les critères de la commission sociale soient respectés.
La demande est présentée à la commission sociale dans le plus strict anonymat.

DCM_2023_04_16

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

16

URBANISME : Révision du Règlement Local de Publicité (RLP) - Débat sur les orientations générales.

Mme LEFEVRE

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Un Règlement Local de Publicité (RLP) est un document permettant l'adaptation au contexte communal des règles fixées par le code de l'environnement en matière de publicités, d'enseignes et de pré-enseignes.

Par délibération n°21 du Conseil Municipal, en date du 19 décembre 2020, la Ville d'Avignon a prescrit une procédure de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) et a approuvé les objectifs poursuivis par cette révision ainsi que les modalités de la concertation publique.

Conformément aux dispositions de l'article L 581-14-1 du code de l'environnement, le RLP est élaboré selon les règles fixées pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et annexé à ce dernier.

Par analogie avec la procédure d'élaboration du PLU, un débat sur les orientations générales doit être organisé au sein de l'organe délibérant.

La présente délibération a donc pour objet de débattre, sans vote, sur les orientations générales du futur RLP d'Avignon.

Orientations du projet de RLP :

Dans le cadre de l'élaboration du RLP, un diagnostic (disponible sur la plateforme de concertation) a été réalisé et des enjeux ont été identifiés. Les orientations soumises au débat découlent de ce diagnostic et de ces enjeux.

Pour son nouveau Règlement Local de Publicité, la Ville d'Avignon fixe 1 orientation générale et 5 orientations ciblées :

A/ Orientation générale :

- Orientation : Préserver la richesse patrimoniale du territoire de l'affichage extérieur

B/ Orientations en matière de publicités et pré-enseignes :

- Orientation 1 : Améliorer la qualité des entrées de Ville et des pénétrantes urbaines de la commune,
- Orientation 2 : Préserver le site patrimonial remarquable, valoriser ses abords,
- Orientation 3 : Encadrer l'affichage publicitaire dans les quartiers résidentiels.

C/ Orientations en matière d'enseignes :

- Orientation 4 - Réduire l'impact visuel des enseignes, en particulier sur les traversées de zones commerciales et le long des grandes pénétrantes urbaines,
- Orientation 5 : Assurer l'intégration architecturale des enseignes au cœur du site patrimonial remarquable

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 581-14, L 581-14-1 et R 581-73,
Vu le code de l'urbanisme
Vu la délibération n°21 du Conseil Municipal du 19 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité de la Ville d'Avignon.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Qualité de vie et de ville, sécurité et tranquillité publique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **PREND ACTE** de la tenue du débat, sans vote, sur les orientations du Règlement Local de Publicité de la Ville d'Avignon,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes pièces à intervenir.

PREND ACTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire

Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

DCM_2023_04_17

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, M. Jean-Pierre CERVANTES, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

17

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : Candidature à la reconnaissance "Territoires engagés pour la nature".

Mme PORTEFAIX

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La Ville mène, depuis 2014, des actions ambitieuses en faveur de la biodiversité et de l'environnement. Cette mobilisation a ainsi été reconnue à travers les labels dont elle a été lauréate, tels que : « Terre Saine, Communes sans pesticides », « Territoires engagés pour la Nature » et « Ville nature » 4 libellules, Capitale régionale de la biodiversité, « Territoire durable, Une COP d'avance », Label « 3 fleurs - Villes et Villages Fleuris ».

Elle s'est également concrétisée au travers d'actions et de projets qui ont profondément transformé Avignon, la plaçant résolument dans le camp des villes en transition écologique et énergétique.

La Ville d'Avignon s'est dotée, en février 2021, d'un Plan Local pour le Climat qui fixe un cap pour faire d'Avignon une ville exemplaire en matière de protection de la nature et de valorisation des ressources locales, de lutte contre le réchauffement climatique et d'émissions de gaz à effet de serre. C'est également le cadre d'une ville du bien vivre et du mieux-être, amie de la planète et de son climat.

Le Plan Local pour le Climat propose un plan d'actions opérationnel en faveur de la Nature en Ville et de la Biodiversité dans l'axe « Placer la nature et le beau au cœur de la Ville et de nos vies », qui se traduit par les actions suivantes :

- Mailler la Ville d'Avignon d'îlots de fraicheur en s'appuyant sur nos parcs et jardins pour limiter les impacts du réchauffement climatique, à l'instar de la Coulée verte comestible du quartier Ouest,
- Renforcer « Avignon Ville Nature » au travers de grands projets de Parcs naturels Urbains par la préservation des espaces naturels remarquables et de leur biodiversité,
- Réduire la pollution lumineuse pour respecter les cycles du vivant,

- Renaturer les cours d'écoles dans le cadre du programme Fraich'Cour,
- Végétaliser tous les quartiers et désimperméabiliser les parkings comme sur le quartier de la Barbière ; entraîner l'ensemble des acteurs et citoyens Avignonnais dans cette dynamique.

Pour aller encore plus loin et mener des actions ambitieuses relevant des enjeux de la biodiversité, la Ville d'Avignon souhaite candidater à la seconde édition de « Territoires Engagés pour la Nature ».

« Territoires Engagés pour la Nature » est un programme conjoint du ministère de la Transition écologique et de Régions de France. Il est porté par l'Office Français de la Biodiversité et par des collectifs régionaux dans chacune des régions volontaires, il s'agit d'une action territorialisée du Plan National Biodiversité qui constitue le volet "collectivités locales" de la Stratégie Nationale de la Biodiversité. L'animation du dispositif est assurée par l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement Région Sud (ARBE).

L'objectif de cette initiative est de faire émerger, reconnaître et accompagner le plan d'actions locales en faveur de la biodiversité en s'inscrivant dans la durée et dans une démarche de progrès. Le plan d'actions de cette candidature à la démarche « Territoires engagés pour la Nature » prévoit notamment :

- La réalisation d'un espace pédagogique de sensibilisation et de découverte de la richesse de la biodiversité. Aménagement situé aux abords de la Maison du Parc, localisé sur l'Ile de la Barthelasse,
- L'aménagement d'un parc urbain culturel intitulé le « Puzzle dans sa forêt enchantée » : création d'un îlot de fraîcheur pour les générations futures,
- La mise en œuvre d'un plan de gestion écologique des espaces ordinaires, naturels et de renaturation,
- La requalification des espaces publics en faveur de la nature en Ville - Quartier sud Rocade.

La Ville d'Avignon compte ainsi poursuivre et conforter le partenariat avec l'ARBE Région Sud.

Cet engagement permet de bénéficier d'un accompagnement de la cellule d'animation du dispositif et de partenaires relais pour faire émerger, formaliser le plan d'actions et mener les projets.
Ce partenariat permet enfin à la Ville d'Avignon, et ses projets favorables à l'environnement et la biodiversité, d'obtenir une valorisation nationale, régionale et locale, et d'augmenter ainsi l'attractivité de son territoire.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville en transition

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le dépôt de la candidature de la ville d'Avignon dans la démarche « Territoires Engagés pour la Nature » (TEN),
- **SOLLICITE** toutes les subventions possibles auprès de tous les organismes partenaires de la démarche TEN,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :
Date de télétransmission :
Date de réception en préfecture :

DCM_2023_04_18

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

18

STATIONNEMENT : Déploiement des installations de recharges de véhicules électriques.

M. MARTINEZ TOCABENS

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Le secteur des transports est le premier émetteur de gaz à effet de serre (GES) avec plus de 30 % des émissions de GES du pays (+ 11,8 % entre 1990 et 2017) dont 16 % causées par nos voitures. Il en résulte que le secteur des transports agit directement sur le réchauffement climatique, et sur la santé de nos concitoyens, en contribuant au réchauffement climatique que nous constatons chaque jour, en dégradant la qualité de l'air localement et en causant des décès prématurés chaque année.

L'amélioration des performances des véhicules en circulation, et notamment l'électrification progressive de ceux-ci, est un enjeu majeur pour l'amélioration de la qualité de l'air et de la santé. En contrepartie, l'électrification rapide du parc de véhicules pose naturellement la question de l'offre de recharge adéquate, pour laquelle les collectivités locales ont un rôle majeur à jouer.

La Ville d'Avignon, pleinement compétente sur la « création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charges nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ou compétence IRVE, par la loi Grenelle II (12 juillet 2010), avait adopté la délibération n°13 lors du Conseil Municipal du 25 septembre 2019 fixant le cadre de déploiement des Installations de Recharges de Véhicules Electriques (IRVE) sur le territoire communal.

A cette occasion, il avait été fait le choix de favoriser tout type d'initiative, publique ou privée, permettant le déploiement d'un réseau IRVE couvrant l'intégralité du territoire communal et répondant à la diversité des usagers, sans financement direct de la part de la collectivité. Le cadre proposé était celui de conventions d'Autorisation Temporaire d'Occupation du Domaine Public Communal qui seraient passées avec les opérateurs publics ou privés qui auraient manifesté leur intérêt.

Cette délibération, novatrice pour l'époque, a permis le déploiement sur notre Ville d'un premier réseau de 22 stations, confié à un opérateur régional, offrant 58 points de charges de faible et moyenne puissance (7 à 22 kw), sans investissement de la part de la commune.

Compte tenu de la faible maturité du marché en 2019, la Ville avait choisi :

- De renoncer à percevoir une redevance conforme à la grille des droits d'occupation du domaine public,
- D'imposer en contrepartie des durées maximales de convention relativement courtes (5 à 8 ans), de manière à ne pas figer trop longuement l'utilisation du domaine public ou les conditions de passation desdites conventions, concernant un marché des IRVE en évolution permanente.

Aujourd'hui, plusieurs évolutions nous conduisent à proposer une transformation du cadre de déploiement des Installations de Recharges de Véhicules Electriques sur le territoire communal, pour faciliter le déploiement de la mobilité électrique sur Avignon, aux bénéfices de tous :

- Le très fort développement des véhicules électrique particuliers nécessitent d'augmenter et de diversifier les IRVE sur notre territoire,
- La consolidation économique des opérateurs d'IRVE amène la Ville à fixer des conditions financières plus à son avantage, en accord avec le CG3P,
- L'avancée des techniques et l'arrivée d'installations de recharges rapides de très forte puissance nous obligent à adapter l'offre actuelle,
- Les objectifs nationaux de massification du nombre de stations IRVE sur le territoire national et bientôt les objectifs proposés par les Schéma Directeur locaux consacrés par la Loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 (LOM),
- Enfin, le retour d'expérience du réseau déjà déployé par Avignon, depuis 2020, nous permet de proposer une évolution du cadre général.

Le cadre général qu'il est proposé d'adopter pour le déploiement de réseaux d'IRVE sur le territoire communal est le suivant :

- La Ville passera des conventions d'Autorisation Temporaire d'Occupation du Domaine public communal, avec les opérateurs public ou privés qui manifesteront leur intérêt. Ce régime garantit que la Ville ne pratiquera pas d'exclusivité avec un opérateur,
- La Ville mettra à disposition des opérateurs une partie du domaine public ou privé communal identifié dans le cadre de la convention pour l'installation des IRVE,
- La Ville percevra en retour, de la part des opérateurs, une redevance d'occupation, conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Cette redevance sera calculée selon une valeur fixe et variable fonction en partie de l'offre proposée par

l'Occupant,
- La Ville supprime toute mention d'une durée maximale des conventions d'occupations qui seront passées. En effet, les installations de forte puissance nécessitent un investissement plus important de la part des opérateurs, entrainant un retour sur investissement plus long. La durée de la convention sera appréciée au cas par cas en fonction des projets présentés et en comparaison de cas similaires,
- La Ville pratiquera la gratuité de stationnement des véhicules en charge sur les stations objet de la convention.

Les critères de sélection des propositions seront :

- Proposition par les opérateurs d'installations et d'offres tarifaires adaptées aux besoins de tous les usagers (résidents, travailleurs, visiteurs, PMR...),
- Proposition par les opérateurs d'une couverture du territoire la plus complète possible, eut égard aux manques constatés par la Collectivité tant sur la répartition géographique des installations que dans la puissance offerte par ces bornes,
- Intégration des installations projetées dans l'environnement urbain, patrimonial et paysager, dans le respect des documents d'urbanisme réglementaire et des chartes de la ville.
- Passation de conventions sur les durées les plus courtes possibles, la durée étant appréciée au cas par cas par la Ville pour garantir aux opérateurs un amortissement de leurs frais d'installations, tout en garantissant à la Ville de ne pas figer trop longuement l'utilisation du domaine public ou les conditions de passation desdites conventions, concernant un marché des IRVE en évolution permanente.

En contrepartie, les opérateurs retenus pour le déploiement d'IRVE sur le territoire communal s'engageront à :

- Réaliser l'intégralité du réseau d'IRVE sur lequel ils se seront engagés, dans le cadre des conventions d'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public qui les lieront à la Ville,
- Maximiser l'interopérabilité de leurs IRVE, tant sur les solutions de paiement que sur les infrastructures proprement dites,
- Maintenir en bon état d'entretien et de fonctionnement les IRVE. Les opérateurs s'engageront sur le plus haut niveau de service, matérialisé par un taux de disponibilité des IRVE contractualisé lors des conventions et révisable annuellement.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu la délibération n°13 du Conseil Municipal du 25 septembre 2019 approuvant l'adoption du cadre de déploiement des installations de recharges de véhicules électriques sur le territoire de la ville d'Avignon,
Vu la délibération n°2 du Conseil Municipal du 27 avril 2016 concernant le plan de

développement des modes de déplacements doux/actifs.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville en transition

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- ADOPTE le cadre de déploiement des installations de recharges de véhicules électriques sur le territoire de la commune d'Avignon,
- AUTORISE Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :
Date de télétransmission :
Date de réception en préfecture :

DCM_2023_04_19

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

19

MOBILITE : Fonds d'aide municipal « Tous à Vélo ».

M. MARTINEZ TOCABENS

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Le fonds d'aide municipal « Tous à Vélo », créé par délibération n°23 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020, a permis depuis sa création de subventionner plus de 527 dossiers d'acquisition de vélos neufs, d'occasions ou d'équipements de sécurité, ainsi que de réparation de vélos. Il a démontré ainsi sa très grande utilité pour les avignonnais et avignonnaises engagés dans la mobilité active.

Par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2022, il a été choisi de pérenniser ce fonds et même d'en accroitre la portée, en bonifiant les subventions à l'achat de vélos-cargos.

Il est ainsi prévu de subventionner 50% des frais d'acquisition de vélos neufs, d'occasions ou d'équipements de sécurité, ainsi que de frais de réparation de vélos, pour un montant de subvention compris entre 15 € et 50 €. Spécifiquement, pour l'achat d'un vélo-cargo, d'une remorque électrique pour vélo ou d'un vélo adapté aux situations de handicap, le montant de la subvention sera compris entre 15 € et de 150 € maximum. Cette aide est cumulative aux autres dispositifs de subventions locaux ou nationaux.

Il est aujourd'hui proposé d'accorder aux 51 bénéficiaires, désignés dans le tableau annexé à la présente délibération, une aide pour l'acquisition ou la réparation de leur vélo pour un montant total de 2.568,00 €.

D'autres délibérations seront régulièrement présentées au fur et à mesure des dossiers de subventions déposés.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu la délibération n°25 du Conseil Municipal du 17 décembre 2022 pérennisant et élargissant le champ d'application à l'achat de vélos-cargos du fonds d'aide municipal " Tous à vélo ",
Vu la délibération n°28 du Conseil Municipal du décembre 2021 concernant la prolongation et l'élargissement du champ d'application du fonds d'aide municipal de 30 000 € baptisé "

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Tous à vélos ",
Vu la délibération n°23 du Conseil Municipal du 17 juillet 2020 concernant la mise en place d'un fonds d'aide municipal de 30 000 € baptisé " Tous à vélo ».

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville en transition

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le versement des subventions aux bénéficiaires concernés dans le tableau annexé à la présente délibération,
- **IMPUTE** les dépenses sur le chapitre 65, compte 6574,
- **AUTORISE** Madame le Maire et l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Subventions « Tous à vélo » - Conseil Municipal du 30 septembre 2023.

Nom des bénéficiaires	Adresse	Nature de la prestation effectuée	Montant total de la prestation effectuée	Montant de la subvention
BAHAT Ori	5 rue Lafare 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	128,00	50,00
SANSON Samanta	305 rue Raoul Follareau 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	78,00	39,00
MARSALA Guillaume	3 rue Edmond Rostand 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	100,00	50,00
CHABRAN Chantal	10 boulevard Jacques Monod 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	960,00	50,00
GARCIN Christophe	1070 avenue de la Trillade 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1700,00	50,00
CATALA Carmelle	171 rue Corelli 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	83,00	41,50
BOSSE Noël	14 traverse Albert Calmette 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1600,00	50,00
CANET Maxime	66 boulevard Sixte Isnard 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1499,00	50,00
CANET Hanna	66 boulevard Sixte Isnard 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	449,00	50,00
RAFIQ Oussama	8 allée Innocent VI 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion et d'équipement de sécurité	113,00	50,00
POTTIER Mélys	9 bis avenue Blanchissage 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	75,00	37,50

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

PROFETI Alexandre	1541 avenue de la Pinède 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion et d'équipement de sécurité	103,00	50,00
BOULARD Alexandre	8 rue André Chamson 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	3099,00	50,00
SOTO AGUIRRE Ari	29 avenue de la Trillade 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	3229,00	50,00
FRET Claudine	13 bis rue Claude Granier 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	2629,93	50,00
BRIONES Emile	14 rue Marquis de la Palun 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	3144,15	50,00
BOURBAL Basile	75 rue des Teinturiers 84000 AVIGNON	l'achat d'équipement de sécurité	109,00	50,00
CODOL Anny	17 rue Kruger 84000 AVIGNON	la réparation d'un vélo d'occasion	40,00	20,00
POUDEVIGNE Christophe	8 B Impasse des Cyprès 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1399,99	50,00
LHERMITE Laure	628 chemin de la Verdière 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	999,00	50,00
ESCOBAR Thomas	34 avenue Moulin de notre Dame 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	219,99	50,00
LETERRIER Benjamin	8 impasse Champfleury 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	100,00	50,00
BOUASLA Yasmine	15 boulevard Limbert 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	83,00	41,50
GUTIERREZ Augustin	305 rue Raoul Follereau 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	98,00	49,00

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

VILVARAJAH Mélanie	50 bis place des Corps Saints 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo cargo neuf	3399,00	150,00
GERBAUD Sylvie	95 chemin de la Coupe d'or 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	379,00	50,00
HAMED Kamel	12 impasse Meiffrein Conte 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	899,00	50,00
AHMED ABD EL KARIM Sarah	7 rue des Papalines 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	70,00	35,00
WU Yan-Zong Tristan	17 rue Agricol 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	259,90	50,00
LE BRETON Alizée	49 bd Jules Ferry 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	899,00	50,00
ORTIZ Sabine	26 avenue Montplaisir 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	3499,00	50,00
RIOU Claire	25 boulevard Jassot 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	120,00	50,00
TRICAULT Pascal	163 cours des Frères Folcoaud 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	705,99	50,00
YAAKOUBI Wael	305 rue Raoul Follereau 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	55,00	27,50
TRICAULT Julie	163 cours des Frères Folcoaud 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	800,00	50,00
AUGEIX Gérard	10 rue du Roi René 84000 AVIGNON	la réparation d'un vélo d'occasion	48,50	24,25
HOUPPERMANS Martin	17 rue Amphoux 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	65,00	32,50
CARBONI Michael	7 ter rue de la Violette 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo cargo neuf	2899,00	150,00

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c1-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ARMAND Sébastien	10 rue Jean Rostand 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	800,00	50,00
COLIN Philippe	8 bis avenue Monclar 84000 AVIGNON	la réparation d'un vélo d'occasion	67,50	33,75
LECOMTE Emmanuelle	113 boulevard de la 1ère DB 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	110,00	50,00
DANDEC Anne-Sophie	8 rue du Douanier Rousseau 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	3070,00	50,00
BOULET GERCOURT Sophie	9 impasse de la Gravière 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	120,00	50,00
HEBERT Raphaël	19 place du Change 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	93,00	46,50
FERRIER Juliette	1 rue Guynemer 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	409,00	50,00
CHARMASSON Pierre	4 rue des Batisdes 84140 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	2999,00	50,00
TARDIEU Florence	8 allée du Clos notre Dame 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1148,99	50,00
AKPE Angela	2 rue Madame de Sévigné 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo d'occasion	80,00	40,00
ROUAUD Catherine	13 B rue Claude Granier 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1674,00	50,00
THOMAS Margaux	27 impasse Meiffren Conte 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	1474,98	50,00
HALFADJI Mohammed	13 rue Jean Baptiste Fanque 84000 AVIGNON	l'achat d'un vélo neuf	403,98	50,00
		Montant total relevant de cette délibération		**2568,00**
		Nombre de bénéficiaires		**51**

DCM_2023_04_20

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c2-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

20

URBANISME : Acquisition de parcelles auprès de CITADIS sur la ZAC Joly Jean.

M. GONTARD

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2007, la Ville d'Avignon a confié à CITADIS une convention publique pour l'aménagement de la Zone Franche Urbaine d'Avignon d'une durée de 10 ans.

La convention avait pour objet de permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global de construction comprenant environ 600 logements, 35 000 m² de SHON de bureaux, commerces et activités ainsi que la réalisation ou la restructuration d'équipements publics.

Depuis 2017, six avenants ont été établis définissant les poursuites du partenariat entre la Ville et CITADIS sur le devenir de la Zone Franche Urbaine.

Au terme de l'avenant n°6 en date du 4 mai 2022 à la convention d'aménagement de la ZFU portant protocole de fin de convention entre la Ville et CITADIS, il a été notamment convenu concernant la ZAC Joly Jean que les parcelles définies « non valorisables » propriété de CITADIS feront l'objet d'une cession directe à la Ville d'Avignon.

Lesdites parcelles sont cadastrées :

- Section HN n°684, 149, 683, 592, 688 et 689,
- Section HM n°139, 140,
- Section EY n°423, 424, 426, 427, 428, 11, 254, 296, 431.

Celles-ci font partie de l'assiette de la ZAC pour une superficie cumulée de 27 260 m² correspondant à des espaces publics (bassin, parc public et voirie).

L'ensemble de ce foncier doit être cédé par CITADIS à la Ville d'Avignon à l'euro symbolique.

Il convient donc que la Ville devienne propriétaire de la totalité de ces parcelles afin d'en assurer la gestion et d'y exercer ses compétences.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c2-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Les frais d'actes seront à la charge de la Ville d'Avignon.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la délibération n°30 du Conseil Municipal en date du 30 avril 2022 portant protocole de fin de convention publique d'aménagement de la Zone Franche Urbaine d'Avignon,
Vu la délibération n°18 du Conseil Municipal en date du 15 février 2007 confiant à CITADIS la convention publique d'aménagement de la Zone Franche Urbaine d'Avignon d'une durée de 10 ans.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** l'acquisition auprès de la Société d'Economie Mixte dénommée CITADIS, représentée par Dominique SANTONI en qualité de Présidente Directrice Générale, dont le siège social est situé à Avignon, 6 passage de l'Oratoire ou toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer, des parcelles au sein de la ZAC Joly Jean identifiées « non valorisables » cadastrées section HN n°684, 149, 683, 688, 689 et 592, section HM n°139 et 140 et section EY n°423, 424, 426, 427, 428, 11, 254, 296 et 431 représentant une superficie de 27 260 m²,
- **DECIDE** que cette acquisition se fera à l'euro symbolique,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c2-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

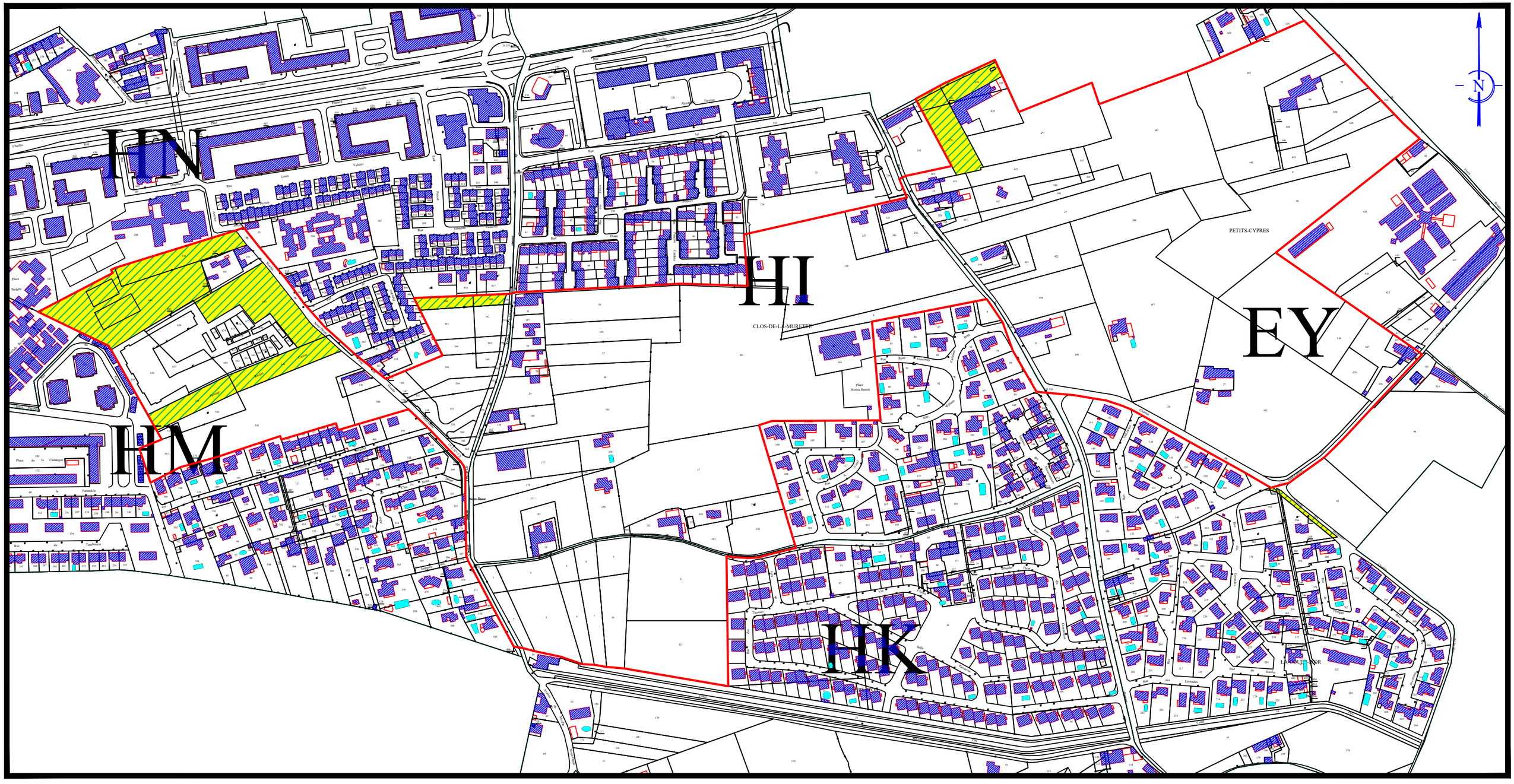
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20231030-lmd_01300130c2-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

POLE DURABLE & SOBRE
Dprt ARCHITECTURE & PATRIMOINE
DIRECTION DE L'IMMOBILIER

ZAC JOLY JEAN



Périmètre ZAC

Foncier non valorisable

Date : 22/08/2023	
Dossier n° CARTO_23005	

Echelle 1/4000
pour un format papier A3

DCM_2023_04_21

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

21

URBANISME : ZAC Joly Jean – Avenue de la Trillade : Echange de 2 parcelles sans soulte.

M. GONTARD

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Dans la cadre de l'aménagement de la ZAC Joly Jean et la construction en cours de la nouvelle école, il est prévu un élargissement de l'avenue de la Trillade notamment au niveau de l'accès nord de la ZAC afin de combiner des modes de déplacement.

Pour ce faire, il est nécessaire d'acquérir une fraction de la propriété de M. BAILLY Jean, parcelle section HN n°417 sise avenue de la Trillade, inscrite en tant qu'emplacement réservé dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur.
Cet Emplacement Réservé en voirie dit ER-20 est d'une surface d'environ 126 m² et fera l'objet d'un échange sans soulte afin que l'actuel propriétaire ne souffre d'aucune perte de surface de terrain.

Il a été convenu que la fraction de 126 m² de la parcelle section HN n°417 sera échangée contre une fraction de la parcelle section HN n°689 d'une même surface soit 126 m².
Cet échange devra faire suite à la rétrocession de la parcelle HN n°689 de CITADIS à la Ville d'Avignon des suites de l'avenant n°6 en date du 4 mai 2022 à la convention d'aménagement de la ZFU portant protocole de fin de convention.

Il a été défini en effet que les fonciers « non valorisables » dont fait partie la parcelle HN 689 feront l'objet d'une cession directe à la Ville d'Avignon et non à la SPL G2A, titulaire de la nouvelle concession Joly Jean.

Aussi, il est à noter que les documents d'arpentage et les numérotations des nouvelles parcelles issues des découpages de la parcelle HN n°417 propriété de M. BAILLY et HN 689 propriété à venir de la ville d'Avignon seront prochainement établis.

Il convient de réaliser cet échange sans soulte de foncier de même surface entre la Ville d'Avignon et M. Bailly Jean.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Les frais d'acte seront à la charge de la Ville d'Avignon.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu la délibération n°20 du Conseil Municipal du 30 septembre 2023 portant acquisition des parcelles CITADIS par la ville d'Avignon,
Vu la délibération n°2 du Conseil Municipal en date du 25 février 2023 portant approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU),
Vu la délibération n°30 du Conseil Municipal en date du 30 avril 2022 portant protocole de fin de convention publique d'aménagement de la Zone Franche Urbaine d'Avignon,
Vu la délibération n°18 du Conseil Municipal en date du 15 février 2007 confiant à CITADIS la convention publique d'aménagement de la Zone Franche Urbaine d'Avignon d'une durée de 10 ans.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** l'échange d'une fraction de 126 m² de la propriété de M. BAILLY section HN n°417 sise avenue de la Trillade contre une fraction de 126 m² de la future propriété ville d'Avignon section HN n°689 sise avenue de la Trillade,
- **DECIDE** que cet échange sera sans soulte,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de VAUCLUSE

Pôle Conseil aux décideurs publics et Affaires Domaniales
Pôle d'évaluation domaniale
Avenue du 7ème Génie
84097 AVIGNON Cedex 9

téléphone : 04 90 80 41 45
mél. : ddfip84.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID
Courriel : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.34.66.19.17

Références :
Réf. DS: 13711455
Réf.OSE : 2023-84007-64422

Le 5 septembre 2023

Le Directeur départemental des Finances publiques de Vaucluse

à

Commune d'Avignon

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien : Terrain nu en nature de friche arborée

Adresse du bien : Avenue Moulin Notre Dame à Avignon

Valeur : 52,50 €/m², assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : M. Hamida ANDOULSI, chef de service

2 - DATES

de consultation :	16/08/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	16/08/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Il s'agit de céder un terrain dans le cadre d'un échange sans soulte avec le propriétaire de la parcelle mitoyenne cadastrée section HN n° 417.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Le terrain se situe sur la commune d'Avignon.

Cette ville du Sud, située au confluent du Rhône et de la Durance fait partie des villes moyennes. Elle comptait 91.921 habitants en 2020.

L'aire urbaine d'Avignon est la seizième plus peuplée de France avec 530 267 habitants.

C'est l'une des rares villes françaises à avoir conservé ses remparts et son centre historique. Elle a été classée patrimoine mondial de l'UNESCO.

La renommée de son festival des arts du spectacle, véritable vitrine artistique et culturelle de la ville, dépasse largement les frontières françaises.

Avignon comporte un cœur étudiant important, notamment grâce à son quartier étudiant (Agroparc) ainsi que de son université.

La ville est desservie par l'autoroute A7 et par le TGV.

Avignon dispose également d'un réseau de tramway, comportant une ligne mise en service le 19 octobre 2019.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le terrain se situe au Sud de la commune d'Avignon au sein de la ZAC Joly Jean.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Avignon	HN n° 689	Avenue Moulin Notre Dame	4a 60ca	Terrain

4.4. Descriptif

Il s'agit d'un terrain de forme rectangulaire en nature de friche arborée.

Il est bordé au Sud par une haie de cyprès dont le PLU prévoit la conservation.



Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Il confronte :

- au Nord, des propriétés bâties avec leur terrain d'agrément,
- au Sud, des terrains nus.

4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : Commune d'Avignon (CITADIS dans le fichier immobilier)

5.2. Conditions d'occupation

Libre.

6 - URBANISME

Règles actuelles

PLU de la commune d'Avignon

Zone 1AUj : Cette zone est destinée à une urbanisation future organisée.

Elle comprend le secteur 1AUj destiné à la réalisation de l'éco-quartier Joly-Jean.

L'urbanisation de ce secteur devra être conduite sous la forme d'une opération d'ensemble.

Le terrain est concerné par l'OAP sectorielle Joly-Jean. Il se situe dans un secteur destiné à l'habitat.

Le principe de conservation des haies y est prévu.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La méthode d'évaluation utilisée est celle de la comparaison directe qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Les terrains dépendant de la ZAC Joly-Jean ont fait l'objet d'une évaluation dans le cadre de la fin de la concession d'aménagement (Dossier n° 2022-84007-33756).

L'avis émis le 9 mai 2022 a fixé la valeur vénale des terrains aménagés à 105 €/m² et celle des terrains non aménagés à 19 €/m².

La durée de validité de cet avis étant de dix-huit mois, les valeurs vénales précitées sont toujours valables.

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Néant.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Le terrain à évaluer est bordé au Sud par une haie de cyprès à conserver.

Il confronte au Nord le jardin d'une maison dont le propriétaire est celui au profit duquel la cession est envisagée.

Compte tenu de sa configuration, la parcelle HN n° 689 a vocation à rester un terrain d'agrément.

Elle peut néanmoins augmenter la constructibilité de l'unité foncière à laquelle elle sera rattachée.

Dans ces conditions, il est proposé de déterminer sa valeur vénale par application d'un abattement de 50 % sur la valeur d'un terrain constructible, soit 105 €/m².

D'où : 105 €/m² x 0,50 = 52,50 €/m²

Sa valeur vénale est fixée à 52,50 €/m².

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **52,50 €/m².**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 47,25 €/m².

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de dix-huit mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Alexia GRUSON-DAVID

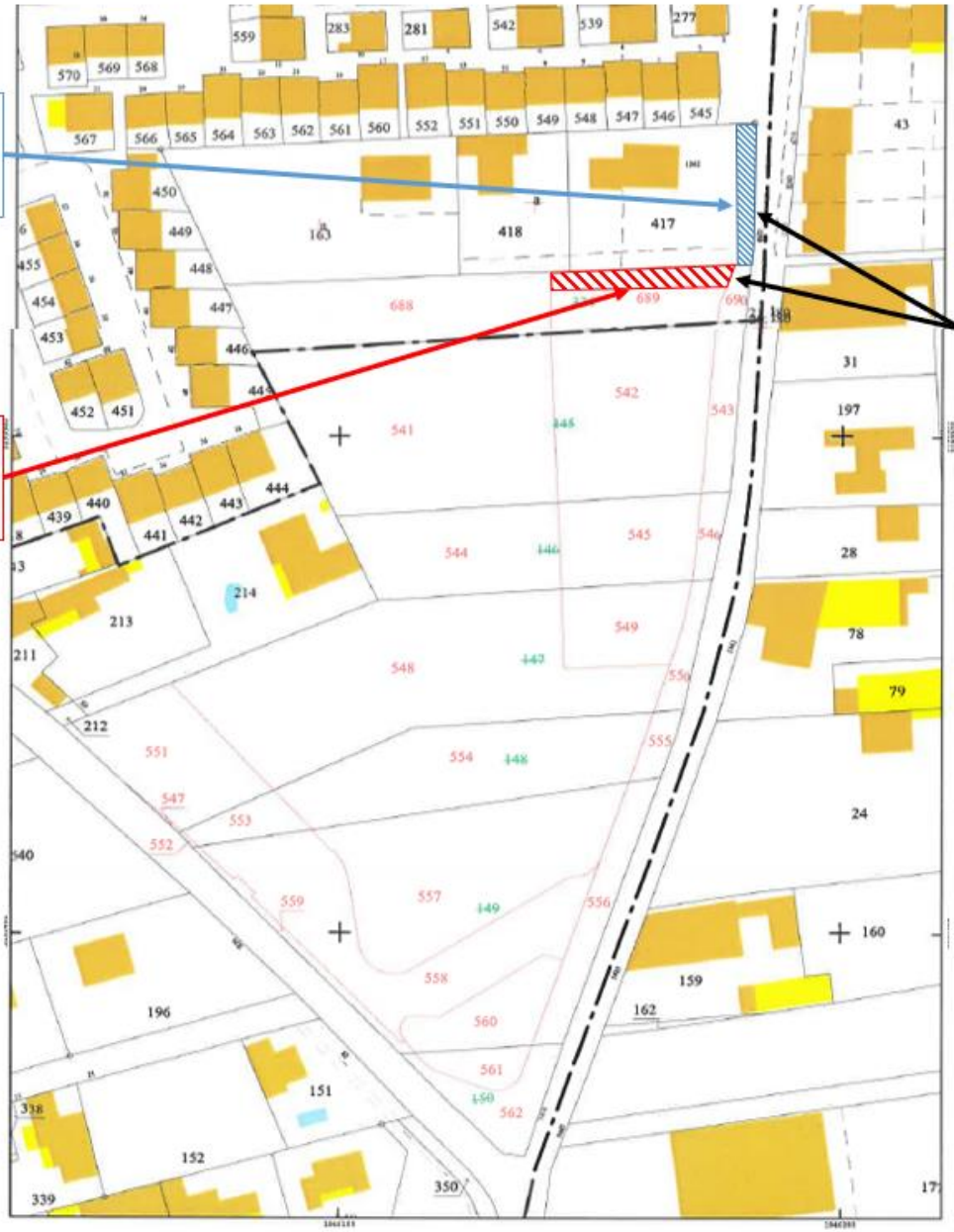
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100013e24-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Propriété M.Bailly

Propriété Ville



Les fractions de propriété objets de l'échange sans soulte

DCM_2023_04_22

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

22

URBANISME : Ecoquartier Joly Jean : Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale 2022 et approbation de l'avenant n°1 au traité de concession.

M. GONTARD

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération du 30 avril 2022, la Ville d'Avignon a confié la poursuite et la finalisation de l'aménagement de l'écoquartier Joly Jean à la SPL Grand Avignon Aménagement.

Dans ce cadre, un traité de concession portant sur une durée de 13 ans, de 2022 à 2034, a été signé entre les deux parties prenantes.

Ce contrat intègre la réalisation d'un programme des constructions portant sur 79 357m² de surface de plancher correspondant à l'achèvement de l'opération Joly Jean, répartis comme suit :

- 72 057 m² de surface de plancher pour l'habitat,
- 7 300 m² de surface de plancher pour des activités tertiaires et commerces.

Pour mémoire, le montant de la participation aux équipements publics versé par la Ville sur les 13 années de la concession est estimé à 8 123 765 € HT soit 9 748 518 € TTC.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale 2022

Conformément à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SPL Grand Avignon Aménagement présente le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31 décembre 2022.

L'objectif de ce document vise à transmettre une information claire sur l'avancement opérationnel et financier de l'opération Ecoquartier Joly-Jean entre le 30 avril 2022 et le 31 décembre 2022.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale joint à la présente délibération intègre les éléments suivants :

- Un rappel des orientations stratégiques d'aménagement de l'Ecoquartier,
- Les actions menées par la SPL en 2022 et leurs impacts financiers,
- Les orientations et actions à mener pour l'année 2023, et suivantes et leurs impacts financiers,
- Le bilan et le plan de trésorerie actualisés, les écarts estimés,
- Les annexes (acquisition foncières...).

Avancement opérationnel de l'Ecoquartier Joly Jean entre avril et décembre 2022

En synthèse, les principales actions engagées sont :

- En juillet 2022 : la désignation du groupement pluridisciplinaire piloté par le cabinet ROUGERIE + TANGRAM comme maître d'œuvre en charge de la conception et de la réalisation des travaux visant la requalification des avenues Trillade et Moulin Notre Dame,
- En novembre 2022 : acquisition auprès de CITADIS, ancien aménageur de l'écoquartier Joly-Jean, des divers terrains et biens immobiliers lui appartenant au sein du périmètre d'opération pour permettre le développement futur de l'écoquartier, pour un montant global de 5 200 185 €,
- En décembre 2022 : la réalisation d'un diagnostic technique et d'une étude de faisabilité visant à définir les interventions nécessaires à la réhabilitation partielle du bâtiment Moulin Notre Dame et les coûts associés. La réhabilitation totale du bâtiment n'étant programmée qu'en 2032,
- En décembre 2022 : la désignation du groupement pluridisciplinaire piloté par le cabinet TERRTOIRES URBAINS, comme nouveau maître d'œuvre urbain de l'opération, en charge de la coordination urbaine, architecturale, paysagère et technique de la ZAC et de la conception et la réalisation des futurs espaces publics de l'opération.

Avancement financier de l'opération Ecoquartier Joly Jean

En synthèse :

Concernant les dépenses :

- En 2022 : le volume de dépenses est proche du prévisionnel : moins 2% du montant initialement prévu pour l'année 2022. La faible différence est liée notamment à des montants d'études, de frais financiers et de rémunération de la SPL plus faibles,
- Perspectives 2023 et années suivantes : pas de modification du montant global des

dépenses inscrit au contrat initial.

Concernant les recettes :

- En 2022 : aucune recette n'a été encaissée car il n'y a eu aucune cession ni commercialisation de foncier constructible,
- Perspectives 2023 et années suivantes : les recettes escomptées en 2022 ont été reportées sur les années suivantes. Pas de modification du montant global des recettes inscrit au contrat initial.

Concernant les participations aux équipements publics versées par la Collectivité :

- En 2022 : la Ville a versé une avance sur la participation pour équipement public d'un montant de 300 000 € comme prévu au contrat initial. Toutefois, la SPL n'a encaissé ce montant que début 2023,
- Perspectives 2023 et années suivantes : pas de modification du montant des participations inscrites au contrat initial.

A noter également que :

- Le montant des deux emprunts mobilisés s'élevant à 8 M € est conforme aux prévisions du contrat de concession voté en 2022,
- La trésorerie positive de l'opération s'élevant à 2,3 M € TTC au 31 décembre 2022.

Avenant n°1 au traité de concession d'aménagement

Les adaptations du contrat initial portent sur deux sujets :

1 / Les modalités de perception de la rémunération de la SPL
Dans l'article 21 du contrat initial, la rémunération forfaitaire versée à la SPL était annualisée pour un montant de 120 000 € /an. Il est proposé de reprendre la rédaction de cet article en indiquant plutôt le montant global de la rémunération forfaitaire pour les 12 années restantes de la concession s'élevant à 1 490 000 €.

Cette évolution permet d'adapter chaque année le montant de la rémunération forfaitaire versé à la SPL en fonction des besoins et surtout de la réalité opérationnelle du projet tout en restant dans l'enveloppe globale définie dans le contrat initial voté en avril 2022.

La rédaction de l'article 21 est également modifiée afin de sécuriser certains termes juridiques et comptables. Ainsi, la phrase : « La rémunération sur dépenses se calcule sur la base des dépenses HT constatées dans l'opération, hors frais financiers et rémunération

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

du concessionnaire » est remplacée par : « La rémunération sur dépenses se calcule sur la base des dépenses HT réglées dans l'opération, hors frais financiers et rémunération du concessionnaire ».

Cette nouvelle version permet de stabiliser le calcul de la rémunération sur dépenses de l'année écoulée versée à la SPL sur la base de de factures payées dans l'année (exercice comptable) et non pas reçues postérieurement à la clôture de l'exercice.

2 / L'échéancier de versement de participations aux équipements publics par la Ville à la SPL
Il est proposé de modifier la rédaction de l'article 17.4 du contrat initial comme suit :

Le montant TTC de la participation pour équipements publics est rappelé dans l'article soit 9 748 518 € TTC, tel que défini dans le contrat initial voté en avril 2022.

Il est proposé de rappeler également l'échéancier de versement de cette participation sur les 12 années restantes de la concession.

Pour rappel, le montant des participations aux équipements publics prévus dans le contrat initial voté en avril 2022 reste inchangé.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 300-1, L 300 4 et suivant L 300-5,
Vu la délibération n°29 du 30 avril 2022 relative au traité de concession d'aménagement de l'Ecoquartier Joly Jean avec la SPL Grand Avignon Aménagement,
Vu la délibération n°51 du 17 décembre 2009 et la délibération n°21 du 14 avril 2012 relatifs aux dossiers de création et de réalisation de ZAC Joly Jean.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le bilan de l'opération "Ecoquartier Joly Jean" arrêté au 31 décembre 2022 à 36 241 015 € HT,
- **APPROUVE** le plan de trésorerie des recettes et des dépenses actualisés au 31 décembre 2022,
- **APPROUVE** le tableau des acquisitions réalisées au cours de l'exercice,
- **APPROUVE** l'Avenant n°1 au contrat de concession d'aménagement de l'Ecoquartier Joly Jean,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer tous les documents à intervenir.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
Mme Cécile HELLE, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Isabelle LABROT, M. Joël PEYRE, M. Arnaud RENOUARD ne participent pas au vote.

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ECO-QUARTIER JOLY-JEAN

AVENANT N° 1 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

Transmis au représentant de l'Etat par la Collectivité le ……

Notifié par la Collectivité à l'Aménageur le ……

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ENTRE :

La Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, sa Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du ……,

ci-après dénommée par les mots « la Collectivité» ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

ET :

La Société Grand Avignon Aménagement, Société Publique Locale au capital de 226 000 €, dont le siège social est situé au 320 chemin de Meinajariès, BP 1259 Agroparc, 84911 Avignon Cedex 9, inscrite au Registre du Commerce d'Avignon sous le numéro 902 738 301,

Représentée par Monsieur Joël GUIN, son Président Directeur Général, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 13/07/2021,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire» ou « la Société» ou « l'Aménageur »

D'autre part.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Il A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La Ville d'Avignon ayant pour objectif de mettre en œuvre le projet urbain de Joly-Jean, destiné à développer sous labellisation "éco-quartier" une opération mixte à dominante de logements, a décidé :

- ⇨ par délibération de son Conseil Municipal en date de décembre 2009, approuvant le dossier de création de ZAC Canal-Puy d'élaborer un projet d'aménagement et organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, une concertation dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil Municipal en date de décembre 2009 ;

- ⇨ par délibération de son Conseil municipal en date du 14 avril 2012 d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Joly-Jean ainsi que le programme des équipements publics et de renommer la ZAC CanalPuy en ZAC Joly-Jean ;

- ⇨ par délibération en date du 30 avril 2022 de poursuivre la mise en œuvre de ce projet d'aménagement, désigné ci-après par le terme « l'opération » dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme ;

- ⇨ par délibération en date du 30 avril 2022, de désigner la SPL Grand Avignon Aménagement en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La concession d'aménagement, ainsi que Le programme global prévisionnel des équipements et constructions ont été approuvés par délibération du Conseil d'administration de la SPL Grand Avignon Aménagement en date du 13/04/2022, et notifiés le 7 Juin 2022.

Conformément aux dispositions légales et aux stipulations contractuelles (articles 4 et 5 du cahier des charges de concession), doivent être présentées au concédant, pour l'année 2022, la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que son évolution prévisionnelle, à travers le Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL). Ainsi, le CRACL arrêté au 31/12/2022, présenté conjointement au présent avenant, actualise au vu de l'avancement physique de l'opération, certains postes de dépenses et de recettes, ainsi que leur échelonnement.

Le nouveau bilan reste globalement inchangé, avec un montant des dépenses de 43 421 419 € TTC et une participation totale du concédant de 9 748 518 € TTC, sans augmentation par rapport au bilan de concession approuvé. En revanche, l'échéancier de versement de cette participation doit être modifié pour tenir compte des besoins de trésorerie actualisés de l'opération, tels qu'ils apparaissent dans le CRACL arrêté au 31/12/2022 présenté conjointement au présent avenant.

Par ailleurs, les modalités de perception de la rémunération de l'Aménageur doivent être précisées pour des raisons comptables, sans aucune augmentation des montants précédemment approuvés.

Aussi, le présent avenant a-t-il pour objets :

- De modifier l'article 21 du cahier des charges de concession;
- De préciser l'échéancier de versement de la participation de la Ville au coût de l'opération (restée inchangée dans son montant).

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ARTICLE 1. MODALITES D'IMPUTATION DES CHARGES DE L'AMENAGEUR

L'article 21 ainsi rédigé dans le traité de concession :

« L'Aménageur n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de la concession d'aménagement mais seulement à imputer forfaitairement des charges en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement. Ces imputations forfaitaires destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur sont dites "rémunérations" au sens de l'article L.1523-2 du code général des collectivités territoriales.

Pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement, l'Aménageur imputera ses charges pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement comme suit :

Forfait annuel :	*120 000 €*
Rémunération sur recettes :	*2 % sur les recettes HT*
Rémunération sur dépenses :	*1% sur les dépenses HT*
Rémunération de liquidation :	*50 000 €*

Étant étendu que :

- *La rémunération sur dépenses se calcule sur la base des dépenses HT constatées dans l'opération, hors frais financiers et rémunération du concessionnaire ;*
- *La rémunération sur dépenses se rapportant aux acquisitions foncières est calculée sur la valeur vénale du bien acquis, hormis les biens qui seront acquis auprès du précédent concessionnaire ;*
- *La rémunération sur recettes se calcule sur la base des recettes HT constatées dans l'opération, hors participations du concédant à l'équilibre du bilan et hors subventions.*

  Pour la présente rémunération, l'imputation au compte de l'opération se fera selon l'échéancier suivant :
  - *50 % à la signature de la promesse*
  - *50 % à la signature de l'acte authentique*

  En cas de non réalisation définitive de la cession pour une cause non imputable au concessionnaire, l'acompte sur rémunération de 50 % perçu à la signature de la promesse comme il est indiqué ci-dessus, restera acquis au concessionnaire au regard des diligences effectuées.

  S'agissant des cessions opérées à la demande de la Collectivité à titre gratuit ou à un prix minoré, il faut entendre par recettes hors taxes, base d'application du taux de 2 % mentionné au présent article, la valeur indiquée dans l'acte de cession et servant de base pour le calcul des impôts, droits, salaires et émoluments, ou à défaut le prix de vente tel que ressortant du dernier compte-rendu financier approuvé, portant sur des biens de nature et destination similaires.

- *La rémunération de liquidation, après l'expiration du présent contrat, un montant forfaitaire de 50 000 € HT, ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération.*

Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de l'Aménageur pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 4 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 17 (point 3) ci-dessus.

Les imputations annuelles de l'Aménageur sont calculées en appliquant les règles définies au point 2 ci-dessus du présent paragraphe à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.Elles seront imputées mensuellement par l'Aménageur au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

calculés par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 18. »

Est modifié comme suit :

« L'Aménageur n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de la concession d'aménagement mais seulement à imputer forfaitairement des charges en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement. Ces imputations forfaitaires destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur sont dites "rémunérations" au sens de l'article L.1523-2 du code général des collectivités territoriales.

Pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement, l'Aménageur imputera ses charges comme suit :

Forfait :	1 490 000 € sur les 12 années restantes de la concession
Rémunération sur recettes :	2 % sur les recettes HT
Rémunération sur dépenses :	1% sur les dépenses HT
Rémunération de liquidation :	50 000 €

Étant étendu que :

- **La rémunération sur dépenses se calcule sur la base des dépenses HT réglées dans l'opération, hors frais financiers et rémunération du concessionnaire. Il est précisé que les frais d'acquisition sur les biens appartenant à Citadis sont également rémunérables au taux de 1%.**
- **La rémunération sur dépenses se rapportant aux acquisitions foncières est calculée sur la valeur vénale du bien acquis, hormis les biens qui seront acquis auprès du précédent concessionnaire ;**
- **La rémunération sur recettes se calcule sur la base des recettes HT constatées dans l'opération, hors participations du concédant à l'équilibre du bilan et hors subventions.**

  Pour la présente rémunération, l'imputation au compte de l'opération se fera selon l'échéancier suivant :
  - **50 % à la signature de la promesse**
  - **50 % à la signature de l'acte authentique**

- **En cas de non-réalisation définitive de la cession pour une cause non imputable au concessionnaire, l'acompte sur rémunération de 50 % perçu à la signature de la promesse comme il est indiqué ci-dessus, restera acquis au concessionnaire au regard des diligences effectuées.**

- **S'agissant des cessions opérées à la demande de la Collectivité à titre gratuit ou à un prix minoré, il faut entendre par recettes hors taxes, base d'application du taux de 2 % mentionné au présent article, la valeur indiquée dans l'acte de cession et servant de base pour le calcul des impôts, droits, salaires et émoluments, ou à défaut le prix de vente tel que ressortant du dernier compte-rendu financier approuvé, portant sur des biens de nature et destination similaires.**

- **La rémunération de liquidation, après l'expiration du présent contrat, un montant forfaitaire de 50 000 € HT, ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération.**

Les rémunérations sur dépenses telles que définies ci-dessus seront imputées mensuellement par l'Aménageur au compte de l'opération, à partir des dépenses réglées pendant le mois en cours.

La rémunération forfaitaire sera pour sa part répartie annuellement selon les prévisions budgétaires actualisées et validées par le Concédant. Elles seront imputées mensuellement par l'Aménageur au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Celles-ci seront prises par douzième.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de l'Aménageur pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 4 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 17 (point 3) ci-dessus. »

ARTICLE 2. FINANCEMENT DES OPERATIONS

L'article 17-4 ainsi rédigé dans le traité de concession :

« En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé à 8 123 765 € HT (soit 9 748 518 € TTC avec application d'une TVA au taux de 20%), conformément aux modalités de calcul de l'annexe 3.

La participation affectable aux ouvrages publics pourra être appelée auprès de la collectivité, en fonction du niveau d'avancement de la réalisation des ouvrages, successivement en la forme :

- *de participations sur les ouvrages à réaliser, enregistrées comme une créance de la collectivité sur le Concessionnaire ;*
- *et de solde définitif de cette créance dès lors que les ouvrages seront remis à la collectivité, sur la base des fiches d'ouvrage prévues à l'article 14 (point 1).*

L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

⇨ *Affectation*

Ce montant est affecté au financement des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Aménageur, en fonction du bilan prévisionnel annexé à la présente convention.

⇨ *Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante, conformément à l'article L. 300-5 II du code de l'urbanisme. »*

Est modifié comme suit pour préciser l'échéancier de versement de la participation du concédant :

« Le montant de la participation de la Ville d'Avignon au titre de l'opération, ainsi qu'il ressort du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2022 et présenté conjointement au présent avenant à l'approbation de l'assemblée délibérante est de 9 748 518 € TTC (participations aux équipements).

L'échéancier de versement de cette participation est fixé comme suit :

2022 (encaissée en 2023) :	300 000 € TTC
2023 :	500 000 € TTC
2024 :	1 500 000 € TTC
2027 :	1 500 000 € TTC
2029:	1 500 000 € TTC
Au delà :	4 448 518 € TTC

La participation affectable aux ouvrages publics pourra être appelée auprès de la collectivité, en fonction du niveau d'avancement de la réalisation des ouvrages, successivement en la forme :

- de participations sur les ouvrages à réaliser, enregistrées comme une créance de la collectivité sur le Concessionnaire ;
- et de solde définitif de cette créance dès lors que les ouvrages seront remis à la collectivité, sur la base des fiches d'ouvrage prévues à l'article 14 (point 1).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

⇨ Affectation

Ce montant est affecté au financement des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Aménageur, en fonction du bilan prévisionnel annexé à la présente convention.

⇨ Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante, conformément à l'article L. 300-5 II du code de l'urbanisme. »

ARTICLE 3.

Les autres stipulations de la concession non contraires à celles du présent avenant sont et demeurent en vigueur.

ARTICLE 4.

La Ville d'Avignon notifiera à la Société le présent avenant en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat. Le présent avenant entrera en vigueur à la date de ladite notification.

Fait à Avignon

Le

En quatre exemplaires originaux

Pour L'Aménageur

Pour la Collectivité concédante

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

PIÈCES ANNEXÉES

Annexe 1 : Bilan financier prévisionnel et plan de trésorerie prévisionnel actualisé au 31/12/2022

DEPENSES

	Budget Actualisé au 31/12/22		
	DEPENSES EN € HT	% TVA	DEPENSES EN € TTC
ETUDES	**800 740**		**960 887**
Etudes préalables, géotechniques et divers	310 320	20%	372 383
Moe urbaine Secteur OUEST	20 500	20%	24 600
Moe urbaine Secteur EST	265 210	20%	318 252
Moe urbaine Secteur CENTRE	204 710	20%	245 652
ACQUISITIONS FONCIERES	**7 584 537**		**7 584 537**
Parcelles déjà acquises (22ha)	-	0%	
Parcelle M536 (remembrement PRIMOSUD)	5 780	0%	5 780
Parcelle HI 24 (verrou foncier) 2035m² CENTRE	38 772	0%	38 772
Parcelles EY 107 et 108 (verrou foncier) 3545m² EST	100 000	0%	100 000
Parcelle EY 398 et EY 197 (en partie) (verrou foncier) 22489m² EST	213 400	0%	213 400
Parcelles SECTEUR CENTRE 2	1 108 200	0%	1 108 200
Parcelles SECTEUR EST 3	918 200	0%	918 200
Rachat des stock (sortie de concession)	5 200 185	0%	5 200 185
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	**470 548**		**479 155**
Notaires ...	470 548	0%	479 155
TRAVAUX AMENAGEMENT	**18 090 697**		**21 708 836**
Mise en état des sols (CENTRE)	100 000	20%	120 000
Réseaux divers	1 198 727	20%	1 438 472
Réseau d'eau brute	*137 227*	*20%*	*164 672*
Réseau de chaleur	*400 000*	*20%*	*480 000*
Réseaux & branchements concessionnaires	*661 500*	*20%*	*793 800*
Travaux VRD			
dont SECTEUR OUEST	2 977 773	20%	3 573 328
dont SECTEUR CENTRE 1	1 140 000	20%	1 368 000
dont SECTEUR CENTRE 2	4 060 800	20%	4 872 960
dont SECTEUR EST 1	0	20%	0
dont SECTEUR EST 2	5 722 597	20%	6 867 116
dont SECTEUR EST 3	2 890 800	20%	3 468 960
HONORAIRES TECHNIQUES	**1 088 726**		**1 306 471**
Honoraires techniques sur Mise en état des sols	30 000	20%	36 000
Honoraires techniques sur Réseaux divers	36 000	20%	43 200
Réseau d'eau brute		*20%*	*0*
Réseau de chaleur	*36 000*	*20%*	*43 200*
Réseaux & branchements concessionnaires		*20%*	*0*
Honoraires techniques sur Travaux VRD			
dont SECTEUR OUEST	154 162	20%	184 994
dont SECTEUR CENTRE 1	91 200	20%	109 440
dont SECTEUR CENTRE 2	251 770	20%	302 124
dont SECTEUR EST 1	0	20%	0
dont SECTEUR EST 2	331 911	20%	398 293
dont SECTEUR EST 3	193 684	20%	232 420
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	**708 500**		**850 200**
Travaux Moulin Notre Dame	650 000	20%	780 000
Honoraires techniques (moe, CSPS, CT...) sur Moulin Notre Dame	58 500	20%	70 200
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	**1 034 433**		**1 241 320**
	1 034 433	20%	1 241 320
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	**650 000**		**780 000**
	650 000	20%	780 000
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	**235 422**		**282 506**
	235 422	20%	282 506
REM AMENAGEUR	**2 426 979**		**2 426 979**
Rémunération forfaitaire	1 560 000	0%	1 560 000
Rémunération sur dépenses HT (1%)	254 634	0%	254 634
Rémunération sur recettes HT (2%)	562 345	0%	562 345
Rémunération forfaitaire de liquidation	50 000	0%	50 000
FRAIS FINANCIERS	**3 150 433**		**3 150 433**
	3 150 433	0%	3 150 433
TVA RESIDUELLE			**2 650 092**
			2 650 092
TOTAL DEPENSES	**36 241 014**	**4 530 311**	**43 421 417**

RECETTES

	Programmation retenue		Ecarts	Budget Actualisé au 31/12/22		
	Nb log	SDP	Nb log ind	RECETTES EN € HT	% TVA	RECETTES EN € TTC
CESSIONS TERRAINS				**27 778 250**		**33 333 900**
SECTEUR OUEST	**135**	**7 428**	**-**	**1 857 000**		**2 228 400**
2 Primosud	60	2 700	-	675 000	20%	810 000
2' concours Rebières	75	4 728	-	1 182 000	20%	1 418 400
SECTEUR CENTRE	**335**	**24 739**	**200**	**9 300 000**		**11 160 000**
15	135	8 000		2 000 000	20%	2 400 000
16 a coll	57	3 998	57	999 500	20%	1 199 400
16 b ind	12	1 440	12	1 172 250	20%	1 406 700
16 c ind	3	360	3	282 250	20%	338 700
16 d ind	15	1 800	15	1 093 750	20%	1 312 500
16 e coll	11	760	11	190 000	20%	228 000
16 f coll	30	2 067	30	516 750	20%	620 100
16 g coll	47	3 314	47	828 500	20%	994 200
16 h ind	21	2 520	21	1 868 000	20%	2 241 600
16 i ind	4	480	4	349 000	20%	418 800
SECTEUR EST	**488**	**47 190**	**86**	**16 621 250**		**19 945 500**
6	55	3 800	-	950 000	20%	1 140 000
7	65	4 550	-	1 137 500	20%	1 365 000
7'	32	2 400	-	600 000	20%	720 000
8	62	4 650	-	1 162 500	20%	1 395 000
9	82	6 020	-	1 505 000	20%	1 806 000
10	46	3 450	-	862 500	20%	1 035 000
11	60	4 700	-	1 175 000	20%	1 410 000
12 a ind	16	1 920	16	1 390 500	20%	1 668 600
12 b ind	6	720	6	552 500	20%	663 000
12 c ind	10	1 200	10	981 750	20%	1 178 100
12 d ind	10	1 200	10	897 250	20%	1 076 700
12 e ind	34	4 080	34	2 995 000	20%	3 594 000
12 f ind	10	1 200	10	951 750	20%	1 142 100
13	-	6 000	-	1 200 000	20%	1 440 000
14	-	1 300	-	260 000	20%	312 000
PARTICIPATION EQUIPEMENT				**8 123 765**		**9 748 518**
				8 123 765	20%	9 748 518
PARTICIPATION EQUILIBRE						
					0%	
SUBVENTIONS						
AUTRES PRODUITS		**3 000**		**339 000**		**339 000**
Participation constructeurs pour fonciers non maîtrisés				339 000		339 000
TOTAL RECETTES				**36 241 015**	**7 180 403**	**43 421 418**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

TRESORERIE DE L'OPERATION

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22
CESSIONS TERRAINS	33 333 900	0		928 200	1 526 200	2 486 000	268 750	116 250	28 008 500	33 333 900
PARTICIPATION EQUIPEMENT	9 748 518		300 000	800 000	1 500 000	0	0	1 500 000	5 948 518	9 748 518
PARTICIPATION EQUILIBRE	0	0		0	0	0	0	0	0	0
SUBVENTIONS	0	0		0	0	0	0	0	0	0
AUTRES PRODUITS	339 000	0		0	30 818	30 818	30 818	30 818	215 727	339 000
TOTAL RECETTES	43 421 418	0		1 728 200	3 057 018	2 516 818	299 568	1 647 068	34 172 745	43 421 418
ETUDES	492 000	18 948	18 948	114 674	65 090	73 160	64 010	68 480	556 525	960 887
ACQUISITIONS FONCIERES	7 578 762	5 200 185	5 200 185	5 780	0	0	2 378 572	0	0	7 584 537
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	259 194	359 600	359 600	626	0	0	118 929	0	0	479 155
TRAVAUX AMENAGEMENT	21 683 636	0	0	1 429 331	3 402 033	387 704	108 104	1 776 883	14 604 783	21 708 836
HONORAIRES TECHNIQUES	1 963 833	707	1 064 610	55 403	88 801	166 018	97 669	70 309	827 563	1 306 471
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	850 200	480	7 440	6 960	0	0	0	0	842 760	850 200
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	1 224 883	0	0	81 325	177 796	31 344	13 489	95 784	841 582	1 241 320
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	650 000	7 100	15 135	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	447 900	780 000
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	546 506	0	28 560	47 692	21 347	21 347	21 347	21 347	149 427	282 506
REM AMENAGEUR	2 427 800	73 823	1 573 052	240 301	186 870	126 821	198 147	119 723	1 481 294	2 426 979
FRAIS FINANCIERS	3 067 575	21 642	1 252 147	190 733	187 667	187 389	391 465	344 932	1 826 605	3 150 434
TVA RESIDUELLE	2 677 027	0	0	24 823	-182 311	290 238	-16 811	-80 259	2 614 413	2 650 092
TOTAL DEPENSES	43 421 418	5 682 486	9 519 677	2 262 649	4 012 292	1 349 021	3 439 920	2 482 199	24 192 852	43 421 418
TRESORERIE ANNUELLE	0	-5 682 486	-9 519 677	-534 449	-955 274	1 167 798	-3 140 352	-835 130	9 979 893	0
TVA COLLECTEE	7 180 403	0		288 033	504 367	414 333	44 792	269 375	5 659 503	*7 180 403*
TVA DEDUCTIBLE	4 503 376	4 539		308 671	636 678	124 095	61 603	349 634	3 045 090	*4 530 311*
SOLDE TVA	2 677 027	-4 539		-20 638	-132 311	290 238	-16 811	-80 259	2 614 413	2 650 092
CREDIT DE TVA		4 539		20 638	132 311					
CREDIT DE TVA REMBOURSER					182 311					
TVA A PAYER				24 823						
Emprunt		8 000 000	8 000 000	-	-	-	6 500 000	-	5 000 000	*19 500 000*
Remboursement capital		-		-	-	1 000 000	1 835 539	1 864 783	14 799 678	*19 500 000*
Frais financiers LT	2 994 799	1 076	1 231 581	190 733	187 667	187 389	391 465	338 798	1 754 115	*3 051 244*
									-	
Avances Collectivité		-		-	-	-	-	-	6 000 000	*6 000 000*
Remboursement avances Collectivité		-		-	-	-	-	-	6 000 000	*6 000 000*
TRESORERIE CUMULEE	0	2 317 514	-1 519 677	1 783 065	827 791	995 589	2 519 698	-180 216	0	
INTERETS COURT TERME	72 776	20 566	20 566	0	0	0	0	6 134	72 490	99 190
3,0%										

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

GRAND AVIGNON
AMÉNAGEMENT

Joly Jean
Avignon naturellement
ÉCOQUARTIER

COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE 31/12/2022

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

SOMMAIRE

I. RAPPORT DE PRESENTATION 3

I.1. CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 3

I.2. CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT 3

I.3. ÉLÉMENTS FINANCIERS DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT 3

II. RAPPEL DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES 4

II.1. LA CONCESSION DANS SON CONTEXTE 4

II.2. STRATEGIE D'AMENAGEMENT ET PROGRAMMATION 5

II.3. FONCIER MOBILISABLE ET CONSTRUCTIBILITÉ 6

II.4. LES ESPACES PUBLICS 6

III. ACTIONS DE L'ANNEE 2022 ET IMPACTS FINANCIERS 7

1) LES RECETTES 10
- a. En ce qui concerne la commercialisation 10
- b. En ce qui concerne la participation constructeur pour foncier non maitrisé 10
- c. En ce qui concerne la participation du Concédant 10

2) LES DEPENSES 10
- a. Les études 10
- b. Le budget foncier 10
- c. Les honoraires techniques 11
- d. Les dépenses annexes 12
- e. Commercialisation et communication 12
- f. La rémunération 12
- g. Les frais financiers 12
- h. TVA Résiduelle 13

IV. LES ORIENTATIONS POUR L'ANNÉE 2023, SUIVANTES ET ECARTS BUDGETAIRES 14

1) LES RECETTES 14
- a. En ce qui concerne la commercialisation 14
- b. En ce qui concerne la participation constructeur pour foncier non maitrisés 15
- c. En ce qui concerne la participation du Concédant 16

2) LES DEPENSES 17
- a. Les études 17
- b. Le budget foncier 19
- c. Le budget travaux 20
- d. Les honoraires techniques 23
- e. Les dépenses annexes 24
- f. Commercialisation et communication 24
- g. La rémunération 25
- h. Les frais financiers 25

V. ANNEXES 26

I.1. DETAIL DES ACQUISITION RÉALISÉES EN 2022 26

I.2. BILAN D'OPERATION ACTUALISÉ 27

I.3. ECHEANCIER DE TRESORERIE ACTUALISÉ 29

I.4. TABLEAU DES ECARTS 30

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I. RAPPORT DE PRESENTATION

I.1. CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

Nature juridique :	Concession d'aménagement
Titulaire de la Concession :	SPL GRAND AVIGNON AMENAGEMENT

Convention approuvée par délibération du Conseil n°29 du 30 Avril 2022, notifiée le 7 Juin 2022.

Concédant	Ville d'Avignon
Durée initiale :	13 ans (échéance contractuelle au 07/06/2035)
Mode de rémunération	Rémunération forfaitaire : 1 560 000€ Rémunération sur dépenses : 1% sur les dépenses HT (hors acquisition stock foncier CITADIS) Rémunération sur recettes : 2% sur les dépenses HT Rémunération de liquidation (forfait) : 50 000€

I.2. CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT

Vocation :	Création d'un nouveau quartier à dominante résidentielle, avec une mixité sociale et fonctionnelle Espaces publics variés et parc urbain paysager structurant d'une quinzaine d'hectares
Programme global de construction :	72 057 m2 SDP de logement 7 300 m2 SDP de services, commerces, activités et tertiaires

I.3. ÉLÉMENTS FINANCIERS DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT

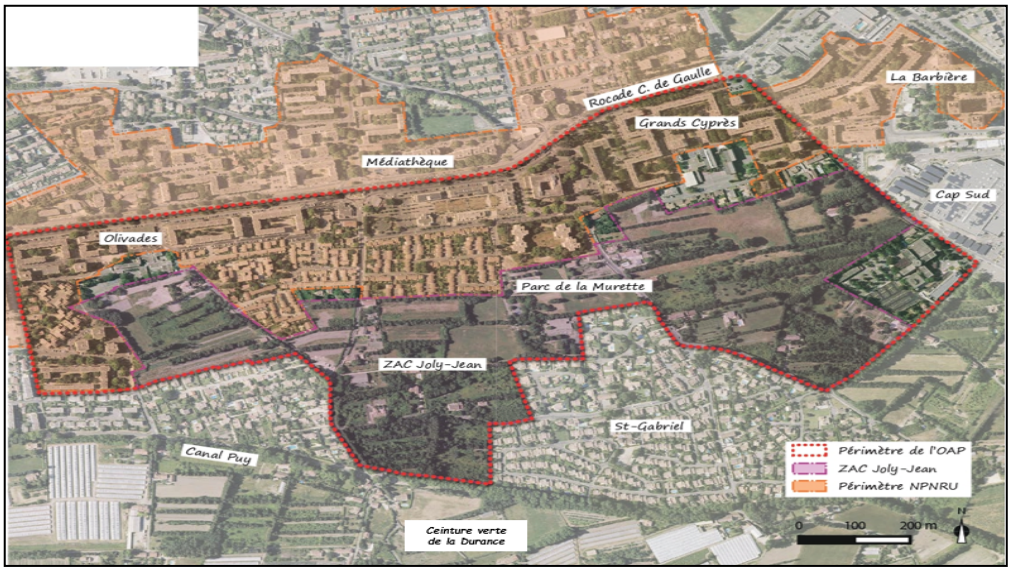
Budget prévisionnel (origine) :	43,421 Millions € TTC
Budget participation équilibre (origine) :	0 €
Participation d'investissement (origine) :	9,748 Millions € TTC

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

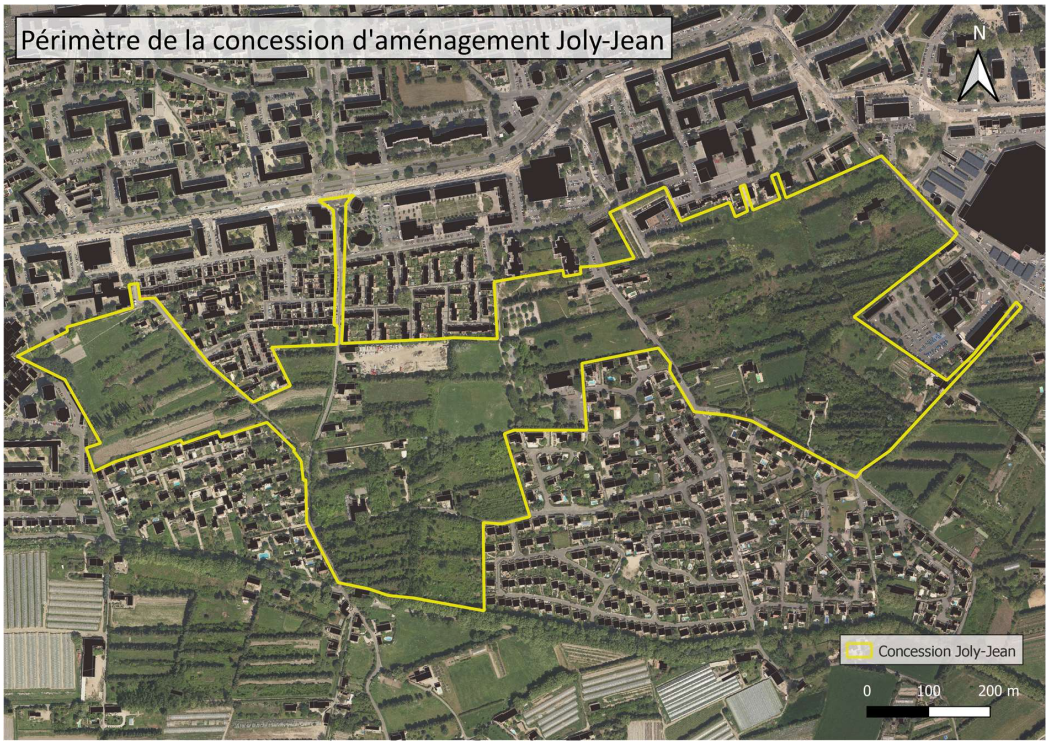
II. RAPPEL DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

II. 1 . LA CONCESSION DANS SON CONTEXTE

L'écoquartier Joly Jean se développe sur un périmètre de 42 hectares et s'étend au sud de la rocade Charles de Gaulle, entre secteur NPNRU au Nord et Ceinture Verte et tissu pavillonnaire au Sud, et de CAP SUD à l'Est au Parc Champ Vert à l'Ouest.



Très faiblement urbanisée, l'opération se développe donc dans un environnement très hétéroclite et présente de ce fait de forts enjeux urbains, entre couture urbaine, prise en compte du déjà-là et du patrimoine bâti et végétal, et objectifs de produire un quartier résilient adapté aux contraintes méditerranéennes et au changement climatique à l'œuvre.



Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II.2. STRATEGIE D'AMENAGEMENT ET PROGRAMMATION

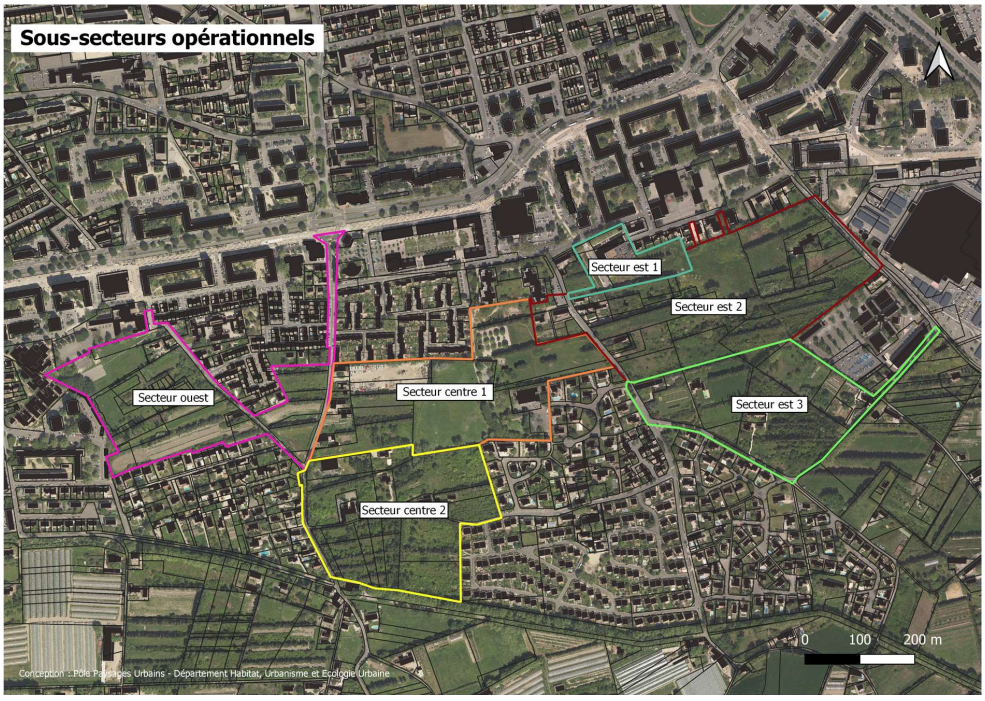
L'écoquartier s'inscrit dans la stratégie urbaine définie à travers les différents documents d'urbanisme, notamment l'orientation d'aménagement et de programmation du PLU, arrêté le 18 décembre 2021 et approuvé en février 2023, qui fixe les enjeux du secteur élargi autour de la ZAC Joly Jean, à savoir :

- D'inventer la Ville de demain avec une réelle ambition environnementale, énergétique et sociale ;
- De s'appuyer sur les richesses naturelles existantes en créant notamment une trame verte et bleue composée d'un archipel de parcs traversant le quartier d'Est et en Ouest et en reliant ce secteur à la ceinture verte ;
- De préserver et valoriser le patrimoine et le paysage par la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti existant (Moulin Notre Dame, fermes...) et des espaces naturels qui s'intégreront au paysage urbain avec la conservation d'éléments structurants ;
- De recréer des centralités de quartier et renforcer la qualité résidentielle du site ;
- D'assurer une continuité entre les différentes entités urbaines : quartiers situés de part et d'autre de la rocade Charles de Gaulle et qui font l'objet d'un programme de rénovation urbaine (NPNRU) écoquartier Joly-Jean et quartiers situés en frange de la ceinture verte ;
- De gérer efficacement les déplacements en favorisant les modes actifs : la qualité de vie dans le quartier sera favorisée grâce à la création d'une trame modes actifs permettant d'assurer les déplacements Nord-Sud, jusqu'à la ceinture verte et la Durance, et Est-Ouest, des quartiers de la Barbière et Cap Sud jusqu'aux quartiers situés à l'Ouest de l'avenue de Tarascon.

La programmation ainsi que les principes d'aménagement définis pour cette grande opération publique visent une mixité d'usages et une couture urbaine avec les quartiers voisins dans un objectif « de vivre ensemble ».

Ainsi, l'opération prévoit la création globale d'environ 96 500 m² de surface de plancher, dont 81 550 m² pour de l'habitat, soit environ 1 000 logements (collectifs R+3, maison groupées et maison individuelles) associés à 11 900 m² d'activités et de tertiaires et environ 3 000 m² d'équipement.

Dans le cadre de la poursuite du développement de l'écoquartier par la SPL Grand Avignon Aménagement à compter de 2022, 72 057 m2 SDP de logements et 7 000 m2 SDP de services, commerces, activités et tertiaire restent à développer et à commercialiser, selon un découpage opérationnel subdivisé en différents secteurs géographiques d'intervention.

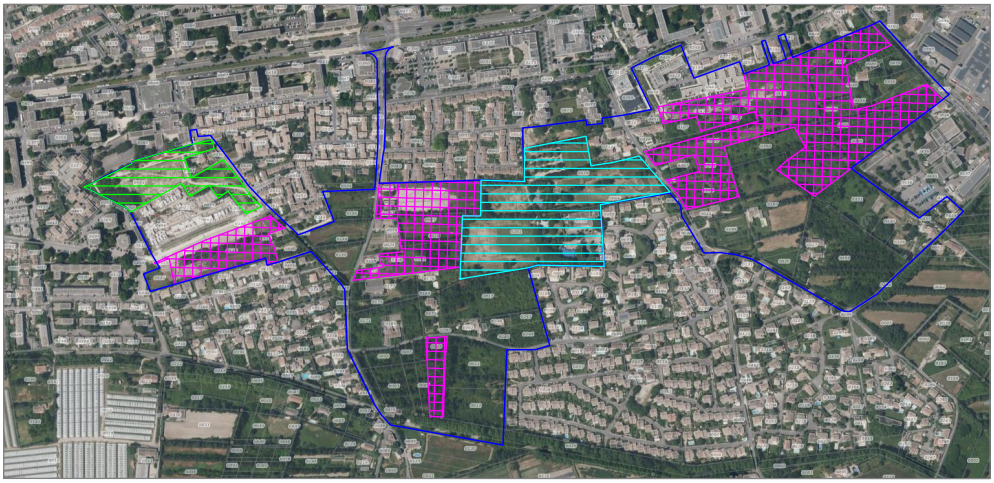


Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

II.3. FONCIER MOBILISABLE ET CONSTRUCTIBILITÉ

A ce jour, 22 hectares sur les 42 du périmètre de l'écoquartier sont maîtrisés, et 3,75 hectares ont précédemment été commercialisés sur les secteurs Ouest et Est.

La carte ci-après représente le foncier actuellement maitrisé par la SPL Grand Avignon Aménagement, et le foncier propriété de la Ville d'Avignon constitué par le parc du Clos de la Murette (5,4 hectares) ainsi que les espaces verts déjà réalisés sur Champ Vert :



Au sein des 22 hectares acquis par la SPL, 29 979m^2 sont destinés à l'aménagement d'espaces publics et donc non valorisables au bilan.
Il reste encore 109 051 m² à acquérir dans le cadre de la concession ; soit par une négociation à l'amiable (option privilégiée) soit par la mise en place d'une DUP pour lever les derniers verrous fonciers.

II.4. LES ESPACES PUBLICS

Le programme global prévisionnel des équipements annexés au traité de concession d'aménagement détaille le programme, la Maîtrise d'Ouvrage, le financement, les modalités d'incorporation dans le domaine public des équipements réalisés, ainsi que la gestion et l'entretien à terme de chacun d'entre eux.

Les interventions relatives à la création des équipements publics consisteront en :

- Secteur Ouest > Requalification des axes Moulin Notre Dame et Trillade visant également à desservir la future école exemplaire Joly-Jean ;
- Secteur Centre 1 > Aménagement de la trame verte et bleue en lien avec le parc municipal de la Murette faisant également office de bassin de rétention, desserte et viabilisation des terrains à bâtir ;
- Secteur Centre 2 > Réalisation des bassins de rétention paysagers ayant également une vocation d'espaces de loisirs, desserte et viabilisation des terrains à bâtir, requalification de la rue des Provençales, réhabilitation du Moulin Notre Dame ;
- Secteur Est 2 > Poursuite de la trame verte et bleue réalisée dans le secteur "Centre 1", desserte et viabilisation des terrains à bâtir, requalification de la rue de la Garance, liaison avec le groupe scolaire des Grands Cyprès ;
- Secteur Est 3 > Desserte et viabilisation des terrains à bâtir, poursuite de la requalification de la rue de la Garance et du chemin Saint Gabriel.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

III. ACTIONS DE L'ANNEE 2022 ET IMPACTS FINANCIERS

La concession a été notifiée à la SPL Grand Avignon Aménagement le 7 juin 2022.

A partir de cette date, la SPL a mis en œuvre les différentes actions permettant d'assurer la réalisation des travaux de requalification des avenues de la Trillade et Moulin Notre-Dame en coordination avec le chantier de l'école Joly-Jean mené par les services de la ville d'Avignon, à savoir :

- Désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de la conception des ouvrages et de la réalisation des travaux (appel d'offres européen lancé le 25/05/2022, CAO de la société réunie le 08/07/2022 pour désigner l'équipe lauréate : un groupement pluridisciplinaire emmené par son mandataire le cabinet ROUGERIE + TANGRAM) ;
- Conduite et validation des études de conception ;
- Réalisation d'études complémentaires nécessaires à la conception du projet (études géotechniques, géodétection de réseaux, désignation d'un CSPS …) ;
- Lancement de l'appel d'offres européen de travaux le 16/12/2022.

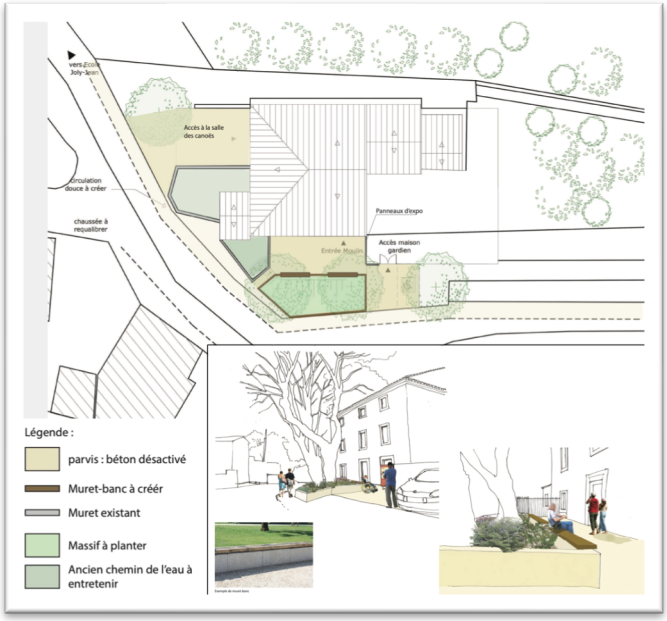
Les grandes orientations du projet de requalification des avenues de la Trillade et Moulin Notre-Dame sont les suivantes :



Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Concernant le Moulin de Notre Dame, un diagnostic technique a été réalisé et une étude de faisabilité a été lancée afin de définir les interventions nécessaires à la réhabilitation partielle de ce bâtiment et les coûts associés. La réhabilitation totale est programmée en 2032.





Par ailleurs, la SPL a également lancé en 2022 un accord-cadre pour désigner le nouveau maître d'œuvre urbain de l'opération, en charge de la coordination urbaine, architecturale, paysagère et technique de la ZAC et de la conception et la réalisation des futurs espaces publics de l'opération. C'est le groupement pluridisciplinaire emmené par son mandataire le cabinet TERRTOIRES URBAINS qui a été retenu par la CAO de la SPL à cet effet.

La concertation avec les associations et représentants de la population a été poursuivie avec la tenue d'un comité de suivi en novembre 2022.

Enfin, la SPL Grand Avignon Aménagement a acquis le 18/11/2022 auprès de CITADIS, ancien aménageur de l'écoquartier Joly-Jean, les divers terrains et biens immobiliers lui appartenant au sein du périmètre d'opération pour permettre le développement futur de l'écoquartier. Cette acquisition, d'un montant global de 5 200 185 € est détaillée en annexe.

Cette activité opérationnelle s'est traduite par des flux financiers analysés et commentés ci-après.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

TABLEAU DU RÉALISÉ ET DES ÉCARTS DE L'ANNÉE 2022

REALISÉ 2022 & TRESORERIE DE L'OPERATION

	REEL 2022	PREV 2022	ECART
CESSIONS TERRAINS	0	211 700	-211 700
PARTICIPATION EQUIPEMENT		300 000	-300 000
PARTICIPATION EQUILIBRE	0	0	0
SUBVENTIONS	0	0	0
AUTRES PRODUITS	0	26 077	-26 077
TOTAL RECETTES	0	537 777	-537 777
ETUDES	18 948	37 846	-18 898
ACQUISITIONS FONCIERES	5 200 185	5 200 190	-5
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	359 600	0	359 600
TRAVAUX AMENAGEMENT	0	0	0
HONORAIRES TECHNIQUES (MOE, CSPS, CT…)	707	141 210	-140 503
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	480	0	480
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	0	7 061	-7 061
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	7 100	50 000	-42 900
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	0	42 039	-42 039
REM AMENAGEUR	73 823	134 093	-60 270
FRAIS FINANCIERS	21 642	200 000	-178 358
TVA RESIDUELLE	0	47 257	-47 257
TOTAL DEPENSES	5 682 486	5 859 696	-177 210
TRESORERIE ANNUELLE	-5 682 486	-5 321 919	-360 567
TVA COLLECTEE	0	85 283	-85 283
TVA DEDUCTIBLE		38 026	-38 026
SOLDE TVA	0	47 257	-47 257
Emprunt	8 000 000	8 000 000	-
Remboursement capital	-		-
Frais financiers LT	1 076	200 000	- 198 924
Avances Collectivité	-		-
Remboursement avances Collectivité	-		-
TRESORERIE CUMULEE	**2 317 514**	**2 678 081**	**-360 567**
INTERETS COURT TERME	20 566	0	20 566
3,0%			

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

1) LES RECETTES

Aucune recette n'a été encaissée au cours de l'année 2022 (soit un écart de -537 777 € par rapport aux prévisions).

a. En ce qui concerne la commercialisation

Un acte authentique devait être signé avec PRIMOSUD sur le lot 2, mais toutes les conditions suspensives n'ayant pu être levées à fin 2022 (pré-commercialisation notamment), la cession n'a pu être réalisée.

Deux compromis de vente auraient également dû être signés sur les lots 2' (secteur Ouest) et 14 (secteur Est), mais les éléments et cahiers des charges constitutifs des concours à lancer n'ont pu être produits dans les délais impartis.

Soit -211 700 € que prévus.

b. En ce qui concerne la participation constructeur pour foncier non maitrisé

Aucune participation constructeur sur foncier non maîtrisé n'a été perçue, soit -26 077 € que prévus.

c. En ce qui concerne la participation du Concédant

Le versement de la participation aux Équipements de 8 123 765 € HT est répartie sur plusieurs années dont 300 000€TTC en 2022.

L'acompte correspondant a été appelé en 2022 et versé le 25/01/2023.

2) LES DEPENSES

Le montant des dépenses réalisées en 2022 s'élève à la somme de 5 682 486€, dans un volume très proche de celui qui avait été projeté dans le bilan de concession (écart de -2 %, soit – 177 210 €).

Ces dépenses ont consisté en :

a. Les études

Les études suivantes ont été réalisées en 2022 :

- Études géotechniques pour la requalification des avenues Trillade et Moulin Notre-Dame ;
- Détection géo-radar pour compléter les relevés de réseau sur les avenues Trillade et Moulin Notre-Dame ;
- Étude de faisabilité et diagnostic technique sur le Moulin Notre Dame pour envisager les conditions de sa réhabilitation future.

La provision globale estimée pour l'année 2022 n'a pas été consommée en totalité, soit une économie de - 18 898 € par rapport à ce qui avait été prévu.

b. Le budget foncier

- Les acquisitions :

Le 18/11/2022, la SPL a acquis auprès de l'ancien aménageur CITADIS 29 249m2 de foncier aménagé, 77 702m2 de foncier à aménager ainsi que 3 parcelles bâties, conformément aux dispositions de la concession d'aménagement et du protocole de clôture délibérés par le conseil municipal en avril 2022.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Le prix d'acquisition du stock foncier de CITADIS a été calculé sur la base de la superficie réelle des parcelles acquises, soit une économie de 5 € par rapport à ce qui avait été prévu.



- Les frais d'acquisitions

Aucune provision de frais d'acquisition en lien avec le rachat du stock foncier de CITADIS n'avait été budgétée dans le bilan initial et ont généré une augmentation de ce poste de + 359 600 €.

A l'occasion de cette mutation foncière, il n'a pas été possible d'opter pour une acquisition à taux réduit car ce régime impose une revente de l'intégralité des biens objets de la mutation foncière dans les 5 ans de leur acquisition, ce qui n'est pas une hypothèse réaliste au regard de l'ampleur de l'opération et de la durée de la concession.

En outre, en cas de contestation (dans le délai de 4 ans), l'administration fiscale aurait pu :
- Soit redresser au titre des droits d'enregistrement, c'est-à-dire demander les droits de mutation au taux de droit commun majoré de pénalités et intérêts de retard ;
- Soit pire encore, ne pas remettre en cause les droits d'enregistrement mais le régime d'exonération de TVA au titre d'une cession d'universalité et soumettre la vente à TVA.

En conséquence, la cession du 18/11/2022 est intervenue dans le cadre du régime d'universalité lié à la cession d'activité entre deux aménageurs ; ce régime a en outre permis de bénéficier d'une dispense de TVA au titre de l'article 257 du CGI sur l'intégralité de la mutation.

c. Les honoraires techniques

Les honoraires techniques suivants ont été réalisés en 2022 :

Les marchés de maîtrise d'œuvre et de CSPS pour la requalification des avenues Trillade et Moulin Notre Dame ont été attribués et engagés en 2022.

Les conditions économiques très favorables du marché de maîtrise d'œuvre attribué (taux de rémunération de 3,8 % des travaux), ainsi que les délais de production et de validation des phases de conception ont permis de faire une économie de – 140 503 € par rapport à ce qui avait été prévu pour l'année 2022.

Les études menées ont par ailleurs permis de lancer au dernier trimestre 2022 l'appel d'offres pour la réalisation des travaux programmés en 2023 et 2024.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Enfin, l'appel d'offres européen visant à conclure un accord-cadre de maîtrise d'œuvre urbaine pour poursuivre la réalisation de l'écoquartier a été engagé et attribué en novembre 2022.

La provision pour aléas, actualisations et révision de 5% des travaux et des honoraires n'a pas été consommée en 2022, soit -7 061 €.

d. Les dépenses annexes

Ce poste global prend en charge les impôts, les taxes, assurances et frais divers.
En 2022, la totalité de la provision notamment dévolue au règlement des frais de publication et de procédure des appels d'offres lancés n'a pas été consommée, soit une économie -42 900 €.

e. Commercialisation et communication

Ce poste n'a pas été consommé en 2022, mais un marché de communication pour présenter et valoriser l'opération a été lancé et attribué en janvier 2023, soit une économie de-42 039 € en 2022.

f. La rémunération

La rémunération de l'aménageur permet de financer les équipes mobilisées pour porter les différentes missions qui lui ont été confiées dans le cadre du traité de concession.

Elle est décomposée comme suit :

- Rémunération forfaitaire : la concession ayant été notifiée au 7/6/22, la rémunération 2022 a été proratisée en conséquence ;
- Rémunération sur dépenses : 1% des dépenses HT constatées (Hors foncier racheté à CITADIS) ;
- Rémunération sur recettes : 2% des recettes HT constatées (Cessions + autres produits).

Compte-tenu des moindres dépenses réalisées et de l'absence de recettes perçues en 2022, une économie de -60 270 € est réalisée en 2022.

g. Les frais financiers

Il a été contracté 2 emprunts en fin d'année pour 8M€, conformément aux prévisions validées dans le bilan de la concession d'aménagement :

- CEPAC pour 4M€ au taux du livret B soit 2% à la signature + 0,5% de marge soit 1 076 € de frais d'emprunts sur 2022 (déblocage 15/12/22).
- BANQUE POSTALE pour 4M€ à un taux de 2,25% soit 0€ de frais d'emprunts sur 2022 (déblocage 15/12/22).

La souscription de ces 2 emprunts a également donné lieu à des frais de dossier de 4 000€ chacun.

Par ailleurs, pour permettre le rachat du stock foncier de Citadis à la date du 18/11/2022 (engagement au 31/10/2022), un découvert bancaire de 5,2M€ a été mis en place pendant 6 mois à un taux de EURIBOR 3MOIS +0,53% avec la CEPAC moyennant 2 500€ de frais de dossier et le paiement de 10 066€ d'agios à un taux moyen de 2,088%.

En 2022, seuls les frais d'emprunt ont été appelés par la CEPAC, soit -178 378€ que prévu.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

h. TVA Résiduelle

Elle est égale à la différence entre la TVA collectée (85 283€) sur recettes et la TVA déductible (38 026€) sur dépenses. Le décalage de la perception des recettes n'entraine pas de paiement de TVA sur 2022, soit un écart de -47 257 € par rapport à ce qui avait été prévu.

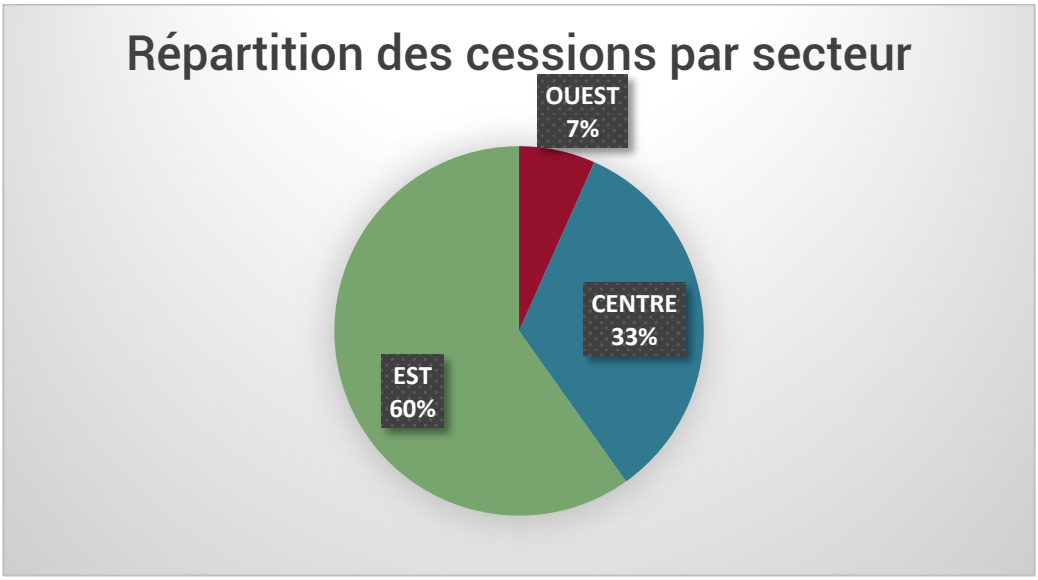
Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IV. LES ORIENTATIONS POUR L'ANNÉE 2023, SUIVANTES ET ECARTS BUDGETAIRES

Au regard des hypothèses de programmation détaillées ci-dessous et des premières actions réalisées en 2022 sur l'opération, plusieurs réaffectations ou ajustements de postes budgétaires ont été engagés pour assurer la cohérence globale du budget.
Il convient cependant de souligner que l'ensemble de ces évolutions se fait à budget global constant, et sans évolution du montant de la participation de la ville aux équipements ni à l'équilibre financier de l'opération.

LES RECETTES

a. En ce qui concerne la commercialisation



Pour rappel les prix de cession pris en compte dans le bilan d'aménagement sont les suivants :

- Le m2 de SDP est valorisé à 250 €HT pour les programmes de logement libre ;
- Le m2 de terrain est valorisé à 250 €HT pour les terrains individuels ;
- Le m2 de SDP est valorisé 200€HT pour les programmes de services, commerces, activité et tertiaire des ilots 13 et 14.

Les recettes de commercialisation de l'opération se répartissent comme suit :

- Secteur OUEST :

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
CESSIONS TERRAINS	**33 333 900**	**-**	**-**	**928 200**	**1 526 200**	**2 486 000**	**268 750**	**116 250**	**28 008 500**	**33 333 900**	**-**
SECTEUR OUEST	**2 228 400**	**-**	**-**	**928 200**	**1 300 200**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 228 400**	**-**
2 Primosud	810 000			810 000		-	-	-	-	810 000	-
2' concours Rebières	1 418 400			118 200	1 300 200	-	-	-	-	1 418 400	-

Il reste 2 programmes à commercialiser dans le secteur Ouest (lots 2 et 2'), représentant environ 7 428m2 de SDP et environ 95 logements en collectif.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Secteur CENTRE :

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
SECTEUR CENTRE	**11 160 000**	**-**	**-**	**-**	**200 000**	**2 200 000**	**-**	**-**	**8 760 000**	**11 160 000**	**-**
15	2 400 000	-			200 000	2 200 000	-	-	-	2 400 000	-
16 a coll	1 199 400	-		-	-	-	-	-	1 199 400	1 199 400	-
16 b ind	1 406 700	-		-	-	-	-	-	1 406 700	1 406 700	-
16 c ind	338 700	-		-	-	-	-	-	338 700	338 700	-
16 d ind	1 312 500	-		-	-	-	-	-	1 312 500	1 312 500	-
16 e coll	228 000	-		-	-	-	-	-	228 000	228 000	-
16 f coll	620 100	-		-	-	-	-	-	620 100	620 100	-
16 g coll	994 200	-		-	-	-	-	-	994 200	994 200	-
16 h ind	2 241 600	-		-	-	-	-	-	2 241 600	2 241 600	-
16 i ind	418 800	-		-	-	-	-	-	418 800	418 800	-

La programmation de logements à développer sur le secteur Centre de l'écoquartier permettra de proposer une offre résidentielle variée entre logements individuels et logements collectifs.

Il est ainsi prévu :
- 18 139 m2 de SDP soit environ 145 logements en collectif ;
- 19 061m2 de terrain permettant de réaliser environ 55 logements en individuel.

- Secteur EST :

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
SECTEUR EST	**19 945 500**	**-**	**-**	**-**	**26 000**	**286 000**	**268 750**	**116 250**	**19 248 500**	**19 945 500**	**-**
6	1 140 000	-		-	-	-	95 000	-	1 045 000	1 140 000	-
7	1 365 000	-		-	-	-	113 750	-	1 251 250	1 365 000	-
7'	720 000	-		-	-	-	60 000	-	660 000	720 000	-
8	1 395 000	-		-	-	-	-	116 250	1 278 750	1 395 000	-
9	1 806 000	-		-	-	-	-	-	1 806 000	1 806 000	-
10	1 035 000	-		-	-	-	-	-	1 035 000	1 035 000	-
11	1 410 000	-		-	-	-	-	-	1 410 000	1 410 000	-
12 a ind	1 668 600	-		-	-	-	-	-	1 668 600	1 668 600	-
12 b ind	663 000	-		-	-	-	-	-	663 000	663 000	-
12 c ind	1 178 100	-		-	-	-	-	-	1 178 100	1 178 100	-
12 d ind	1 076 700	-		-	-	-	-	-	1 076 700	1 076 700	-
12 e ind	3 594 000	-		-	-	-	-	-	3 594 000	3 594 000	-
12 f ind	1 142 100	-		-	-	-	-	-	1 142 100	1 142 100	-
13	1 440 000	-		-	-	-	-	-	1 440 000	1 440 000	-
14	312 000				26 000	286 000	-	-	-	312 000	-

La programmation de logements à développer sur le secteur Est de l'écoquartier permettra également de proposer une offre résidentielle variée entre logements individuels et logements collectifs, mais il proposera également une mixité de programme avec l'implantation d'activités tertiaire, de services et/ou de commerces de proximité en lisière de l'avenue de la Croix-Rouge et à proximité de la polarité commerciale de Cap Sud.

Il est ainsi prévu :
- 29 570m2 de SDP soit environ 402 logements en collectif ;
- 31 075m2 de terrain permettant de réaliser environ 86 logements en individuel ;
- 7 300 m2 de SDP dévolus à la réalisation de programmes tertiaire, activité, services et/ou commerces de proximité pour les lots 13 et 14.

Le total des cessions sur la durée de la concession est de 27 778 250 € HT.

b. En ce qui concerne la participation constructeur pour foncier non maitrisés

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
Participation constructeurs pour fonciers non maîtrisés	339 000				30 818	30 818	30 818	30 818	215 727	339 000	-

Il est prévu la réalisation de 3 000m2 de SDP de logements sur des fonciers non maîtrisés par l'aménageur à un prix moyen de 113€ le m2 ; ces recettes sont théoriquement réparties tout au long de l'opération.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

c. En ce qui concerne la participation du Concédant

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
PARTICIPATION EQUIPEMENT	9 748 518	-	300 000	800 000	1 500 000	-	-	1 500 000	5 948 518	9 748 518	-

La participation à l'équilibre est fixée à 0 €.
La participation aux Équipements est de 8 123 765 € HT et reste inchangée.

Le montant total des recettes prévues sur la durée de la concession est de 36 241 015 € HT.

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

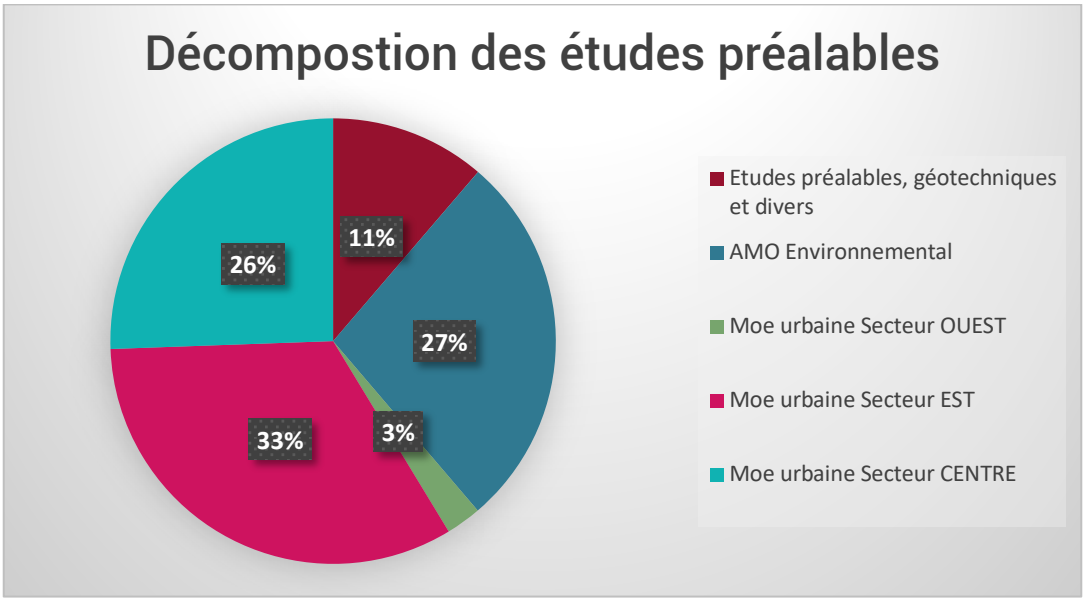
RECETTES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
CESSIONS TERRAINS	27 778 250	27 778 250	-
SECTEUR OUEST	1 857 000	1 857 000	-
SECTEUR CENTRE	9 300 000	9 300 000	-
SECTEUR EST	16 621 250	16 621 250	-
PARTICIPATION EQUIPEMENT	8 123 765	8 123 765	-
PARTICIPATION EQUILIBRE	-		-
SUBVENTIONS	-		-
AUTRES PRODUITS	339 000	339 000	-
TOTAL RECETTES	36 241 015	36 241 015	-

Il n'y a pas d'écart sur les recettes à ce jour.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

2) LES DEPENSES

a. Les études



	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
ETUDES	**492 000**	**18 948**	**18 948**	**114 674**	**65 090**	**73 160**	**64 010**	**68 480**	**556 525**	**960 887**	**468 887**
Etudes préalables, géotechniques et divers	492 000	18 948	18 948	5 000	35 000	35 000	35 000	35 000	208 435	372 383	- 119 617
Moe urbaine Secteur OUEST				*18 030*	*6 570*				-	*24 600*	*24 600*
Moe urbaine Secteur EST				*41 652*	*13 830*	*31 590*	*24 810*	*12 600*	*193 770*	*318 252*	*318 252*
Moe urbaine Secteur CENTRE				*49 992*	*9 690*	*6 570*	*4 200*	*20 880*	*154 320*	*245 652*	*245 652*

- Études Générales :

Les études générales comprennent les études géotechniques, les études de cadrage réglementaire et réintègrent l'AMO Environnementale, initialement imputée sur le poste commercialisation et communication.
Les provisions prévues chaque année et jusqu'à la fin de la concession ont par ailleurs été réévaluées afin de répondre aux besoins sur ces différents sujets.

- Études de maîtrise d'œuvre urbaine :

Les études de maîtrise d'œuvre urbaine ont été programmées de manière à accompagner le planning prévisionnel des cessions.

La réalisation des différentes fiches de lot, préparations et analyses des PC est ainsi prévue sur les 3 secteurs de la manière suivante :

<u>Secteur OUEST :</u>
- 2023 : établissement de la fiche de lot du lot 2' et préparation PC lot 2', coordination générale des acteurs ;
- 2024 : analyse PC lot 2'et coordination générale des acteurs.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Secteur EST :

- 2023 : définition des principes composition et du cahier général des prescriptions

Pour les années suivantes et jusqu'à 2033, il est prévu l'accompagnement des 15 lots de ce secteur, allant de la fiche de lot à l'analyse des PC, et comprenant la coordination des opérations au fil des commercialisations.

Secteur CENTRE :

- 2023 : définition des principes composition et du cahier général des prescriptions, établissement de la fiche du lot n°15

Pour les années suivantes et jusqu'à 2033, il est prévu l'accompagnement des 10 lots de ce secteur, allant de la fiche de lot à l'analyse des PC, et comprenant la coordination des opérations au fil des commercialisations.

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
ETUDES	410 000	800 740	390 740

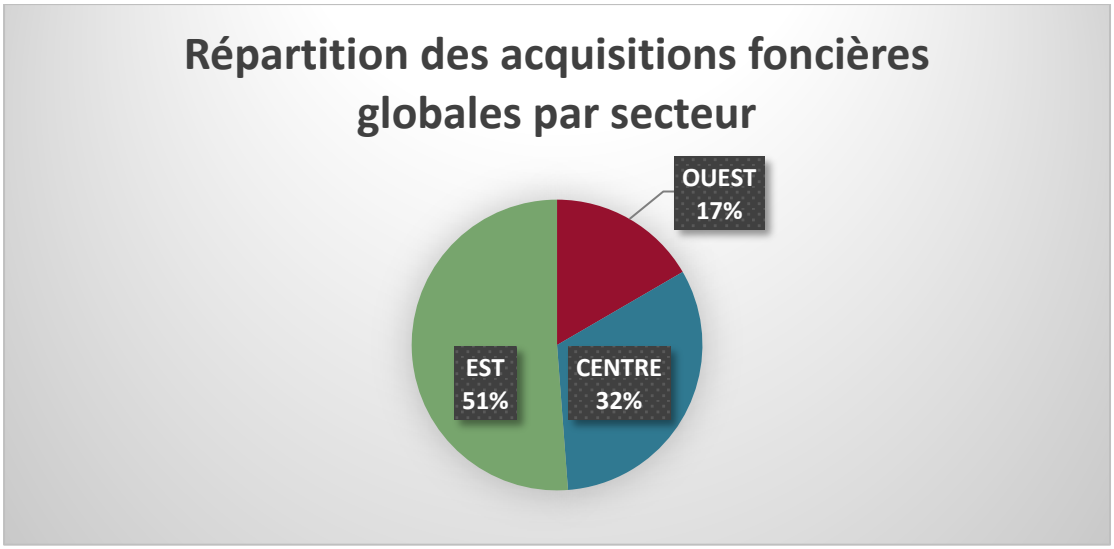
Le poste des études intègre désormais :

- Les coûts prévisionnels de rémunération du Maître d'œuvre urbain de l'opération (missions d'urbanisme, d'accompagnement et de coordination, par secteur) pour donner suite à l'attribution et à la notification de son accord-cadre. A noter ici que la ventilation des dépenses à engager dans le cadre de cet accord-cadre entre études d'urbanisme et maîtrise d'œuvre représente l'essentiel des écarts ; elle doit naturellement être mise en balance avec l'évolution du poste des « Honoraires Techniques » ;
- Les coûts de l'AMO environnementale (initialement intégrés dans le poste commercialisation et communication) ;
- Un ajustement du coût des études préalables et géotechniques.

Soit une augmentation de + 390 740 € HT.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

b. Le budget foncier



- Auprès des privés :

Les acquisitions restant à réaliser pour le développement de l'opération sont les suivantes :

	M2	Autres	Prix	Autres	TOTAL
Parcelles déjà acquises (22 ha)					
Parcelles HM 563 et 564 (Remembrement Lot 2 > PRIMOSUD)				5 780 €	5 780 €
Parcelle HI 24	1 650	385	33 000 €	5 772 €	38 772 €
Parcelles EY 107 et 108		3 545	0 €	100 000 €	100 000 €
Parcelle EY 398 et EY 197 (en partie)	10 670	11 819	213 400 €		213 400 €
Parcelles SECTEUR CENTRE 2	55 410		1 108 200 €		1 108 200 €
Parcelles SECTEUR EST 3	45 910		918 200 €		918 200 €
ACQUISITIONS FONCIERES	113 640	15 749	2 272 800 €	111 552 €	2 384 352 €

Elles seront priorisées selon les études en cours de plan de composition des différents secteurs. Elles sont prévues en 2026. Le prix d'acquisition est de 20€ /m2, à confirmer par les services fiscaux qui seront sollicités préalablement à toute mutation foncière.

- Les frais d'acquisition

Les reliquats des provisions sur frais réglées à l'occasion de l'acquisition du stock foncier de CITADIS et des parcelles de la Ville d'Avignon à remembrer à l'ilot 2 seront reversés par l'étude notariale à l'opération en 2023 après réalisation des différentes formalités d'usage.

Les frais d'acquisition sont calculés sur la base de 5% sur les acquisitions et seront mobilisés au fil des négociations et des acquisitions possibles. Pour mémoire, deux régimes fiscaux distincts peuvent s'appliquer lors des signatures d'actes d'acquisition en matière de droits d'enregistrements : soit opter pour une revente dans les 5 ans avec un taux réduit de 0,715%, soit opter pour une acquisition sans obligation de revente dans les 5 ans, mais avec un taux plein soit environ 5,8%.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

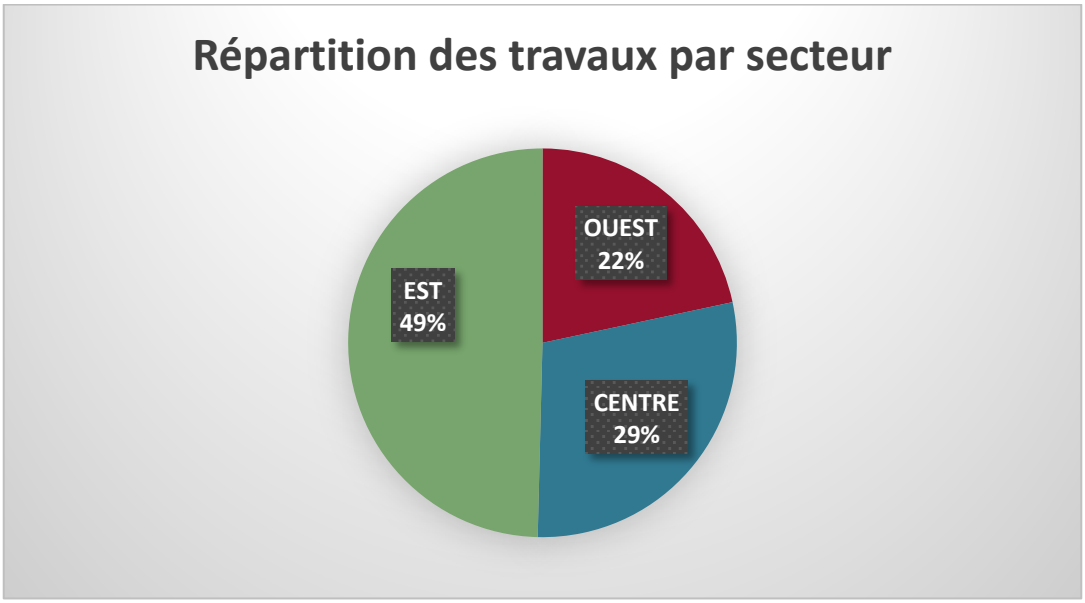
DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
ACQUISITIONS FONCIERES	7 578 762	7 584 537	5 775
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	215 995	470 548	254 553

Le budget foncier intègre désormais :

- L'acquisition par l'aménageur de deux espaces publics déclassés nécessaires à la réalisation du programme Primosud sur le lot 2 ;
- Les frais sur l'acquisition du stock foncier de CITADIS non provisionnés auparavant.

Soit une augmentation de + 260 328 € HT.

c. Le budget travaux



- Mise en état des sols

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
Mise en état des sols (CENTRE)	94 800	-		-	120 000	-			-	120 000	25 200

La déconstruction sélective de l'ancienne habitation abandonnée située au 1321 avenue de la Trillade sera réalisée en 2024, sur la base d'une provision réévaluée au vu de la présence d'amiante dans le bâtiment et de la volonté de procéder à une déconstruction sélective.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Réseaux divers

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
Réseaux divers	1 873 800									1 438 472	-435 328
Réseau d'eau brute	*600 000*	-				*16 467*	*16 467*	*16 467*	*115 271*	*164 672*	*- 435 328*
Réseau de chaleur	*480 000*	-			*43 636*	*43 636*	*43 636*	*43 636*	*305 455*	*480 000*	-
Réseaux & branchements concessionnaires	*793 800*	-		-	-	*54 000*	*48 000*	-	*691 800*	*793 800*	-

Ce poste comprend :

- Le réseau d'eau brute pour les secteurs Centre et Est (la section du réseau d'eau brute à développer dans le secteur Ouest est désormais intégrée dans le marché de travaux de réhabilitation des avenues de la Trillade et Moulin Notre-Dame sur le secteur Ouest, et donc imputée sur le poste budgétaire des travaux, ce qui explique l'écart constaté dans ce poste budgétaire) ;
- Une provision pour l'extension du Réseau de Chaleur Urbain existant en limite Ouest de l'écoquartier (les montants concernés resteront à confirmer à l'issue de l'étude de faisabilité engagée par la ville) ;
- Les réseaux et branchements des concessionnaires.

- Équipements d'infrastructure

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
dont SECTEUR OUEST	3 138 000	-		1 429 331	2 143 997	-	-	-	-	3 573 328	435 328
dont SECTEUR CENTRE 1	1 368 000	-		-	1 094 400	273 600			-	1 368 000	-
dont SECTEUR CENTRE 2	4 872 960	-		-	-	-	-	-	4 872 960	4 872 960	-
dont SECTEUR EST 1	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-
dont SECTEUR EST 2	6 867 116	-		-	-	-	-	1 716 779	5 150 337	6 867 116	-
dont SECTEUR EST 3	3 468 960	-		-	-	-	-	-	3 468 960	3 468 960	-

<u>Pour le secteur OUEST :</u> Requalification des avenues de la Trillade et Moulin Notre dame visant également à desservir l'école exemplaire Joly Jean en cours de construction (chantier porté par la ville).

Les marchés travaux correspondant à ce chantier ont été attribués le 28 mars 2023 :
- Lot 1 VRD, attribué à l'entreprise SCV
- Lot 2 espaces verts, attribué à l'entreprise PEC

Ces travaux sont prévus entre avril 2023 (période de préparation de 2 mois) et octobre 2024.

<u>Pour le secteur CENTRE 1 :</u> Aménagement de la coulée verte en lien avec le parc municipal de la Murette faisant également office de bassin de rétention, desserte et viabilisation des terrains à bâtir.

Ces travaux sont prévus en 2024 et 2025.

<u>Pour le secteur CENTRE 2 :</u> Réalisation des bassins de rétention paysagers, ayant également une vocation d'espaces de loisirs, desserte et viabilisation des terrains à bâtir, requalification de la rue des Provençales, réhabilitation du Moulin Notre Dame.

Ces travaux sont prévus entre 2031 et 2032.

<u>Pour le secteur EST 2 :</u> Poursuite de la coulée verte réalisée dans le secteur « Centre 1 », desserte et viabilisation des terrains à bâtir, requalification de la rue de la Garance, liaison avec le groupe scolaire des grands Cyprès.

Ces travaux sont prévus entre 2029 et 2030.

<u>Pour le secteur EST 3 :</u> Desserte et viabilisation des terrains à bâtir, poursuite de la requalification de la rue de la Garance et du chemin Saint Gabriel.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Ces travaux sont prévus entre 2032 et 2033.

Le montant total des travaux prévu sur la durée de la concession est de 18 090 697€ HT.

- Équipement de superstructure

Secteur CENTRE 2 : Réhabilitation Moulin Notre Dame

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
Travaux Moulin Notre Dame	780 000	-		-	-	-	-	-	780 000	780 000	-

Les travaux de réhabilitation du Moulin Notre Dame sont prévus en fin de concession.
Une première phase de travaux plus rapide pourrait être programmée après traitement de la question de la domanialité du bien et appel aux organismes tiers susceptibles de participer au financement de ces travaux. Ce budget est conservé à enveloppe constante.

- Aléas, actualisations et révisions :

Le budget global de l'opération intègre une provision pour aléas, actualisations et révisions d'un montant de 5% des travaux, des honoraires et des études.

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
TRAVAUX AMENAGEMENT	18 069 697	18 090 697	21 000
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	708 500	708 500	-
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	1 020 736	1 034 433	13 697

Le poste de « Mise en état des sols » est réévalué pour intégrer des prescriptions relatives à l'économie circulaire dans la méthodologie de travaux de déconstruction et l'appel d'offres à lancer en fin d'année 2023.

Les postes des « Travaux VRD – Secteur Ouest » et « Réseau d'eau brute » restent à budget global constant, mais une nouvelle ventilation budgétaire est faite entre ces deux postes à l'occasion de l'engagement du prolongement du réseau d'eau brute sur le secteur Ouest dans le cadre des travaux de requalification des avenues de la Trillade et Moulin Notre-Dame.

Le poste « Équipements superstructure » reste pour sa part inchangée.

Les aléas sont automatiquement recalculés sur la base de 5% des montants de travaux et d'honoraires.

Soit une augmentation de + 34 697 € HT.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

d. Les honoraires techniques

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
Honoraires techniques sur Mise en état des sols	8 532	-		18 000	18 000	-			-	36 000	27 468
Honoraires techniques sur Réseaux divers	168 642	-	-	-	3 927	3 927	3 927	3 927	27 491	43 200	- 125 442
Réseau d'eau brute	*54 000*								-	-	- *54 000*
Réseau de chaleur	*43 200*	-		-	*3 927*	*3 927*	*3 927*	*3 927*	*27 491*	*43 200*	-
Réseaux & branchements concessionnaires	*71 442*								-	-	- *71 442*
dont SECTEUR OUEST	282 420	707	158 054	37 403	39 514	107 371	-	-	-	184 994	- 97 426
dont SECTEUR CENTRE 1	123 120	-	108 825		27 360	54 720	27 360	-	-	109 440	- 13 680
dont SECTEUR CENTRE 2	438 566	-	259 449	-	-	-	-	-	302 124	302 124	- 136 443
dont SECTEUR EST 1	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-
dont SECTEUR EST 2	618 040	-	331 688	-	-	-	66 382	66 382	265 529	398 293	- 219 748
dont SECTEUR EST 3	324 512	-	206 594	-	-	-	-	-	232 420	232 420	- 92 092
HONORAIRES TECHNIQUES	**1 963 833**	**707**	**1 064 610**	**55 403**	**88 801**	**166 018**	**97 669**	**70 309**	**827 563**	**1 306 471**	**- 657 363**

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
Honoraires techniques (moe, CSPS, CT…) sur Moulin	70 200	480	7 440	6 960	-	-	-	-	62 760	70 200	-

Il est prévu pour assurer le bon développement de l'opération :

- Des honoraires Techniques de Mise en état des sols liés à la déconstruction sélective du 1321 avenue de la Trillade (secteur centre 1) en 2023 (conception) et 2024 (suivi des travaux).

- Des honoraires Techniques sur Réseaux divers comprenant les honoraires dédiées au développement du réseau de chaleur et du réseau d'eau brute sur les secteurs Centre et Est (les honoraires sur l'eau brute sont incluses dans la MOE VRD en cours pour le secteur Ouest). Les honoraires sur réseaux et branchements ont été supprimés car ces prestations sont réalisées par les concessionnaires concernés sur devis, en phase travaux.
  Ces postes sont budgétés tout au long de la concession afin de suivre l'avancement des opérations.

- Des honoraires Techniques sur travaux VRD : les montants ont été actualisés en fonction des marchés déjà notifiés en tenant compte des autres prestations à venir telles que la désignation d'un CSPS et d'un OPC pour les opérations à réaliser.

- Des honoraires Techniques sur travaux de Superstructure : 9% des travaux sur le Moulin Notre Dame

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
HONORAIRES TECHNIQUES (MOE, CSPS, CT…)	**1 636 528**	**1 088 726**	**- 547 802**

Le poste des « Honoraires techniques » diminue fortement du fait de l'intégration des coûts de maîtrise d'œuvre contractualisés dans le cadre de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre urbaine notifié fin 2022.

Soit une diminution de -547 802€ HT.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

e. Les dépenses annexes

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	650 000	7 100	15 135	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	447 900	780 000	130 000

Ce poste comprend :
- Impôt et taxes ;
- Appel d'offres et publicité ;
- Assurances sur les biens bâtis ;
- Gestion du site (abattages arbres, télésurveillance…).

Il est soumis à la TVA à 20%, ce qui explique l'écart en TTC.
Des provisions sont prévues tout au long de l'opération pour répondre aux besoins, et notamment de gestion de site.

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	650 000	650 000	-

Le poste « Divers, impôts, taxes et assurances » reste inchangé.

f. Commercialisation et communication

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	546 506	-	28 560	47 692	21 347	21 347	21 347	21 347	149 427	282 506	- 264 000

Les dépenses sont provisionnées tout au long de l'opération afin d'assurer les prestations nécessaires aux commercialisations et aux actions de communication sur l'opération.

Il est notamment prévu en 2023 l'organisation d'un évènement festif (le 17/06/2023) pour accueillir les nouveaux habitants de l'écoquartier et promouvoir l'opération auprès du grand public.

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	455 422	235 422	- 220 000

Le poste « Commercialisation et communication » est réduit du fait de la réintégration de l'AMO environnement dans le poste « Études ».

Soit une diminution de -220 000 € HT.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

g. La rémunération

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22	Ecart TTC
REM AMENAGEUR	**2 427 800**	**73 823**	**1 573 052**	**240 301**	**186 870**	**126 821**	**198 147**	**119 723**	**1 481 294**	**2 426 979**	**- 821**
Rémunération forfaitaire	1 560 000	70 000	1 560 000	200 000	120 000	120 000	120 000	90 000	840 000	1 560 000	-
Rémunération sur dépenses HT (1%)	255 455	3 823	13 052	14 981	31 834	6 205	28 055	17 482	152 254	254 634	- 821
Rémunération sur recettes HT (2%)	562 345	0		25 320	35 036	616	50 091	12 241	439 040	562 345	0
Rémunération forfaitaire de liquidation	50 000	-		-	-	-	-	-	50 000	50 000	-

La rémunération de l'aménageur permet de financer les équipes mobilisées pour porter les différentes missions qui lui ont été confiées dans le cadre du traité de concession.

Le montant engagé correspond à la signature du contrat et se décompose comme suit :

- Rémunération forfaitaire de 1 560 000€, contractuellement engagée à fin 2022, mais dont la perception est à répartir sur l'ensemble de la durée de la concession ;
- Rémunération sur dépenses : 1% des dépenses HT (Hors foncier racheté à CITADIS) ;
  A fin 2022, la SPL peut envisager 13 052 € de rémunération sur dépenses au regard des contrats qu'elle a signé avec les différents prestataires (commande) ;
- Rémunération sur recettes : 2% des recettes HT constatées (Cessions + autres produits) ;
- Rémunération de liquidation de 50 000€.

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
REM AMENAGEUR	**2 427 800**	**2 426 979**	**- 821**

La rémunération est recalculée sur la base des montants actualisés avec un écart de -821€ HT.

h. Les frais financiers

Pour répondre aux besoins de trésorerie de l'opération et financer les différents équipements prévus, il est prévu de mobiliser 2 nouveaux emprunts :

- 2026 : 6,5M€ à un taux de 3,5% soit 941 274 € de frais d'emprunts
- 2028 : 5M€ à un taux de 3,5% soit 887 034 € de frais d'emprunts

Total frais financiers LT estimés : 3 051 244€
Total frais financiers CT estimés : 99 190 € à 3,5% sur les périodes en déficit de trésorerie (découvert)

Le détail des écarts budgétaires entre le budget actualisé présenté dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale arrêté au 31/12/2022 et le bilan initial annexé à la concession d'aménagement s'établit comme suit en HT :

DÉPENSES	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
FRAIS FINANCIERS	**3 067 575**	**3 150 434**	**82 859**

Le poste frais financier est réactualisé selon l'évolution actuelle du contexte économique.

Soit une augmentation de + 82 859 € HT.

Le montant total des dépenses prévu sur la durée de la concession est de 36 241 015 € HT.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

V. ANNEXES

I.1. DETAIL DES ACQUISITION RÉALISÉES EN 2022

Date de l'acte	Identité du VENDEUR	Références Cadastrales	Surface en m²	Montant TTC en Euros
18/11/2022	**CITADIS**	**SECTEUR OUEST**	**11 884**	**1 247 820**
		HM536	1 078	
		HM538	10 806	
18/11/2022	**CITADIS**	**SECTEUR EST**	**69 006**	**2 652 400**
		EY20	6 265	
		EY90	17 240	
		EY390	675	
		EY422	2 940	
		EY442	12 464	
		EY452	2 856	
		EY447	10 756	
		EY387	451	
		EY449	1 399	
		EY389	138	
		EY399	4 333	
		EY8	3 880	
		EY443	575	
		EY445	2 497	
		EY316	2 537	
18/11/2022	**CITADIS**	**SECTEUR CENTRE**	**26 061**	**1 299 965**
		HI30	5 150	
		HI26	2 955	
		HI27	2 675	
		HI160	831	
		HI161	6 804	
		HI198	3 569	
		HK10	2 645	
		HI162	22	
		HK9	1 410	
TOTAUX			**106 951**	**5 200 185**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I.2. BILAN D'OPERATION ACTUALISÉ

DEPENSES	Budget Actualisé au 31/12/22		
	DEPENSES EN € HT	% TVA	DEPENSES EN € TTC
ETUDES	**800 740**		**960 887**
Etudes préalables, géotechniques et divers	310 320	20%	372 383
Moe urbaine Secteur OUEST	20 500	20%	24 600
Moe urbaine Secteur EST	265 210	20%	318 252
Moe urbaine Secteur CENTRE	204 710	20%	245 652
ACQUISITIONS FONCIERES	**7 584 537**		**7 584 537**
Parcelles déjà acquises (22ha)	-	0%	
Parcelle M536 (remembrement PRIMOSUD)	5 780	0%	5 780
Parcelle HI 24 (verrou foncier) 2035m² CENTRE	38 772	0%	38 772
Parcelles EY 107 et 108 (verrou foncier) 3545m² EST	100 000	0%	100 000
Parcelle EY 398 et EY 197 (en partie) (verrou foncier) 22489m² EST	213 400	0%	213 400
Parcelles SECTEUR CENTRE 2	1 108 200	0%	1 108 200
Parcelles SECTEUR EST 3	918 200	0%	918 200
Rachat des stock (sortie de concession)	**5 200 185**	**0%**	**5 200 185**
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	**470 548**		**479 155**
Notaires …	470 548	0%	479 155
TRAVAUX AMENAGEMENT	**18 090 697**		**21 708 836**
Mise en état des sols (CENTRE)	100 000	20%	120 000
Réseaux divers	1 198 727	20%	1 438 472
Réseau d'eau brute	*137 227*	*20%*	*164 672*
Réseau de chaleur	*400 000*	*20%*	*480 000*
Réseaux & branchements concessionnaires	*661 500*	*20%*	*793 800*
Travaux VRD			
dont SECTEUR OUEST	2 977 773	20%	3 573 328
dont SECTEUR CENTRE 1	1 140 000	20%	1 368 000
dont SECTEUR CENTRE 2	4 060 800	20%	4 872 960
dont SECTEUR EST 1	0	20%	0
dont SECTEUR EST 2	5 722 597	20%	6 867 116
dont SECTEUR EST 3	2 890 800	20%	3 468 960
HONORAIRES TECHNIQUES	**1 088 726**		**1 306 471**
Honoraires techniques sur Mise en état des sols	30 000	20%	36 000
Honoraires techniques sur Réseaux divers	36 000	20%	43 200
Réseau d'eau brute		*20%*	*0*
Réseau de chaleur	*36 000*	*20%*	*43 200*
Réseaux & branchements concessionnaires		*20%*	*0*
Honoraires techniques sur Travaux VRD			
dont SECTEUR OUEST	154 162	20%	184 994
dont SECTEUR CENTRE 1	91 200	20%	109 440
dont SECTEUR CENTRE 2	251 770	20%	302 124
dont SECTEUR EST 1	0	20%	0
dont SECTEUR EST 2	331 911	20%	398 293
dont SECTEUR EST 3	193 684	20%	232 420
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	**708 500**		**850 200**
Travaux Moulin Notre Dame	650 000	20%	780 000
Honoraires techniques (moe, CSPS, CT…) sur Moulin Notre Dame	58 500	20%	70 200
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	**1 034 433**		**1 241 320**
	1 034 433	20%	1 241 320
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	**650 000**		**780 000**
	650 000	20%	780 000
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	**235 422**		**282 506**
	235 422	20%	282 506
REM AMENAGEUR	**2 426 979**		**2 426 979**
Rémunération forfaitaire	1 560 000	0%	1 560 000
Rémunération sur dépenses HT (1%)	254 634	0%	254 634
Rémunération sur recettes HT (2%)	562 345	0%	562 345
Rémunération forfaitaire de liquidation	50 000	0%	50 000
FRAIS FINANCIERS	**3 150 433**		**3 150 433**
	3 150 433	0%	3 150 433
TVA RESIDUELLE			**2 650 092**
			2 650 092
TOTAL DEPENSES	**36 241 014**	**4 530 311**	**43 421 417**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

RECETTES

	Programmation retenue		Ecarts	Budget Actualisé au 31/12/22		
	Nb log	SDP	Nb log ind	RECETTES EN € HT	% TVA	RECETTES EN € TTC
CESSIONS TERRAINS				**27 778 250**		**33 333 900**
SECTEUR OUEST	**135**	**7 428**	**-**	**1 857 000**		**2 228 400**
2 Primosud	60	2 700	-	675 000	20%	810 000
2' concours Rebières	75	4 728	-	1 182 000	20%	1 418 400
SECTEUR CENTRE	**335**	**24 739**	**200**	**9 300 000**		**11 160 000**
15	135	8 000		2 000 000	20%	2 400 000
16 a coll	57	3 998	57	999 500	20%	1 199 400
16 b ind	12	1 440	12	1 172 250	20%	1 406 700
16 c ind	3	360	3	282 250	20%	338 700
16 d ind	15	1 800	15	1 093 750	20%	1 312 500
16 e coll	11	760	11	190 000	20%	228 000
16 f coll	30	2 067	30	516 750	20%	620 100
16 g coll	47	3 314	47	828 500	20%	994 200
16 h ind	21	2 520	21	1 868 000	20%	2 241 600
16 i ind	4	480	4	349 000	20%	418 800
SECTEUR EST	**488**	**47 190**	**86**	**16 621 250**		**19 945 500**
6	55	3 800	-	950 000	20%	1 140 000
7	65	4 550	-	1 137 500	20%	1 365 000
7'	32	2 400	-	600 000	20%	720 000
8	62	4 650	-	1 162 500	20%	1 395 000
9	82	6 020	-	1 505 000	20%	1 806 000
10	46	3 450	-	862 500	20%	1 035 000
11	60	4 700	-	1 175 000	20%	1 410 000
12 a ind	16	1 920	16	1 390 500	20%	1 668 600
12 b ind	6	720	6	552 500	20%	663 000
12 c ind	10	1 200	10	981 750	20%	1 178 100
12 d ind	10	1 200	10	897 250	20%	1 076 700
12 e ind	34	4 080	34	2 995 000	20%	3 594 000
12 f ind	10	1 200	10	951 750	20%	1 142 100
13	-	6 000	-	1 200 000	20%	1 440 000
14	-	1 300	-	260 000	20%	312 000
PARTICIPATION EQUIPEMENT				**8 123 765**		**9 748 518**
				8 123 765	20%	9 748 518
PARTICIPATION EQUILIBRE						
					0%	
SUBVENTIONS						
AUTRES PRODUITS		**3 000**		**339 000**		**339 000**
Participation constructeurs pour fonciers non maîtrisés				339 000		339 000
TOTAL RECETTES				**36 241 015**	**7 180 403**	**43 421 418**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I.3. ECHEANCIER DE TRESORERIE ACTUALISÉ

TRESORERIE DE L'OPERATION

	Bilan initial approuvé (valeur 2022) TTC	REEL 2022	Engagé à fin 2022	PREV 2023	PREV 2024	PREV 2025	PREV 2026	PREV 2027	AU DELA	Bilan TTC actualisé 31/12/22
CESSIONS TERRAINS	33 333 900	0		928 200	1 526 200	2 486 000	268 750	116 250	28 008 500	33 333 900
PARTICIPATION EQUIPEMENT	9 748 518		300 000	800 000	1 500 000	0	0	1 500 000	5 948 518	9 748 518
PARTICIPATION EQUILIBRE	0	0		0	0	0	0	0	0	0
SUBVENTIONS	0	0		0	0	0	0	0	0	0
AUTRES PRODUITS	339 000	0		0	30 818	30 818	30 818	30 818	215 727	339 000
TOTAL RECETTES	43 421 418	0		1 728 200	3 057 018	2 516 818	299 568	1 647 068	34 172 745	43 421 418
ETUDES	492 000	18 948	18 948	114 674	65 090	73 160	64 010	68 480	556 525	960 887
ACQUISITIONS FONCIERES	7 578 762	5 200 185	5 200 185	5 780	0	0	2 378 572	0	0	7 584 537
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	259 194	359 600	359 600	626	0	0	118 929	0	0	479 155
TRAVAUX AMENAGEMENT	21 683 636	0	0	1 429 331	3 402 033	387 704	108 104	1 776 883	14 604 783	21 708 836
HONORAIRES TECHNIQUES	1 963 833	707	1 064 610	55 403	88 801	166 018	97 669	70 309	827 563	1 306 471
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	850 200	480	7 440	6 960	0	0	0	0	842 760	850 200
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	1 224 883	0	0	81 325	177 796	31 344	13 489	95 784	841 582	1 241 320
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	650 000	7 100	15 135	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	447 900	780 000
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	546 506	0	28 560	47 692	21 347	21 347	21 347	21 347	149 427	282 506
REM AMENAGEUR	2 427 800	73 823	1 573 052	240 301	186 870	126 821	198 147	119 723	1 481 294	2 426 979
FRAIS FINANCIERS	3 067 575	21 642	1 252 147	190 733	187 667	187 389	391 465	344 932	1 826 605	3 150 434
TVA RESIDUELLE	2 677 027	0	0	24 823	-182 311	290 238	-16 811	-80 259	2 614 413	2 650 092
TOTAL DEPENSES	43 421 418	5 682 486	9 519 677	2 262 649	4 012 292	1 349 021	3 439 920	2 482 199	24 192 852	43 421 418
TRESORERIE ANNUELLE	0	-5 682 486	-9 519 677	-534 449	-955 274	1 167 798	-3 140 352	-835 130	9 979 893	0
TVA COLLECTEE	7 180 403	0		288 033	504 367	414 333	44 792	269 375	5 659 503	*7 180 403*
TVA DEDUCTIBLE	4 503 376	4 539		308 671	636 678	124 095	61 603	349 634	3 045 090	*4 530 311*
SOLDE TVA	2 677 027	-4 539		-20 638	-132 311	290 238	-16 811	-80 259	2 614 413	2 650 092
CREDIT DE TVA		4 539		20 638	132 311					
CREDIT DE TVA REMBOURSER					182 311					
TVA A PAYER				24 823						
Emprunt		8 000 000	8 000 000	-	-	-	6 500 000	-	5 000 000	*19 500 000*
Remboursement capital		-		-	-	1 000 000	1 835 539	1 864 783	14 799 678	*19 500 000*
Frais financiers LT	2 994 799	1 076	1 231 581	190 733	187 667	187 389	391 465	338 798	1 754 115	*3 051 244*
									-	
Avances Collectivité		-		-	-	-	-	-	6 000 000	*6 000 000*
Remboursement avances Collectivité		-		-	-	-	-	-	6 000 000	*6 000 000*
TRESORERIE CUMULEE	0	2 317 514	-1 519 677	1 783 065	827 791	995 589	2 519 698	-180 216	0	
INTERETS COURT TERME	72 776	20 566	20 566	0	0	0	0	6 134	72 490	99 190
3,0%										

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

I.4. TABLEAU DES ECARTS

	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
CESSIONS TERRAINS	**27 778 250**	**27 778 250**	**-**
SECTEUR OUEST	**1 857 000**	**1 857 000**	**-**
2 Primosud	675 000	675 000	-
2' concours Rebières	1 182 000	1 182 000	-
SECTEUR CENTRE	**9 300 000**	**9 300 000**	**-**
15	2 000 000	2 000 000	-
16 a coll	999 500	999 500	-
16 b ind	1 172 250	1 172 250	-
16 c ind	282 250	282 250	-
16 d ind	1 093 750	1 093 750	-
16 e coll	190 000	190 000	-
16 f coll	516 750	516 750	-
16 g coll	828 500	828 500	-
16 h ind	1 868 000	1 868 000	-
16 i ind	349 000	349 000	-
SECTEUR EST	**16 621 250**	**16 621 250**	**-**
6	950 000	950 000	-
7	1 137 500	1 137 500	-
7'	600 000	600 000	-
8	1 162 500	1 162 500	-
9	1 505 000	1 505 000	-
10	862 500	862 500	-
11	1 175 000	1 175 000	-
12 a ind	1 390 500	1 390 500	-
12 b ind	552 500	552 500	-
12 c ind	981 750	981 750	-
12 d ind	897 250	897 250	-
12 e ind	2 995 000	2 995 000	-
12 f ind	951 750	951 750	-
13	1 200 000	1 200 000	-
14	260 000	260 000	-
PARTICIPATION EQUIPEMENT	**8 123 765**	**8 123 765**	**-**
	8 123 765	8 123 765	-
PARTICIPATION EQUILIBRE	**-**		**-**
SUBVENTIONS	**-**		**-**
AUTRES PRODUITS	**339 000**	**339 000**	**-**
	339 000	339 000	-
TOTAL RECETTES	**36 241 015**	**36 241 015**	**-**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130c4-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

	BILAN INITIAL HT	BILAN HT ACTUALISE AU 31/12/22	ECART
ETUDES	**410 000**	**800 740**	**390 740**
Etudes préalables, géotechniques et divers	410 000	310 320	- 99 680
Moe urbaine Secteur OUEST		20 500	20 500
Moe urbaine Secteur EST		265 210	265 210
Moe urbaine Secteur CENTRE		204 710	204 710
ACQUISITIONS FONCIERES	**7 578 762**	**7 584 537**	**5 775**
Parcelles déjà acquises (22ha)	-	-	-
Parcelle M536 (remembrement PRIMOSUD)	-	5 780	5 780
Parcelle HI 24 (verrou foncier) 2035m²	38 772	38 772	-
Parcelles EY 107 et 108 (verrou foncier) 3545m²	100 000	100 000	-
Parcelle EY 398 et EY 197 (en partie) (verrou foncier) 22489m²	213 400	213 400	-
Parcelles SECTEUR CENTRE 2	1 108 200	1 108 200	-
Parcelles SECTEUR EST 3	918 200	918 200	-
Rachat des stock (sortie de concession)	5 200 190	5 200 185	- 5
FRAIS ACQUISITIONS FONCIERES	**215 995**	**470 548**	**254 553**
Notaires, …	215 995	470 548	254 553
TRAVAUX AMENAGEMENT	**18 069 697**	**18 090 697**	**21 000**
Mise en état des sols	79 000	100 000	21 000
Réseaux divers	1 561 500	1 198 727	- 362 773
dont SECTEUR OUEST	2 615 000	2 977 773	362 773
dont SECTEUR CENTRE 1	1 140 000	1 140 000	-
dont SECTEUR CENTRE 2	4 060 800	4 060 800	-
dont SECTEUR EST 1	-	-	-
dont SECTEUR EST 2	5 722 597	5 722 597	-
dont SECTEUR EST 3	2 890 800	2 890 800	-
HONORAIRES TECHNIQUES (MOE, CSPS, CT…)	**1 636 528**	**1 088 726**	**- 547 802**
Honoraires techniques sur Mise en état des sols	7 110	30 000	22 890
Honoraires techniques sur Réseaux divers	140 535	36 000	- 104 535
dont SECTEUR OUEST	235 350	154 162	- 81 188
dont SECTEUR CENTRE 1	102 600	91 200	- 11 400
dont SECTEUR CENTRE 2	365 472	251 770	- 113 702
dont SECTEUR EST 1	-	-	-
dont SECTEUR EST 2	515 034	331 911	- 183 123
dont SECTEUR EST 3	270 427	193 684	- 76 743
EQUIPEMENTS SUPERSTRUCTURE	**708 500**	**708 500**	**-**
Travaux Moulin Notre Dame	650 000	650 000	-
Honoraires techniques (moe, CSPS, CT…) sur Moulin Notre Dame	58 500	58 500	-
ALEAS, ACTUALISATIONS & REVISIONS SUR HONO + TRAVAUX (5%)	**1 020 736**	**1 034 433**	**13 697**
	1 020 736	1 034 433	13 697
DIVERS IMPOTS TAXES ET ASSURANCES	**650 000**	**650 000**	**-**
	650 000	650 000	-
COMMERCIALISATION ET COMMUNICATION	**455 422**	**235 422**	**- 220 000**
	455 422	235 422	- 220 000
REM AMENAGEUR	**2 427 800**	**2 426 979**	**- 821**
Rémunération forfaitaire	1 560 000	1 560 000	-
Rémunération sur dépenses HT (1%)	255 455	254 634	- 821
Rémunération sur recettes HT (2%)	562 345	562 345	-
Rémunération forfaitaire de liquidation	50 000	50 000	-
FRAIS FINANCIERS	**3 067 575**	**3 150 434**	**82 859**
	3 067 575	3 150 434	82 859
TOTAL DEPENSES	**36 241 015**	**36 241 015**	**- 0**

DCM_2023_04_23

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

23

PATRIMOINE : Résiliation du bail emphytéotique du château de la Barbière.

Mme LABROT

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par acte administratif du 10 décembre 2007, la ville d'Avignon a donné à bail emphytéotique à CITADIS, la parcelle cadastrée Section ER n°329 sise avenue Richelieu à Avignon sur laquelle se trouve l'immeuble dénommé « Château de la Barbière ».

Le bâtiment situé sur la parcelle ER 329 n'était plus aux normes pour recevoir du public, le centre d'hébergement avait été fermé et des travaux de mise aux normes des cuisines étaient nécessaires.

Le bail emphytéotique, conclu pour une durée de 18 années, avait donc pour objet la réalisation d'un ensemble de bureaux destinés à accueillir temporairement les créateurs des jeunes entreprises et la mise aux normes du restaurant et des salles associatives.

Compte tenu de l'importance de ces travaux et du motif d'intérêt général y étant associé, le bail emphytéotique avait été consenti moyennant l'euro symbolique.

Les travaux de réhabilitation étant achevés, la Ville et CITADIS ont convenu d'un commun accord de résilier amiablement, de manière anticipée, le bail emphytéotique toujours en cours. La Ville d'Avignon redevenant, dés lors, entièrement propriétaire de cet ensemble immobilier.

La résiliation ne remet pas en cause la destination du site à vocation sociale. Une prochaine convention déterminera le reste.

La résiliation anticipée du bail, dans le cadre des droits à déduction de TVA, fera l'objet d'une régularisation de TVA traitée dans le cadre du bilan de clôture de la concession Joly Jean.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu la délibération n°57 du Conseil Municipal du 22 novembre 2007 approuvant le bail emphytéotique donné à CITADIS.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE** la résiliation anticipée et à l'amiable du bail emphytéotique du château de la Barbière conclu avec CITADIS,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer tout document à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

100764901

LV/LV/ L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,

LE

Maître Laura VALLI, notaire au sein de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Emmanuel OLLIVIER, Notaire », titulaire d'un office notarial à AVIGNON (Vaucluse), 6 Rue Joseph Vernet, au siège de l'Office Notarial ,

A REÇU LE PRESENT ACTE CONTENANT RESILIATION TOTALE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE.

ONT COMPARU

La **COMMUNE D'AVIGNON**, Collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de VAUCLUSE, dont l'adresse est à AVIGNON (84000), Hôtel de Ville, identifiée au SIREN sous le numéro 218 400 075.

Figurant ci-après sous la dénomination **"BAILLEUR"**

D'UNE PART

La Société dénommée **CITADIS**, Société anonyme coopérative à capital Variable au capital de 10.000.000,00 €, dont le siège est à AVIGNON (84000), Hôtel du Département, identifiée au SIREN sous le numéro 602 620 304 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de AVIGNON.

Figurant ci-après sous la dénomination **"EMPHYTEOTE"**

D'AUTRE PART

PRESENCE - REPRESENTATION

- La Commune d'AVIGNON est représentée par Madame Cécile JOUFFRON, Directeur Général Adjoint des Services, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté municipal portant délégation de signature, dont une copie demeure annexée aux présentes.

- La Société dénommée CITADIS est représentée à l'acte par .

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Préalablement à la résiliation du bail les parties déclarent :

Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.

Qu'il n'existe aucune restriction à leur capacité par suite notamment, de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant la société COMMUNE D'AVIGNON

- L'avis de situation au répertoire SIRENE qui confirme l'identification de l'établissement et son existence.

Concernant la société CITADIS

- Extrait K bis.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

LESQUELS ont préalablement exposé ce qui suit :

E X PO S E

Par acte administratif du 10 décembre 2007, la Commune D'AVIGNON a donné à bail emphytéotique, à CITADIS, la parcelle cadastrée Section ER Numéro 329 sise avenue Richelieu, à AVIGNON (84000), sur laquelle se trouve l'immeuble dénommé « Château de la Barbière ».

La parcelle cadastrée Section ER Numéro 329 fait partie du domaine public de la Commune et provient de la division de la parcelle initialement cadastrée Section ER Numéro 17.

Le bâtiment situé sur la parcelle ER 329 n'était plus aux normes pour recevoir du public, le centre d'hébergement avait été fermé et des travaux de mise aux normes des cuisines étaient nécessaires.

Le bail emphytéotique objet des présentes, conclu pour une durée de 18 années, avait donc pour objet la réalisation d'un ensemble de bureaux, destinés à accueillir temporairement les créateurs des jeunes entreprises, et, la mise aux normes du restaurant et des salles associatives.

Compte tenu de l'importance de ces travaux et du motif d'intérêt général y étant associé, le bail emphytéotique avait été consenti moyennant l'euro symbolique.

Les travaux de réhabilitation étant achevés, la Commune d'AVIGNON et CITADIS ont convenu, d'un commun accord, de résilier amiablement, de manière anticipée, le bail emphytéotique toujours en cours.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

A AVIGNON (VAUCLUSE) 84000 Avenue Richelieu,
Un bâtiment en R+2 et logement de fonction
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ER	329	10 AV DU ROI SOLEIL	00 ha 20 a 88 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte antérieur à 1956.

EXECUTION DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

TRAVAUX - AMELIORATIONS

L'**EMPHYTEOTE** a effectué les travaux et améliorations suivants :

- Mise aux normes des cuisines et des salles de restauration et de réunion situées au rez-de-chaussée de l'immeuble.
- Les étages ont été transformés en bureaux et salles de réunions pour accueillir des créateurs d'entreprises,
- Aménagement d'un parking fermé et mise en place de clôture.

LOYERS ET CHARGES

L'**EMPHYTEOTE** déclare être à jour du paiement de ses loyers et des charges, ce que le **BAILLEUR** reconnaît.

EXECUTION DU BAIL

Le **BAILLEUR** et l'**EMPHYTEOTE** déclarent :

- qu'aucune sous-location ou droit d'occupation n'a été consenti en contravention des clauses et conditions de bail, à l'exception de l'occupation du bien par le CCAS de la Ville d'Avignon, conformément à ce qui est indiqué ci-dessous ;
- qu'aucune sommation d'exécuter l'une quelconque des charges et conditions du bail, ni aucune dénonciation du droit au bail emphytéotique n'a été délivrée par le **BAILLEUR**, avec lequel il n'existe aucun différend ;
- qu'aucune contravention aux clauses du bail n'a été commise susceptible de permettre au **BAILLEUR** d'invoquer une résiliation judiciaire.

ETAT DES LIEUX

Le site étant occupé par le CCAS et étant connu par les 2 parties, aucun état des lieux n'est prévu.

Les parties sont convenues de procéder à la résiliation amiable du bail emphytéotique dont il s'agit.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CECI EXPOSE, il est passé à la résiliation amiable du bail objet des présentes.

RESILIATION TOTALE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE

ABSENCE DE DROIT A INDEMNITE POUR RESILIATION

Les parties déclarent qu'il n'y a pas d'indemnité pour résiliation convenue entre elles, la résiliation ayant lieu d'un commun accord entre les parties.

CONSEQUENCES FISCALES

En matière de revenus fonciers pour le bailleur

Le transfert sans indemnité des travaux et améliorations au profit du **BAILLEUR** permet de constater un revenu foncier au bénéfice de ce dernier imposable sur la valeur vénale des constructions.

En matière de plus-values pour l'EMPHYTEOTE

La valeur résiduelle des installations est déductible des produits d'exploitation de l'**EMPHYTEOTE** sauf s'il s'avérait soit une communauté d'intérêts étroite entre **BAILLEUR** et **EMPHYTEOTE** ou si le coût des constructions transférées gratuitement était disproportionné par rapport à la valeur des services effectivement rendus par le **BAILLEUR**.

En matière de taxe sur la valeur ajoutée

Sous réserve que le bien constitue également une immobilisation pour le bénéficiaire de la cession, de l'apport ou du transfert, celui-ci peut déduire une fraction du montant de la TVA ayant grevé initialement le bien, à proportion du rapport entre le nombre d'années restant à courir, pour le cédant ou l'apporteur, jusqu'au terme de la période de régularisation et le nombre d'années total de celle-ci (CGI, ann. II, art. 207, III-3).

À cette fin, l'EMPHYTEOTE délivre au BAILLEUR une attestation mentionnant le montant de la taxe que ce dernier est en droit de déduire en application des dispositions de l'article 271 du CGI, de l'article 273 du CGI et de l'article 206 de l'annexe II au CGI.

Dans ces conditions, l'EMPHYTEOTE n'aura pas à reverser à l'administration fiscale une fraction de taxe sur la valeur ajoutée antérieurement déduite sur la durée d'utilisation du BIEN.

Le BAILLEUR s'engage à inscrire le BIEN objet des présentes à son bilan en tant qu'actif immobilisé.

Le notaire soussigné informe les parties que la régularisation de TVA sera exigée par l'administration fiscale lorsque l'évènement interveint avant le commencement de la dix neuvième année qui suit celle de l'achat initial, de l'apport ou de l'achèvement de l'immeuble, la régularisation se calculant par vingtième.

En matière de droits d'enregistrement

Le présent acte entraînera la perception d'un droit fixe ainsi que prévu par l'article 738 1 du Code général des impôts.

CHARGES ET CONDITIONS

La résiliation a lieu sous les charges et conditions suivantes.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

DATE D'EFFET

Les parties conviennent de la résiliation du bail emphytéotique avec effet à la date du 1er octobre 2023, le **BAILLEUR** reprenant à cette date la pleine et entière propriété du bien ainsi que la jouissance pleine et entière, lieux étant à cette date libres de toute location ou occupation quelconque ainsi que l'**EMPHYTEOTE** le reconnaît.

SORT DES TRAVAUX ET AMELIORATIONS

Toutes les travaux effectués par l'**EMPHYTEOTE** ou ses ayants-cause et tous aménagements réalisés par lui sur le bien loué, comme toutes améliorations de quelque nature qu'elles soient, deviennent de plein droit, au jour de la résiliation, la propriété du **BAILLEUR**, sans qu'il soit besoin d'aucun acte pour constater cette accession.

L'**EMPHYTEOTE** déclare qu'il n'y a eu aucune modification dans l'apparence tant par une annexion ou une utilisation privative de parties communes ou indivises, que par le fait d'un empiètement sur le fonds voisin ou d'une modification irrégulière de la destination telle que prévue au contrat de bail.

Le **BAILLEUR** prendra les travaux et améliorations dans l'état où elles se trouveront au jour de la prise d'effet des présentes.

SITUATION HYPOTHECAIRE

L'**EMPHYTEOTE**, pouvant grever de privilèges et d'hypothèques son droit au présent bail emphytéotique déclare à ce sujet qu'il n'a grevé le BIEN d'aucun droit réel.

Il résulte d'un état hypothécaire certifié à la date du 10 janvier 2023 annexé que le BIEN est libre de toute inscription.

Il est rappelé ce qui suit : tous les privilèges et hypothèques conférés par l'**EMPHYTEOTE** et ses ayants cause, s'éteignent de plein droit. Toutefois, si le bail prend fin avant son terme contractuel, les privilèges ou hypothèques inscrits avant la publication de l'acte ne s'éteignent qu'à la date primitivement convenue pour l'expiration du bail.

SERVITUDES

Toutes les servitudes autres que celles à la constitution desquelles le **BAILLEUR** aurait consenti sont éteintes du fait des présentes.

ASSURANCE MULTIRISQUE IMMEUBLE

Le **BAILLEUR** fera son affaire personnelle, à compter du jour du transfert de propriété, de la continuation ou de la résiliation des polices d'assurance garantissant actuellement le **BIEN** souscrites directement par l'**EMPHYTEOTE**, et ce conformément aux dispositions de l'article L 121-10 du Code des assurances.

CONTRAT DE FOURNITURES DE FLUIDES, DE MAINTENANCE, D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

Le **BAILLEUR** fera son affaire de la continuation à ses frais de tous contrats relatifs à la fourniture de fluides, de maintenance, à l'entretien et à l'exploitation. Il sera purement et simplement subrogé dans les droits et obligations de l'**EMPHYTEOTE** à l'égard du ou des fournisseurs d'énergie, qu'il s'agisse ou non de contrats avec un tarif régulé.

IMPOTS

Le **BAILLEUR** fera son affaire personne des impôts grevant le bien dont il s'agit de sorte que l'**EMPHYTEOTE** ne soit ni inquiété ni recherché.

A ce sujet, les parties ont convenu que l'EMPHYTEOTE supportera intégralement le coût de la taxe foncière pour l'année 2023.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

SITUATION LOCATIVE

À l'expiration du bail par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, tous baux, locations ou conventions d'occupation quelconques consentis par l'**EMPHYTEOTE** ou ses ayants cause prennent fin de plein droit.

A ce sujet, l'EMPHYTEOTE déclare que le BIEN (à l'exception du logement de gardien), est occupé par le CCAS de la Ville d'Avignon en vertu d'un bail +++, ce dont le BAILLEUR déclare être informé.

Le BAILLEUR déclare donc être informé que le BIEN est occupé et déclare qu'une convention sera régularisée entre le CCAS et la Commune d'AVIGNON pour régulariser la situation, postérieurement aux présentes.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Le BAILLEUR est propriétaire de la parcelle cadastrée Section ER Numéro 329 en vertu d'actes et faits antérieurs à 1956.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, chacune des parties élit domicile en son adresse indiquée en tête des présentes.

PUBLICITE FONCIERE

Les présentes seront soumises à la formalité de la publicité foncière auprès du service de la publicité foncière de AVIGNON 1.

Le droit fixe de 25 euros prévu à l'article 738 1° du Code général des impôts est exigible.

La contribution de sécurité immobilière sera perçue sur le montant cumulé des loyers restants à courir, soit sur la somme de DEUX MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF EUROS ET QUATRE-VINGT-NEUF CENTIMES (2 749,89 EUR).

La contribution de sécurité immobilière au taux de 0,10% sera donc de QUINZE EUROS (15,00 EUR).

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le BAILLEUR.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de l'indemnité pouvant être convenue ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant modification des conditions économiques convenues.

POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bd-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Loi Informatique et Libertés: Conformément à l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement de ses activités. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification de ses données auprès de l'Office Notarial par courriel : emmanuel.ollivier@notaires.fr.

Archivage: Les parties sont informées de l'utilité de conserver tous documents et pièces comptables qu'elles pourraient juger utiles pour leur dossier, les minutes étant conservées en l'Etude ou au Minutier Central des Notaires (MICEN) pendant une période d'au moins 100 ans, les dossiers et les pièces comptables n'étant conservés que 10 ans suivant la signature de l'acte.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

DCM_2023_04_24

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

24

SOLIDARITES : Avenant N° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs conclue entre l'Etat et la Ville dans le cadre de l'AMI2 "territoires de mise en oeuvre accélérée du plan "Logement d'Abord ".

Mme CORCORAL

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération N°31, approuvée au conseil municipal du 27 novembre 2021, la Ville s'est engagée aux côtés de l'Etat à la mise en oeuvre accélérée du plan Logement d'Abord sur son territoire.

Cette convention a eu pour objet de définir une stratégie territoriale, en identifiant des priorités conjointes en matière de mise en œuvre du plan Logement d'Abord avec des objectifs partagés de résultats et de moyens, et les actions et mesures à mettre en œuvre afin de réduire significativement le sans-abrisme et le mal logement sur son territoire.

Pour ce faire, la Ville s'appuie sur la collaboration de partenaires impliqués dans la lutte contre le sans abrisme pour developper, renforcer, soutenir des actions nouvelles ou existantes qui répondent à l'objectif de resorption du sans abrisme en tenant compte du contexte local.

Cette convention a également fixé les engagements financiers réciproques de l'Etat et de la Ville, et précisé que le montant de la subvention de l'Etat est défini par avenant chaque année.

L'Etat définit le montant de sa contribution au terme d'un dialogue de gestion annuel avec la Ville. Lors de ce dialoque de gestion, la Ville présente le bilan des actions financées, les perspectives et les projets pour l'année à venir.

La dotation 2023 s'élève à **494 283 €** pour couvrir la période de décembre 2023 à novembre 2024.
La Ville percevra la totalité du financement versé par l'Etat. Elle répartira cette contribution financière aux différents opérateurs conformément au tableau de financement de l'année 3, inscrit à l'article1 de l'avenant et joint en annexe.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Le reversement des crédits fera l'objet de conventions spécifiques signées entre la Ville et chaque opérateur porteur d'une ou plusieurs d'actions financées les opérateurs partenaires de la Ville sont :

- Le CCAS
- SOLIHA PROVENCE
- CAP HABITAT
- SOS SOLIDARITES
- Le SIAO de Vaucluse

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la déliberation 31 du conseil municipal du 27 novembre 2021 liant, par convention, l'Etat et la Ville d'Avignon pour la mise en oeuvre du plan Logement d'Abord sur le territoire de la commune
Vu l'avenant N°1 à la convention conclue entre l'Etat et la commune d'Avignon pour la mise en oeuvre du plan Logement d'Abord sur son territoire, en date du 15 novembre 2022
Considérant le dialogue de gestion de juin 2023 entre la Ville et les services de l'Etat, visant à évaluer les actions engagées depuis la signature de la convention cadre fin 2021 et les besoins en matière de maintien et de renfort de ces actions pour 2023 / 2024
Considérant le versement total à la Ville de la subvention de l'Etat soit 494.283€
Considérant la nécessité pour la Ville de reverser à chaque opérateur porteur d'une ou plusieurs actions, la part de la subvention qui lui revient conformément au dialogue de gestion et à la convention cadre
Considérant le tableau de répartition des crédits aux opérateurs en annexe de l'avenant
Considérant la nécessité pour la Ville d'établir avec chaque porteur d'action une convention spécifique permettant le versement de la subvention ad hoc

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** l'avenant N°2 à la convention pluriannuelle d'objectifs conclue entre l'Etat et la Commune d'Avignon, dans le cadre de l'AMI2 " territoires de mise en oeuvre accélérée du plan Logement d'Abord,
- **APPROUVE** l'établissement et la signature de conventions spécifiques avec chaque porteur d'action permettant à la Ville de reverser, à chacun d'eux, la part de la subvention qui lui revient conformément aux engagements de la convention cadre et aux résultats du dialogue de gestion, et tel que défini à l'article 1 de l'avenant N° 2,
- **IMPUTE** la recette au chapitre 74 du budget principal,

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

- **IMPUTE** les dépenses au chapitre 65 du budget principal,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer tous documents à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE de l'avenant n°2 à la convention cadre "AMI LDA" Avignon :

TABLEAU DE FINANCEMENT DE LA 3e ANNEE
du 1er décembre 2023 au 30 novembre 2024

	Actions	Crédits Etat			Crédits Ville			Total	Porteurs	Observations
		alloués au titre du solde N-1 (2022-23)	alloués pour l'année N (2023-24)	Total	alloués au titre du solde N-1 (2022-23)	alloués pour l'année N (2023-24)	Total			
1	Coordination	21 250 €	34 000 €	**55 250 €**	750 €	10 000 €	**10 750 €**	**66 000 €**	Ville d'Avignon	
2	ESI - Renfort LDA de la domiciliation	-30 000 €	30 000 €	**0 €**	-8 333 €	10 000 €	**1 667 €**	**1 667 €**	CCAS d'Avignon	reliquat positif année antérieure
3	ESI - Soutien LDA aux équipes mobiles veille sociale	0 €	40 000 €	**40 000 €**				**40 000 €**	SIAO de Vaucluse	
4	Accueil de jour le Passage	-5 000 €	75 000 €	**70 000 €**				**70 000 €**	SOS Solidarités	reliquat positif année antérieure
5	Renforcement MOUS Gens du Voyage	28 965 €	55 000 €	**83 965 €**				**83 965 €**	SOLIHA Provence	
6	Logements accompagnés LDA	-5 000 €	60 000 €	**55 000 €**				**55 000 €**	Cap Habitat	reliquat positif année antérieure
7	Service de prévention des expulsions	11 401 €	162 000 €	**173 401 €**				**173 401 €**	CCAS d'Avignon	
8	Observatoire LDA Avignon	-3 333 €	20 000 €	**16 667 €**	-1 667 €	10 000 €	**8 333 €**	**25 000 €**	SIAO de Vaucluse	reliquat positif année antérieure
9	Etude des besoins des publics des dispositifs de Veille sociale	Action à réaliser sur fonds alloués en année 1 et à reverser au porteur : 25 000 €							SIAO de Vaucluse	
10	Séminaire annuel	*Action réalisée en 2023 à reconduire en 2024 avec le reliquat de la dotation intiale de 5 337 €*							Ville d'Avignon	
11	Etude "Jeunes Emploi Logement"	*Action réalisée en 2022*							Mission Locale du Grand Avignon	action non reconduite
	Total	**18 283 €**	**476 000 €**	**494 283 €**	**-9 250 €**	**30 000 €**	**20 750 €**	**515 033 €**		

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

PRÉFET
DE VAUCLUSE
Liberté
Égalité
Fraternité

AVIGNON
Ville d'exception

AVENANT N°2 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

2021-2023

CONCLUE ENTRE l'ETAT ET LA COMMMUNE D'AVIGNON ET SON CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

retenue dans le cadre de l'AMI 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord »

Entre

L'Etat, représenté par Madame Violaine Demaret, Préfète de département du Vaucluse, d'une part,

Et

La commune d'Avignon, représentée par Madame Cécile Helle, Maire de la Commune et Présidente du CCAS, et désignée ci-après par les termes « la Ville d'Avignon », d'autre part,

N° SIRET : 218 400 075 000 14

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par délibération n°31 du 27 novembre 2021, le Conseil Municipal a approuvé la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 signée entre l'Etat et la Ville d'Avignon, retenue dans le cadre de l'AMI 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord ». Cette convention a eu pour objet de définir une stratégie territoriale, en identifiant des priorités conjointes en matière de mise en œuvre du plan Logement d'abord avec des objectifs partagés de résultats et de moyens, et les actions et mesures à mettre en œuvre afin de réduire significativement le sans-abrisme et le mal logement.

Dans ce cadre, la Ville d'Avignon s'est engagée à mettre en œuvre des actions nouvelles et à renforcer des actions existantes, en association étroite avec l'État et l'ensemble de ses partenaires, afin de répondre à des priorités nationales, mais aussi à des priorités locales.

Cette convention a fixé également l'engagement de l'État et de la Ville d'Avignon sur le plan financier.

Au titre de l'année 2021, le soutien de l'Etat aux actions développées sur la Ville d'Avignon était de 390 000 € de crédits spécifiques du BOP 177 « territoire accéléré

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Logement d'abord » auxquels s'ajoutaient 35 000€ issus du BOP 304 relatif à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et 26 400€ de crédits complémentaires issus du BOP 177- bloc logement adapté.

Pour les années suivantes, la convention stipule que le montant de la subvention de l'Etat est défini par avenant.

C'est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1

L'article 2.2.1 « Versement des crédits Etat » de la convention pluriannuelle d'objectifs est modifié comme suit :

Au titre de l'année 2023, et pour les actions réalisées sur les années 2023/2024, le soutien de l'Etat s'élève à un montant prévisionnel maximal de **494 283 €.**
Pour les années suivantes, ce montant sera défini par avenant à la présente convention.

La Ville d'Avignon s'engage à verser ces crédits aux opérateurs associés au plan d'action selon la ventilation prévue par le budget prévisionnel affecté à chaque action, en annexe du présent avenant selon la répartition ci-dessous :

	Actions	Crédits Etat			Crédits Ville			Total	Porteurs	Observations
		Crédits alloués au titre du solde N-1 (2022-2023)	Crédits alloués pour l'année N (2023-2024)	Total	Solde N-1 (2022-2023)	Crédits année N (2023-2024)	Total			
1	Coordination	21 250 €	34 000 €	**55 250 €**	750 €	10 000 €	**10 750 €**	**66 000 €**	Ville d'Avignon	
2	ESI - Renfort LDA de la domiciliation	-30 000 €	30 000 €	**0 €**	-8 333 €	10 000 €	**1 667 €**	**1 667 €**	CCAS d'Avignon	reliquat positif année antérieure
3	ESI - Soutien LDA aux équipes mobiles veille sociale	0 €	40 000 €	**40 000 €**				**40 000 €**	SIAO de Vaucluse	
4	Accueil de jour le Passage	-5 000 €	75 000 €	**70 000 €**				**70 000 €**	SOS Solidarités	reliquat positif année antérieure
5	Renforcement MOUS Gens du Voyage	28 965 €	55 000 €	**83 965 €**				**83 965 €**	SOLIHA Provence	
6	Logements accompagnés LDA	-5 000 €	60 000 €	**55 000 €**				**55 000 €**	Cap Habitat	reliquat positif année antérieure
7	Service de prévention des expulsions	11 401 €	162 000 €	**173 401 €**				**173 401 €**	CCAS d'Avignon	
8	Observatoire LDA Avignon	-3 333 €	20 000 €	**16 667 €**	-1 667 €	10 000 €	**8 333 €**	**25 000 €**	SIAO de Vaucluse	reliquat positif année antérieure
9	Etude des besoins des publics des dispositifs de Veille sociale	Action à réaliser sur fonds alloués en année 1 et à reverser au porteur : 25 000 €							SIAO de Vaucluse	
10	Séminaire annuel	*Action réalisée en 2023 à reconduire en 2024 avec le reliquat de la dotation intiale de 4 663 €*							Ville d'Avignon	
11	Etude "Jeunes Emploi Logement"	*Action réalisée en 2022*							Mission Locale	action non reconduite
	Total	**18 283 €**	**476 000 €**	**494 283 €**	**-9 250 €**	**30 000 €**	**20 750 €**	**515 033 €**		

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Une convention spécifique qui définira les objectifs de l'action et la contribution financière afférente sera établie entre la Ville d'Avignon et chaque porteur d'action : le CCAS d'Avignon, Cap Habitat, SOLIHA Provence, le groupe SOS Solidarités et le SIAO de Vaucluse.

Une copie de l'ensemble de ces conventions sera obligatoirement adressée à la DDETS de Vaucluse à leur signature.

Tout reliquat de subvention perçu par la Ville d'Avignon viendra en déduction d'une prochaine action ou fera l'objet d'un reversement dans le cadre de l'article 5 de la convention initiale.

ARTICLE 2

L'article 4 « Modalités de versement de la dotation budgétaire » est modifié comme suit :

La dotation budgétaire fera l'objet d'un versement annuel imputé sur les crédits du programme 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

Les crédits sont délégués aux BOPR177 et les dépenses devront être saisies dans CHORUS sous le code d'activité : 177-01-06-12-44 « Territoire de mise en œuvre accélérée du LDA » ; domaine fonctionnel 0177-12-17, compte PCE n°6541200000.

La contribution financière sera créditée sur le compte de la Ville d'Avignon.
Les versements seront effectués sur le compte suivant :

Dénomination sociale (titulaire du compte) : Trésorerie Avignon Municipale
Avenue du 7ème génie, 84025 AVIGNON CEDEX 1
Code établissement : 30001
Code guichet : 00169
Numéro de compte : C844000000
Clé RIB : 77
IBAN : FR11 3000 1001 69C8 4400 0000 077
BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de département.
Le comptable assignataire est Madame la directrice régionale des finances publiques de la région PACA et du département des Bouches-du-Rhône.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012053-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ARTICLE 3

Les autres articles de la convention pluriannuelle d'objectifs demeurent inchangés.

Le :

Le Maire d'Avignon

La Préfète du département de Vaucluse

DCM_2023_04_25

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012060-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

25

PREVENTION - SECURITE : Fonds Local de Prévention de la Délinquance - 2ème tranche.

Mme CORCORAL

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Dans le cadre de la programmation du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, et conformément aux orientations de la Stratégie Nationale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, la Ville d'Avignon a lancé, le 20 février dernier, un appel à projets au titre du Fonds Local de Prévention de la Délinquance (FLPD) afin de soutenir les partenaires institutionnels et associatifs en matière de prévention de la délinquance et une enveloppe de 82 350 euros a été octroyée lors de cette première tranche en Conseil Municipal du 24 juin 2023.

En complément, il a été proposé d'instruire, en seconde tranche, un certain nombre de dossiers comprenant :

- ceux qui avaient fait l'objet d'un report lors de la validation de la première tranche (besoin de compléments sur le fond ou sur le budget, coordination avec les services de la Ville) ;
- mais aussi de nouvelles actions qui n'avaient pas pu faire l'objet d'un examen en première tranche.

A ce titre, les services ont pu instruire 4 projets supplémentaires (2 actions nouvelles et deux dossiers reportés). Après analyse, il est proposé au Conseil Municipal de valider le financement des 3 projets suivants pour un montant total de 16.650,00 € :

- **L'Espace Pluriel – 6 000 €** pour leur action autour des pieds d'immeuble sur le secteur de la Rocade / Barbière
- **L'association VOLT Par l'Image et le Son – 7 650 €** pour leur projet sensi'fiction destiné aux collégiens / lycéens sur des thématiques telles que le harcèlement, les conduites addictives, la prévention routière, les discriminations.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012060-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

- **L'association Le jardin d'Alice – 3 000 €** pour leur action autour du harcèlement scolaire à destination des CM1 / CM2 par le biais d'un spectacle suivi d'un échange avec une psychologue.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Qualité de vie et de ville, sécurité et tranquillité publique

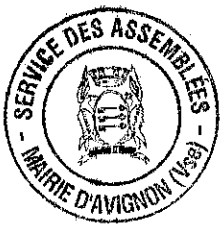
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- DECIDE d'octroyer 16.650 € dans le cadre du Fonds Local de Prévention de la Délinquance au titre de la seconde tranche pour la programmation décrite ci-dessus,
- IMPUTE les dépenses au chapitre 65, compte 65748,
- AUTORISE Mme le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toutes pièces à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE



Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012060-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

DCM_2023_04_26

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130bf-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

26

URBANISME : Acquisition de la parcelle DV 141 sise Piétons Bienheureux auprès d'ERILIA.

Mme CLAVEL

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,
La société ERILIA a décidé la vente de tous ses logements composant la résidence "Le Rubis" située Chemin de Massillargues.

Dans le cadre de la finalisation de la vente, ERILIA s'est rapprochée de la Ville d'Avignon concernant le cheminement piéton correspondant à la rue des Piétons Bienheureux, cadastrée section DV n°141 d'une superficie de 595 m².

Au regard de l'intérêt public de cette voie, ERILIA propose de la céder à la Ville d'Avignon afin qu'elle puisse être intégrée le domaine public communal.

La rue des Piétons Bienheureux a pour tenant une autre voie piétonne, dénommée rue des Bons Amis, et aboutit sur le square du Bon Vieux Temps. Il s'agit d'une voie pavée qui comporte, à ses extrémités, des potelets amovibles ou des bornes pour éviter le passage de tout véhicule, hormis les services de secours.

Il est à noter la présence, sous cette voie, de différents réseaux publics desservant ce lotissement grèvant cette parcelle.

Cette voie assurant un maillage piéton important pour les déplacements, il est proposé de l'acquérir à l'euro symbolique en vue de la classer dans le Domaine Public .

Les frais de notaire seront intégralement à la charge d'ERILIA.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130bf-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** l'acquisition du chemin correspondant à la rue des Piétons Bienheureux cadastrée section DV n°141, d'une superficie de 595 m² auprès de la société ERILIA, domiciliée au 72 bis, rue Perrin-Solliers 13291 Marseille Cedex 06,
- **DECIDE** que cette acquisition se fera à l'euro symbolique,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

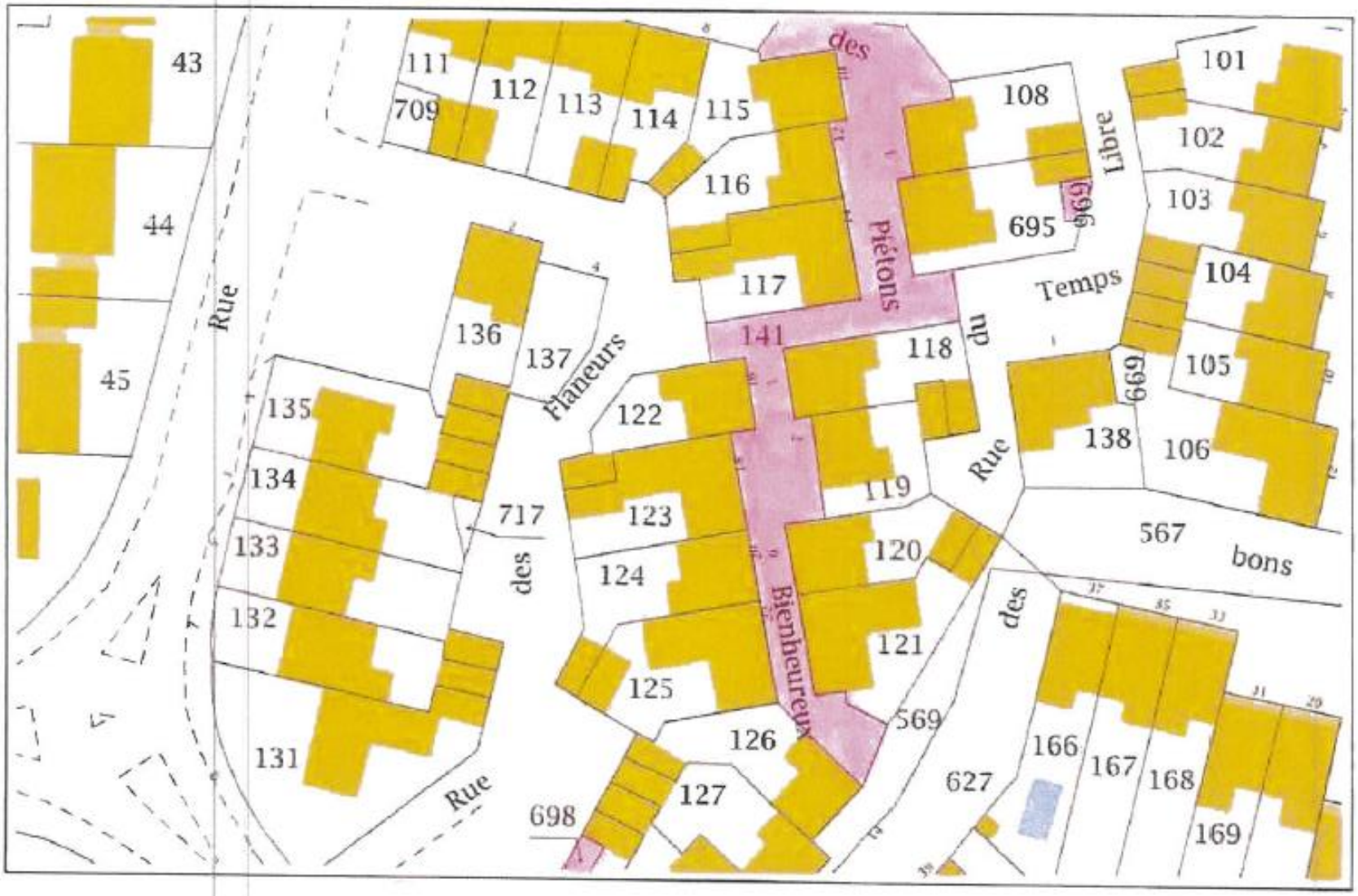
Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130bf-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 16000001400011

© DGFiP / Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Impression non normalisée du plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130bf-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

DCM_2023_04_27

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c5-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

27

TERMITES : Attribution de subventions à des propriétaires d'immeubles termités.

Mme CLAVEL

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La présence de termites est aujourd'hui relevée dans plus de la moitié des départements français. Ces insectes peuvent affecter la qualité d'usage des bâtiments jusqu'à mettre en péril leur solidité car ils dégradent les bois et matériaux dérivés.

Au niveau national, la lutte contre les termites est régie par les articles L 126-4 et L 126-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, lesquels rendent obligatoire la recherche, la déclaration en mairie des foyers infestés par les termites sur les terrains bâtis et non bâtis, et les travaux préventifs ou d'éradication nécessaires.

L'ensemble du territoire de la commune d'Avignon est classé en zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme, par l'arrêté préfectoral n°821 du 06 avril 2001.

Par conséquent, la ville d'Avignon a pris le 26 avril 2006 un arrêté prescrivant des mesures pour lutter contre la prolifération des termites et classant l'ensemble du territoire de la commune en zone de lutte renforcée.

Pour favoriser cette politique de lutte, en raison des contraintes pécuniaires lourdes engendrées par les traitements, de leurs caractères obligatoires et dans le but d'encourager les déclarations d'infestation et d'enrayer ce fléau en multipliant les travaux d'éradication, la mise en place d'aides financières aux traitements anti-termites curatifs accordés aux propriétaires occupants a été adoptée par délibération au Conseil Municipal du 26 février 2004.

Par délibération en date du 28 septembre 2007, le Conseil Municipal a ensuite décidé d'étendre l'attribution des aides aux propriétaires bailleurs, qu'il s'agisse d'immeubles ou de terrains non bâtis, et de revoir les plafonds préalablement établis.

Par délibération en date du 18 décembre 2021, le Conseil Municipal a modifié les conditions d'attribution des aides allouées pour les traitements anti-termites.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c5-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Dès lors ces aides, toujours modulées en fonction du type de traitement pour favoriser le développement des techniques par appâts (sans danger pour l'environnement et pour les occupants), sont plafonnées selon le barème suivant :

- Traitement par barrière chimique : aide financière limitée à 10 % du montant total des travaux avec un montant maximum de 1 000 € d'aide financière.
- Traitement par appâts ou mixte : aide financière de 25 % du montant total des travaux avec un montant maximum de 1 500 € d'aide financière.

Ces traitements correspondent à l'installation des dispositifs destinés à une action curative. Il en est exclu le service préventif de « maintenance » et éventuellement les autres prestations qui pourraient s'ajouter (traitement humidité, autres insectes xylophages, remplacement matériaux...).

Il est donc proposé d'en faire bénéficier à Madame BERTRAND Sandie, propriétaire d'une maison d'habitation sise 84 avenue Pierre Sémard 84000 Avignon, pour un traitement par appâts effectué par la Société CTC à hauteur de 874,50 €, soit 25 % du montant total des travaux qui s'élèvent à 3 498 €.

Ce propriétaire remplit les conditions d'obtention de cette aide financière.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 126-4 et L 126-6,
Vu le décret n° 2006-591 du 23 mai 2006 relatif à la protection des bâtiments contre les termites et autres insectes xylophages et modifiant le code de la contruction et de l'habitation,
Vu la délibération n°25 du Conseil Municipal du 18 décembre 2021 relatif à la modification des conditions d'attribution des aides allouées pour les traitements anti-termites,
Vu la délibération n°36 du Conseil Municipal du 28 septembre 2007 modifiant les conditions d'attribution des aides financières pour les traitements anti-termites,
Vu la délibération n°32 du Conseil Municipal en date du 26 février 2004 relatif à la mise en place d'une aide financière aux propriétaires occupants d'immeubles termités,
Vu l'arrêté municipal du 26 avril 2006 inscrivant des mesures pour lutter contre la prolifération des termites et classant l'ensemble du territoire de la commune d'Avignon en zone de lutte renforcée.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c5-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibér

- **CONFIRME** le dispositif des subventions allouées aux propriétaires d'habitations ou terrains termités, en précisant les conditions d'attribution de ces aides,
- **ACCORDE** l'attribution d'une aide financière à Madame BERTRAND Sandie, propriétaire, pour un montant de 874,50 €,
- **IMPUTE** la dépense sur le chapitre 65, fonction 12 et compte 6574,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130c5-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

DCM_2023_04_28

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

28

ACTION CULTURELLE : Candidature de la Ville d'Avignon au Label 100% EAC (Education Artistique et Culturelle).

M. NAHOUM

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La Ville d'Avignon nourrit, depuis 2014, son implication dans le développement, au bénéfice du public le plus large, d'actions en faveur de l'Education Artistique et Culturelle (EAC) et en particulier en direction des scolaires : maintien des temps d'activité périsolaire, participation à des dispositifs nationaux (Cité Educative, DEMOS, Môm'Art ...), labellisation Ville Amie des Enfants, ...) et locaux (Artistes à l'école, ...).

La généralisation de l'éducation artistique et culturelle (100 % EAC) vise le bénéfice, pour chaque jeune, d'un parcours cohérent, de la naissance à l'âge adulte, nourri de pratiques artistiques et culturelles, de rencontres avec des artistes et des oeuvres, d'occasions multiples d'acquérir, approfondir et mettre en perspective ses connaissances. Elle suppose que tous les acteurs susceptibles de contribuer à la construction et à l'enrichissement de ce parcours travaillent de concert, dans l'esprit de la Charte pour l'éducation artistique et culturelle, proposée en 2016 par le Haut Conseil de l'Education Artistique et Culturelle, et au plus près des spécificités des territoires.

Le Haut Conseil de l'Education Artistique et Culturelle (HCEAC) réunit les acteurs de l'EAC dans une perspective de partage et d'analyse des pratiques au service d'une politique ambitieuse de généralisation. Le HCEAC, instance collégiale de trente membres co-présidée par les ministres en charge de l'éducation et de la culture, propose des orientations en matière d'éducation artistique et culturelle. Des représentants de plusieurs ministères (chargés de la culture, de l'éducation, de la jeunesse, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur, de la ville, de la famille) siègent aux côtés d'acteurs majeurs des collectivités territoriales représentées par les associations d'élus, et de personnalités qualifiées du monde universitaire, culturel et associatif.

Le label 100 % EAC a vocation à distinguer les collectivités portant un projet ayant pour objectif une éducation artistique et culturelle de qualité pour 100 % des jeunes de leur territoire. Il encourage et valorise l'engagement partenarial à l'échelle des territoires à travers

les collectivités qui l'animent, dans une logique de mutualisation efficiente des moyens. Il est nécessaire que le projet proposé puisse atteindre une échelle critique de déploiement, que ce soit en raison de la densité de population de la collectivité porteuse du projet ou de la mise en place de partenariats inter-collectivités.
Une attention particulière est portée à la dimension pleinement inclusive de ces projets, notamment la prise en compte des territoires prioritaires et des publics en situation spécifique. Ce label s'adresse aux villes (dès lors qu'on y recense plusieurs établissements scolaires et lieux d'accueil des enfants et des jeunes ainsi qu'une diversité d'acteurs culturels en mesure de proposer ressources et partenariats), aux communautés de communes, aux parcs naturels régionaux, aux métropoles.

Ce label est accordé pour une durée de cinq ans, renouvelable après instruction des dossiers par les directions régionales des affaires culturelles et délégations académiques aux arts et à la culture, qui peuvent autant que nécessaire mobiliser l'expertise de leurs partenaires impliqués dans la généralisation de l'éducation artistique et culturelle. Ce label national est déconcentré dans une logique de prise en compte des stratégies territoriales.

Le logo 100 % EAC pourra être apposé sur tous les supports de communication du territoire labellisé. La liste des territoires labellisés est en ligne sur les sites des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale.

Etapes de labellisation :

- La collectivité / l'intercommunalité prend contact avec les services du rectorat et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ;

- Les dossiers d'engagement sont complétés via un formulaire en ligne et sont transmis par le secrétariat général du HCEAC aux services concernés chargés de les instruire ;

- Les collectivités candidates formalisent leur engagement en soumettant l'objectif 100 % EAC au vote de leur organe délibérant ;

- La décision de labellisation 100% EAC est conjointement prise et cosignée, après avis des services concernés, par le préfet de région et le recteur d'académie ;

- Les ministres en charge de la culture et de l'éducation, co-présidents du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle, ou leurs représentants, présentent en séance plénière du Haut Conseil les territoires labellisés.

- Le Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle anime le réseau de l'ensemble des territoires labellisés.

Au vu de ses objectifs et de son engagement en faveur de l'éducation artistique et culturelle et de l'intérêt que présente l'obtention du label 100 % EAC, la Ville d'Avignon souhaite candidater à ce dispositif national.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

- **APPROUVE** la démarche relative à la candidature de la Ville d'Avignon pour l'obtention du label national 100% EAC ;
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer tout document à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

HCEAC

À L'INITIATIVE DU HAUT CONSEIL DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

CHARTE POUR l'éducation artistique et culturelle

1

L'éducation artistique et culturelle doit être accessible à tous, et en particulier aux jeunes au sein des établissements d'enseignement, de la maternelle à l'université.

2

L'éducation artistique et culturelle associe **la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances.**

3

L'éducation artistique et culturelle vise l'acquisition d'une culture partagée, riche et diversifiée dans ses formes patrimoniales et contemporaines, populaires et savantes, et dans ses dimensions nationales et internationales.
C'est **une éducation à l'art.**

4

L'éducation artistique et culturelle contribue à la formation et à l'émancipation de la personne et du citoyen, à travers le développement de sa sensibilité, de sa créativité et de son esprit critique.
C'est aussi **une éducation par l'art.**

5

L'éducation artistique et culturelle prend en compte **tous les temps de la vie des jeunes**, dans le cadre d'un parcours cohérent impliquant leur **environnement familial et amical.**

6

L'éducation artistique et culturelle permet aux jeunes de **donner du sens à leurs expériences et de mieux appréhender le monde contemporain.**

7

L'égal accès de tous les jeunes à L'éducation artistique et culturelle repose sur **l'engagement mutuel entre différents partenaires :** communauté éducative et monde culturel, secteur associatif et société civile, État et collectivités territoriales.

8

L'éducation artistique et culturelle relève **d'une dynamique de projets associant ces partenaires** (conception, évaluation, mise en œuvre).

9

L'éducation artistique et culturelle nécessite une **formation des différents acteurs** favorisant leur connaissance mutuelle, l'acquisition et le partage de références communes.

10

Le développement de l'éducation artistique et culturelle doit faire l'objet de **travaux de recherche et d'évaluation** permettant de cerner l'impact des actions, d'en améliorer la qualité et d'encourager les démarches innovantes.

AMF · FRANCE URBAINE · AdCF · ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE · RÉGIONS DE FRANCE · fncc collectivités pour la culture · RFVE

DCM_2023_04_29

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

29

ACTION SOCIALE : Financement de projets visant la réussite éducative - CLAS 2022 / 2023.

M. NAHOUM

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La Ville d'Avignon est partenaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.). A ce titre, elle contribue au cofinancement de projets visant l'égalité des chances et la prévention de l'échec scolaire.

Le dispositif CLAS, fondé sur les principes de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001 et sur les orientations de la circulaire interministérielle du 8 juin 2011, relative à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement à la scolarité, vise à fournir un appui et des ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école. Il vise donc à renforcer l'égalité des chances des enfants et des jeunes, favoriser leur réussite scolaire et soutenir la fonction parentale (extrait des orientations nationales).

On désigne par « accompagnement à la scolarité » l'ensemble des actions visant à offrir, au côté de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour leur réussite scolaire, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social. Ces actions se traduisent par de l'aide méthodologique aux travaux scolaires mais aussi par des activités permettant d'élargir les centres d'intérêt des enfants et adolescents.

Certaines actions proposées par les opérateurs associatifs répondant aux principes du CLAS ont été retenues dans la programmation 2022 / 2023 et validées par le Comité restreint parentalité. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, la Ville d'Avignon contribue au développement et au fonctionnement de ces actions.

Certaines associations bénéficiaires étant conventionnées, il convient d'envisager d'établir des avenants aux conventions liant lesdites associations à la Ville d'Avignon et de procéder, pour chacune d'entre elles, au versement de subventions au titre de l'année scolaire 2022 / 2023.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Gestion MPT Monfleury : avenant n°16 à la convention d'objectifs du 6 mars 2021

v. 14 530 € pour l'action « Territoire Ouest Avignon »

Soit un total de : **14 530 €**

ESC Croix des Oiseaux : avenant n°7 à la convention d'objectifs du 26 février 2022

v. 2 500 € pour l'action « CLAS éclosion et CLAS talent »

Soit un total de : **2 500 €**

Centre Social la Fenêtre : avenant n°13 à la convention d'objectifs du 6 mars 2021

v. 6 765 € pour l'action « CLAS »

Soit un total de : **6 765 €**

Sports Loisirs Culture d'Orel : avenant n°8 à la convention d'objectifs du 26 février 2022

v. 24 186 € pour l'action « Accompagnement éducatif à la scolarité pour écoliers et collégiens dans différents locaux du Centre Social d'Orel répartis sur le QPV (St Jean et La Reine Jeanne) et primaires dans les écoles « MASSILLARGUES » et « LES AMANDIERS ».

Soit un total de : **24 186 €**

Centre Social l'Espélido : avenant n°17 à la convention d'objectifs du 6 mars 2021

v. 1 500 € pour l'action « CLAS maternelle et CP, écoles Ste Catherine »

v. 3 250 € pour l'action « CLAS élémentaire école les Vertes Rives »

Soit un total de : **4 750 €**

Association Un pour Un : Association non conventionnée

v. 1 000 € pour l'action « Un pour un Avignon »

Soit un total de : **1 000 €**

Le montant total des aides ainsi fixé à **53 731 €**

Les modalités de versement des subventions, proposées ci-dessus, sont précisées dans les avenants aux conventions d'objectifs joints à la présente délibération.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29

Vu les alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001

Vu la délibération n°23 du Conseil Municipal du 6 mars 2021 et la délibération n°3 du Conseil Municipal du 26 février 2022 portant approbation des conventions d'objectifs passées entre

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE

Date de télétransmission : 05-10-2023

Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

la Ville d'Avignon et les centres sociaux
Vu la programmation CLAS 2022/2023

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ACCORDE**, au titre de l'exercice 2023, les subventions proposées dans le cadre de du CLAS 2022 / 2023, soit un total de 53 731 €
- **IMPUTE** ces dépenses au chapitre 65 - compte 65-748 - fonction 8249
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Élu (e) délégué (e) à signer tout document à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Avenant n°16 à la convention d'objectifs du 6 mars 2021, passée entre la Ville d'Avignon et l'association Gestion MPT Monfleury.

En application des alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001.

Entre la Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2023,

Et l'association Gestion MPT Monfleury, représentée par sa Présidente, Madame Jany NAHON, dûment habilitée à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts de l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET :

La Ville d'Avignon est partenaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.). Ce dispositif, fondé sur les principes de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001 et sur les orientations de la circulaire interministérielle du 8 juin 2011, relative à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement à la scolarité, vise à fournir un « appui et des ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école » afin notamment de contrecarrer « l'appauvrissement de leur environnement familial et social ». Il vise donc à renforcer l'égalité des chances des enfants et des jeunes, favoriser leur réussite scolaire et soutenir la fonction parentale.

Dans ce cadre, les projets développés par la Gestion MPT Monfleury sur le territoire Ouest d'Avignon ont reçu un avis favorable. Il convient de ce fait, d'allouer à cette association une subvention au titre du CLAS 2022/2023.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

14 530 € pour l'action « Territoire Ouest Avignon ».

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

La somme de 14 530 € pourra être versée à « Gestion MPT Monfleury » à la signature du présent avenant.

Fait à Avignon en trois exemplaires, le

Pour l'association,
La Présidente,
Jany NAHON

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Avenant n°7 à la convention d'objectifs du 26 février 2022, passée entre la Ville d'Avignon et l'association ESC Croix des Oiseaux.

En application des alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001.

Entre la Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2023,

Et l'association Espace Social et Culture Croix des Oiseaux, représentée par sa Présidente, Madame Gabrielle FERRIER, dûment habilitée à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts de l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET :

La Ville d'Avignon est partenaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.). Ce dispositif, fondé sur les principes de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001 et sur les orientations de la circulaire interministérielle du 8 juin 2011, relative à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement à la scolarité, vise à fournir un « appui et des ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école » afin notamment de contrecarrer « l'appauvrissement de leur environnement familial et social ». Il vise donc à renforcer l'égalité des chances des enfants et des jeunes, favoriser leur réussite scolaire et soutenir la fonction parentale.

Dans ce cadre, les projets développés par l'Espace Social et Culturel Croix des Oiseaux sur le territoire Sud d'Avignon ont reçu un avis favorable. Il convient de ce fait, d'allouer à cette association une subvention au titre du CLAS 2022/2023.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

2 500 € pour l'action « CLAS éclosion et CLAS talent »

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

La somme de 2 500 € pourra être versée à « ESC Croix des Oiseaux » à la signature du présent avenant.

Fait à Avignon en trois exemplaires, le

Pour l'association,
La Présidente,
Gabrielle FERRIER

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Avenant n°13 à la convention d'objectifs du 6 mars 2021, passée entre la Ville d'Avignon et l'association Centre Social la Fenêtre.

En application des alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001.

Entre la Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2023,

Et l'association Centre Social la Fenêtre, représentée par sa Présidente, Madame Béatrice VALERO, dûment habilitée à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts de l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET :

La Ville d'Avignon est partenaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.). Ce dispositif, fondé sur les principes de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001 et sur les orientations de la circulaire interministérielle du 8 juin 2011, relative à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement à la scolarité, vise à fournir un « appui et des ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école » afin notamment de contrecarrer « l'appauvrissement de leur environnement familial et social ». Il vise donc à renforcer l'égalité des chances des enfants et des jeunes, favoriser leur réussite scolaire et soutenir la fonction parentale.

Dans ce cadre, les projets développés par le Centre Social la Fenêtre sur le territoire de Saint-Chamand ont reçu un avis favorable. Il convient de ce fait, d'allouer à cette association une subvention au titre du CLAS 2022/2023.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

6 765 € pour l'action « CLAS »

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

La somme de 6 765 € pourra être versée à « Centre Social la Fenêtre » à la signature du présent avenant.

Fait à Avignon en trois exemplaires, le

Pour l'association,
La Présidente,
Béatrice VALERO

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Avenant n°8 à la convention d'objectifs du 26 février 2022, passée entre la Ville d'Avignon et l'association Sports Loisirs Culture d'Orel.

En application des alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001.

Entre la Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2023,

Et l'association Sports Loisirs Culture d'Orel, représentée par son Président, Monsieur Jacques CHAIBAINOU, dûment habilité à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts de l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET :

La Ville d'Avignon est partenaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.). Ce dispositif, fondé sur les principes de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001 et sur les orientations de la circulaire interministérielle du 8 juin 2011, relative à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement à la scolarité, vise à fournir un « appui et des ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école » afin notamment de contrecarrer « l'appauvrissement de leur environnement familial et social ». Il vise donc à renforcer l'égalité des chances des enfants et des jeunes, favoriser leur réussite scolaire et soutenir la fonction parentale.

Dans ce cadre, les projets développés par Sports Loisirs Culture d'Orel sur le territoire Nord/Est ont reçu un avis favorable. Il convient de ce fait, d'allouer à cette association une subvention au titre du CLAS 2022/2023.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

24 186 € pour l'action « Accompagnement éducatif à la scolarité pour écoliers et collégiens dans différents locaux du Centre Social d'Orel répartis sur le QPV (St Jean et La Reine Jeanne) et primaires dans les écoles « MASSILLARGUES » et « LES AMANDIERS »

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

La somme de 24 186 € pourra être versée à « Sports Loisirs Culture d'Orel » à la signature du présent avenant.

Fait à Avignon en trois exemplaires, le

Pour l'association,
Le Président,
Jacques CHAIBAINOU

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205c-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Avenant n°17 à la convention d'objectifs du 6 mars 2021, passée entre la Ville d'Avignon et l'association Centre Social l'Espélido

En application des alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001.

Entre la Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2023,

Et l'association Centre Social l'Espélido, représentée par son Président, Monsieur Thierry PRONER, dûment habilité à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts de l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET :

La Ville d'Avignon est partenaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.). Ce dispositif, fondé sur les principes de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001 et sur les orientations de la circulaire interministérielle du 8 juin 2011, relative à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement à la scolarité, vise à fournir un « appui et des ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école » afin notamment de contrecarrer « l'appauvrissement de leur environnement familial et social ». Il vise donc à renforcer l'égalité des chances des enfants et des jeunes, favoriser leur réussite scolaire et soutenir la fonction parentale.

Dans ce cadre, les projets développés par le Centre Social l'Espélido sur le territoire de Montfavet ont reçu un avis favorable. Il convient de ce fait, d'allouer à cette association une subvention au titre du CLAS 2022/2023.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

1 500 € pour l'action « CLAS maternelle et CP, école Ste Catherine »
3 250 € pour l'action « CLAS élémentaire école les Vertes Rives »

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

La somme de 4 750 € pourra être versée au « Centre Social l'Espélido » à la signature du présent avenant.

Fait à Avignon en trois exemplaires, le

Pour l'association,
Le Président,
Thierry PRONER

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

DCM_2023_04_30

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001204e-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

30

ACTION CULTURELLE : Convention d'aide à l'investissement 2023 - Association de Gestion du Festival d'Avignon.

M. NAHOUM

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération en date du 24 juin 2023, vous avez adopté les subventions de fonctionnement attribuées aux associations culturelles conventionnées et approuvé les conventions financières afférentes.

Le Festival d'Avignon reçoit, par ailleurs, une subvention annuelle d'aide à l'investissement de 75 000 € pour maintenir à niveau ses équipements.

Je vous propose d'attribuer, pour l'exercice 2023, une subvention d'investissement en faveur de l'Association de Gestion du Festival d'Avignon de 75 000 €.

.

Vous trouverez en annexe la convention correspondante.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ACCORDE** l'attribution d'une subvention d'investissement de 75 000 € (soixante quinze mille euros) en faveur de l'Association de Gestion du Festival d'Avignon,
- **ADOPTE** la convention à intervenir entre l'association et la Ville d'Avignon,
- **IMPUTE** la dépense de 75 000 € au chapitre 204 - compte 20422 du budget principal de la Ville,
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toutes pièces à intervenir.

ADOPTE

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001204e-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM ne prennent pas part au vote.

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204e-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CONVENTION FINANCIÈRE 2023

Ville d'Avignon / Association de Gestion du Festival d'Avignon

ENTRE

La Ville d'Avignon, représentée par son Maire, Cécile HELLE, dûment habilitée par délibération du 30 septembre 2023,

D'une part

***ET**

L'Association de GESTION DU FESTIVAL D'AVIGNON, sise Cloître Saint Louis, 20 rue du Portail Boquier, 84000 AVIGNON, représentée par sa Présidente, Françoise NYSSEN,

D'autre part,

Préambule

Parallèlement à la convention financière approuvée par délibération en date du 24 juin 2023, allouant une subvention de fonctionnement 949 620€ pour le projet d'activités de l'année 2023, du Festival d'Avignon en faveur de l'association de gestion du festival d'Avignon,

Considérant la convention d'objectifs pluriannuelle qui lie l'association à la Ville ainsi qu'à ses autres partenaires institutionnels approuvée par délibération en date du 24 avril 2019 et son avenant de prolongation approuvé par délibération du 29 avril 2023,

Considérant la demande de subvention d'aide à l'investissement formulée par l'association d'un montant de 75 000 €,

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204e-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

En conséquence il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : MONTANT DE LA SUBVENTION

La Ville d'Avignon accorde à l'association une subvention de 75 000 € en investissement pour l'année 2023 à l'association.

La subvention d'investissement de 75 000 € sera versée après réception d'un compte d'emploi de la subvention d'investissement 2022.

ARTICLE 2 : CONVENTION ANNUELLE

La présente convention est valable pour l'année 2023, du 1er janvier au 31 décembre.

ARTICLE 3 :MODIFICATIONS

La présente convention peut être modifiée par avenant, notamment dans l'hypothèse où l'un ou l'autre des partenaires demanderait des prestations ou renoncerait à certaines actions prévues au programme prévisionnel.

ARTICLE 4 : LITIGES

Tout litige pouvant naître de l'application de la présente convention, après échec d'une négociation par voie amiable, relèvera du Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Avignon en 2 exemplaires, le ……

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

Pour l'Association de
Gestion du Festival d'Avignon,
La Présidente,
Françoise NYSSEN

DCM_2023_04_31

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

31

ACTION CULTURELLE : Convention de dépôt de trois œuvres d'Art contemporain à la Collection Lambert.

M. NAHOUM

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Trois oeuvres d'Art Contemporain actuellement conservées par la Collection Lambert, données par Yvon LAMBERT en 2001-2002 sont propriété de la Ville d'Avignon.

Il s'agit de : Monument Odessa, 1989 de Christian BOLTANSKI, Sans titre (Hombre negro con fuego), 1983 de Miquel BARCELO et Untitled, 1987 de Jean-Michel BASQUIAT.

Ces œuvres étaient déjà mentionnées dans la convention de 1999, concernant le contrat de dépôt des œuvres appartenant à l'Etat à l'association Collection Lambert pour 20 ans, mais n'ont jamais fait, pour ce qui les concerne précisémment l'objet d'un dépôt par la Ville.

Il est donc proposé de mettre en place une convention de dépôt entre la Ville d'Avignon et la Collection Lambert, d'autant plus qu'une demande de prêt est formulée pour l'œuvre Sans titre (Hombre negro con fuego) de Miquel BARCELO au musée Barbier-Mueller à Genève du 11 octobre 2023 au 21 avril 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- APPROUVE l'établissement d'une convention de dépôt, au profit de la Collection Lambert concernant les trois oeuvres susmentionnées, propriété de la Ville d'Avignon,
- AUTORISE Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toutes pièces à intervenir.

AR préfecture :
Date de télétransmission :
Date de réception en préfecture :

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire

Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

Collection Lambert musée d'art contemporain Avignon

Convention de dépôt d'œuvres et d'artefacts
N° 21072023

Entre les soussignés

La **Collection Lambert en Avignon**
Centre d'art contemporain d'intérêt national
Association loi 1901
Siret n° : 430 159 822 00013 I Code APE 923 A
Dont le siège social est situé au 5, rue Violette - 84000 Avignon
Représentée par Jean-Luc CHOPLIN, en sa qualité de Président
Ci-après dénommée la « Collection Lambert »
D'une part,

Et

La **Ville d'Avignon**
Représentée par son Maire, Cécile HELLE, dûment habilitée par délibération en date du 30 septembre 2023, confirmant la délibération n°2 en date du 4 juillet 2020 rendue exécutoire le 6 juillet 2020 et plus spécialement autorisée à signer la convention de dépôt de 3 œuvres appartenant à la Ville,
Dont le siège se situe à l' Hôtel de Ville - Place de l'horloge 84000 AVIGNON
Ci-après dénommé le « Prêteur »
D'autre part.

Le « Prêteur » et la « Collection Lambert » sont individuellement dénommées une « Partie » et collectivement dénommées les « Parties ».

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. Objet
La présente convention vise à régulariser et à déterminer les conditions de mise à disposition de la Collection Lambert en Avignon d'œuvres d'art et d'artefacts propriété du Prêteur. La convention précise notamment les obligations des Parties.

Article 2. Désignation
Les œuvres d'art et artefacts mis à disposition de la Collection Lambert en Avignon sont décrits dans l'inventaire annexé à la présente convention.
Les Parties s'accordent sur le caractère évolutif de cette liste qui pourra être modifiée par la signature d'un avenant à la convention.

Article 3. Durée
Le dépôt est concédé par le Prêteur à titre gratuit pour une durée de vingt années à compter de la date de signature de la présente convention.
Il est renouvelable une fois par tacite reconduction sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties, six mois avant échéance.

Article 4. Engagements des Parties
4.1 Le Prêteur s'engage à :
- Mettre à disposition de la Collection Lambert les œuvres d'art et artefacts listés en annexe ;
- Autoriser leur exposition au sein des espaces de la Collection Lambert ou dans tout autre espace d'exposition remplissant des conditions d'exposition et de sécurité semblables ;

- Autoriser gracieusement le prêt de ses œuvres d'art et artefacts pour la tenue d'expositions temporaires réalisées sous la responsabilité de tiers ;
- Autoriser les reproductions photographiques ou autres des œuvres d'art et artefacts prêtés comme détaillé à l'article 6.

4.2 La Collection Lambert s'engage à :
- Assurer des conditions optimales de conservation, notamment de température et d'humidité, pendant toute la durée du dépôt ;
- Avertir le Prêteur de toute dégradation de l'état des œuvres d'art et artefacts prêtés, les restaurations éventuelles seront entreprises avec l'accord du Prêteur ;
- Lorsque les œuvres sont exposées au public, la Collection Lambert s'engage à ce que l'exposition soit réalisée sous la responsabilité du personnel scientifique de conservation, en mentionnant la provenance sous la forme « Auteur, titre de l'œuvre, date, technique » et « Collection privée » ;
- Informer le Prêteur en cas de prêt de ses œuvres d'art et artefacts à un tiers pour la réalisation d'une exposition temporaire et assurer la gestion administrative de ces prêts ;
- Garantir les conditions de sécurité requises lors de l'exposition des œuvres d'art et artefacts. Et avertir le Prêteur de toute modification intervenue dans les conditions de sécurité.
- Lister dans l'inventaire et la base de données de la Collection Lambert les œuvres d'art et les artefacts faisant l'objet de la présente convention de dépôt. Et les prendre en charge dans le récolement des collections.
- Assurer les œuvres d'art et artefacts prêtés comme détaillé à l'article 5.
- Prendre en charge tous les frais et charges liés à ces engagements, et notamment les frais de transport aller et retour ainsi que les assurances clou-à-clou du transport.

Article 5. Assurance
Les risques éventuels de vol, de perte ou dégradations des œuvres seront assurés par la Collection Lambert auprès d'une compagnie d'assurance de son choix.
La valeur individuelle d'assurance de chaque œuvre figure dans l'inventaire annexé à la présente convention.

En cas de prêt de ces œuvres par la Collection Lambert, elle devra s'assurer que le dépositaire fournisse un engagement de garantie ou souscrive une assurance "clou à clou" en valeur agréée sans franchise couvrant les risques de vol, de perte ou de détérioration des œuvres pendant le transport et la durée concernée.

Article 6. Constat d'état

En cas d'ajout de nouvelles œuvres à cette convention de dépôt par voie d'avenant, un constat d'état sera établi par le prêteur et communiqué à la Collection Lambert en même temps que l'œuvre. Il peut comporter des indications techniques de conservation et d'expositions auxquelles ce dernier sera tenu de se soumettre.

Article 7. Droit de reproduction et publication
La Collection Lambert pourra effectuer toute reproduction photographique ou autres, de tout ou partie des œuvres d'art et artefacts mis en dépôt.
Sous réserve du respect du droit d'auteur ainsi que du droit à l'image, ces images pourront être :
- Reproduites, adaptées ou représentées en tout ou partie dans des documents de communication émanant de la Collection Lambert sur son site internet, ses brochures, revues de presse, bilans, réseaux sociaux ;
- Reproduites, adaptées ou représentées en tout ou partie dans les journaux et périodiques.
Tout autre document, reproduction ou utilisation autres que ceux prévus dans la présente convention feront l'objet, le cas échéant, d'un accord contractuel écrit et distinct.
Chaque reproduction sera accompagnée d'une légende suivant ce modèle : « Auteur, titre de l'œuvre, date, technique, dimensions » et « Collection privée ».

Article 8. Conditions de retrait
En cas de manquement avéré imputable à la Collection Lambert, la présente convention serait résolue de plein droit et le Prêteur se réserverait alors la possibilité de procéder au retrait des dépôts, et ce, sans contrepartie.

Article 9. Divers
Ce dépôt est consenti et accepté de bonne foi entre les Parties et en conformité avec les règles professionnelles applicables dans les musées.
En cas de désaccord des Parties à propos de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, celles-ci s'engagent à d'abord coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable au litige.
Tout litige auquel pourrait donner lieu les présentes sera, après apurement des voies amiables (conciliation, arbitrage), porté devant les tribunaux compétents.

Article 10 : MODIFICATION ET EXTENSION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

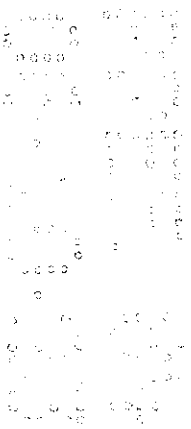
Article 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à Avignon, en deux exemplaires originaux, le ~~21 juillet 2023~~

Pour la Ville d'Avignon
Cécile HELLE, Maire

Pour la Collection Lambert
Jean-Luc CHOPLIN, Président



Collection Lambert Avignon musée d'art contemporain

ANNEXE

Liste des œuvres en dépôt :

VISUEL	ARTISTES	*TITRE*, DATE	TECHNIQUE/ MATERIAUX	DIMENSIONS (encadrée)	VALEUR D'ASSURANCE
	Christian BOLTANSKI	*Monument Odessa,* 1989	Photographies (épreuves argentiques noir et blanc), boîtes métalliques corrodées, ampoules et système électrique	H 170 x L 130 x p 21,7 cm	60 000 €
	Miquel BARCELO	*Sans titre (Hombre negro con fuego),* 1983	Collage et peinture sur papier déchiré	H 167,5 x 118,8 x 5 cm	400 000 €
	Jean-Michel BASQUIAT	Untitled, 1987	Crayons de couleur et mine graphite sur papier	H 75,5 x 95,5 x P 4 cm	350 000 €

DCM_2023_04_32

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

32

AVIGNON - MUSEES : Renouvellement de la convention "Collection Naturaliste Sud Provence Alpes Côte d'Azur".

M. NAHOUM

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Depuis 2004, les 5 musées d'histoire naturelle du territoire de Provence / Alpes /Côte d'Azur - ceux d'Aix-en-Provence, d'Avignon, de Marseille, de Nice et du Var - sont organisés en un réseau formel, grâce à une convention de partenariat. En 2009, ils ont été rejoints par l'Université d'Aix-Marseille (AMU), compte tenu de l'importance de ses collections.

Outre la collaboration à travers des échanges ponctuels et des rencontres qui permettent actuellement de croiser les pratiques et les compétences à moindres frais, cette convention-cadre rappelle les rôles de ces institutions : à travers la constitution et la conservation des collections patrimoniales d'histoire naturelle, avec une qualité qui impose de respecter le cadre légal de la loi « Musées de France » de 2002, ces établissements sont des lieux de référence, identifiés tant par le grand public que par la communauté scientifique. Ils sont concernés par des enjeux sociétaux tels que : le changement climatique, la crise des vocations scientifiques et de l'enseignement, la diminution de la culture scientifique et la diffusion des fausses informations…

A ce titre, ils reçoivent l'attention de structures d'envergure régionales telles que : la DRARI (Direction Régionale Académique à la Recherche et à l'Innovation) qui pilote la *Fête de la Science* ou la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), voire directement du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Sur la base de cette convention-cadre régionale à laquelle nous vous proposons d'adhérer, les structures de l'Etat peuvent apporter un soutien financier pour la conduite de projets qui se déroulent dans plusieurs muséums : étude ou restauration de collections, expositions itinérantes, etc...

La signature de la présente convention n'engagera pas notre collectivité vers des obligations ou des contraintes budgétaires supplémentaires ; elle est l'opportunité d'obtenir des soutiens et des financements complémentaires pour les projets qu'elle poursuit à travers son Muséum REQUIEN. La convention permet enfin de réaffirmer qu'Avignon est la figure de proue vauclusienne pour les sciences naturelles en Provence / Alpes / Côte d'Azur.

Nous vous proposons de donner votre approbation à la signature de cette convention, pour une durée de 5 ans (2023 / 2028), renouvelable une fois.

Vous trouverez en annexe la convention correspondante.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Etat à savoir le ministère de l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et le ministère de la culture, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département du Var, la Ville d'Aix-en-Provence, la Ville de Marseille, la Ville de Nice, le muséum d'histoire naturelle de Paris, l'Université d'Aix-Marseille et la Ville d'Avignon pour une mise en réseau de ces établissements ;
- **ACCEPTE** la signature de la convention-cadre de partenariat « collections naturalistes de PACA » pour une durée de 5 ans ;
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

PROJET

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

" Collections naturalistes PACA"

PORTANT SUR LA MISE EN RÉSEAU ET LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIONS COMMUNES DES MUSÉES D'HISTOIRE NATURELLE DE LA RÉGION SUD – PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR du MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE ET D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

Convention n°..... / Durée : 2023-2028

ENTRE

L'État - Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, représenté par Le Directeur Général de la recherche et de l'innovation, ci-après désigné par « l'État ».

L'État - Ministère de la Culture, représenté par La Direction régionale des affaires culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur, ci-après désigné par « la DRAC PACA ».

La Région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil Régional.

La Ville d'Aix-en-Provence, représentée par le Maire.

La Ville d'Avignon, représentée par le Maire.

La Ville de Marseille, représentée par le Maire.

La Ville de Nice, représentée par le Maire.

Le Département du Var, représenté par son Président.

Le Muséum national d'histoire naturelle (Paris), représenté par son Président.

L'Université d'Aix-Marseille, représentée par son Président.

Tous ensemble ci-après dénommés, « **les signataires** ».

Préambule

Considérant que l'appellation « Musée de France » a été attribuée aux musées d'histoire naturelle d'Aix-en-Provence, d'Avignon, de Nice, de Marseille et du Var, en application des dispositions de l'article 4 de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002, au regard de la valeur patrimoniale, culturelle et scientifique des collections qu'ils conservent,

Considérant que, depuis l'an 2000, les institutions concernées par la présente convention constituent entre elles un réseau et ont à ce titre instauré une collaboration scientifique et technique régulière, notamment par des échanges d'informations, d'expertises scientifiques, par le prêt de spécimens issus de leurs collections et d'expositions, par des synergies en matière de communication ou de la recherche,

Considérant qu'une convention précédente a déjà été établie depuis 2004 sur une "mise en réseau et le développement d'actions communes des musées d'histoire naturelle dans la région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Muséum national d'histoire naturelle, de l'Université de Provence (signataire en 2009-2015) et renouvelée plusieurs fois,

Considérant que les musées d'histoire naturelle et Aix-Marseille Université répartis sur le territoire de la région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur ont pour missions essentielles, outre la préservation et l'enrichissement du patrimoine, un soutien à la recherche scientifique et l'information du public par des présentations de qualité sur les sciences de la vie et de la terre, mais aussi des liens historiques forts,

Considérant les dispositions de l'article 9 de la loi n°2002-5 du 4 Janvier 2002 relative aux Musées de France selon lesquelles l'État encourage et favorise la constitution de réseaux entre les musées de France auxquels peuvent participer des établissements de recherche et d'enseignement supérieur,

Considérant que le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) pilote au niveau national et européen le réseau national des collections naturalistes (infrastructure Récolnat) auquel plusieurs établissements de la région PACA Sud participent d'une part et d'autre part que le MNHN dispose au niveau régional de plusieurs sites implantés en région PACA (Harmas Jean-Henri Fabre et Jardin du Val Rahmeh-Menton),

Considérant la richesse patrimoniale et scientifique des musées et d'Aix-Marseille Université du territoire concerné,

Considérant la volonté de l'État et de la Région de mettre en place en région Sud - PACA un réseau régional de culture scientifique, technique et industrielle,

Considérant le caractère déterminant des moyens apportés par les collectivités territoriales et l'État pour consolider et poursuivre les actions menées par les musées d'histoire naturelle de la région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur et Aix-Marseille Université,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention, impliquant les professionnels des institutions détentrices de collections d'histoire naturelle de la région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment les musées d'histoire naturelle, le MNHN et Aix-Marseille Université, a pour objet de faciliter leurs collaborations autour de missions partagées (en particulier les missions réglementaires et permanentes figurant à l'article 4 de la loi Musée de France), à savoir :
- Conserver, restaurer, étudier, enrichir et gérer les collections et le patrimoine biologique, géologique et ethnologique.
- Rendre les collections accessibles aux publics les plus larges.
- Concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'accès égal de tous à la culture et présenter des savoirs et des questions de société.
- Assurer une expertise, mener et/ou collaborer à des travaux de recherche dans le domaine des sciences naturelles et de la muséologie.
Dans ce cadre, l'Université d'Aix-Marseille pourra s'appuyer sur l'expertise des musées d'histoire naturelle signataires de cette présente convention.

ARTICLE 2 : Définition des actions

L'État, la DRAC PACA, la Région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, les villes d'Aix-en-Provence, d'Avignon, de Marseille, de Nice, le Département du Var, le Muséum national d'histoire naturelle (Paris) et l'Université d'Aix-Marseille s'associent dans une démarche visant à :

- Développer l'échange de savoir-faire et d'expertise autour des collections naturalistes et de la bio-géodiversité régionale (récolement, inventaire, conservation préventive, identification de spécimens...).

- Valoriser les collections et patrimoine commun afin d'en faciliter l'accès, rendre accessibles leurs données au plus grand nombre, dans le cadre du plan sur la science ouverte, et mener des projets concertés (numérisation, bases de données, expositions, publications...).

- Faciliter avec le soutien des collectivités territoriales du territoire, une politique de partenariat visant à optimiser la recherche de moyens et de ressources permettant de remplir les missions "Musée de France".

- Partager des compétences par la production d'outils pédagogiques communs, de documents d'information, de formations professionnelles et d'entraide visant à une économie d'échelle et à une plus grande sobriété des actions menées.

- Diversifier, en tenant compte des actions déjà entreprises, les projets pédagogiques, culturels et scientifiques, en développant notamment une stratégie de médiation inclusive à destination des publics et un partage des connaissances.

- Accompagner, par leurs expertises, les structures du territoire Provence-Alpes-Côte d'Azur, traitant de patrimoine scientifique, technique et naturel ou détentrices de collections d'histoire naturelle.

- Diffuser des connaissances dans le domaine scientifique, technique et naturel, notamment par la participation concertée à des manifestations nationales, régionales ou locales, par la coproduction de média (exposition, projet numérique, publication...).

ARTICLE 3 : Opérations particulières

Chaque opération particulière impliquant tout ou partie des signataires de la présente convention-cadre fera l'objet d'une convention spécifique.

Chaque convention précisera la nature de l'opération, ses objectifs, les partenaires impliqués, le plan de financement et les subventions demandées.

ARTICLE 4 : Partenariat

Le réseau "Collections naturalistes PACA" est ouvert à la collaboration et au partenariat à toute institution du territoire national, faisant partie de la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur ou limitrophe, détentrice de collections naturalistes patrimoniales, dans le périmètre des actions mentionnées à l'article 2.
Suivant leurs natures, ces collaborations ou partenariats pourront faire l'objet d'une convention spécifique avec tout ou partie des signataires.

ARTICLE 5 : Fonctionnement

Le réseau des professionnels de la présente convention s'engage à se réunir au minimum une fois par an, afin de présenter un rapport d'activités succinct des actions menées dans l'année et de fixer les objectifs pour l'année à venir.

En plus de la réunion de coordination, des temps de rencontre et de travail autour des thèmes mentionnés dans l'article 2 seront programmés avec les professionnels concernés des signataires et des partenaires.

Le total de rencontres ne pourra excéder le nombre de quatre. Elles se dérouleront sur une journée maximum et sur la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur ou limitrophe.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une période de cinq ans à compter de la date de notification de la présente convention aux signataires.
La présente convention pourra être reconduite tacitement une fois pour la même période de 5 années, avec l'accord des signataires.

ARTICLE 7 : Retrait, modification et résiliation

Chaque signataire est libre de se retirer de la présente convention dès lors qu'il en exprime le souhait. Il adresse alors une lettre recommandée avec avis de réception adressée à chacun des autres signataires. Il est toutefois précisé que pour ne pas pénaliser les actions en cours, le signataire ne peut se retirer qu'une fois ces actions en cours terminées.

La présente convention pourra être modifiée à tout moment par un avenant, sur demande de l'une des parties, et après accord et signature de l'ensemble des signataires.

La présente convention peut être résiliée après accord unanime des signataires.

ARTICLE 8 : Litiges

En cas de litige, les signataires de la présente convention tenteront de le régler de façon amiable et à défaut une action en justice pourra être engagée auprès du tribunal compétent.

En onze exemplaires originaux

Pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Le Directeur Général de la Recherche et de l'Innovation Fait à Paris, le	**Pour le Ministère de la Culture** La Directrice Régionale de la DRAC PACA, Fait à Aix-en-Provence, le
Pour la ville d'Aix-en-Provence, Le Maire, Fait à Aix-en-Provence, le	**Pour la ville d'Avignon,** Le Maire, Fait à Avignon, le
Pour la ville de Marseille, Le Maire, Fait à Marseille, le	**Pour la ville de Nice,** Le Maire, Fait à Nice, le
Pour le Département du Var Le Président, Fait à Toulon, le	**Pour Aix-Marseille Université** Le Président, Fait à Marseille, le
Pour le Muséum national d'histoire naturelle Le Président, Fait à Paris, le	**Pour la Région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur** Le Président Fait à Marseille, le

DCM_2023_04_33

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

33

AVIGNON - MUSEES : Fixation du nombre d'exemplaires gratuits des publications municipales.

M. NAHOUM

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Afin de valoriser et d'accompagner les expositions présentées dans les musées municipaux, des publications scientifiques ou de vulgarisation sont publiées par la Ville et vendus au public. Cela permet aussi de conserver la mémoire des expositions au moyen de catalogues (plus détaillés) ou d'albums (spécialisés sur un thème, une exposition temporaire).

Pour chacune des publications ci-dessous, un prix de vente a été fixé par décision. Il est intéressant de permetre la possibilité de don ou d'échange de plusieurs exemplaires. Les échanges se feront avec d'autres collectivités pour les publications de leurs musées, bibliothèques, centres de documentation. Les dons sont destinés à des scolaires, des stagiaires et pour les besoins des conservations afin de contribuer au rayonnement de notre Ville. Ces exemplaires seront retirés de la vente.

Il s'agit des ouvrages suivants dont les traifs ont été fixés par décision:

* Catalogue "Le Guerrier de Mondragon" - Décision du 10/12/2018.
500 exemplaires imprimés, 350 unités à 35 €/pièce et 150 exemplaires gratuits

* Album "L'artiste en majesté" - Décision du 16/09/2020
1000 exemplaires imprimés dont 750 unités à 5 €/pièce et 250 exemplaires gratuits

* Album "Rythmes, lignes et Couleur - Oeuvres inédites de Vernon BLAKE à travers les collections du musée Calvet - Paysages, natures mortes, nus" - Décision du 19/11/2021
750 exemplaires imprimés dont 600 unités à 5€/pièce et 150 exemplaires gratuits

* Album "Des compagnons pour la Vie et pour l'éternité" - Décision du 24/06/2022
550 exemplaires dont 500 unités à 5 €/pièce et 50 gratuits

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

* Album "L'Animal : représentations et significations" - Décision du 26/01/2023
200 exemplaires ont été imprimés dont 120 exemplaires seront vendus au prix de 5€/pièce et 80 exemplaires gratuits
100 affiches ont été imprimées. 80 seront vendues au prix de 2€/pièce. 20 affiches sont réservées pour les besoins des échanges et seront gratuites

* Album "La Camargue sublimée: Photographies de Pierre AUBANEL" - Décision du 17/10/2022
500 albums imprimés dont 450 unités à 5 €/pièce et 50 gratuits
100 affiches imprimées dont 90 unités à 2 € et 10 gratuites

* Exposition "Joe HAMMAN - Un homme de légende" Décision en cours d'enregistrement
150 affiches imprimées au prix de 2 €/pièce et 50 gratuites

* Catalogue "Les Merveilleuses histoires de Thésée - Un héros antique dans la Florence de la Renaissance - Décision du 23/01/2023
400 exemplaires imprimés, 360 exemplaires au prix de 14,50 €/pièce et 40 exemplaires gratuits

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** l'attribution gratuite du nombre d'exemplaires ci-dessus précités de catalogues, albums et affiches,
- **DECIDE** que ces catalogues, albums et affiches gratuits seront sortis de la régie municipale et confiés aux responsables scientifiques des musées municipaux,
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Le Maire

Mme Cécile HELLE



Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE

Date de télétransmission : 05-10-2023

Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Nombre d'albums mis à la vente

Nom	Albums imprimés	Albums mis à la vente	Albums gratuit (don, échanges avec des musées, périscolaire…)	Prix à l'unité
« Le Guerrier de Mondragon »	500	350	150	35 € / l'unité
« L'artiste en majesté »	1 000	750	250	5 € / l'unité
« Rythmes, lignes et Couleur »	750	600	150	5 € / l'unité
« Des compagnons pour la Vie et pour l'éternité »	550	500	50	5 € / l'unité
« L'Animal : représentations et significations »	200	120	80	5 € / l'unité
« La Camargue sublimée : Photographies de Pierre AUBANEL	500	450	50	5 € / l'unité
« Les Merveilleuses histoire de Thésée »	400	360	40	214.5 € / l'unité

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Nombre d'affiches mises à la vente

Nom	Affiches Imprimées	Affiches mises à la vente	Affiches gratuit (promotion du musées, …)	Prix à l'unité
« L'Animal : représentations et significations »	100	80	20	2 € / l'unité
« La Camargue sublimée : Photographies de Pierre AUBANEL	100	90	10	2 € / l'unité
« Joe HAMMAN – Un homme de légende »	150	100	50	2 € / l'unité

Attribution :

Par le cabinet du Maire lors de visites de personnalités (ex. Thésée pour la Pdte du Louvre)

Par les conservateurs : échanges avec d'autres musées contre d'autres publications,

A l'occasion d'Ateliers pour des périscolaires, écoles, etc… (avec accord du cabinet du Maire)

Affiches : données pour la promotion du musée ou de l'exposition (avec accord du cabinet du Maire).

Le régisseur tiendra un tableau recensant la liste et le nombre des catalogues et affiche donnés.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

DCM_2023_04_34

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

34

SPORTS : Participation financière régionale pour l'utilisation des équipements sportifs par les lycées - Année scolaire 2022/2023.

Mme HADDAOUI

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

En matière d'enseignement de l'éducation physique et sportive, il revient à la Région de garantir, aux lycées publics ou privés sous contrat d'association, l'accès à des installations et aires d'activités adaptées.

À cet effet, dans un souci d'utilisation rationnelle de l'ensemble des équipements existants, le recours aux installations sportives municipales est un axe privilégié.

Ainsi, comme chaque année, est proposée une convention relative à la participation financière régionale pour l'utilisation des équipements sportifs municipaux par les lycées publics ou privés sous contrat d'association.

Le barème horaire régional, en fonction du type d'équipement utilisé est fixé comme suit :

- 18,66 € par heure d'utilisation pour les stades et assimilés,
- 13,99 € par heure pour les gymnases et assimilés,
- 77,74 € par heure pour un bassin de piscine,
- 19,44 € par heure et par ligne d'eau pour les piscines.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la convention liant la Ville au Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, pour l'année scolaire 2022-2023, pour la participation financière de la Région à l'utilisation des équipements sportifs par les lycées publics ou privés sous contrat d'association,
- **IMPUTE** la recette afférente au chapitre 74 du budget principal,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE



Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Convention relative à la participation financière régionale pour l'utilisation d'un ou plusieurs équipements sportifs municipaux ou communautaires par un ou plusieurs lycée publics ou privés sous contrat d'association

Année scolaire 2022-2023

ENTRE

La Commune d'Avignon, représentée par son Maire, Madame Cécile HELLE, dûment habilité à signer cette convention par la délibération n° du Conseil municipal en date du

Ci-après désignée "la commune"

ET

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, dûment habilité à signer cette convention par la délibération n° 23-0379 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 23/06/2023

Ci-après désignée "la Région"

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1311-15 ;
Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L214-4 ;
Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000, notamment l'article 34 ;
Vu les délibérations cadres n° 96-102 du 26 octobre 1996, n° 00-262 du 22 décembre 2000,
Vu la délibération n° 04-78 du 22 octobre 2004 approuvant d'une part la conventions-type bipartite financière et d'autre part la convention-type tripartite relative aux modalités d'utilisation (entretien, sécurité, …) des équipements sportifs communaux utilisés par les lycées ;
Vu la délibération n°08-71 du 4 avril 2008 modifiant la convention-type financière votée le 22 octobre 2004 ;
Vu la délibération n°15-297 du 24 avril 2015 du Conseil régional modifiant la convention-type financière approuvée le 4 avril 2008 ;
Vu la délibération n° 23-0379 du 23/06/2023 de la Commission permanente du Conseil régional ;

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La construction, l'équipement et le fonctionnement des lycées et établissements publics locaux d'enseignement de même niveau relèvent de la compétence de la Région.

En matière d'enseignement de l'éducation physique et sportive, il revient donc à la Région de garantir à ces établissements l'accès à des installations et des aires d'activités adaptées.

A cet effet, dans un souci d'utilisation rationnelle de l'ensemble des équipements existants, le recours aux installations sportives des communes peut être privilégié.

Dans ce cas, conformément à l'article L. 214-4 du Code de l'Education, des conventions sont passées entre l'établissement, la Région et la commune propriétaire des équipements afin de permettre la réalisation des programmes d'éducation physique et sportive.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-15 du Code général des collectivités locales, l'utilisation des équipements sportifs de la commune par un ou plusieurs lycées publics ou privés peut faire l'objet d'une participation financière de la Région, au bénéfice de la commune.

Article 1 - Objet

La présente convention définit les modalités de calcul et de versement de la participation financière de la Région pour l'utilisation, par un ou plusieurs lycées publics et privés sous contrat d'association, des équipements sportifs de la commune.

Article 2 – Modalité de calcul de la participation régionale

2.1 Le montant prévisionnel de la participation régionale est égal, pour chaque lycée concerné et par équipement, au nombre d'heures prévisionnelles d'utilisation multiplié par le barème horaire régional.

2.2 Heures prévisionnelles d'utilisation

Les heures prévisionnelles d'utilisation, par lycée et par équipement, sont transmises à la Région par la commune, au plus tard en début d'année scolaire

Chaque planning doit être visé par le chef d'établissement concerné (proviseur ou directeur).

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

2.3 Barème horaire régional

Le barème horaire régional est égal au barème horaire adopté par la commune, dans la limite des plafonds suivants :
- 18,66 € par heure d'utilisation pour les stades et assimilés,
- 13,99 € par heure pour les gymnases et assimilés,
- 77,74 € par heure pour un bassin,
- 19,44 € par heure et par ligne d'eau.

Ce plafond correspond à une utilisation exclusive de l'équipement par un établissement. En cas de présence simultanée de plusieurs établissements utilisateurs, le barème appliqué par la commune doit être révisé au prorata de l'occupation de l'équipement par chaque établissement.

Article 3 – Montant de la participation régionale

La liste des lycées concernés, les heures prévisionnelles d'utilisation des équipements pour l'année scolaire et le montant de la participation régionale prévisionnelle font l'objet de l'annexe à la présente convention.

Ce montant prévisionnel constitue un plafond, et ne pourra être révisé à la hausse, quel que soit le nombre d'heures effectivement réalisées par les établissements concernés.

Article 4 – Mandatement de la participation régionale

4.1 Aucun mandatement ne peut intervenir avant la signature de la présente convention, et sa transmission, par la Région.

4.2 La liquidation et le mandatement de la participation régionale interviennent à l'issue de l'année scolaire, sur présentation par la commune :

- d'une demande de versement ou d'un titre de recettes pour les lycées publics concernés dont le montant est déterminé en tenant compte des heures effectives d'occupation dans les limites du dernier alinéa de l'article 3 de la présente convention ,

- d'une demande de versement ou d'un titre de recettes pour les lycées privés concernés dont le montant est déterminé en tenant compte des heures effectives d'occupation dans les limites du dernier alinéa de l'article 3 de la présente convention.

- accompagnées, pour chaque établissement, d'un décompte détaillé des heures effectives d'utilisation par type d'équipement, visé par le chef d'établissement.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

4.3 La commune dispose d'un délai maximum de deux ans à compter du 1er juillet de l'année considérée pour transmettre à la Région l'ensemble des justificatifs nécessaires au mandatement de la participation régionale. Passé ce délai, la convention prend fin et chacune des parties est déliée de ses obligations envers l'autre.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2022-2023.

Elle prend effet après la signature des parties.

Fait à Marseille, le

Le Maire	Le Président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur
M.	M. Renaud MUSELIER

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001204a-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE : UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX PAR LES LYCEES

Commune d'Avignon

ANNEE SCOLAIRE 2022-2023

PLAFONDS REGION :

GYMNASE	13,99 €
STADE	18,66 €
PISCINE	77,74 €

19,44

		PREVISIONNEL			
TYPE	NOM LYCEE	NB HEURES PREVIS.GYMNASE	NB HEURES PREVIS.STADE	NB HEURES PREVIS.PISCINE	MONTANT PREVISIONNEL
PUBLIC	FREDERIC MISTRAL	63	0	57	5 312,55 €
PUBLIC	AUBANEL	1684,5	0	19,5	25 082,09 €
PUBLIC	RENE CHAR	1510	0	0	21 124,90 €
PUBLIC	ROBERT SCHUMAN	815	771	0	25 788,71 €
PUBLIC	PHILIPPE DE GIRARD	1587	612	66	34 905,09 €
					- €
PUBLIC	MARIA CASARES	2374,5	0	20	33 608,06 €
PUBLIC					- €
PUBLIC					- €
			sous total public		**145 821,40 €**
PRIVE					
PRIVE	LOUIS PASTEUR	0	207	0	3 862,62 €
PRIVE	ST JEAN BAPTISTE DE LA SALLE (ex St Gabriel)	0	0	0	- €
PRIVE					- €
PRIVE					- €
PRIVE					- €
PRIVE					- €
PRIVE					- €
PRIVE					- €
			sous total privé		**3 862,62 €**

Montant prévisionnel 2022/2023 **149 684,02 €**

DCM_2023_04_35

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

35

SPORTS : Soutien financier apporté à la Ville d'Avignon dans le cadre du dispositif "HERITAGE" - Coupe du Monde de Rugby à XV 2023.

Mme HADDAOUI

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération du 26 février 2022, nous vous annoncions la présélection de la Ville d'Avignon, par la World Rugby Cup 2023 en tant que camp de base pouvant recevoir une équipe de rugby à XV de renommée internationale durant la compétition.

C'est ainsi que l'équipe uruguayenne de rugby a fait le choix de la Cité des Papes pour s'entrainer pendant le tournoi. Depuis le 8 septembre, les joueurs ont en effet accès à différentes infrastructures sportives de la Ville telles que : le parc des sports, le complexe sportif Moretti, le stade nautique, ou encore la salle de musculation et l'espace bien-être attenants.

La compétition se déroulera jusqu'au 28 octobre 2023 et l'équipe d'Uruguay séjournera dans la capitale vauclusienne pour les phases de poules, et ce, au moins jusqu'au 9 octobre, ou plus tard selon les qualifications de l'équipe.

En parallèle de l'organisation de la coupe du Monde de Rugby à XV, France 2023 a souhaité soutenir les porteurs de projets d'achats et d'investissement dits d'"héritage", en créant un dispositif visant à financer les actions en faveur du développement et de la promotion de la pratique du rugby sur le territoire national.

A ce titre, la Ville a déposé un dossier de demande de subvention, et au regard des efforts consentis par notre collectivité pour accueillir l'équipe participant à la compétition, nous avons eu le plaisir de recevoir une aide financière s'élevant à 60 000 €, au titre du Fonds Héritage de France 2023.

Le contrat ci-joint acte ce soutien financier anticipé, et permettra par la suite le versement de cette aide.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** les termes du contrat ci-joint,
- **IMPUTE** la recette sur le chapitre 13, compte 13251,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes pièces à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CONTRAT DE SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DE L'AVANCE SUR L'HERITAGE FLECHEE VERS LES PORTEURS DE PROJETS MCTB et TBCA

AU BENEFICE DE LA VILLE D'AVIGNON

ENTRE :

Le Groupement d'Intérêt Public « #FRANCE 2023, publié au Journal Officiel de la République Française suite à l'Arrêté du 26 avril 2018 portant approbation de la convention constitutive de « #FRANCE 2023 » enregistré sous le numéro de SIRET n°130 024 078 00128 et modifiée par arrêté du 7 avril 2023 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « #France 2023 », dont le siège social est situé 24 rue Saint-Victor, 75005 Paris, représenté par Monsieur Julien COLLETTE, agissant en qualité de directeur général, lequel déclare être investi de l'ensemble des autorisations nécessaires,

ci-après dénommé « FRANCE 2023 », d'une part

ET :

La Ville d'Avignon, représentée par Mme Cécile HELLE, en qualité de maire, agissant en application de la délibération du Conseil Municipal de La Ville d'Avignon n° du 30 septembre 2023,

ci-après dénommé le « Bénéficiaire », d'autre part

FRANCE 2023 et le Bénéficiaire étant ci-après dénommés, individuellement ou collectivement, la « Partie » ou les « Parties ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Le Bénéficiaire est un des porteurs forts d'un camp de base site de match (ci-après « MCTB ») ou d'un camp de base équipe (ci-après « TBCA »).
Une convention est signée ou en cours de signature entre le Bénéficiaire et France 2023 afin d'encadrer les conditions relatives à leur coopération.

Le Bénéficiaire porte par ailleurs un projet de nature suivante :

- Projets d'investissement dans des équipements sportifs au sens des articles R. 312-2 et suivants du code du sport contribuant au développement du rugby sur le territoire (c'est-à-dire permettant la fidélisation du public et/ou l'accueil de nouveaux licenciés, amélioration de la sécurité de la pratique, l'augmentation du nombre de créneaux horaires, l'accès à une division supérieure…) ; et

- Projets au bénéfice d'un ou plusieurs acteurs de la famille du rugby (tout particulièrement aux clubs amateurs de rugby) c'est à dire impliquant directement une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la FFR ou dont les bénéficiaires majoritaires directs et principaux sont une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la FFR ; et

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Projets qui participent à un aménagement durable du territoire concerné au bénéfice du développement du rugby ; et

- Projets en cours de réalisation ou à lancer ; et

- Projets dont la fin doit impérativement être terminé et/ou livré avant l'arrivée des équipes sur le MCTB ou TBCA, par conséquent, au moins 15 jours avant le début de la Coupe du Monde de Rugby France 2023 le 8 septembre 2023.

La Fédération Française de Rugby (ci-après « FFR ») s'est vue quant à elle confier par RUGBY WORLD CUP LIMITED (ci-après « RWCL »), composante de WORLD RUGBY, la responsabilité entière et exclusive de l'organisation de la Coupe du Monde de Rugby 2023 qui aura lieu en France entre le 8 septembre 2023 et le 28 octobre 2023.

Compte tenu de l'ampleur de l'événement, la FFR, l'État, et le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) ont souhaité se regrouper au sein d'un groupement d'intérêt public (le Comité d'organisation, ci-après « FRANCE 2023 ») pour reprendre les droits et obligations issus du contrat d'organisation, ainsi que certains des autres engagements pris ou reçus par la FFR dans le cadre de l'organisation, et pour assurer la préparation, l'organisation, la livraison et l'héritage de la Coupe du Monde de Rugby 2023.

FRANCE 2023 a ainsi été établi selon convention constitutive en date du 10 mars 2018, approuvée par arrêté du 26 avril 2018 publié au J.O. du 28 avril 2018, et modifiée par arrêté du 7 avril 2023 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « #France 2023 ». Il exerce une mission de service public industriel et commercial pour organiser et promouvoir la Coupe du Monde de Rugby 2023 ; ce groupement est soumis au droit français et régi, notamment, par le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 modifiée, le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 dudit décret et la présente convention.

FRANCE 2023 porte le projet de léguer un héritage social et environnemental au-delà de la compétition sportive. Pour ce faire, le Comité d'organisation a souhaité mettre en place le programme héritage de la coupe du monde de rugby 2023 lequel consiste à investir, au bénéfice du développement du rugby et de la promotion de la pratique du rugby sur l'ensemble du territoire national, les bénéfices générés par l'organisation de la Coupe du Monde en France.

Cet investissement prend notamment la forme d'une distribution par le groupement d'intérêt public au cours de sa vie sociale d'une partie de son excédent de gestion provenant des fonds générés par l'organisation de la Coupe du monde en France (les « Recettes ») à des porteurs de projets qui rempliraient l'ensemble des conditions exposées par FRANCE 2023 telle que portées en Annexe 1 des présentes.

Le Bénéficiaire a donc fait connaître à FRANCE 2023 son souhait de bénéficier d'une subvention du programme héritage afin de soutenir le projet qu'il porte.

Dans ce cadre, FRANCE 2023 accepte d'apporter son soutien financier au profit du Bénéficiaire et ce, dans les conditions décrites ci-après. Les Parties se sont donc rapprochées pour définir les conditions de ce soutien.

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat » a pour objet de définir les conditions dans lesquelles FRANCE 2023 accepte de soutenir financièrement le projet porté par le Bénéficiaire tel que défini à l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 – DEFINITION DU PROJET ET OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

2.1 Nature du projet

Les détails du Projet (ci-après le « Projet ») sont précisés dans l'Annexe 2 du Contrat.

2.2 Engagements du Bénéficiaire quant au Projet

Le Bénéficiaire doit respecter l'ensemble des conditions du cahier des charges exposées à l'Annexe 1 du Contrat, pour pouvoir bénéficier du soutien financier de FRANCE 2023 tel que décrit à l'article 3.

Il est entendu entre les Parties que le Projet peut être en cours au moment de la signature du Contrat ou à lancer. Quoi qu'il en soit, les travaux liés au Projet doivent impérativement être terminés :

- Pour les Camps de base équipe (TBCA) : avant le jour d'arrivée de l'équipe sur le TBCA, tel que cela lui a été communiqué par FRANCE 2023 au jour du Contrat ;
- Pour les Bases Site de match (MCTB) : avant le 8 septembre 2023, date de début de la Coupe du Monde de Rugby France 2023.

Le Bénéficiaire fournira l'ensemble des documents détaillés à l'article 3 du Contrat.
Le Bénéficiaire s'engage à reverser les sommes reçues par France 2023 au titre de la Convention auprès de chaque bénéficiaire tiers ayant effectivement réalisé les travaux ou achats liés au Projet et pour lequel le Bénéficiaire aurait sollicité la Subvention.

Le Bénéficiaire dégage France 2023 de toute responsabilité, de toute réclamation ou de toute demande d'un bénéficiaire tiers liée au versement de la subvention, objet du Contrat.

Les dispositions de cet article et de l'Annexe 1 sont considérées comme constituant une obligation essentielle à la charge du Bénéficiaire, sans quoi la subvention ne lui aurait pas été accordée par FRANCE 2023. Si le Bénéficiaire ne respecte pas ses engagements, le Contrat sera immédiatement résolu dans les conditions exposées à l'article 5 du Contrat.

Le Bénéficiaire s'engage à toujours se comporter envers le FRANCE 2023 comme un partenaire loyal et de bonne foi et notamment à l'informer de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer dans le cadre de l'exécution du Contrat.

ARTICLE 3 – OBLIGATION DE FRANCE 2023

3.1 Dans le cadre du Projet décrit à l'article 2, FRANCE 2023 soutient financièrement le Bénéficiaire à hauteur de 60 000 € (Soixante Mille) euros (ci-après la « Subvention »). Le reliquat du budget prévisionnel devra être financé par des ressources propres du Bénéficiaire et le cas échéant, des ressources provenant de tiers au Contrat, qu'ils soient des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé ou de droit public (ci-après dénommé le « reliquat du budget prévisionnel »).

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

3.2 Cette Subvention sera réglée par virement bancaire de la manière suivante :

- **Après l'accord préalable du Comité héritage du groupement d'intérêt public FRANCE 2023 sera versé au Bénéficiaire 50% de la somme, soit 30 000 € (Trente Mille) euros ;**

- **50% de la somme, soit 30 000 € (Trente Mille) euros, sera versé au Bénéficiaire entre le 1er octobre 2023 et le 28 octobre 2023.**

L'ensemble des sommes sera versé sur le compte bancaire dont les références sont portées en Annexe 3.

3.3 Le versement de la Subvention est soumis aux conditions détaillées ci-dessous :

- L'ensemble du Projet doit avoir été validé par le comité Héritage de FRANCE 2023, le comité d'audit et d'éthique ainsi que par le Conseil d'Administration de FRANCE 2023 ;
- La convention Base Site de Match (MCTB) ou la convention Camp de base (TBCA) doit être signée entre FRANCE 2023 et le Bénéficiaire ;
- Le Bénéficiaire doit avoir respecté l'ensemble des conditions détaillées à l'articles 2.2 ;
- FRANCE 2023 doit avoir réceptionné, avant le 28 octobre 2023, les factures justifiant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la mise en œuvre du Projet décrit à l'article 2, et justifiant l'attribution de la Subvention. Les factures fournies pourront être éditées au nom du bénéficiaire final de la Subvention le cas échéant, c'est-à-dire au nom du tiers ayant réalisé les travaux ou achat liés au Projet pour lequel le Bénéficiaire a sollicité la Subvention.

3.4 Les sommes versées par FRANCE 2023 ne pourront être utilisées qu'à l'accomplissement du Projet visé à l'article 2 et ne pourront ainsi faire l'objet d'aucun reversement au profit d'autres structures, personnes ou projets sans l'accord préalable et exprès de FRANCE 2023.

3.5 Le Bénéficiaire doit présenter avant le 28 octobre 2023 un compte-rendu du Projet qui sera alors finalisé. Le compte-rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention et la bonne réalisation du Projet.

A défaut d'envoi d'un tel compte-rendu, le Bénéficiaire s'engage à restituer l'intégralité des sommes de la Subvention qui auraient été versées.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

Sur tous les documents de communication que le Bénéficiaire éditera en faisant mention du présent soutien, il s'engage à faire mention de FRANCE 2023 et à faire apparaître le logo de celui-ci sur toutes ses publications et supports promotionnels liés au projet visé à l'article 2. Le Bénéficiaire doit faire valider préalablement et par écrit, les « bons à tirer » correspondants par FRANCE 2023 étant entendu que ce dernier devra valider ces « bons à tirer » dans les quinze jours suivant la demande par écrit. Il est précisé que le courriel est admis pour cette demande par écrit. L'absence de réponse de FRANCE 2023dans les quinze jours suivant la demande vaut accord.

FRANCE 2023 se réserve le droit de refuser toute validation du Bénéficiaire sans justification. Le refus de FRANCE 2023 doit être notifié par écrit dans les quinze jours qui suivent la demande par écrit. Il est précisé que le courriel est admis pour cette réponse par écrit.

Par ailleurs, le Bénéficiaire autorise FRANCE 2023, pendant toute la durée du Contrat (et également postérieurement à celui-ci mais alors uniquement à des fins documentaires, historiques ou illustratives et ce

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

jusqu'à la durée de vie de FRANCE 2023) à se prévaloir de son soutien dans le cadre du Contrat sur tous ses documents de communication, tant internes qu'externes et ce sur tout support.

Sur tous les documents de communication que FRANCE 2023 éditera en faisant mention du présent soutien, il fera figurer le nom ou le logo du Bénéficiaire. FRANCE 2023 doit faire valider préalablement et par écrit, les « bons à tirer » correspondants par le Bénéficiaire étant entendu que ce dernier devra valider ces « bons à tirer » dans les quinze jours suivant la demande par écrit. Il est précisé que le courriel est admis pour cette demande par écrit. L'absence de réponse du Bénéficiaire dans les quinze jours suivant la demande vaut accord.

Le Bénéficiaire se réserve le droit de refuser toute validation à FRANCE 2023 sans justification. Le refus du Bénéficiaire doit être notifié par écrit dans les 15 jours qui suivent la demande par écrit. Il est précisé que le courriel est admis pour cette réponse par écrit.

Chacune des Parties reconnaît qu'elle ne bénéficie, au terme du Contrat, d'aucun droit de propriété ou d'usage sur la dénomination sociale et/ou le patronyme et/ou les marques et/ou les images de l'autre Partie.

Sauf les hypothèses visées au présent article, les Parties s'interdisent donc en conséquence de les utiliser de quelque manière que ce soit à moins d'y être spécialement autorisé, préalablement et par écrit, et en vue, exclusivement, de la réalisation et de l'exécution du présent Contrat.

ARTICLE 5 – CLAUSE RESOLUTOIRE

Si le Bénéficiaire n'honorait pas son engagement au titre de l'intégralité du Contrat, en vertu duquel le Bénéficiaire se doit de respecter l'affectation prévue par FRANCE 2023 pour les fonds attribués, le Contrat sera immédiatement résolu après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception.
Par conséquent, l'ensemble des versements sera interrompu par FRANCE 2023 et le Bénéficiaire s'engage à restituer l'intégralité des sommes de la Subvention qui auraient été versées par FRANCE 2023 au Bénéficiaire au jour de la résolution.

ARTICLE 6 – INDEPENDANCE DES PARTIES

FRANCE 2023 n'est en aucun cas responsable de la réalisation du Projet. Les Parties sont juridiquement indépendantes et le Contrat ne saurait s'analyser comme créant une société commune entre elles.
Chacune des Parties exercera les droits et avantages concédés par le Contrat, sous son unique responsabilité ainsi qu'à ses risques et périls, pendant toute sa durée, suivant les termes et conditions de cette dernière.

ARTICLE 7 – EXCLUSIVITE

Le Projet visé à l'article 2 pourra être cofinancé par d'autres structures lucratives ou non lucratives sans exclusivité du GIP France 2023.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Le Bénéficiaire s'engage à disposer de toutes les assurances nécessaires pour couvrir ses activités par le Projet visé à l'article 2.

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ARTICLE 9 – DUREE DU CONTRAT

Le Contrat entrera en vigueur à la date de sa signature. Il expire à l'exécution complète des obligations des Parties, ou selon les modalités de l'article 5.

ARTICLE 10 – RESILIATION - FORCE MAJEURE

10.1 En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une de ses obligations prévues au Contrat, celui-ci sera résilié de plein droit après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet durant dix (10) jours ouvrés.

10.2 Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable d'un manquement quelconque à ses obligations au titre du Contrat si un tel manquement résulte d'un événement de force majeure présentant les caractéristiques définies par la loi ou la jurisprudence de la Cour de cassation.

La Partie affectée dans l'exécution de ses obligations doit immédiatement avertir l'autre.

Les Parties s'efforcent alors de prendre les mesures propres à pallier les conséquences de cet événement.

La Partie affectée dans l'exécution de ses obligations par la survenance d'un cas de force majeure doit immédiatement avertir l'autre Partie de cette survenance. Les Parties s'efforcent alors de prendre les mesures propres à pallier les conséquences de cet événement.

Toutefois, en cas de persistance de l'événement au-delà d'un (1) mois, le présent Contrat peut être rompu par la Partie la plus diligente, sans qu'aucune indemnité ne soit due par elle à l'autre Partie à ce titre.

Au titre du présent article, tout état d'urgence sanitaire lié notamment à une épidémie et leurs conséquences pourront être regardées comme un cas de force majeure.

10.3 En cas de résiliation ou de cessation du présent Contrat, quelle qu'en soit la cause, aucune Partie ne sera plus autorisée à exercer les droits concédés par l'autre Partie ni à faire usage du nom de l'autre Partie.

Par conséquent, l'ensemble des versements seront interrompus par FRANCE 2023 et le Bénéficiaire s'engage à restituer l'intégralité des sommes de la Subvention qui auraient été versées par FRANCE 2023 au Bénéficiaire au jour de la résolution.

ARTICLE 11 – NULLITE PARTIELLE

L'annulation de l'une des stipulations du présent Contrat n'entraînerait l'annulation de celui-ci dans son ensemble que pour autant que la stipulation litigieuse puisse être considérée dans l'esprit des parties comme substantielle et déterminante et que son annulation remette en cause l'équilibre général du Contrat.

En cas d'annulation des stipulations du Contrat, considérées comme non substantielles, les parties s'efforceront de négocier une clause économiquement équivalente.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE

Les Parties conviennent du caractère confidentiel de l'ensemble des clauses du présent contrat, des informations et documents y afférents.

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ARTICLE 13 – CESSION DU CONTRAT

Le présent Contrat est conclu *intuitu personæ*, c'est-à-dire conclu en fonction des qualités respectives des Parties en cause.

Il ne pourra donc être cédé, transféré ou transmis, à qui que ce soit et à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, totalement ou Partiellement, à titre onéreux ou gratuit.

ARTICLE 14 – TOLERANCES

Toute tolérance de l'une des Parties pendant l'exécution du Contrat, quelle qu'en soit la durée et la fréquence, n'emportera aucune modification ou suppression des présentes conditions, ni ne sera génératrice d'un droit quelconque.

ARTICLE 15 – PERSONNES CHARGEES DU SUIVI

Pour assurer le suivi du présent Contrat, les parties désignent les interlocuteurs suivants :

- Pour FRANCE 2023 :
  Direction de l'Impact, de l'Héritage et de la Famille du rugby : heritage@france2023.rugby

- Pour le Bénéficiaire :
  Doura SETITO, Directrice Administrative, Financière et Souvine : doura.setito@mairie-avignon.com

ARTICLE 16 – ELECTION DE DOMICILE

Les Parties font élection de domicile aux adresses telles qu'indiquées en tête des présentes.

Tout changement de domicile par le Bénéficiaire ne sera opposable à FRANCE 2023 à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification qui lui en aura été faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 – INTEGRALITE & MODIFICATIONS

Le Contrat (y compris ses annexes) constitue l'expression définitive et complète de l'accord des Parties. Il remplace et annule toutes dispositions contenues dans tous autres accords, discussions et engagements précédemment intervenus relatifs à l'objet du Contrat et qui auraient pu être établis antérieurement à son entrée en vigueur, en ce compris les diverses correspondances échangées entre les Parties.

Sauf dérogation expresse, le Contrat ne pourra être modifié que par avenant signé par toutes les Parties.

ARTICLE 18 – LOI APPLICABLE – LANGUE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

18.1 De convention expresse entre les Parties, le Contrat est régi et soumis au droit français.

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Il est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

18.2 En cas de litige, de différend ou de contestation relative à l'exécution du présent Contrat, les Parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période de (2) mois.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent contrat aux juridictions compétentes du siège social du Bénéficiaire.

* * *

Fait à Paris
Le 28 juillet 2023
En 2 (deux) exemplaires originaux, dont un pour France 2023 et un pour la ville d'Avignon

Pour FRANCE 2023	**Pour le Bénéficiaire**
Monsieur Julien COLLETTE	Madame Cécile HELLE
Directeur Général	*Maire d'Avignon*

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

RUGBY WORLD CUP™ FRANCE 2023

ANNEXE 1. Cahier des charges

CRITERES D'ELIGIBILITE

PORTEUR *(case à cocher)*

- Le porteur de projet héritage est le porteur fort MCTB / TBCA ☐
- Le porteur de projet est une collectivité territoriale ou association d'intérêt public associée au projet MCTB / TBCA ☐
- La convention est signée ou en cours de signature ☐

CONDITIONS GEOGRAPHIQUES *(case à cocher)*

- Le projet se fait bien sur le territoire du porteur de projet MCTB / TBCA ou du tiers propriétaire public associé à la convention ☐
- Le porteur fort MCTB / TBCA confirme son accord formel pour le projet ☐
- Le projet héritage est bien déposé par le porteur fort MCTB / TBCA ☐
- Le projet se fait exclusivement sur un site utilisé pour l'accueil des équipes dans le MCTB ou TBCA ☐

BESOINS EN INVESTISSEMENT CONSTATES *(case à cocher – se rapprocher des équipes Services aux Equipes ou des directeurs de Sites de France 2023)*

- Besoin en investissement moyen du terrain d'entraînement ☐
- Besoin en investissement important du terrain d'entraînement ☐
- Besoin en investissement moyen des équipements de musculation ☐
- Besoin en investissement important des équipements de musculation ☐

NATURE DU PROJET *(case à cocher)*

- Le projet héritage est un investissement dans des équipements sportifs au sens des articles R. 312-2 ☐
- Le projet héritage est de nature rugbystique ☐
- Le projet contribue au développement du rugby sur le territoire ☐
- Le projet implique une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la Fédération Française de Rugby ☐
- Le projet bénéficie directement et majoritairement à une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la Fédération Française de Rugby ☐

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Le projet s'achève avant l'installation des équipes dans le MCTB ou TBCA concerné et donc avant le début de la Coupe du Monde de Rugby ☐

TYPE DE PROJET *(case à cocher)*

Amélioration, aménagement ou rénovation du terrain MCTB ou TBCA utilisé par les équipes

- Drainage ☐
- Planimétrie ☐
- Redimensionnement des dégagements ou aire de jeux ☐
- Scalpage et semis complet ☐
- Arrosage automatique ☐
- Poteaux ☐
- Eclairage ☐
- Changement de pelouse ☐
- Autre ☐

Investissement de mise en conformité de la salle de musculation utilisée par les équipes *(nombre à préciser)*

Fournir les devis associés à chaque type de matériel

Type de matériel	En possession (unités)	A acheter (unités)	A acheter (€)	Laisser en leg en héritage à la famille du rugby (unités)
Plateforme d'haltérophilie	|>	|>	|>	|>
Barre olympique équipée de disques olympiques ou de disques avec revêtement plastique pour un total de 2 000 kg	|>	|>	|>	|>
Stop disques / collier de serrage	|>	|>	|>	|>
Cage à squat	|>	|>	|>	|>
Jeu de plateforme de pliométrie (30, 45, 60, 80 et 100 cm)	|>	|>	|>	|>
Banc horizontal / de développé couché	|>	|>	|>	|>
Banc incliné	|>	|>	|>	|>
Machine « Glute ham raise »	|>	|>	|>	|>
Support à squat	|>	|>	|>	|>
Machine de musculation des ischio-jambiers	|>	|>	|>	|>
Machine à quadriceps (leg extension)	|>	|>	|>	|>
Presse à cuisses	|>	|>	|>	|>
Ballon de Klein	|>	|>	|>	|>
Kit d'haltères (jusqu'à 70 kg, par paliers de 2 à 2,5 kg)	|>	|>	|>	|>
Range haltères	|>	|>	|>	|>
Tapis de course	|>	|>	|>	|>
Rameur	|>	|>	|>	|>
Vélo d'intérieur (vélo spinning ou Wattbike)	|>	|>	|>	|>
Poste à câbles cross over (pectoraux et épaules)	|>	|>	|>	|>

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Ballon lesté de 5 kg et 10kg	|>	|>	|>	|>
Barre de musculation Hex Bar	|>	|>	|>	|>
Lot de bandes et cordes élastiques assorties (étirements)	|>	|>	|>	|>
Tapis de sol de 2 m x 1 m	|>	|>	|>	|>
Ceinture de squat	|>	|>	|>	|>
Sangle de force pour les poignets	|>	|>	|>	|>
Zone d'étirement	|>	|>	|>	|>
TOTAL	|>	|>	|>	|>

RESPECT DE CRITERES RSE *(case à cocher si opportun)*

- Le porteur s'engage à respecter la charte sociale de la Coupe du Monde de Rugby France 2023 transmis dans le cadre de cet appel à projet ☐
- Le projet est mis en œuvre par l'adhésion volontaire au ou en cherchant à appliquer de manière optimale et adaptée au projet la norme « NF HQE™ Equipements sportifs ». ☐
- Le projet est conforme à la réglementation applicable en termes d'accessibilité aux personnes en situation de handicap ☐
- Le projet est conforme à la réglementation applicable en termes d'accessibilité aux personnes en situation de handicap ☐
- Le projet intègre et respecte le plan de sobriété énergétique pour le sport ☐
- Le projet respecte des labels ou normes de type RSE faisant référence en France ☐
- Le projet garantit de manière pérenne et durable le caractère sportif, et au bénéfice du rugby de l'équipement ☐

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE 2. Description du Projet du Bénéficiaire

CRITERES D'ELIGIBILITE

PORTEUR *(case à cocher)*

- Le porteur de projet héritage est le porteur fort MCTB / TBCA ☒
- Le porteur de projet est une collectivité territoriale ou association d'intérêt public associée au projet MCTB / TBCA ☒
- La convention est signée ou en cours de signature ☒

CONDITIONS GEOGRAPHIQUES *(case à cocher)*

- Le projet se fait bien sur le territoire du porteur de projet MCTB / TBCA ou du tiers propriétaire public associé à la convention ☒
- Le porteur fort MCTB / TBCA confirme son accord formel pour le projet ☒
- Le projet héritage est bien déposé par le porteur fort MCTB / TBCA ☒
- Le projet se fait exclusivement sur un site utilisé pour l'accueil des équipes dans le MCTB ou TBCA ☒

BESOINS EN INVESTISSEMENT CONSTATES *(case à cocher – se rapprocher des équipes Services aux Equipes ou des directeurs de Sites de France 2023)*

- Besoin en investissement moyen du terrain d'entraînement ☒
- Besoin en investissement important du terrain d'entraînement ☐
- Besoin en investissement moyen des équipements de musculation ☐
- Besoin en investissement important des équipements de musculation ☒

NATURE DU PROJET *(case à cocher)*

- Le projet héritage est un investissement dans des équipements sportifs au sens des articles R. 312-2 ☒
- Le projet héritage est de nature rugbystique ☒
- Le projet contribue au développement du rugby sur le territoire ☒
- Le projet implique une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la Fédération Française de Rugby ☐
- Le projet bénéficie directement et majoritairement à une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la Fédération Française de Rugby ☒

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Le projet s'achève avant l'installation des équipes dans le MCTB ou TBCA concerné et donc avant le début de la Coupe du Monde de Rugby ☒

TYPE DE PROJET *(case à cocher)*

Amélioration, aménagement ou rénovation du terrain MCTB ou TBCA utilisé par les équipes

- Drainage ☐
- Planimétrie ☒
- Redimensionnement des dégagements ou aire de jeux ☐
- Scalpage et semis complet ☐
- Arrosage automatique ☒
- Poteaux ☐
- Eclairage ☐
- Changement de pelouse ☐
- Autre : clos à vue et clean stadium ☒

Investissement de mise en conformité de la salle de musculation utilisée par les équipes *(nombre à préciser)*

Fournir les devis associés à chaque type de matériel

Type de matériel	En possession (unités)	A acheter (unités)	A acheter (€)	Laisser en leg en héritage à la famille du rugby (unités)
Plateforme d'haltérophilie	|>0	|>4	4672.20|>	|>4
Barre olympique équipée de disques olympiques ou de disques avec revêtement plastique pour un total de 2 000 kg	|>0	|>14	|>9913.40	|>14
Stop disques / collier de serrage	|>0	|>28	186.20|>	|>28
Cage à squat	|>	5	|>13981.75	5
Jeu de plateforme de pliométrie (30, 45, 60, 80 et 100 cm)	|>0	|>2	|>1171	|>2
Banc horizontal / de développé couché	|>0	2|>	|>3227.04	2|>
Banc incliné	|>0	6|>	|>6217.92	6|>
Machine « Glute ham raise »	|>1	1|>	|>1111.06	1|>
Support à squat	|>0	1|>	|>603.20	1|>
Machine de musculation des ischio-jambiers	|1>	|>	|>	|>
Machine à quadriceps (leg extension)	|>0	1|>	|>2916.11	1|>
Presse à cuisses	|>0	1|>	|>3540.11	1|>
Ballon de Klein	|>0	6|>	|>54.60	6|>
Kit d'haltères (jusqu'à 70 kg, par paliers de 2 à 2,5 kg)	|>10	|>10	|>3703.70	|>10
Range haltères	|>1	1|>	|>519.35	1|>
Tapis de course	|>0	10|>	|>1650	10|>
Rameur	|>3	|>	|>	|>
Vélo d'intérieur (vélo spinning ou Wattbike)	|>3	1|>	|>4229	1|>
Poste à câbles cross over (pectoraux et épaules)	|>1	|>	|>	|>

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Ballon lesté de 5 kg et 10kg	|>0	7|>	|>365	7|>
Barre de musculation Hex Bar	|>0	2|>	|>338.80	2|>
Lot de bandes et cordes élastiques assorties (étirements)	|>0	4|>	|>196	4|>
Tapis de sol de 2 m x 1 m	|>0	10|>	|>1650	10|>
Ceinture de squat	|>0	4|>	|>64	4|>
Sangle de force pour les poignets	|>0	4|>	|>128.80	4|>
Zone d'étirement	|>0	|>10	|>190	|>10
TOTAL DU MONTANT DU DEVIS HT	|>	|>	|>62407.35 € HT	|>

RESPECT DE CRITERES RSE *(case à cocher si opportun)*

- Le porteur s'engage à respecter la charte sociale de la Coupe du Monde de Rugby France 2023 transmis dans le cadre de cet appel à projet ☒
- Le projet est mis en œuvre par l'adhésion volontaire au ou en cherchant à appliquer de manière optimale et adaptée au projet la norme « NF HQE™ Equipements sportifs ». ☒
- Le projet est conforme à la réglementation applicable en termes d'accessibilité aux personnes en situation de handicap ☒
- Le projet intègre et respecte le plan de sobriété énergétique pour le sport ☒
- Le projet respecte des labels ou normes de type RSE faisant référence en France ☒
- Le projet garantit de manière pérenne et durable le caractère sportif, et au bénéfice du rugby de l'équipement ☒

PRESENTATION SYNTHETIQUE

Expliquez en quoi le projet est un héritage et contribue véritablement au développement du rugby sur votre territoire :

|>

Le rugby est un sport fortement ancré dans le territoire Avignonnais, notamment à travers son club sportif emblématique Avignon le Pontet Rugby qui représente plus de 360 licenciés, drainant avec lui un public fidèle.
Ce projet est un héritage car il permet de donner une visibilité exceptionnelle au Rugby dans l'instant mais impactera également son développement à court et moyen terme sur notre territoire. Nous avons pu constater que l'exposition médiatique influe favorablement sur l'engouement du public à la pratique d'une activité sportive.

Notre club local intervient régulièrement dans les écoles de la Ville et dans les Quartiers Politiques de la Ville (QPV) pour promouvoir la pratique rugbystique mais aussi inculquer aux plus jeunes les valeurs propres au rugby. Au-delà du vecteur sportif, l'Avignon Pontet Rugby est également reconnu comme un acteur social au sein des quartiers. Cet évènement appuiera les efforts fournis au quotidien par les « petites mains ».

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Être sélectionnée en tant que camp de base dans le cadre de la Coupe du Monde en France, confère à la Ville un moyen supplémentaire de fédérer le public autour d'un évènement exceptionnel, de faire vibrer la population autour des enjeux des matchs et d'y associer tous les publics, des plus jeunes aux plus vieux, des amateurs aux plus confirmés, des femmes et des hommes, afin de continuer les efforts de la Ville en matière d'inclusion.

En terme d'investissements, les structures fédérales Ligue Sud Rugby dont les locaux sont mitoyens, Comité Départemental et club local de rugby pourront s'entrainer à loisirs sur le terrain d'honneur du Parc des Sports et bénéficieront d'un matériel de musculation dernière génération pour préparer leurs matchs.

Indiquer l'impact attendu de votre projet héritage (nombre de nouveaux licenciés attendus, fidélisation, amélioration de la sécurité de la pratique, accès à une division supérieure…) :

|>Il est évident que la Ville attend beaucoup en terme de retombées liées à l'évènement. Le but de ce type de manifestation est avant tout que ces retombées aillent en direction du public avignonnais. L'insertion par le sport, les caractéristiques altruistes et solidaires, la discipline et le respect sont autant de valeurs que le sport véhicule. A charge pour la collectivité d'y intéresser le plus grand nombre, à commencer par les plus jeunes, souvent issus de quartiers populaires, et les femmes, souvent exclues des sports à connotation « masculine ».
Le parc des sports est situé en quartier prioritaire, où le taux de pauvreté atteint les 57%. La démographie est composée à 45% des moins de 25 ans. L'inclusion par le sport est un réel outil et fait partie de la politique du territoire, permettant aux populations d'éprouver réellement au travers de la pratique d'un sport, le Rugby, outre la dépense physique, la camaraderie, l'entraide et l'esprit collectif synonymes du bien « Vivre Ensemble ». Il est capital que l'évènement apporte tout son bénéfice en faveur des publics de proximité, et des actions seront menées dans ce sens.

Motivez le fait que votre projet héritage bénéficie directement, principalement ou majoritairement à une ou plusieurs structures juridiques affiliées à la Fédération Française de Rugby sur votre territoire :
Les aménagements portés par la Ville au titre du projet Héritage bénéficieront également de manière directe aux 360 licenciés du club Avignon Le Pontet Rugby qui accède à la division supérieure de Fédérale 2 la saison prochaine. En effet, les améliorations réalisées sur le terrain et l'acquisition du matériel de musculation spécifique vont permettre au club d'avoir des conditions optimales d'accueil et de qualité d'entrainement, facteurs importants dans les résultats sportifs.
Ceci dans l'optique d'envisager l'accès à la division supérieure sur 3 ans conformément au projet associatif.

En outre le CD84 et la Ligue Sud dont les locaux jouxtent le terrain d'entrainement pourront profiter des aménagements qualitatifs réalisés dans le cadre du Camp de base pour les rassemblements des sélections jeunes mais également pour leurs évènements sportifs.

Présentez votre politique RSE associée à votre projet héritage et son impact :
|>La Ville est engagée dans un large plan de développement durable et de transition énergétique, à l'échelle de tous ses territoires et tous ses équipements. Le Plan Climat de la Ville se définit sur plusieurs axes notamment celui des équipements sportifs.
L'importance du critère écologique et environnemental se trouve également dans la sélection des offres des marchés publics. Ainsi, l'intégralité des entreprises travaillant avec la Ville, a fourni un rapport détaillé sur ses pratiques RSE.
Ainsi, par exemple, le candidat ayant remporté le marché pour la fourniture du matériel de musculation, la société LAROQ, a indiqué dans son offre, de façon très détaillée, les démarches environnementales déployées pour la réalisation du marché. Il a décrit par exemple, les actions en faveur du développement durable, menées dès la production en usine à la Roque d'ANTHERON, l'utilisation de matériaux 100%

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

recyclables, la gestion des emballages, ainsi que les actions limitant l'impact du transport sur l'environnement.
La même exigence est demandée par cahier des charges aux entreprises postulant sur les marchés publics de la Ville. Cf. mémoires techniques des entreprises ci-joints.

FINANCEMENT

Montant de la subvention demandée au Fonds Héritage à titre d'aide en € HT :
|>70 000 €.....

Budget total du projet *(tableau ci-dessous à remplir)*

	Montants : en € (HT)
Investissement total terrain - Travaux d'amélioration - Achat de brises vues clean stadium et clos à vue	45 535,82 €HT 4 501,03 € HT
Investissement total musculation	**62 407.35**

Soit un total général de 112 444,20 € HT

* *
*

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012345-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE 3. RIB

Document confidentiel. Reproduction, communication et usage interdits sans l'accord préalable du GIP © France 2023

DCM_2023_04_36

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012057-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

36

SPORTS - AVIGNON TERRE DE JEUX 2024 : Avignon Vélo Passion 2023.

Mme HADDAOUI

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Du 27 au 29 octobre 2023 aura lieu la sixième édition d'Avignon Vélo Passion, rendez-vous annuel entièrement dédié à la grande famille du Vélo.

A cette occasion, le parc des Expositions d'Avignon va accueillir un salon sur le monde du cyclisme pendant 3 jours, au cours desquels auront lieu des animations sportives, des expositions et des conférences.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement touristique de la Ville.

Comme chaque année, la manifestation Vélo Passion est organisée en collaboration avec Avignon Tourisme.

Afin de participer à la réussite de cette manifestation, la Ville propose d'apporter son aide financière à hauteur de 19 000 € HT soit 22 800 € TTC correspondant aux services suivants :

- Association de la Ville au nom de la manifestation et aux différentes actions de communication
- Logo de la Ville sur l'ensemble des documents de communication
- Organisation et présence de la Ville aux conférences de presse
- Mise à disposition d'un stand de 18 m^2 pendant la manifestation
- Accueil gratuit des classes dans le cadre de l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré)
- Attribution de 50 entrées au Salon et 25 entrées à l'Indoor de BMX (initiation, démonstration, course de BMX en salle)
- Présences de banderoles à l'entrée du site et dans le Palais A
- Présence d'une banderole pour la communication numérique
- Remise d'un prix, le dimanche pour le BMX épreuve qualitative pour le challenge européen et mondial

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012057-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Par ailleurs la Ville souhaite, lors de cet évènement, offrir un vélo électrique d'une valeur de 1 500 € TTC à l'occasion d'un tirage au sort sur le stand « Avignon Vélo Passion ».

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville éducative, culturelle, solidaire, sportive et fraternelle

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ACCORDE** l'attribution d'une participation financière de la Ville à Avignon Tourisme pour un montant de 22 800 € TTC à l'occasion de la 6ème édition d'Avignon Vélo Passion,
- **AUTORISE** l'acquisition d'un vélo électrique offert lors du tirage au sort sur le stand "Avignon Vélo Passion" dont le montant sera pris en charge sur le budget du Département Aménagement et Mobilité,
- **IMPUTE** la dépense de 22 800 € TTC au chapitre 011 article 6232, Service Fêtes et Animations,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) délégué(e) à signer tous les documents à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012057-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012057-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

DCM_2023_04_37

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012058-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

37

FETES ET ANIMATIONS : Convention entre la Ville d'Avignon et l'association "Comité des fêtes de Montfavet".

Mme MINSSEN

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

L'association "Comité des Fêtes de Montfavet" prend en charge, chaque année, l'organisation de toutes les festivités se déroulant à Montfavet et, notamment : la "Fête des Foins et de l'agriculture", "la fête de la musique", "le bal du 14 juillet", "les festivités de Noël".

Comme chaque année, la Ville se propose de soutenir l'action de ladite association.

A cet effet et au titre de l'année 2023, la Ville accorde à l'association une subvention d'un montant de 31 000 € à prélever sur le budget de la délégation des Fêtes, le montant étant similaire à celui alloué en 2020.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, et notamment les articles 9-1 et 10, relatifs aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret d'application n° 2001-492 du 6 juin 2001,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Qualité de vie et de ville, sécurité et tranquillité publique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** les termes de la convention liant la Ville et l'association "Comité des Fêtes de Montfavet",
- **ACCORDE** à l'association "Comité des Fêtes de Montfavet" une subvention de 31 000 € au titre de l'année 2023,
- **IMPUTE** la dépense sur le chapitre 65 compte 65748 fonction 024 service 6071,
- **AUTORISE** Madame le Maire, ou l'Elu(e) délégué(e) à signer tout document à intervenir.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012058-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Maire
Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance
M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023
ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012058-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012058-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CONVENTION ENTRE LA VILLE D'AVIGNON ET

L'ASSOCIATION COMITE DES FETES DE MONTFAVET

EXERCICE 2023

La Ville d'AVIGNON représentée par son Maire, Madame Cécile HELLE, habilitée décision municipale en date du 30 septembre 2023 , d'une part

Et l'association Comité des Fêtes de MONTFAVET, représentée par son Président, Monsieur Yassine AIT LALLAMA, d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET :

En application des dispositions des articles 9-1 et 10 de la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application N° 2001-495 du 6 juin 2001, et dans le cadre de l'organisation de la manifestation de la « Fête des foins et de l'agriculture 2023 », la Ville d'AVIGNON s'engage à apporter son soutien financier à l'association Comité des Fêtes de MONTFAVET.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

Au titre de l'année 2023, la Ville d'AVIGNON versera en une fois à l'association Comité des Fêtes de MONTFAVET une subvention de fonctionnement d'un montant de **31 000,00 €.**
Ladite somme sera imputée sur la ligne 65748-024 du Service des Fêtes et Animations. Cette somme permettra l'organisation de la Fête des Foins, qui aura lieu du vendredi 25 août au dimanche 27 août 2023, ainsi que la fête de la musique, le bal du 14 juillet, et les festivités de Noël.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION : L'association Comité des Fêtes de MONTFAVET s'engage à adresser à la Ville d'AVIGNON au premier trimestre de l'année 2024 au plus tard:

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012058-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- son rapport d'activité de l'année écoulée ;
- son compte de résultat et son bilan relatif à l'exercice 2023 ;
- son compte de résultat et son bilan relatif à l'organisation des manifestations 2023 ;
- un compte rendu portant sur l'emploi de la subvention dans le cadre de la convention et sur l'exécution du budget 2023 de l'association.

Ces documents doivent être envoyés en double exemplaire :

- 1 exemplaire à la Direction des Finances de la Ville d'Avignon,
- 1 exemplaire au service des Fêtes.

ARTICLE 4 – DUREE :

La présente convention est conclue pour une durée allant de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse .

ARTICLE 6 – LITIGES :

Tout litige pouvant naître de l'application de la présente convention, après échec de toute voie de négociation préalable, relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Avignon, le

Le Maire de la Ville d'AVIGNON,

Cécile HELLE

Pour l'association,
Comité des Fêtes de MONTFAVET
Le Président,
Yassine AIT LALLAMA

DCM_2023_04_38

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

38

DEFENSE ET PROTECTION CONTRE LES EAUX : Approbation de la convention de financement de l'Association Syndicale Autorisée des Canaux de la Plaine d'Avignon pour l'année 2023.

Mme MINSSEN

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

La plaine d'Avignon est naturellement démunie de réseau hydraulique superficiel permanent. Pour cette raison et grâce à la proximité de la Durance, l'homme depuis le XIIIème siècle, a réalisé d'importants aménagements hydrauliques lui permettant de structurer tout un système hydrographique artificiel dont l'intérêt patrimonial et environnemental est aujourd'hui largement reconnu.

L'Association Syndicale Autorisée (ASA) des Canaux de la Plaine d'Avignon résulte de la fusion en 2016, de l'ASA du canal Crillon, l'ASA du canal Hôpital-Durançole et l'ASA du canal Puy.

Le périmètre syndical de l'ASA des Canaux de la Plaine d'Avignon couvre un territoire de 2098 ha et comprend 234 kms de réseaux d'irrigation (54 kms de canaux et filioles sous gestion de l'ASA et 180 kms de réseaux d'irrigation privés).
Face aux évolutions de l'occupation du sol et des activités économiques, les canaux ont largement élargi leurs fonctionnalités. Initialement conçus pour la mise à disposition d'eau brute nécessaire à l'irrigation des terres agricoles et l'exploitation de la force motrice de l'eau, ils génèrent aujourd'hui de nombreux effets induits positifs pour le territoire de la Plaine d'Avignon.

Ces externalités liées au fonctionnement des canaux sont :

- leur rôle dans le paysage par la diversité des milieux qu'ils permettent et l'augmentation induite de la biodiversité (trames vertes et bleues, corridors écologiques…),
- l'apport pérenne d'eau sur un territoire méditerranéen naturellement soumis à des sècheresses extrêmes,
- le patrimoine culturel et historique qu'ils représentent (présence de nombreux ouvrages d'art datant de plusieurs siècles),

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

- la recharge des nappes phréatiques liée au principe séculaire d'irrigation par submersion.

Compte tenu des nombreux enjeux que représentent pour le territoire, la présence de ces canaux d'irrigation, la Ville d'Avignon a délibéré le 26 juin 2019 pour la signature d'une convention pluriannuelle de subventionnement d'une durée de 4 ans à compter de l'année 2020, avec l'ASA des Canaux de la Plaine d'Avignon, lui permettant de pérenniser et renforcer ses missions d'intérêt général.

La subvention est allouée annuellement selon les modalités définies dans la convention pluriannuelle. Le montant annuel de cette subvention ne pourra dépasser 89 587 euros. Depuis l'année 2021, le type de subvention versée est une subvention d'investissement (au lieu d'une subvention de fonctionnement) ce qui permet de définir les études et travaux financés par la ville d'Avignon en cohérence avec ses orientations politiques.

La présente délibération permet d'approuver la convention annuelle de financement pour l'année 2023 proposant de participer au financement des missions listées dans le tableau (article 3 de la convetion annexée à la présente délibération) pour un montant total de 79 851 euros après déduction de 9 676 € correspondant à la participation financière de la ville d'Avignon à l'étude des filioles privées lancée en groupement de commande par le Grand Avignon, l'ASA, la ville d'Avignon, les communes de Vedène, Le Pontet, Sorgues, Morières les Avignon ainsi que les Sorgues du Comtat. Le lancement de cette étude a fait l'objet d'une délibération approuvée au Conseil Municipal de novembre 2022.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la délibération n°8 du Conseil Municipal du 26 novembre 2022 approuvant la constitution du groupement de commande et la participation financière de la Ville d'Avignon à l'étude des filioles privées,
Vu la délibération n°9 du Conseil Municipal du 27 novembre 2021 approuvant l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de subventionnement de l'ASA des Canaux de la Plaine d'Avignon,
Vu la délibération n°27 du Conseil Municipal du 26 septembre 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de subventionnement de l'ASA des Canaux de la Plaine d'Avignon,
Vu la délibération n°42 du Conseil Municipal du 26 juin 2019 approuvant le projet de convention pluriannuelle de subventionnement de l'ASA des Canaux de la Plaine d'Avignon,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville attractive et dynamique

AR préfecture : 084-218400075-20230930-Imc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention de financement de l'Association Syndicale Autorisée des Canaux de la Plaine d'Avignon pour un montant de 79 851 euros pour l'année 2023,
- **IMPUTE** la dépense sur le chapitre 204, compte 20423,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toutes les pièces à intervenir.

ADOPTE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

M. ROCCI ne prend pas part au vote.

Le Maire

Mme Cécile HELLE

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 5 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CONVENTION DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023

Entre

La commune d'Avignon représentée par son Maire en exercice Madame Cécile HELLE, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2019.

Ci-après la Commune

Et

L'Association des canaux de la plaine d'Avignon, association syndicale autorisée, représentée par son Président Monsieur Yvan ALLIAUD, dûment habilité par délibération n°218A du syndicat en date du 12/04/2023 domicilié au siège de l'ASA, 97 chemin des Meinajariés 84916 AVIGNON

Ci-après l'ASA

Il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

PREAMBULE

Vu la convention pluriannuelle de subventionnement en date du 3 décembre 2019

Vu l'avenant n°1 à la convention signé le 6 octobre 2020

Vu l'avenant n°2 à la convention signé le 7 décembre 2021

Vu la convention constitutive d'un groupement commande pour le lancement de l'étude des filioles privées signée le 22 mars 2023

Considérant que l'ASA a pour objet statutaire (article 4 de ses statuts) :

L'ASA des canaux de la plaine d'Avignon a pour objet la gestion administrative technique et financière des ouvrages lui appartenant (tels que déterminés ci-dessous) et notamment la réalisation des travaux de curages, de faucardages, de grosses réparations, d'amélioration, de sécurisation, de modernisation, ou d'extension de ses ouvrages en vue :

- de mettre à disposition de l'eau brute notamment pour l'irrigation des terrains (agricoles et non agricoles) et la mise en valeur des propriétés, compris dans le périmètre de l'association, selon les modalités fixées dans le règlement de service (tours d'eau etc…)

- d'exploiter la force motrice des eaux de l'association syndicale. Elle pourra également aménager de nouveaux sites afin d'exploiter au mieux les potentialités énergétiques de l'ensemble de ses réseaux

- de réceptionner et d'évacuer les eaux pluviales des particuliers dont la propriété longe le canal lorsqu'il n'y a pas de possibilité de se raccorder à un réseau collectif, dans la mesure où ces eaux ne peuvent nuire au bon fonctionnement du canal et selon les modalités fixées dans le règlement de service (autorisation préalable…)

Les ouvrages visés ci-dessus sont :

- Canal principal du canal Puy
- Canal principal du canal Hôpital-
- Canal de la Durançôle
- Canal principal du Canal Crillon
- Filiole de Saint Martin
- Filiole de Montfavet
- Filiole de Jonction
- Filiole du Vallon
- Filiole de Rodolphe
- Filiole de la Croix D'or

Considérant que l'ASA bénéficie de droits d'eau :

	Canal Crillon	Canal Hôpital-Durançole	Canal Puy
Droits d'eau	4 000 l/s	2000 l/s	1800 l/s
Date	1763 (2000 l/s) 1853 (2000 l/s)	1229	1806
Dotation calculée	70 Mm^3	46 Mm^3	23 Mm^3
Prélèvements bruts	35 Mm^3	22 Mm^3	9 Mm^3

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Considérant que le paysage de la Plaine est fortement marqué par les canaux qui, outre l'irrigation des propriétés incluses dans le périmètre de l'ASA et notamment des terrains agricoles qu'ils permettent, structurent le paysage et assurent la présence de zones vertes qui existeraient difficilement sans cet apport d'eau.

Considérant que leur rôle dans le paysage et pour la biodiversité, comme le patrimoine culturel et historique qu'ils représentent sont largement reconnu dans tous les documents d'urbanisme et de planification de la zone.

Considérant que l'ASA a fourni son programme d'activité prévisionnel pour l'année 2023

Considérant que la Ville d'Avignon participe au financement pour un montant de 9676 € de l'étude des filioles privées lancée en groupement de commande par le Grand Avignon, l'ASA, la Ville d'Avignon, les communes de Vedène, Le Pontet, Morières les Avignon, Sorgues ainsi que les Sorgues du Comtat et qui a fait l'objet d'une délibération spécifique approuvée au Conseil Municipal du 26 novembre 2022

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de participation de la Ville d'Avignon au financement des études et travaux réalisés ou à réaliser par l'ASA au titre de l'année 2023 prévus par le schéma directeur ainsi que l'étude hydraulique et présentant un intérêt public local.

1 – Sécurisation sur le canal de Hôpital- 598 Av Cardinal Bertrand suite à un effondrement de berge au droit de la propriété de Mr Lopez

1- CRÉATION D'UN ACCÈS DANS CANAL ET MISE EN SÉCURITÉ SITE	1,00 U	1 760,00	20,00	1 760,00
2- ENLÈVEMENT RUINES ANCIEN MUR ET PRÉPARATION FONDS DE FORME	1,00 U	1 880,00	20,00	1 880,00
3-APPORT ET MISE EN FORME DE BLOCS D'ENROCHEMENT SUR HAUTEUR MAXI DE 1.50 M	1,00 U	5 860,00	20,00	5 860,00
4-ENLEVEMENT RAMPE D'ACCÈS ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	1,00 U	1 910,00	20,00	1 910,00

TOTAL HT 11 410 .00 €

2 – Remplacement des modules à Masque à Chateaubrun sur la prise d'eau Hôpital et remplacement des joints sur prise d'eau Puy pour la motorisation des modules dans le cadre des travaux de modernisation de la régulation des canaux et des filioles de la Tr1 et Tr2

Site 1	Remplacement des masques		
Poste 10	Fourniture et remplacement d'un module Largeur 1000	1	3 250,00 €
	Fourniture et remplacement d'un module Largeur 600	1	2 950,00 €
	Fourniture et remplacement d'un module Largeur 400	1	2 750,00 €
	Fourniture et remplacement d'un module Largeur 200	1	2 350,00 €
	Fourniture et remplacement d'un module Largeur 100	1	2 150,00 €
	Fourniture de l'ensemble des masques sur passe HOPITAL (Qté 1+1+1+2+2)	1	17 950,00 €
	Remplacement des joints sur passe Puy	1	3 055,00 €

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

3 – Révision de la pompe de la Station des vertes Rives et remplacement du ballon avec mise en place d'un variateur

Désignation	Qté	Prix U/HT	Total HT
Révision complète de la pompe Bibo Flygt	**1**	**4 720,00€**	**4 720,00€**
Remplacement des roulements			
Remplacement des diffuseurs inférieurs et supérieurs et anneau			
Kits joints			
Remplacement ballon avec variateur	**1**	**8 890,60€**	**8 890,60€**
Remplacement du ballon supression en 750 l Charlatte			
Mise en place d'une sonde de pression 0-10 bars pour la régulation			
Mise en place d'une ventilation forcée de l'armoire			
Mise en place d'un variateur de vitesse Danfoss 7,5Kw permettant le lissage de la pression dans le réseau			
Fourniture et pose clapet enti-retour Socia PN16	**1**	**1 257,30€**	**1 257,30€**
		TOTAL HT	**14 867,90€**

4 – Diagnostic et Réparation de la pompe de la Turbine avec la mise en sécurité du site

5- Travaux de modernisation et de régulation Tranche n° 2 (sur 2 années de travaux- Période de chômage 2022/2023 et 2023/2024) portant sur 10 sites répartis sur les canaux et cuvelage du Canal Principal sur 325 ml avec un seuil de régulation dans le cadre des travaux de modernisation de la régulation des canaux et des filioles de la Tr2 - (Dépenses non éligibles par le FEADER – Publication, Huissier, débroussaillage et abattage d'arbres ..)

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2023 pour une durée de 1 an.

ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention au titre de l'année 2023 visée par la présente convention et versée par la commune d'Avignon s'élève à **79 851,00 €** après déduction du montant de l'étude des filioles de 9676 € (Participation Ville d'Avignon) et se décompose de la manière suivante :

Désignation	Montant estimatif en € HT des dépenses	Participation Financières	Par Maitre d'Ouvrage ASA
1 – Sécurisation sur le canal de Hôpital - 598 Av Cardinal Bertrand suite à un effondrement de berge au droit de la propriété de Mr Lopez	11 410 € HT	70% Ville d'Avignon (Montant = 7 987 € HT)	30% ASA (Montant = 5 705 € HT)
2 – Remplacement des modules à Masque à Chateaubrun sur la prise d'eau Hôpital et remplacement des joints sur prise d'eau Puy pour la motorisation des modules dans le cadre des travaux de modernisation de la régulation des canaux et des filioles de la Tr1 et Tr2	21 005 € HT	70% Ville d'Avignon Montant = 14 703.50 € HT	30% ASA Montant = 6 301.50 € HT
3 – Révision de la pompe de la Station des vertes Rives et remplacement du ballon avec mise en place d'un variateur	14 867.90 € HT	70 % Ville d'Avignon Montant = 10 407.53 € HT	30% ASA Montant = 4 460.37 € HT

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

4 – Diagnostic et Réparation de la pompe de la Turbine et la mise en sécurité du site	20 000 € HT	70 % Ville d'Avignon Montant = 14 000 € HT	30% ASA Montant = 6 000 € HT
5- Travaux de modernisation et de régulation Tranche n° 2 (sur 2 années de travaux- Période de chômage 2022/2023 et 2023/2024) portant sur 10 sites répartis sur les canaux ainsi qu'un cuvelage du Canal Principal sur 325 ml avec un seuil de régulation dans le cadre des travaux de modernisation de la régulation des canaux et des filioles de la Tr2 - (Participation des Dépenses non éligible par le FEADER – Publication, Huissier, débroussaillage, abattage d'arbres, vannes ..)	507 127.97 € HT	Ville d'Avignon Montant = 32 752.97 € HT (Dépenses non éligibles par le FEADER) FEADER (Agence de l'eau, Département de Vaucluse et Région Sud) Montant = 379 500 € HT	ASA 20% Montant = 94 875 € HT
Participation de Ville d'Avignon	**TOTAL**	**79 851 € HT**	

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.
Les versements seront effectués au compte ouvert au nom de :
……..
N° IBAN |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|

BIC |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

L'ordonnateur de la dépense est le Maire de la Ville d'Avignon, Cécile HELLE.

Le comptable assignataire est le Trésorier Principal d'Avignon, Ludovic BIDEGARAY

La subvention sera versée après réception au plus tard le 30 novembre 2023 d'un rapport d'activité spécifique à la présente convention de financement relatif aux études et travaux réalisés ou à réaliser et précisant le niveau de réalisation de ces derniers.

ARTICLE 5 - IMPUTATION BUDGETAIRE

La subvention est imputée sur les crédits communaux au chapitre 204.

ARTICLE 6 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION

7.1. En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

7.2. La convention pourra aussi être résiliée pour un motif d'intérêt général.

7.3. La convention pourra être résiliée de plein droit par la commune si dans un délai de deux ans après sa signature, le syndicat mixte ayant vocation à gérer les canaux n'est pas constitué.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X01000130ca-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

7.4. A la constitution du Syndicat Mixte, la participation de la Ville d'Avignon au fonctionnement du Syndicat se substituera à la présente convention.

ARTICLE 8 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de NIMES.

Le ……

Pour l'ASA, Pour la Ville d'Avignon,

DCM_2023_04_39

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

39

ATTRACTIVITE : Marché des Potiers / Edition 2023 - Convention avec l'Association pour le Marché des Potiers d'Avignon (AMPA).

M. TUMMINO

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

L'Association pour le Marché des Potiers d'Avignon (AMPA) propose à la Ville l'organisation du Marché des Potiers, place St Didier, le samedi 7 octobre 2023.

L'Association prête son concours par l'apport de sa logistique, ainsi les exposants seront sélectionnés, les divers devis, banderoles et la conception de la communication seront gérés par l'Association. L'association prendra en charge également les moments conviviaux avec les exposants (petit-déjeuner, apéritif).

La Ville, par l'intermédiaire de son Service Fêtes et Animations, se chargera de coordonner l'ensemble des interventions et de faire le lien avec les différents services techniques municipaux.

A cet effet, il est nécessaire d'établir une convention définissant les conditions de ce partenariat et la contribution de chaque partie à la réussite de cette manifestation. Pour aider à la réalisation de l'évènement, la Ville accorde une subvention de 5 000 € à l'association partenaire.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville attractive et dynamique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- APPROUVE les termes de la convention à intervenir entre la Ville et l'Association pour le Marché des Potiers d'Avignon (édition 2023),
- DECIDE de l'attribution d'une subvention de 5 000 € à l'Association des Potiers d'Avignon pour l'organisation d'un marché le 7 octobre 2023,

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

- **IMPUTE** la dépense au chapitre 65 article 65748 – Service Fêtes et Animations,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

CONVENTION DE PARTENARIAT
VILLE D'AVIGNON – AMPA
Marché des potiers et ateliers d'initiation et de démonstration (Edition 2023)

ENTRE

La Ville d'Avignon représentée par son Maire, Madame Cécile HELLE, domiciliée en l'Hôtel de Ville 84000 AVIGNON, dûment habilitée par délibération du 30 septembre 2023,

D'une part,

ET

L'Association pour le Marché des Potiers d'AVIGNON, dont le siège social est : Chez Julie LAMARINS – 75 Avenue Monclar 84000 AVIGNON, représentée par sa présidente Madame Cécile VICO, dûment habilitée par décision du Conseil d'Administration,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

La Ville d'Avignon et l'Association pour le Marché des Potiers d'AVIGNON (AMPA) assurent la co-organisation :

- du Marché des Potiers et des ateliers d'initiation et de démonstration qui auront lieu le Samedi 7 Octobre 2023, Place St Didier et Plan St Didier (après le porche) à AVIGNON.

Article 2 : PERSONNEL

La Ville d'AVIGNON et l'AMPA conservent chacune leur qualité d'employeur vis-à-vis de leur personnel participant à la manifestation et couvrent notamment chacune le risque d'accident du travail.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

Article 3 : APPORTS DE LA VILLE

La valorisation prévisionnelle des apports de la Ville est estimée à environ 800 euros et concerne plus particulièrement l'intervention des services municipaux.
Par ailleurs une subvention de 5.000 euros sera versée à l'Association pour contribuer à la réussite de cet évènement.

Marché des Potiers

1- Communication

Il est demandé aux services Reprographie et Communication de la Ville de :

- Réaliser et mettre en place les affiches destinées aux panneaux d'affichage municipaux au moins 15 jours avant le marché, format et nombre comme il est d'usage pour d'autres manifestations,
- Réaliser et mettre en place un kakémono devant la mairie, si un emplacement est disponible à la période demandée,
- Réaliser les affiches boutique/route format A3 en 80 ou 90 grs/m^2, environ 350,
- Réaliser les flyers, format à déterminer, recto/verso, 135 grs/m^2 pour la rigidité du présentoir, environ 6000,
- Réaliser, en format A4, grammage moyen, 150 affiches, permettant d'annoncer et flécher l'évènement en ville,
- Mettre à disposition, si disponibilité, un ou deux panneaux mobiles sur la Place et le Plan Saint Didier pour annoncer la manifestation une semaine avant la date de l'évènement,
- Diffuser un message via les haut-parleurs dans les rues piétonnes le samedi 7 octobre 2023 toute la journée et peut être le samedi et mercredi d'avant.

L'installation de la banderole Rue de la République est confiée au Service SALMA de la Ville d'AVIGNON.

2- Diffusion et Promotion

- Promotion et diffusion réalisées par le Service Communication de la Ville (mise en place de flyers en Mairie Centre et Mairies annexes et locaux municipaux à caractère touristique),
- Diffusion de l'évènement par les moyens habituels utilisant les mails, divers réseaux sociaux et le Site Internet de la Ville,
- Informer l'AMPA pour les dates de « bouclage » ; une documentation et/ou des entretiens seront proposés au préalable.

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

3- Circulation et stationnement des véhicules

- Avant l'évènement, selon les modalités d'usage, un arrêté municipal devra réglementer l'interdiction de stationner pour les motos garées à côté des cadres destinés aux vélos, et des vélos aux emplacements nouvellement créés en façade de l'église St Didier,
- Mise en place, avant le vendredi 6 Octobre, d'un fléchage destiné aux véhicules des exposants leur permettant d'accéder à la Place St Didier par un itinéraire choisi par la Ville, et avec un dégagement vers le parking Jean-Jaurès. Ce sont environ 40 véhicules qui devront entrer et sortir en peu de temps,
- Ouverture permanente et facilitée par les bornes à partir de 5h30 et après 19h,
- Réservation d'un emplacement pour le stationnement des fourgons contre les remparts Avenue du 7ème Génie ou à proximité.

4- Logistique

- La détermination des emplacements sera faite en accord avec la Mairie. Il sera utile de préciser le périmètre disponible de l'espace public, en amont de la manifestation
- Dépôt du matériel par le SALMA avant 8 heures (tables, chaises, barrières Vauban)
- Accès à une borne électrique et un point d'eau sur la Place Saint Didier pour 8 heures.

Article 4 : APPORTS DE L'AMPA

L'AMPA s'engage à :

1/ Communication

- Prendre en charge la conception du visuel de la communication : affiches, flyers, banderole rue de la République et/ou kakémonos à l'entrée de la Mairie,
- Assurer la communication, tant par ses propres moyens, affichage, réseaux professionnels, presse régionale gratuite ou diffusée en kiosque, radios, commerces (banderole, parutions locales type Utopia, fanzyo, parents), et sur les réseaux sociaux,
- Documenter l'évènement, par des moyens photographiques ou vidéo. Ces documents seront mis à la disposition de la Ville d'AVIGNON.

2/ Logistique

- Assurer le bon déroulement du Marché des Potiers d'AVIGNON et des divers ateliers depuis l'appel à candidatures jusqu'à la restitution des lieux,

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

- Accueillir les exposants avec un petit déjeuner et leur offrir un apéritif « potier » convivial,
- Assurer en permanence l'interface entre la Ville, les exposants et le public.

3/ Finances

- Les moyens financiers de l'AMPA sont assurés par les cotisations de ses membres, la participation financière des exposants, les aides apportées par des associations partenaires (« Terres de Provence ») et la Ville d'AVIGNON.
- Les intervenants aux divers ateliers, la conception graphique, la réalisation de la banderole, la communication hormis celle à la charge de la Ville et l'assurance couvrant les activités des membres de l'AMPA dans le cadre du marché sont à la charge financière de l'AMPA.

Article 5 : ASSURANCES

L'AMPA renonce expressément à tout recours contre la Ville d'AVIGNON. Elle assurera seule la responsabilité des dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, résultant de l'exploitation des installations ou du matériel, des fautes ou des négligences de son personnel ou des exposants.

Article 6 : COMPTE DE RESULTAT

L'AMPA communiquera le compte de résultat de la manifestation en même temps que les comptes annuels de l'Association.

Article 7 : DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa notification et est valable pour l'année 2023.

Article 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, qui pourrait résulter de l'application des dispositions de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de conciliation avant la saisine du juge administratif siégeant au Tribunal Administratif de NIMES.

Fait à AVIGNON, le

Le Maire d'AVIGNON	**La Présidente de l'AMPA**
Cécile HELLE	**Cécile VICO**

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X0100012059-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

DCM_2023_04_40

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

40

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : Régie des Halles - Désignation de la Directrice.

M. TUMMINO

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Par délibération n°4 du Conseil Municipal du 27 février 2019, la gestion de l'exploitation des Halles centrales, service public industriel et commercial, est assurée par la ville d'Avignon depuis le 1er mars 2019 à travers une régie dotée de la seule autonomie financière.

Ce service public est géré sous l'autorité du Maire et du Conseil Municipal par un Conseil d'Exploitation et un directeur en application de l'article L. 2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Les membres du Conseil d'Exploitation et le directeur ont été nommés dans les mêmes conditions, sur proposition du Maire, par le Conseil Municipal.

La régie a notamment les missions suivantes :

- assurer le fonctionnement courant et régulier des Halles,
- mettre en place des animations et opérations promotionnelles de nature à renforcer l'attractivité des halles centrales,
- veiller à l'amélioration qualitative et quantitative des commerces présents et formuler des propositions de développement et de dynamisation des halles, tenant compte de l'évolution de la population sur le territoire communal.

Conformément aux dispositions de l'article 5 des statuts de la Régie, le directeur assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet :

- il gère les aspects techniques et administratifs de la régie,
- il prépare le budget,
- il tient le conseil d'exploitation au courant de la marche du service,
- il gère, sous l'autorité du Maire, le personnel de la régie.

Il peut recevoir délégation de signature du Maire, sous sa responsabilité et sa surveillance, pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Suite au départ du directeur actuel de la Régie depuis le 1er septembre 2023, il est donc nécessaire de procéder à son remplacement. Le directeur de la régie étant désigné par délibération du Conseil Municipal sur proposition du Maire, il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Aussi, Il est proposé d'approuver la désignation de Madame Margot TECHEC qui occupe le poste de Cheffe du département Attractivité du Territoire, en qualité de directrice de la Régie des Halles.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-29, L 2221-14, R 2221-3, R 2221-67 et R 2221-68 ainsi que les articles R 2221-73 à 75,
Vu l'avis de la Commission Consultative des services publics locaux en date du 8 novembre 2018,
Vu l'avis du Comité technique en date du 15 février 2019,
Vu la délibération n°30 du Conseil Municipal du 26 février 2022 portant désignation de l'élu remplaçant l'élu démissionnaire pour siéger au Conseil d'Exploitation de la Régie des Halles,
Vu la délibération n°52 du Conseil Municipal du 24 avril 2021 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la Régie des Halles,
Vu la délibération n°4 du Conseil Municipal du 27 février 2019 portant création de la régie dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation des Halles centrales, l'adoption des statuts, la fixation des tarifs et la nomination du directeur,
Vu les statuts de la Régie,
Considérant le départ du directeur actuel de la Régie des Halles depuis le 1er septembre 2023,
Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie du 14 septembre 2023 à la désignation de Madame Margot TECHEC, Cheffe du département Attractivité du Territoire, comme directrice de la Régie des Halles.

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville attractive et dynamique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la désignation de Mme Margot TECHEC en qualité de directrice de la Régie des Halles,
- **DECIDE** de lui attribuer les compétences suivantes : direction des aspects techniques, administratifs et financiers de la régie, préparation du budget, exécution des décisions de l'assemblée délibérante, tous actes, contrats et marchés,
- **AUTORISE** Mme le Maire ou l'Elu(e) Délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC
M. TUMMINO, M. BLUY, Mme RIGAULT ne prennent pas part au vote.

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLEES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 6 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture :

Date de télétransmission :

Date de réception en préfecture :

DCM_2023_04_41

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001233e-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

41

PREVENTION - SECURITE : Avenant N°3 à la convention triennale avec le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Vaucluse (C.I.D.F.F.) - Subvention 2023.

Mme GAILLARDET

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Lors du Conseil Municipal du 18 décembre 2021, une convention triennale avec le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) avait été votée permettant de stabiliser la contribution de la Ville sur les années 2022 à 2024.

Cette convention triennale permettait, notamment, de formaliser le soutien de la collectivité sur plusieurs axes importants :

- L'accès aux droits des femmes et des familles ;
- La promotion de la citoyenneté ;
- La lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Ainsi que la promotion de l'égalité des femmes et des hommes auprès de tous les publics et en particulier les jeunes.

Le travail accompli par le CIDFF 84, acteur essentiel des politiques municipales, répond ainsi à de nombreuses priorités telles que : la solidarité, l'emploi et l'insertion dans un contexte socio-économique difficile avec de nombreux publics en grande précarité (familles monoparentales ou personnes isolées).

Ainsi, il est proposé de valider, par la présente délibération, la subvention 2023 du CIDFF 84 qui s'élèvera à 10 000 €.

Le renouvellement de l'engagement de la Ville auprès du CIDFF 84 permettra de maintenir les permanences d'accès aux droits, d'initier des actions de prévention en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, de citoyenneté et d'égalités femmes / hommes.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001233e-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Ville citoyenne, participative et républicaine

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** les termes de l'avenant N°3 à la convention conclue avec le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles en Vaucluse (CIDFF) lors du Conseil Municipal du 18 décembre 2021,
- **DECIDE** d'octroyer 10 000 € au CIDFF 84 au titre de la convention triennale,
- **IMPUTE** les dépenses au chapitre 65, compte 6574,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu (e) délégué (e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001233e-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

AVIGNON
Ville d'exception

Avenant n°3 à la convention d'objectifs du 18 avril 2021 passée entre la Ville d'Avignon et l'association Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles

En application des alinéas 3,4 et 5 de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001.

Entre la Ville d'Avignon, représentée par Madame Cécile HELLE, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2023,

Et l'association Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF), représentée par sa Présidente, Madame Anne BOUQUET RAULT, dûment habilitée à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts de l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET :

L'association CIDFF 84, dans le cadre de la convention triennale et du présent avenant, met en place sur le territoire de la commune d'Avignon plusieurs actions :

- Permanences d'information juridique / 3 permanences par mois à la Maison de la Justice et du Droit dans le droit civil, droit de la famille, droit pénal et droit des étrangers
- Prévention et lutte contre les violences conjugales et/ou intrafamiliales / accueil, information et orientation des personnes en situation difficile (dysfonctionnement familial, victimes de violences)
- Sensibilisation à l'accès au droit, la citoyenneté et l'égalité femmes - hommes / actions de prévention en milieu scolaire, journées de débats et manifestation (8 mars et 25 novembre)

Ces actions, présentées par l'association CIDFF 84, ont reçu un avis favorable de la collectivité dans le cadre des crédits consacrés à la thématique « droit des femmes ».

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION :

10 000 € au titre d'exercice 2023 pour l'ensemble de l'activité de l'association CIDFF 84 tel que défini dans la convention triennale signée le 17 mars 2022.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

La somme de 10 000€ pourra être versée à la signature du présent avenant.

Les bilans financiers et les rapports d'activités des actions financées en 2022 devront être communiqués avant le 30 juin 2023 à la Ville d'Avignon (Direction de la Vie Participative, Mission Politique de la Ville et Centres Sociaux).

Fait à Avignon en trois exemplaires, le

Pour la Ville d'Avignon,
Le Maire,
Cécile HELLE

Pour l'association CIDFF84,
La Présidente,
Anne BOUQUET RAULT

DCM_2023_04_42

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Mairie d'AVIGNON

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du : 30 SEPTEMBRE 2023

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Cécile HELLE, M. Claude NAHOUM, M. Paul-Roger GONTARD, Mme Laure MINSSEN, M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS, Mme Zinèbe HADDAOUI, M. David FOURNIER, Mme Laurence LEFEVRE, M. Claude TUMMINO, Mme Frédérique CORCORAL, Mme Isabelle LABROT, M. Julien DE BENITO, Mme Amy MAZARI ALLEL, Mme Nathalie GAILLARDET, M. Eric DESHAYES, Mme Isabelle PORTEFAIX, M. Kader BELHADJ, Mme Martine CLAVEL, M. Marc SIMELIERE, Mme Anne-Catherine LEPAGE, Mme Anne GAGNIARD, M. Joël PEYRE, M. Loïc QUENNESSON, M. Cyril BEYNET, M. Arnaud PETITBOULANGER, Mme Sylvie MAZZITELLI, Mme Françoise LICHIERE, M. Christian ROCCI, Mme Laurence ABEL RODET, Mme Kamila BOUHASSANE, M. Thierry VALLEJOS, Mme Annick WALDER, Mme Anne-Sophie RIGAULT, Mme Ghislaine PERSIA, M. Paul RUAT, Mme Martine BAREL, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Annie ROSENBLATT, M. Mouloud REZOUALI, Mme Christine LAGRANGE, M. Michel BISSIERE, Mme Florence ROCHELEMAGNE

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Mme Catherine GAY par M. Claude NAHOUM
M. Sébastien GIORGIS par Mme Laurence LEFEVRE
M. Jean-Marc BLUY par M. Paul-Roger GONTARD
Mme Joanne TEXTORIS par M. Marc SIMELIERE
Mme Marie-Anne BERTRAND par M. Fabrice MARTINEZ TOCABENS
M. Bernard HOKMAYAN par Mme Amy MAZARI ALLEL
M. Bernard AUTHEMAN par Mme Anne GAGNIARD
M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI par M. Paul RUAT
M. Arnaud RENOUARD par Mme Murielle MAGDELEINE
Mme Carole MONTAGNAC par Mme Anne-Sophie RIGAULT
M. Jean-Pierre CERVANTES par M. Mouloud REZOUALI

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205b-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

AVIGNON
Ville d'exception

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

42

SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS : Attribution de subventions aux associations non conventionnées.

Mme MAZARI ALLEL

Mes chères Collègues, mes chers Collègues,

Les associations sont placées, depuis 2014, comme des acteurs essentiels, considérant le rôle majeur qu'elles ont dans la cité et dans le cadre de l'intérêt général :

- Elles accompagnent à nos côtés des politiques publiques
- Elles œuvrent en faveur de l'emploi, du développement local, de la citoyenneté
- Elles sont des espaces de liberté, d'expression, d'épanouissement

Les associations sont nombreuses, plurielles, et sont l'une des forces vives de notre commune.

La charte de la vie associative, signée par chacune d'entre-elles, fonde les relations et les engagements réciproques entre les associations et la Ville. Ces principes marquent notre volonté ancrée d'être à l'écoute, de reconnaitre, d'accompagner, et soutenir aux mieux les associations.

La Ville d'Avignon peut ainsi compter sur l'action d'un tissu associatif très important. Leur diversité et leur dynamisme constituent une richesse remarquable qui contribue à faire vivre la Ville et ses quartiers, participe à son développement tout en permettant l'épanouissement individuel et le renforcement du vivre-ensemble.

Les associations constituent l'un des piliers de notre vie démocratique, sociale et culturelle et permettent d'agir sur le développement local.

Les dernières années ont été ô combien difficiles pour les acteurs associatifs (crise sanitaire, économique, et maintenant la crise énergétique...). Ce contexte s'est traduit par bien des impacts sur le fonctionnement des associations. Toutefois, elles ont su et continuent à faire face, nonobstant ce contexte, afin de répondre aux enjeux sociétaux, et pouvoir conduire leurs projets, leurs actions.

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205b-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Grandes ou petites, elles réussissent à trouver les ressources pour s'adapter et parfois se réinventer, en déployant des alternatives innovantes pour répondre aux besoins de leurs usagers. Leurs capacités de résilience et d'adaptation sont remarquables. Elles s'inscrivent de manière complémentaire dans le cadre de politiques publiques, et dans le prolongement des priorités municipales.

C'est pourquoi, la Ville d'Avignon soutien le monde associatif, et entend poursuivre ce soutien, afin d'encourager et développer le dynamisme associatif.

Le budget primitif voté pour 2023, sanctuarise et amplifie l'enveloppe de subventions aux associations avec 9,1M€, soit une augmentation de 0,3M€ par rapport au budget 2022, permettant ainsi d'accompagner, de manière toujours plus efficace, les actions des associations pour faire vivre la ville fraternelle à laquelle nous sommes fondamentalement attachés.

La Ville d'Avignon souhaite donc poursuivre son accompagnement auprès des associations présentant un intérêt local en 2023. Le soutien alloué peut être complémentaire des éventuelles mises à disposition en terme de : logistique, matériels, moyens humains, ou de locaux.

Dans ce cadre, et après examen des dossiers présentés par des associations non conventionnées, il est proposé au Conseil Municipal, de retenir 3 projets associatifs relevant de la Délégation : Habitat, Logement et enjeux territoriaux.

Le concours financier apporté aux associations dans ce cadre permet une aide pour le fonctionnement associatif, l'achat de matériel, ou bien la mise en œuvre d'une action ou d'un projet.

Le détail des subventions proposées figure en annexe de la présente délibération pour un montant total de 4.450 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,
Vu la loi du 1er juillet 1901 modifiée relative au contrat d'association
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205b-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Considérant l'avis favorable de la ou des :
Commission Développement territorial et urbain

Commission Administration générale, finances et personnel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

- **ACCORDE** aux associations non conventionnées l'attribution de subvention pour un montant de 4450 € relevant de la Délégation Habitat, Logement et enjeux territoriaux,
- **IMPUTE** la dépense au chapitre 65 - compte 65748 - fonction 72,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer toute pièce à intervenir.

ADOPTE

Se sont abstenus : Mme Anne-Sophie RIGAULT, M. Stéphane PRZYBYSZEWSKI, M. Paul RUAT, M. Arnaud RENOUARD, Mme Murielle MAGDELEINE, Mme Carole MONTAGNAC

Le Maire

Mme Cécile HELLE

SERVICE DES ASSEMBLÉES - MAIRIE D'AVIGNON (Vse)

Le Secrétaire de Séance

M. Claude NAHOUM

PARVENU A LA PREFECTURE LE 5 OCTOBRE 2023

ACTE PUBLIE LE 10 OCTOBRE 2023

AR préfecture : 084-218400075-20230930-lmc1X010001205b-DE
Date de télétransmission : 05-10-2023
Date de réception en préfecture : 5 OCTOBRE 2023

Accusé de réception en préfecture
084-218400075-20230930-lmc1X010001205b-DE
Date de télétransmission : 05/10/2023
Date de réception préfecture : 05/10/2023

ANNEXE DETAIL DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS NON CONVENTIONNEES

PRESENTE AU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2023

Délégation Habitat, Logement et enjeux territoriaux

NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET SOCIAL	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION N-1	SUBVENTION 2023
CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT - CNL 84	Défense des locataires	Prospectus, montage de dossiers, achats de papiers et encres, paiements des déplacements pour les réunions avec les institutions et déplacements pour aller dans les quartiers rencontrer les habitants. Paiement d'une partie du loyer des locaux, électricité, eau, téléphone, et internet. Organisation de réunion, de rassemblements, de fêtes avec les locataires, fêtes des voisins	1500 €	**1500 €**
API PROVENCE	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social	Favoriser l'accès au logement des jeunes en fluidifiant leurs parcours locatifs. Participer à la mise en réseau des bailleurs (privés et publics) afin de lutter contre les exclusions d'un public spécifique. Participer à la politique locale en matière de production de logements pour les personnes.	2650 €	**2650 €**
ASSOCIATION CITOYENNE DES QUARTIERS NORD	Animations favorisant le vivre ensemble sur le territoire Nord/Est.	Organisation de 4 lotos, de 4 vide-greniers et de sorties intergénérationnelles. Participation aux animations du quartier.	300 €	**300 €**
TOTAL			4450 €	**4450 €**